

LE JOURNAL D'ASIE **par HENRI FROMENT-MEURICE (années 1971, 1972)**

Directeur Asie-Océanie au Quai d'Orsay de 1969 à 1975, l'Ambassadeur Henri Froment-Meurice dévoile les arcanes de la guerre du Vietnam

1^{er} janvier 1971

Le 23 décembre, Mai Van Bo demande à me voir. Je soupçonne qu'il s'agit des prisonniers. J'ai lu en effet dans le journal du matin que Bo, la veille, a remis aux envoyés de Fulbright et de Ted Kennedy une liste de 368 noms que Hanoi affirme complète. Aussitôt je me suis demandé s'il fallait y voir la réponse à ma suggestion au cours du déjeuner avec Bo quelques jours plus tôt.

Il m'a donc apporté la liste et m'a avoué qu'il souhaitait une réaction d'appréciation du Gouvernement. En même temps il a présenté le geste de Hanoi comme une réponse aux suggestions qui avaient été faites de divers côtés. J'ai réagi très positivement et préparé ensuite un communiqué où je parlais de la « vive appréciation » du Gouvernement. Mais Alphand et Schumann ont fait tomber l'épithète, car ils sont furieux que Hanoi ne nous ait pas remis la liste sinon avant, du moins en même temps qu'aux Sénateurs américains. Peut-être ont-ils raison, mais j'avoue ne pas être choqué. De toute évidence Hanoi fait une opération de politique intérieure américaine. Nixon est furieux. Le plus piquant est que les lettres de ces Messieurs, adressées aux dirigeants de Hanoi, sont passées par mes mains. J'en ai remis depuis 18 mois un bon paquet à Mai Van Bo.

J'ai interrogé Manac'h sur « l'accord tacite ». Quels étaient ses souvenirs ? Il m'a répondu, au bout de quelques jours, par sept pages desquelles il ressort qu'il ne sait rien. Je constate seulement qu'on ne lui en a jamais parlé. Mais je lis dans la conférence de presse du 23 décembre de Rogers qu'au début de 1969, Vance et Habib en ont parlé à Zorine et Oberemko, lesquels n'auraient pas pipé. Evidemment il s'agit pour Nixon d'embarrasser les Russes. Ceci dit je constate, moi, que quand il s'agit des choses sérieuses, c'est aux Russes que parlent les Américains, et pas à nous, ce qui d'ailleurs est normal. Mais, une fois de plus, soyons modestes et, comme dit Beaumarchais, ne faisons pas la mouche du coche ! Je n'ai jamais, depuis 18 mois, été sollicité de transmettre vraiment un « message » ou un « signal » américain sérieux à Hanoi. Habib m'a dit beaucoup de choses, et j'ai le sentiment que les Américains ont un peu plus confiance en nous qu'avant, mais cela ne va pas au-delà.

Vers le 20, Lipkowski, qui doit voir Pompidou, me convoque : que lui dire sur le Vietnam ? Je réponds : « Que le Président de la République ne cautionne pas trop Nixon, sa volonté de paix, son intention de retirer toutes ses troupes ; à Tachkent, en octobre, il est allé trop loin. Car la vietnamisation, ce n'est pas la fin de la guerre, et ce n'est même pas le retrait de toutes les troupes américaines. » « Ce n'est pas facile à dire, me répond Lipkowski, mais je tâcherai de trouver une formule. »

Hier il me convoque pour me raconter l'entretien. « Je me suis arrangé. J'ai dit que la politique de Nixon n'était pas aussi claire que cela. Je me suis abrité derrière vous d'ailleurs. Pompidou n'a pas mal réagi. Peut-être bien, m'a-t-il dit. »

J'ai publié dans le dernier numéro de « Preuves » sous la signature des trois étoiles un article sur « La France en Asie ». Ecrit en août, il tient encore. J'ai déjà eu de bons échos.

12 janvier

Parti hier de Paris à 13h30, escale à Athènes, Le Caire où je ne suis pas revenu depuis 1965, Karachi. Arrivé à Shanghai à 14 heures. Une demi-heure avant l'atterrissage on commence à voir la terre. Elle est brune, découpée comme un puzzle dont les morceaux seraient légèrement éloignés les uns des autres ; l'eau court tout autour. Le temps est superbe, clair, ensoleillé. Plus on se rapproche de la terre, plus celle-ci apparaît admirablement cultivée. Les champs sont tous au cordeau. Pas un pouce de terrain n'est perdu. Les maisons et bâtiments de ferme ont bon aspect. Les toits sont gris, tantôt très foncé, tantôt clair. Dans les cours de petites meules sont alignées. Les routes sont vides. Dans les champs j'aperçois, maintenant que nous volons bas, beaucoup de travailleurs, généralement en groupes. Pas un véhicule. Mais sur les canaux, soudain des jonques, des barques, le paysage est tellement « chinois » que j'en ai un coup au cœur. Nous rasons

les toits, sans avoir survolé la ville. Quelques fabriques, des bâtiments plus importants et c'est la piste. Il me semble qu'il ne doit pas y en avoir beaucoup, car l'on ne voit que des champs tout autour. Le bâtiment de l'aéroport est du plus détestable style soviétique. Notre Boeing est le seul appareil. Deux lignes internationales seulement desservent la Chine : Air France et la Pakistani. Le représentant de notre compagnie m'attend. C'est un homme aimable, avec lequel j'apprendrai tout à l'heure beaucoup.

J'ai l'impression que le personnel chinois fourmille. Il y a beaucoup d'hommes en uniforme. Mais tout ce monde paraît très paisible et aimable. Les formalités de douane et de passeport sont très vite exécutées. On ne me garde pas mon passeport et, si je compare à la pratique soviétique, l'accueil est beaucoup plus agréable. On ne me demande aucun renseignement de caractère financier. En cinq minutes tout est réglé. Mes bagages sont réexpédiés sur Pékin. Les employés sont aimables et détendus. Sur le bureau des passeports, je saisis un exemplaire en français du Petit Livre Rouge, généreusement offert au voyageur.

Je monte dans la salle supérieure de l'aéroport, vaste, claire, plaisante. Un haut-parleur naturellement ne cesse de déverser des chansons, du bruit, des déclarations. Mais on n'y prend garde. J'examine les vitrines et je suis frappé par la quantité des objets. D'une certaine manière, il y en a plus qu'aux aéroports de Moscou et beaucoup plus qu'à ceux du Caire. Je vois des choses assez plaisantes : des chemises, des sous-vêtements, des tricots, des coupons de soie, aussi des articles de sport, qui paraissent bien faits et très bon marché. Au rayon des postes radio, je relève à côté de boîtes tonitruantes et énormes du type soviétique d'autrefois, des transistors d'aspect très moderne. L'homme d'Air France me dit en avoir acheté un avec 8 transistors, plusieurs gammes, avec lequel il écoute, grâce à une bonne antenne, France-Inter. Le prix est modeste : 150 yuans, soit 350 francs environ. Les objets d'ameublement sont nombreux, mais laids. Tout ce qui est vase, porcelaine, lampe, même lanterne chinoise est de mauvais goût. Mais il y en a. Les jouets sont un peu frustes et souvent guerriers. Deux stands sont consacrés aux livres. C'est-à-dire à la pensée de Mao, traduite en toutes langues. Au rayon de l'alimentation, conserves, thé, café, vins, liqueurs, confiseries, dattes : les prix sont très bas. Sur le frigidaire je lis : Long live Chairman Mao.

Mon compagnon m'explique qu'à Shanghai la Révolution Culturelle n'est pas encore terminée. C'est qu'ici subsistent des noyaux de résistance, des gens riches, des commerçants, des industriels. La période actuelle rappelle un peu celle des Cent Fleurs. Mais l'on est à la croisée des chemins : ira-t-on vers plus de libéralisation ou donnera-t-on un nouveau tour de vis ? La partie n'est pas jouée. Il le sent aux résistances qu'il rencontre parfois pour étendre ses activités.

Je me propose d'appeler Manac'h à Pékin. En quelques minutes la communication est établie et nous parlons d'une cabine située dans la salle. Là encore, j'imagine mal pareille rapidité et surtout pareil souci de faciliter le contact à Moscou, Kiev ou Leningrad. Manac'h, que j'entends assez bien, me dit qu'il a été grippé, mais vient de reprendre le travail. Il me donne quelques indications satisfaisantes sur mon programme. Je verrai demain mon homologue du Ministère des Affaires Etrangères et samedi le Vice-Ministre, sans doute Lo Kouei-Po, viendra dîner à l'Ambassade. C'est là ce que je souhaitais. Je ne puis espérer être reçu à l'échelon supérieur, car vu l'absence actuelle de Ministre, (Chen Yi l'est toujours théoriquement, mais n'exerce pas ses fonctions) il n'y a pas d'intermédiaires entre mon interlocuteur et Chou En Lai.

J'écris tout ceci dans l'aéroport en attendant le départ de l'avion chinois pour Pékin. Depuis une heure et demie, je n'ai vu décoller qu'un avion. Calme bienfaisant. Les voyageurs de notre avion poursuivent tous, me semble-t-il, sur Pékin : quelques représentants de firmes françaises, un couple danois, un Polonais, et une dizaine de Chinois dont le Conseiller commercial à Paris.

12 janvier

Départ de Shanghai vers 16 heures. Nous nous dirigeons vers la salle réservée aux lignes intérieures. L'activité y est nettement plus grande. Devant la barrière qui mène à notre appareil, un Iliouchine soviétique, une bonne cinquantaine de Chinois sont groupés. Ce sont sans doute les parents, amis, enfants des passagers. Il m'est impossible de distinguer entre eux selon leur habillement ou leurs manières. Mais mon œil n'est sûrement pas assez exercé. Il en sera de même dans la cabine qui me paraît presque pleine déjà. Les Chinois sont assis au milieu d'un tas de petits colis. Leurs tenues sont bleues ou vertes, avec l'éternelle casquette. Il y a une majorité d'hommes. Tout l'avant est encombré de cartons volumineux comme s'il s'agissait d'une soute à bagages.

Voyant le couple danois, je me hasarde à demander si c'est l'Ambassadeur. En effet, je m'assois entre les époux, ce qui me procurera une intéressante conversation jusqu'à Pékin. M. Stenbark Hansen partage l'opinion générale : normalisation progressive, relative libéralisation. Mais il pose bien le choix : maintien du primat idéologique ou reprise de la production par des intéressements matériels.

L'avion atterrit vers 18h30 à Pékin où il fait - 6°. Les collègues de l'Ambassade m'attendent fort aimablement et je monte dans la Renault de Melle de Corbie après avoir traversé le bâtiment, lui aussi, très soviétique de l'aéroport. On mettrait une statue de Staline à la place de Mao qu'on se croirait à Kiev ou Leningrad en 1955. Nous filons pendant une bonne quinzaine de kilomètres sur une route absolument droite, éclairée par de grands lampadaires. Nous croiserons deux autobus et serons dépassés par une voiture officielle, une Zim soviétique aux rideaux tirés comme aux beaux temps de Moscou. Pour le reste, il n'y a que des bicyclettes, mais en nombre considérable, sans phare ni lumière arrière, ce qui les rend parfaitement invisibles et oblige le conducteur à la plus grande prudence. Il est vrai que la voiture automobile n'existe pratiquement pas.

Au bout de cette verticale, nous tournons à angle droit et à quelques centaines de mètres de nouveau à angle droit pour entrer dans une rue assez large, bordée de jardins. C'est le quartier diplomatique. L'Ambassade de France est située, délicate attention, juste en face de celle de l'Allemagne de l'Est.

Très aimable réception de Manac'h. La résidence est plutôt mieux que je ne pensais. Le salon est vaste. Il y a quelques beaux objets chinois, reste de nos anciennes splendeurs. Dîner à quatre avec Madame Manac'h et Melle de Corbie.

Ensuite, je converse avec Manac'h. Mon programme se présente bien. Le Vice-Ministre qui viendra au dîner ne sera pas Lo Kouei-Po, mais Chiao Kuan-Hua, qu'on voit moins et qui est l'interlocuteur des Soviétiques dans la négociation sur les frontières. Ce sera plus intéressant.

Bien sûr la conversation porte sur le Cambodge. Je verrai Penn Nouth après demain. Il est de mauvaise humeur en ce moment. Je le sais bien, ayant eu jeudi dernier une difficile conversation avec Chau Seng. Je sens Manac'h toujours aussi convaincu que nous suivons une mauvaise politique et que nous n'avons pas assez soutenu Sihanouk. Il me fait aussi observer que jamais Couve n'aurait accepté que le Directeur d'Asie s'arrête à Saigon et, dans les circonstances actuelles, à Phnom Penh. Bref, il conclut que nous faisons une autre politique. Je n'ai pas trop envie de discuter, mais je me dis ensuite in petto : « Eh bien, soit ! Mais la question alors serait de savoir si cette politique est meilleure ou moins bonne que la précédente. Bien sûr, Manac'h est convaincu qu'elle est détestable. Mais a-t-il raison ? »

Je monte me coucher assez tôt et prends un bain reconfortant. Il fait un vent très fort au dehors et dans ma chambre une vitre bat déplorablement.

Mercredi 13 janvier

Les impressions de cette première journée à Pékin sont plutôt bonnes.

Après avoir assisté à la réunion matinale de l'Ambassade dans le bureau de Manac'h, qui me permet de constater l'extrême pauvreté des informations dont peuvent disposer les diplomates en poste ici, je pars avec l'Ambassadeur pour le Ministère des Affaires Etrangères où m'attend M. Tang, Directeur d'Europe Occidentale

Nous traversons tout d'abord le quartier diplomatique, combien moins plaisant que l'ancien quartier des Légations. Toutes ces bâtisses gardées par des militaires, au reste peu sévères, me rappellent un autre ghetto du monde communiste, le Mont Lénine de Moscou. Puis nous entrons un peu dans la ville, la foule devient plus dense, les cyclistes sont nombreux, ce ne sont que petits magasins, mais tous sont si couverts de slogans qu'il est impossible de voir ce qu'on y vend. Nous franchissons un canal gelé, les anciennes murailles récemment démolies, traversons des sortes de zones couvertes de baraques, de dépôts, de bâtiments dont on ne sait s'ils sont d'habitation ou d'industrie quelconque et arrivons devant un immeuble de sept ou huit étages, toujours de ce style que j'appelle soviétique.

On nous introduit aussitôt dans un petit salon où nous attend M. Tang, entouré d'un interprète et de son adjoint. J'ai de nouveau l'impression de me trouver dans une pièce du Minindiel : ameublement couvert de housse, table basse où l'on sert le thé, nudité des murs sinon les inévitables portraits et slogans.

La conversation dure une heure et ne m'apporte rien qui ne nous ait été dit cent fois.

J'apprends d'abord mon programme. On me fera visiter une usine de générateurs, une commune populaire et une école secondaire, ce qui est satisfaisant, je pourrai me rendre

à la Grande Muraille, aux tombeaux des Ming et à Tsien-Tsin, je serai invité demain à dîner par M. Tang et le Vice-Ministre Chiao Kuan Hua viendra samedi au dîner de l'Ambassade. Mais il est trop occupé pour nous recevoir au Ministère.

Après quelques considérations sur le développement favorable de nos relations, j'enchaîne par des remerciements pour les manifestations de sympathie à l'occasion de la mort du Général de Gaulle. Mon interlocuteur rappelle l'admiration chinoise pour la politique du Général, ce qui m'amène à dire qu'entre les politiques des deux pays il y a des points communs : l'indépendance et l'égalité des nations. M. Tang fait son couplet sur la commune hostilité à l'hégémonie de « une ou deux » superpuissances, selon la formule désormais consacrée (parfois Pékin dit : une à deux, ce qui est encore plus joli). (Il faudra demain que je lui demande ce que signifie la déclaration : la Chine ne veut pas devenir une superpuissance). Puis il me cite l'interview que Michel Debré vient de donner à « l'Express », avec des commentaires d'approbation. Décidément Pékin demeure toujours aussi gaulliste. (Manac'h aussi : le portrait du Général est demeuré dans son bureau bordé de crêpe, juste en face de lui ; celui de Pompidou est derrière dans un coin). Je continue en affirmant que la politique d'indépendance nationale peut être considérée comme une donnée permanente de la politique française. Vive satisfaction. Puis je tâche d'entrer dans le concret en disant que sur ces bases solides nous souhaitons poursuivre un dialogue avec la Chine comme avec les autres grandes puissances, échanger des vues non seulement sur les problèmes d'intérêt commun, mais aussi sur les principales questions de caractère général. A titre d'exemple je parle du développement de la question chinoise aux Nations Unies. Mon interlocuteur se félicite de la position française, mais je n'en tire rien de nouveau. Je passe à l'attitude des Etats-Unis que j'analyse et je demande si, parmi les derniers gestes de la politique américaine, mon interlocuteur en voit quelques-uns qui lui paraissent positifs. La réponse est que les Etats-Unis et la Chine ne sont séparés que par la question de Taiwan, mais que les Etats-Unis sont toujours en faveur des deux Chine et ne sont pas prêts à effectuer un changement radical de leur politique. Je ne démens pas et parle des « petits pas ». Je demande si la Chine pense que bientôt les entretiens de Varsovie avec les Américains pourront reprendre. La réponse est que les négociations durent depuis dix ans (je corrige : quinze) et que la Chine est toujours disposée à négocier.

Là-dessus Manac'h déclare que M. Tang doit être très occupé et nous prenons congé. Si je n'étais venu à Pékin que pour parler aux Chinois, ce serait peu. Mais c'est peut-être le fait de venir qui compte pour eux. A supposer qu'ils s'intéressent à la France !

Le reste de la journée, coupée par un déjeuner de collègues à l'Ambassade, est consacré à visiter un peu la ville. Je finis la matinée en grimpant sur la Colline de Charbon d'où l'on domine la Cité Interdite, qui l'est tout à fait depuis la Révolution Culturelle. C'est évidemment frustrant de n'en voir que les toits. Puis nous allons sur la place Tien An Men, moins gigantesque que je ne le pensais, dominée par la tribune où apparaît Mao lors des grands défilés. De chaque côté d'affreux monuments toujours du type soviétique.

Badauds, gamins, militaires se font photographier.

L'après-midi m'apporte une grande satisfaction esthétique : la visite du Temple du Ciel, l'un des rares monuments actuellement ouverts au public. L'endroit est à cette heure désert. Il y règne une paix délicieuse. Les deux temples sont d'une architecture parfaitement harmonieuse, leurs décorations de tuiles vernissées, de lapis-lazuli, de bois peint sont délicieuses de goût et d'harmonie. La longue allée dallée que suivait l'empereur me paraît chargée d'histoire vénérable. Le petit théâtre de marbre où il se recueillait pour prier le Ciel d'accorder une moisson fertile, voici enfin un haut lieu de la vieille Chine. Puis je vais avec mon intrépide guide, la jeune Madame Leclercq, de magasin en marché en boutique, nous passons du brocanteur, marchand de tapis et de vieux meubles, au marché, au magasin de tissus, aux « grandes galeries ». Dans l'ensemble j'ai le sentiment que les gens peuvent s'habiller et se nourrir de façon très convenable à des prix plus que raisonnables compte tenu du très faible salaire moyen. Naturellement toutes ces jeunes femmes de diplomate courent le vieux meuble et la porcelaine et trouvent d'ailleurs de jolies choses à des prix dérisoires. Je ne rencontre évidemment personne qui se distingue par son vêtement de la masse. L'uniformité dans la modestie du vêtement a quelque chose d'écrasant. C'est bien un immense peuple. Je me demande si mon M. Tang prend sa bicyclette pour rentrer chez lui et met une veste doublée de fourrure et une casquette également fourrée pour rentrer chez lui. Ou bien glisse-t-il dans l'une de ces Zil aux rideaux fermés qui de temps à autre viennent rappeler qu'il reste malgré tout des dirigeants ?

Nous finissons la soirée entre collègues avec le correspondant de l'AFP et quelques hommes d'affaires qui discutent ici depuis deux ou trois mois, dans un restaurant chinois.

Le dîner, qui se compose d'une bonne douzaine de plats, est succulent, mais naturellement l'on nous a installés dans une salle à manger réservée et nous ne voyons aucun Chinois.

Nos collègues vivent ici dans un isolement total et sont privés de tout spectacle, à l'exception de l'éternel ballet révolutionnaire. En revanche leur situation matérielle me paraît meilleure qu'à Moscou : ravitaillement plus aisé, domesticité plus serviable, appartements plus spacieux, immeubles mieux entretenus. Le Chinois est propre et travailleur, le Russe est négligent et paresseux.

Jeudi 14 janvier

Ce matin, visite à Penn Nouth qui habite une maison dans ... l'ancien ensemble de l'Ambassade de France, où loge d'ailleurs jusqu'à une date récente le Ministère des Affaires Etrangères.

Je n'ai encore jamais eu de contact direct avec ce « sage » du Royaume khmer et d'une certaine façon, bien qu'elle soit certes moins pittoresque qu'avec Sihanouk, je préfère cette rencontre. Peut-être ai-je devant moi un homme plus responsable. La caution qu'il donne à Sihanouk est importante et s'il disparaissait, « Monseigneur », comme on dit à l'Ambassade de France, se trouverait bien seul.

La conversation durera une heure et demie. Elle sera moins difficile que je ne l'avais redoutée. Penn Nouth est un interlocuteur autrement plus avisé que ce diable de Chau Seng sur lequel il ne cache pas d'ailleurs ses sentiments. « Tout ce que nous vous demandons, me dit-il, c'est que vous gardiez la neutralité. » J'explique que nous n'avons pas choisi Lon Nol, car si nous l'avions choisi, je ne serais pas ici. Et je rappelle tout ce que nous avons fait pour Sihanouk. Tant et si bien que, comme je ne suis guère attaqué, je n'ai guère à me défendre ni à me justifier. Le désir de maintenir les relations correctes est aussi vif que la crainte de nous voir prendre une fausse route. Le seul point sur lequel je sens une volonté ferme de nous juger est cette sale affaire de l'appartement de l'attaché militaire Pytoureth qui a rallié le Front et où celui-ci s'est installé. Penn Nouth demande que l'affaire traîne et que la justice ne tranche pas la question de savoir qui représente l'Etat Khmer. Je lui fais seulement observer que je « constate » que les choses ne vont pas vite. Il sourit.

J'essaie de savoir si mon interlocuteur envisage autre chose que la lutte jusqu'à la victoire finale : comment voit-il la solution du problème cambodgien ? La réponse est relativement encourageante. Bien sûr la priorité est à la lutte, bien sûr il ne peut y avoir de solution que par la cessation de l'agression américaine, mais l'on pense aussi à une solution politique. Cependant celle-ci est compliquée, les engagements pris à la Conférence au sommet de Canton ne permettent pas d'envisager une solution séparée pour le Cambodge, une « pseudo paix ». Rien, d'autre part, ne pourra être élaboré avant d'avoir consulté les chefs des maquis. Or cette consultation est difficile. Lui-même devait se rendre à Hanoi et de là au Cambodge pour les rencontrer quand les bombardements américains sur le Nord ont repris. Mais il espère bien pouvoir faire un voyage avant la fin de la saison sèche.

Sur le fond de cette solution politique, Penn Nouth ne dit rien et je doute qu'il ait des idées bien arrêtées d'ores et déjà. Mais il me semble que son langage n'est pas tout à fait négatif.

De même quand je lui transmets le message de Souvanna, tout en étant un peu ironique sur son vieil ami, il me dit : je ne puis dire que je le désapprouve, mais lui qui est à Paris, il peut ne s'occuper que de l'aspect politique ; moi, je suis un homme engagé et c'est l'organisation de la lutte qui a priorité.

Bref les esprits évoluent, mais je ne puis dire si c'est l'effet des difficultés rencontrées ou l'influence de la Chine.

Après un rapide déjeuner avec Manac'h je pars visiter dans la banlieue Ouest de la ville une usine de turbines et de générateurs. Les bâtiments sont si vétustes et minables qu'on a peine à imaginer qu'ils n'ont été construits qu'en 1958 à l'époque du « Grand bond en avant ». L'accueil par les représentants du Comité révolutionnaire est sympathique. Les gens ont l'air d'assez braves types, ils sourient tous adorablement. Je suis surpris par le très faible volume de la propagande idéologique qui m'est destinée. Mes compagnons y voient le signe d'une évolution par rapport aux pleins moments de la Révolution Culturelle. Je suis incapable de juger de la qualité technique de la production. Mais je note la proportion croissante de machines-outils de fabrication chinoise, dont certaines de bonnes dimensions. Néanmoins plusieurs ateliers sont peu mécanisés ; la main d'œuvre par poste de travail me paraît nombreuse. Il y a un quart de femmes. Les salaires évoluent entre 45

et 80 yuans par mois. Les ouvriers me semblent très bien nourris, convenablement vêtus et chaussés. De toute évidence les cadences sont très souples. Beaucoup d'ouvriers bavardent, discutent. Peu s'affairent. Tout cela a un côté bon enfant. L'on me dit que cadres, techniciens et ouvriers sont mélangés dans une étroite union. L'on me montre des machines qui sont le produit de cette trinité. J'interroge des ouvriers qui me disent sortir de l'Université et être à l'usine depuis un an à deux ans pour y appliquer la pensée de Mao et y apprendre la pratique. Le plus gros objet produit par cette usine est une turbine de 25 000 Kwatts.

Je vais ensuite visiter notre « Centre culturel » que ne fréquente aucun Chinois, mais qui accueille et enseigne le corps diplomatique et ses enfants. Puis je me rends avec Manac'h à l'invitation du cher M. Tang, dans un célèbre restaurant où l'on mange du canard et rien que du canard sous ses trente-six et plus avatars. C'est délicieux et convaincant.

Je mets la conversation cette fois sur les affaires d'Europe et elle y restera. Visiblement mon interlocuteur est intéressé et il me pose de très nombreuses et pertinentes questions. Je me fais l'avocat de l'union européenne et j'essaie de démontrer que la naissance d'un groupement d'Etats européens est dans l'intérêt de la Chine puisqu'il permettra d'équilibrer les deux superpuissances. Je dis que la naissance de cette Europe et l'émergence de la Chine sont deux phénomènes décisifs de la période actuelle. A ma grande satisfaction, mon interlocuteur admet cette vue, ce qui me paraît fondamental. Sans doute tient-il à marquer son inquiétude devant la puissance allemande et à souligner que sa réaction n'est favorable que dans la mesure où ce groupement européen mènera une politique indépendante. Mais dans ces limites il se laisse aller à un jugement positif et il englobe l'Angleterre dans ce groupement avec le visible espoir qu'elle se détachera des Etats-Unis.

Après le dîner je fais un cours sur l'union économique et monétaire et sur la coopération politique.

En partant M. Tang veut bien déclarer que nos relations sont excellentes.

Il me paraît clair que ce qui intéresse les Chinois, c'est beaucoup moins ce que nous faisons en Indochine que notre attitude vis-à-vis des deux super-puissances.

Un mot encore. Comme Tang disait que les Etats-Unis avaient les mains longues et faisait le signe d'attraper, j'ai seulement observé que c'étaient quand même ces mains-là qui nous avaient délivrés de Hitler. A quoi Manac'h a cru bon d'ajouter : oui, mais deux ans après notre entrée en guerre. De même sur l'Allemagne, comme je disais que nous ne pensions plus à celle-ci en termes de rivalité, mais de communauté, Manac'h s'est lancé dans une longue digression pleine de méfiance à l'égard des Allemands.

15 janvier

Visite ce matin d'une école secondaire et cet après-midi d'une commune populaire. Ce sont là les deux piliers du système marxiste. Aucune ne m'a convaincu. Mais aucune ne m'a révolté.

Je ne vois pas comment le nouveau système d'enseignement peut former les élites dont a besoin ce pays, mais je conçois qu'il puisse suffire à la masse. Je ne vois pas davantage comment la commune peut être autre chose qu'une étape de transition, mais j'admets qu'elle constitue un mode d'introduction des techniques nouvelles dans la paysannerie.

A l'école, nous avons successivement visité une classe de mathématiques où un élève de 14 ans faisait un exercice de géométrie qu'on fait chez nous en septième, une classe de poésie où trois jeunes filles ont récité des poèmes révolutionnaires en prenant des pauses héroïques, une classe de mécanique où un ouvrier faisait la démonstration des engrenages. Puis nous avons visité les ateliers où les élèves apprennent à allier la théorie à la pratique « selon la pensée du Président Mao » : tours, aléseuses, fours, appareils de radios. Tout cela est admirable, mais je doute qu'on puisse fournir à toutes les écoles secondaires de Chine autant d'appareils et de machines qu'à cette école très modèle de la capitale. Nous avons terminé par une démonstration de chants et danses révolutionnaires. L'école secondaire dure soit 4 ans, soit 6 ans. Ce n'est pas encore fixé.

La Commune de « l'amitié sino-hongroise » à la périphérie de Pékin produit des légumes, du grain, du riz. Nous avons visité de superbes serres chauffées où l'on produit des concombres, sans doute pour les grands restaurants et les ambassades. Puis un atelier de réparation de machines agricoles. Enfin, sur ma demande, une maison de travailleurs.

Celle-ci abritait un couple avec deux enfants et un vieux père. Deux pièces, mais, m'a-t-il semblé, un seul lit fait d'une grande natte chauffée par en dessous par des briques.

Intérieur plus que « moyen pauvre », mais décent. Un seul meuble. Un poste de radio.

Une cuisinière à charbon. Et cela doit être l'un des mieux, car c'était la première à côté de

la pièce principale.

Magasin assez convenablement approvisionné de vêtements, conserves, fruits, ustensiles ménagers. Beaucoup de monde, disposant apparemment d'argent pour acheter.

Population dans l'ensemble bien nourrie, bien vêtue. Visages ouverts pour la plupart.

Curiosité sympathique.

Puis réception « en mon honneur » à l'Ambassade. Conversation brève avec Tolstikov, l'Ambassadeur soviétique, ici « depuis trois mois déjà », me dit-il avec un bon sourire. Je lui souhaite bonne chance dans sa mission.

Entretien avec Tang sur l'Indochine, mais qui ne sort pas des limites de l'ordinaire.

Aucune critique à notre égard, au contraire. Vive critique en revanche des Américains.

Peu d'espoir. Réserve sur la Conférence de Paris. Ambiguïté sur les possibilités d'une solution négociée. Les Accords de Genève ? Les Américains ne les ont pas signés.

Cependant, oui, Hanoi et le GRP ont fait des propositions. Mais les Etats-Unis ne comprendront que lorsqu'ils auront subi un échec cinglant. En somme, sous-entendu, rien de possible avant un Diên Biên Phu américain. Ma prochaine question sera pour demander si un tel échec est possible, puisque les Américains s'en vont.

Lundi 18 janvier

Dans l'avion qui m'emmène à Hanoi via Nanning. Je n'ai pas eu le temps de prendre de notes ces deux derniers jours. En outre j'ai pris froid sur la Grande Muraille. Cela fait un peu Marie-Chantal de dire cela, c'est pourtant la vérité.

Samedi nous sommes partis assez tôt avec quelques membres de l'Ambassade, tout heureux de pouvoir profiter de l'occasion, car depuis « la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne », les étrangers n'étaient plus autorisés à les visiter.

C'est toujours un peu impressionnant d'approcher de lieux aussi célèbres. On se demande si l'on sera déçu ou comblé. Cette fois l'endroit m'est apparu tel que je l'imaginai à travers les photographies. La route quitte la plaine pour s'élever soudain dans la montagne, à quelques kilomètres des tombeaux des empereurs Ming et très vite l'on aperçoit, comme des traînées blanches sur le fond sombre des rochers, la muraille qui franchit les crêtes, descend et monte audacieusement des pentes abruptes. La portion que l'on fait visiter a été restaurée. C'est en somme un vaste chemin de ronde, fortifié régulièrement, haut de 6 à 7 mètres, large de 4 à 5, séparé de temps à autre par des tours de guet. Quand on imagine dans quelles solitudes parfois glacées les guetteurs devaient vivre à des centaines de kilomètres des grands centres chinois, l'on éprouve quelque respect pour cette fantastique entreprise.

Puis nous redescendons en nous arrêtant pour admirer, au bas de la montagne, une porte célèbre dite de la Pierre Blanche. Ce n'est pas du jade, mais plutôt cette sorte de marbre blanc dont sont faits nombre d'ouvrages de l'époque : des ponts, des sculptures, des statues. Sous la voûte, d'admirables scènes bouddhiques.

Le tombeau Ming que nous visitons, le seul d'ailleurs qui ait été découvert, en 1956, me déçoit un peu. Sans doute les salles souterraines sont-elles de belle proportion, le grand mobilier de marbre blanc est-il assez superbe. Mais j'ai trop présents à l'esprit les tombeaux égyptiens pour ne pas être étonné de cette nudité des pièces : aucune décoration, peinture, inscription.

Quant aux cercueils et coffres dans lesquels était déposé le trésor, on dirait autant de malles Vuitton. En revanche les objets du trésor, exposés dans deux pavillons extérieurs, sont admirables : vaisselle d'or d'une étonnante et puissante simplicité, casque d'or fin tressé d'un seul fil, pierres précieuses. Tout cela cependant est encore loin du trésor de Toutankhamon. La grande allée par laquelle on entre dans la plaine où sont disposés les tombeaux est bordée d'immenses statues de personnages et d'animaux : juges, guerriers, lettrés, lions, chevaux, éléphants, chameaux, chimères, griffons. Cela a bonne allure, mais ne vaut pas non plus les allées de sphinx égyptiens.

De retour à Pékin au début de l'après-midi, je repars visiter avec le gentil ménage Leclercq le Palais d'Eté. L'endroit m'enchanté. Le lac est gelé, la lumière est douce, blanche, le ciel est légèrement voilé, les patineurs glissent doucement sur la glace bleutée. Tout de suite je suis conquis par le charme de cette procession de kiosques, de pavillons, de galeries, de cours et de jardins intérieurs, de petits lacs cachés, de déboulés soudains de rochers, de points de vue savamment ménagés entre les arbres. Bien sûr, tout ceci est moderne, assez rococo, mais je ne connais dans le monde aucun ensemble architectural et décoratif de la fin du dix-neuvième siècle qui soit aussi réussi. La Révolution Culturelle a malheureusement laissé quelques traces. Sur les plafonds des galeries, décorés de charmantes peintures qui représentent les innombrables lieux du

Palais, des scènes « licenciées » ont été passées à la chaux. Nombre de pavillons sont complètement abandonnés. Mais dans certains, à notre grande joie, l'on aperçoit des travaux de restauration. Je suis convaincu, pour ma part, que les autorités finiront par céder et que dans quelques années tous les monuments de la vieille Chine seront, comme les églises, monastères et kremlins russes, soigneusement restaurés et ouverts au public. Naturellement, comme dans les lieux déjà autorisés, d'immenses panneaux illustrés décriront la misérable vie de la population chinoise du temps féodal et les mille formes de la sauvage exploitation à laquelle il était soumis jusqu'à la « libération ».

Le soir grand dîner franco-chinois à l'Ambassade : 15 Français (Manac'h a été jusqu'à ratisser l'adjutant de service militaire) et 15 Chinois, conduits par le Vice-Ministre Chiao Kuan Hua.

Je suis tout de suite frappé par la liberté d'allures de cet homme distingué, fin, courtois, qui n'hésite pas à parler l'anglais qu'il possède fort bien (Manac'h prétend que les Chinois se refusent à parler une autre langue que la leur, c'est sûrement vrai en général, mais je constate que la règle souffre des exceptions). Nous nous asseyons sur un canapé, bientôt rejoints par un personnage entièrement nouveau pour l'Ambassade et qui n'est autre que le Directeur Général de l'Europe occidentale, de l'Amérique et de l'Océanie, un homme aux cheveux blancs, assez âgé, fort aimable et doux, parlant lui aussi fort bien l'anglais. C'est donc le supérieur de M. Tang, présent lui aussi. Je constate ainsi qu'à Pékin l'interlocuteur normal de l'Ambassadeur de France est un fonctionnaire moins important que notre Directeur d'Europe. A Paris, l'Ambassadeur de Chine ne voit que le Ministre et tout au plus le Secrétaire Général ! Je dois me contenter, au Quai d'Orsay même, de voir le Premier Conseiller.

La conversation s'engage tout de suite sur les sujets politiques. Elle n'en sortira pratiquement pas et durera trois heures. Jamais, m'a dit Manac'h, les Chinois ne sont restés aussi longtemps. D'ordinaire, deux heures pile après leur arrivée, ils se lèvent et s'en vont. Et comme les repas commencent très tôt, à huit heures trente, tout est fini. D'emblée mon interlocuteur attaque sur le Cambodge en me demandant le nom de notre Ambassadeur et en m'interrogeant sur le volume de notre colonie en ce moment. Avant et après le dîner, où tout le monde boit et mange fort convenablement, l'Indochine sera le sujet exclusif.

Le Vice-Ministre ne dit rien de fondamentalement nouveau. Pour lui il n'y a qu'une seule solution : il faut que les Américains partent, cessent leur agression et laissent les Vietnamiens régler leurs affaires entre eux. Or Nixon ne donne aucun signe de vouloir partir. Sa doctrine de guerre consiste à faire battre les Asiatiques entre eux.

Je demande si mon interlocuteur pense que Nixon pourrait être amené à renvoyer des troupes. Il ne l'exclut pas. La politique américaine depuis la fin de la guerre de Corée n'a pas changé. Les Américains auraient dû évacuer la Corée, ils y sont toujours, ils sont toujours au Japon, à Formose, aux Philippines, en Thaïlande. Tout cela passe par des hauts et des bas. Si donc en Indochine les troupes locales ne réussissent pas à contrôler la situation, il n'est pas impossible que les troupes américaines soient renvoyées au combat. Quand nous soulignons, Manac'h et moi, qu'il y a quand même des retraits américains, quand je dis qu'un diplomate américain (je ne nomme pas Marshall Green) nous a récemment déclaré qu'à Washington l'on trouvait que Pékin n'accordait pas assez de signification aux mesures américaines de désengagement en Extrême-Orient, je sens un grand scepticisme. Mais je sens que cet engagement persistant des Américains en Indochine n'est pas fait pour déplaire ici. Comme on a dit au moment de l'affaire du Cambodge, le renard, qui avait déjà deux pattes prises, en a maintenant trois. J'essaie quand même de voir s'il y a un quelconque désir de négociation et je mets la conversation sur les Accords de Genève. Jusqu'à présent la position de Pékin est toujours restée ambiguë. Certes la Chine, et mes interlocuteurs personnellement, a participé à la Conférence de Genève, mais aussitôt après les Américains ont déchiré ces Accords. Sont-ils caducs ou non, peuvent-ils fournir encore une base pour un règlement ? Je dis naturellement quelle est notre position et précise que pour nous il n'y a pas d'autre base, rappelant d'ailleurs qu'à la Conférence de Canton des Fronts indochinois ceux-ci ont affirmé leur attachement aux principes fondamentaux de ces Accords. Les propos du Vice-Ministre ne lèvent pas entièrement le voile. Mais en déclarant que la condition essentielle est que les Américains quittent l'Indochine, il laisse entendre que si la condition est remplie, les Accords pourraient fournir une base. Un peu plus tard, je rappellerai que notre politique vise à établir l'Indochine et d'une façon plus générale la région du Sud-Est asiatique sur la base de l'indépendance des peuples et de la neutralité et je demanderai si je comprends bien la position chinoise en pensant qu'elle est d'accord. La réponse sera positive. J'ajoute que souvent en Occident l'on pense que la Chine a des visées

expansionnistes sur cette région, mais que nous ne partageons pas ce point de vue, car nous croyons que la Chine n'a pas besoin de satellites. Même réponse affirmative, accompagnée de vives dénégations de ces prétendues visées : pures calomnies ! La Chine n'a pas un soldat hors de ses frontières, ce qui est d'ailleurs vrai.

Bref mon impression de la position chinoise est la suivante. Dans cette affaire d'Indochine, il ne faut pas trop se presser pour négocier. La hâte risque de mener au compromis. Il faut que les Américains partent, et cette fois partent vraiment. Ceci signifie que non seulement leurs troupes doivent partir, mais que les régimes qu'ils soutiennent et qu'ils servent doivent disparaître, eux aussi. Mais une fois le retrait américain, politique et militaire, effectué, alors une Indochine établie sur des bases de neutralité est une solution acceptable. Nous n'exigeons pas d'avoir des régimes révolutionnaires communistes installés partout.

Il me semble donc qu'il y a une affirmation plus nette de la possibilité de revenir à une situation de type genevois. Quand, faisant allusion au fait que la Chine a déjà participé à deux Conférences de Genève, je dis : jamais deux sans trois, mes interlocuteurs rient.

Le ton général est donc : tout ce que vous dites, vous autres Français, n'est pas impossible, mais attendez de voir si les Américains partent vraiment et pendant ce temps, continuez d'exiger comme de Gaulle dans son discours de Phnom Penh qu'ils partent.

C'est dans l'immédiat la meilleure chose que vous puissiez faire.

Ceci dit, aucune critique, même implicite, de notre position, aucune allusion, même voilée, à un « changement » de celle-ci. Au contraire, référence flatteuse à notre politique et aux déclarations de de Gaulle et de Pompidou.

Les Chinois sont donc persuadés qu'aussi longtemps que les Américains n'auront pas subi un échec et qu'ils ne constateront pas celui de la vietnamisation, ils ne négocieront pas sérieusement. A la question : cet échec est-il possible, même militairement, ils répondent oui avec une belle conviction. Se rendent-ils compte exactement de la situation sur le terrain ?

La vérité est que les Chinois ne calculent pas en termes de mois ou même d'années. Ils n'ont pas d'échéance, pas d'élections, pas de calendrier. Passent les Présidents, la Maison Blanche, la Chine reste ! Mao a mis plus de vingt ans avant d'entrer à Pékin. S'il faut vingt ans pour que les Américains s'en aillent, qu'ils évacuent l'Indochine, Formose, on attendra.

Ce qui me paraît inquiéter mes interlocuteurs, c'est le Japon. Tous parlent de la relève des Etats-Unis par le Japon. Le thème à la mode, c'est la renaissance du militarisme japonais.

Après l'Indochine, je passe aux relations avec l'URSS. Nous constatons, dis-je, qu'elles s'améliorent au plan des Etats, mais qu'elles demeurent mauvaises au plan des Partis. Qu'en est-il exactement ? Le Vice-Ministre réfléchit quelques instants puis dit : « Il est vrai qu'il y a eu une certaine amélioration dans les relations entre les Etats. Les pourparlers se poursuivent. Mais, ajoute-t-il, on ne peut dire que les relations entre les Partis soient mauvaises. Il y a des polémiques et des invectives. »

Je trouve cela extrêmement intéressant et, enhardi, je me décide à poser, en précisant que c'est à titre personnel, une question à laquelle je tiens beaucoup : « peut-on dire que l'unité du mouvement communiste international soit définitivement rompue ou peut-on envisager que dans certaines conditions elle se rétablisse ? » Tous les Chinois autour de nous s'agitent sur leurs sièges et manifestent de grands signes d'intérêt. Mon interlocuteur me répond en citant un philosophe grec, que je reconnais être Héraclite, selon lequel le mouvement des choses passe sans cesse par des phases d'unité et des phases de division. Je poursuis en exposant qu'en Occident deux thèses s'affrontent : selon l'une, les intérêts « nationaux » de l'URSS et de la Chine seraient si divergents que toute communauté idéologique serait définitivement morte ; selon l'autre, à laquelle je me rattache plus volontiers, l'on ne saurait exclure que la solidarité idéologique ne réussisse, en dépit de leur profondeur, à surmonter la divergence des intérêts nationaux. Le Vice-Ministre me prend gentiment la main et me demande si le monde a jamais, selon moi, connu une période d'unité. Je réponds par la négative. Il opine. Je demande si une nouvelle Conférence des Partis communistes, réunissant la Chine et l'URSS, est concevable, non pas maintenant, mais dans quelques années. Le Vice-Ministre hoche la tête.

De cet échange je constate que mon interlocuteur n'a pas dit que l'unité était rompue. Il n'a pas déclaré qu'une réconciliation était impossible. Il s'est même exprimé en des termes signifiant que les Partis russe et chinois continuaient d'évoluer dans un même système. Sa référence à Héraclite était du plus pur style de la dialectique.

Tout ceci mène à quelques remarques sur le caractère pacifique et défensif de la politique

chinoise. Manac'h rappelle qu'à son arrivée à Pékin plusieurs diplomates (de toute évidence ceux des pays de l'Est) accusaient la Chine de vouloir déclencher la guerre. J'enchaîne en soulignant que notre politique vise non seulement à la paix, mais au désarmement, et notamment par un accord entre les puissances nucléaires. Manac'h rappelle la lettre du Général de Gaulle à Chou En Lai en octobre 1964 sur la nécessité d'une entente entre les cinq Puissances nucléaires.

Notre interlocuteur déclare alors, à mon grand intérêt, qu'en fait le désarmement passe par l'expansion des armements. C'est seulement en renforçant leur défense nationale et nucléaire que la Chine et la France peuvent briser le monopole des deux Super-puissances, tout ceci naturellement dans un but défensif. C'est clair : le désarmement, pour les Chinois, passe par la prolifération. J'interroge sur le Japon : oui, c'est inéluctable qu'il acquiert l'arme atomique. On ne paraît pas douter ici qu'il ne ratifiera pas le Traité de non-prolifération. Et l'Inde ? Elle a moins de moyens que le Japon. Mais c'est possible aussi.

Bref, la Chine est décidée à briser le monopole des deux Grands, tout en sachant qu'elle incite, qu'elle oblige même le Japon et l'Inde à entrer dans le cercle infernal. Mais le Vice-Ministre ne s'en inquiète pas et cite une phrase de Lao Tseu que je traduis par le proverbe français, mais en fait n'est-ce pas de Leibniz, dont se moquait tant Voltaire : d'un plus grand mal peut sortir un plus grand bien.

A neuf heures vingt, notre hôte se lève enfin et nous nous quittons tous dans une excellente atmosphère.

J'ai le sentiment d'avoir eu une vraie conversation et d'avoir obtenu sur différents points des réponses assez substantielles. Il me semble difficile en ce moment et à mon niveau de faire mieux. C'est en tout cas plus dense que les entretiens de Bettencourt et j'ai même le sentiment d'avoir abordé des sujets que Couve n'avait pas traités ou pas pu traiter dans ses entretiens avec Mao et Chou En Lai.

Dimanche matin, départ à 8h30 en convoi de trois voitures pour Tsien Tsin. Le temps est de nouveau superbe. A la sortie de Pékin, nous subissons un long contrôle. Les étrangers ne sont pas admis au-delà sans autorisation spéciale. Les inscriptions sont en chinois, russe et anglais. A l'entrée de Tsien Tsin, où un autre poste de contrôle est installé et où tous les documents doivent être de nouveau présents, les inscriptions sont en chinois, anglais et français. Le russe a disparu au profit de notre langue.

La route chinoise est un divertissement constant. Les véhicules automobiles y sont rares. On voit peu de camions et encore moins de voitures. Les camions sont souvent de marque chinoise et plusieurs sont tout neufs. Les voitures sont presque toujours de fabrication soviétique, sauf quelques Mercedes.

Il y a de tout sur cette route. Des milliers de cyclistes pédalant dans le plus parfait désordre, des colonnes de marcheurs, sac au dos, portant comme des bannières ou le Saint Sacrement l'effigie de Mao ou des étudiants couverts de slogans, des attelages infinis chargés des objets les plus divers : légumes, vieux papiers, tuyaux, gerbes destinées à établir des paravents, balles de coton, paniers remplis de charbon, briques, Dieu sait quoi encore. Toutes ces charges sont triées, portées, tantôt par des cyclistes traînant poussivement des remorques qui encombrant parfois la moitié de la route, tantôt par des attelages attelés généralement de mulets ou de petits chevaux, parfois de buffles ou de vaches. Le crottin est soigneusement ramassé par des gamins qui courent derrière et le versent avec une pelle dans un petit panier. La route demeure ainsi d'une remarquable propreté.

Il y a évidemment peu de monde dans les champs, car c'est l'hiver. Mais on sent la population occupée, bien que ce soit dimanche, à quantité de travaux. Des équipes cassent la glace dans de petites mares pour enlever la vase destinée à faire de l'engrais. D'autres chassent sans doute des diguettes. Un peu partout on voit des travailleurs en file indienne portant de petits couffins.

Il est difficile parmi toute cette foule de distinguer quelques critères permettant d'établir des catégories sociales. Néanmoins, maintenant que mon œil est mieux exercé, l'uniformité des premières heures à Pékin m'apparaît moins absolue. On voit bien qui porte un blouson bleu tout neuf, une veste bien rembourrée et ceux dont le vêtement est plus pauvre. Parmi ces derniers les charretiers, souvent vieux et mal rasés, somnolents sur leur attelage, ont une allure plutôt misérable.

Le paysage est fréquemment ponctué de cheminées d'usines ou du moins d'ateliers et de fours. Je suis frappé du nombre de grands bâtiments dans la campagne, entourés de murs et à l'intérieur desquels on voit des dépôts de toutes sortes de marchandises et matériaux. Ce sont les signes évidents d'un système collectif de travaux et de répartition. Il faudrait faire une sérieuse étude pour comparer le kolkhoze à la commune chinoise.

Dans l'ensemble il ne fait pas de doute que la terre chinoise est beaucoup mieux cultivée que la terre russe. Mais elle est aussi plus riche. N'empêche que la Chine communiste a mieux réussi que l'Union Soviétique à nourrir sa population.

Dès que nos voitures s'arrêtent, nous sommes l'objet d'une fantastique curiosité, mais toujours sympathique. Au poste de contrôle de Tsien Tsin, un véritable rassemblement se forme et notre jeune collègue Epron, qui parle fort bien la langue, tient de l'autre côté de la route une véritable conférence de presse sous l'œil débonnaire des militaires. En URSS jamais la foule n'aurait osé manifester pareille curiosité ou alors quelque mouchard de la police serait rapidement intervenu. On pose à Epron beaucoup de questions sur nos personnes, nos voitures, nos vêtements.

Le contraste entre Tsien Tsin et Pékin est frappant. On sent tout de suite une ville beaucoup plus marquée par les Européens. Chaque puissance « impérialiste » a laissé sa marque. Rien de tout cela n'est beau, d'autant que tous ces bâtiments autrefois glorieux et vaniteux sont aujourd'hui assez délabrés. La foule est énorme, les gens s'agglutinent autour de nous comme des mouches, les gosses écrasent leur nez sur les vitres. Mais tout cela est sympathique, bon enfant et gai.

A l'hôtel, le seul ouvert aux étrangers, nous sommes accueillis par le représentant de l'Association du tourisme international, un brave garçon qui a appris un français très correct à l'Institut des langues étrangères de Pékin. Comme nous disposons de peu de temps, nous choisissons de faire une brève promenade à travers l'ancienne concession française, puis d'entrer dans le plus grand magasin de la ville, édifice imposant de 7 à 8 étages au moins, construit en 1927, récite notre gentil garde avec conviction, par le « capitalisme bureaucratique ». La presse est déjà grande mais notre apparition bloque littéralement le magasin. Les épouses de nos collègues sont l'objet d'une fantastique curiosité.

Le magasin est bien achalandé. Les tissus sont assez divers, bonnes cotonnades, tissus « écossais », quelques jolies soieries. Beaucoup de vêtements confortables, bien doublés, fourrés. Les vêtements pour enfants paraissent bien chauds. Nous voyons des bicyclettes, des machines à coudre, des transistors. Mais les prix sont très élevés. La bicyclette vaut près de 200 yuans, le salaire moyen pour un ouvrier étant de 50/60 yuans par mois. La bonne veste fourrée vaut dans les 75 yuans. Néanmoins tout ce monde paraît avoir de l'argent et les comptoirs, surtout de vêtements, sont pris d'assaut. Mon garde admet que les paysans gagnent moins que les ouvriers, 200 à 250 yuans, et encore s'agit-il des paysans travaillant dans les communes situées à la périphérie des grandes villes. La différence avec les paysans des provinces plus isolées est encore plus grande, dit-il. Le yuan vaut actuellement 2.25 francs.

Dans la rue des antiquaires, notre arrêt provoque un attroupement cette fois monstre. Il faut nous frayer un chemin pour pénétrer dans les boutiques. Chez un brocanteur, j'achète pour 2 yuans une « marmite mongole » qui, astiquée, fera un excellent cuivre pour Penguilly. L'antiquaire où nous allons ensuite paraît réservé aux étrangers, mais on peut payer en monnaie chinoise. Il y a là de fort belles pièces. J'achète pour 2 yuans une petite boîte de porcelaine et pour 45 yuans une boîte à encre en argent gravée par un peintre, célèbre me dit-on, de l'époque contemporaine.

Nous rentrons à l'hôtel où nous trouvons trois tablées de Soviétiques venus de leur Ambassade de Pékin en minibus. C'est la première fois que je vois des Russes traités en Occidentaux et confinés dans les espaces réservés aux étrangers. Après mes quatre ans de Russie, cela me réjouit fort. Ceux qui ont connu ce régime peuvent mieux comprendre les réactions des Occidentaux qui vivent en Union Soviétique.

Départ ce matin à l'aube pour Hanoi. A l'aérodrome je suis salué par Ker Meas, l'Ambassadeur du Cambodge en Chine. Il me transmet les salutations de Penn Nouth et même de Sihanouk qui, paraît-il, aurait voulu me voir, mais Manac'h aurait dit que je n'avais pas le temps ! Il faudra que je vérifie ce point. En revanche, bien que j'aie à Hanoi, il n'y a personne de l'Ambassade de la République Démocratique du Vietnam. Il est vrai que le Chargé d'affaires, aperçu au cocktail vendredi, m'a paru très médiocre.

L'appareil décolle à l'heure. C'est un Viscount anglais. Le parcours est sans histoire jusqu'à Shan Shi où je grelotte une heure en compagnie de courriers diplomatiques de sa Gracieuse Majesté venus de Hong Kong via Canton. Il fait moins froid pourtant, mais les portes donnent directement sur le dehors et demeurent sans cesse ouvertes. Dans l'avion de Pékin monte avec les Anglais un groupe de militaires qui à leur allure et leur âge doivent être assez gradés, bien qu'ils ne portent aucun insigne de leur rang, à moins que le seul fait d'avoir des chaussures de cuir les désigne aussitôt à l'attention du deuxième classe.

Nous repartons vers Nanning. Dans mon avion voyagent quelques diplomates de l'Est,

Allemands et Polonais. Ils ne respirent pas la gaîté. Il y a aussi quelques Vietnamiens, mais je ne vois pas de Chinois. A Nanning, où l'aéroport est superbe et confortable, nous voici désormais au Sud. Il fait 20 degrés et j'aperçois des palmiers. Je retrouve le souffle chaud et humide des pays du Sud. Changement d'appareil, nous repartons vers Hanoi dans un modeste bi-moteur Iliouchine qui fait un bruit infernal et vibre de partout. Nous survolons le pays montagneux de Yunnan. Dans quelques instants je serai en Indochine, pour la première fois depuis 1955, et à Hanoi où je ne suis pas revenu depuis le printemps de 1954, pendant la bataille de Diên Biên Phu. Je me demande cependant si je n'y suis pas allé une fois avec Ely ou Salan dans les premiers jours de juillet. Il faudrait que je retrouve mes notes, hélas trop rares, de cette époque.

Je suis assez ému.

J'ai vérifié auprès de Manac'h qu'il n'était jamais allé à Hanoi.

Nous voici d'un coup, la montagne franchie, au-dessus du delta. Ce n'est qu'une immense inondation miroitant au soleil dans une intense vapeur.

Hanoi 19 janvier

D'une première conversation avec le Directeur d'Europe, je retiens les points suivants. En ce qui concerne les relations bilatérales, la France est considérée comme l'un des deux pays d'Europe Occidentale, l'autre étant la Suède, avec lesquels les rapports sont satisfaisants. Je n'ai senti, perçu, aucune critique dans les propos qui m'ont été tenus et mon interlocuteur s'est félicité de la position française, faisant référence tant au Général de Gaulle qu'à M. le Président de la République. L'on nous est reconnaissant des facilités que nous donnons à la délégation de la RDVN à la Conférence de Paris et, même si l'on constate qu'elle n'a guère d'effet, de l'action que nous menons auprès des Etats-Unis. M. Ha, auquel j'ai confirmé nos points de vue, m'a paru, en l'état actuel des choses, refléter la satisfaction des instances supérieures.

Mon interlocuteur m'a, d'autre part, confirmé le désir de son gouvernement de voir se développer la coopération économique, technique et culturelle. L'on attend ici la prochaine venue de la mission d'études pour la centrale électrique. L'arrivée du spécialiste du laboratoire audio-visuel va permettre de donner de l'impulsion à l'enseignement de notre langue. Le récent passage de deux médecins français est un nouveau signe des possibilités qui existent dans le domaine médical.

Le Directeur d'Europe, qui ne tient pas le dossier de l'affaire indochinoise, n'a exprimé sur celle-ci aucun point de vue vraiment nouveau. Je note : - la répétition de la nécessité pour les Etats-Unis de retirer leurs troupes ; - nous n'avons pas à donner aux Américains des garanties sur ce qui se passera après leur départ ; ils n'ont pas à s'ériger en dictateurs de l'évolution du peuple ; si ceux-ci veulent devenir communistes, c'est leur affaire ; - aucune référence très directe à la neutralité du Sud ; - aucune élection au Sud-Vietnam ne peut avoir de valeur sous l'occupation étrangère ; il ne peut donc sortir de changements importants d'un processus électoral.

Tout ceci m'a paru plutôt négatif, en tout cas dur. C'est la ligne officielle et il est évident qu'on est décidé à me la servir. Sans doute même désire-t-on m'impressionner par la fermeté des points de vue.

Dans l'après-midi du 18, je suis reçu par le Vice-Ministre des Affaires Etrangères, M. Hoang Van Loi. L'homme est assez âgé, grisonnant, portant lunettes. Il parle bas, sait parfaitement le français, dont il use pour me souhaiter la bienvenue, mais s'exprime en vietnamien, alors que M. Ha n'avait cessé d'utiliser notre langue. La conversation dure une bonne heure. Il m'est difficile de savoir à quel genre d'interlocuteur j'ai affaire. Je ne m'attends pas d'ailleurs à ce que l'on me dise des choses nouvelles, ou à ce que l'on me laisse entendre quoi que ce soit sur les négociations qui me permette de rapporter « quelque chose ». Si je dois rapporter quoi que ce soit, ce ne peut être que la conviction à transmettre à Washington que ce peuple est déterminé à se battre jusqu'au bout et que les Etats-Unis ont tort de spéculer sur l'affaiblissement de sa résistance. Aussi bien j'affirme que nous ne leur disons rien de tel, bien au contraire.

La conversation commence par des constatations positives sur le développement de nos relations. Mon interlocuteur rappelle que nos deux peuples se connaissent depuis longtemps, et ceci sans aucune nuance péjorative, au contraire. La guerre, dit-il, empêche la coopération de se développer autant qu'on le pourrait et voudrait. Mais, d'ores et déjà, il est possible de faire quelque chose.

Sur la solution du problème indochinois, le Vice-Ministre réaffirme la position standard. Il faut que les Américains déclarent qu'ils vont retirer leurs troupes, qu'ils présentent un calendrier, que celui-ci soit discuté et fasse l'objet d'un accord. Pas de réponse à la

question de savoir si cette déclaration doit être publique ou privée. Je cherche à savoir quel lien l'on établit entre la déclaration de retrait et la solution du problème politique. La réponse standard arrive : il ne peut y avoir de solution politique aussi longtemps que les Américains n'ont pas retiré leurs troupes.

Quant à moi, j'assure mon interlocuteur que pour le Gouvernement français la solution du problème vietnamien passait toujours par une décision américaine de retrait des troupes. Pompidou l'avait confirmé. Et comme je demandais en quoi la France pouvait contribuer au règlement, la réponse est venue : il faut dire aux Etats-Unis de faire une déclaration de retrait.

Quand je dis que notre rôle consiste à bien faire comprendre la position de la RDVN, et que, pour cela, il faut que nous la comprenions bien nous-mêmes et donc que nous ayons de fréquents échanges de vues et contacts, tant à Paris qu'à Hanoi, la réaction est favorable.

Mon impression à la suite de ces deux entretiens est que l'on est content de me voir, l'on me fait un accueil favorable, l'on m'écoute attentivement, l'on vérifie que notre position demeure la même, mais l'on n'a nullement l'intention de faire, à travers moi, une ouverture. Bien au contraire.

Je constate d'autre part qu'après avoir annoncé être porteur d'une lettre de Maurice Schumann pour son collègue vietnamien, mes interlocuteurs ne m'ont toujours pas dit si celui-ci me recevrait. J'ai également fait part de mon vœu de rencontrer Ha Van Lau, Le Duc Tho, Hoang Quoc Viet. L'on m'a répondu que l'on efforcerait de me ménager des contacts, mais le Vice-Ministre a souligné que j'étais l'invité de la Délégation Générale. Quant à Pham Van Dong, il n'en a pas été question. Susini qui lui a présenté ses lettres le 14 janvier lui a signalé mon passage. Il s'est contenté de répondre : « Soyez sûr que M. Froment-Meurice sera très bien reçu ». Manac'h qui a vu Mai Van Bo de passage à Pékin samedi et Susini ici ont laissé entendre qu'une audience de Pham Van Dong ferait bien dans le tableau.

20 janvier

Dès son arrivée hier soir à la Résidence pour le dîner franco-vietnamien organisé par Susini, le Vice-Ministre m'annonce de bonnes nouvelles : Le Ministre des Affaires Etrangères me recevra jeudi ou vendredi, ainsi que les personnalités que j'ai exprimé le vœu de rencontrer, à savoir Ha Van Lau, qui est en charge ici de la négociation de Paris, Le Duc Tho, le « Conseiller spécial » de Xuan Thuy, membre du Politburo et Hoang Quoc Viet, Président des syndicats, venu l'an passé à Paris. C'est un succès et je remercie. Le dîner est gai. L'on ne parle pas affaires. Je pose beaucoup de questions sur la guerre, les bombardements, la démographie, l'éducation, l'enseignement. Tous nos interlocuteurs répondent librement, sauf l'un d'eux le Président du Comité pour les Relations Culturelles qui fait un peu de propagande. Les autres le laissent parler.

Tous ces gens parlent parfaitement le français, mais c'est affaire d'âge. La jeune génération ignore notre langue. Remonterons-nous jamais la pente ? J'ai une certaine confiance, mais limitée. La langue étrangère d'aujourd'hui, c'est le russe, et celle de demain sera l'anglais. Si nous voulons ramener ce pays dans une certaine mouvance francophone, il nous faudrait faire un effort considérable, par exemple envoyer quasi gratuitement des tonnes d'ouvrages scientifiques et techniques, faire composer en accord avec les autorités locales un manuel de conversation franco-vietnamien. Il y a dix mille stagiaires vietnamiens en Union Soviétique et actuellement pour les 30 bourses que nous offrons, les autorités ont du mal à trouver des candidats parlant suffisamment bien notre langue. L'installation d'un centre audio-visuel va évidemment faciliter les choses, mais nous avons en quinze ans pris le retard d'une génération.

Néanmoins si les autorités favorisent le mouvement, notre retour peut-être assez rapide. Nous avons trop marqué ici pour que l'on puisse tout effacer.

N'empêche que dans la rue les gosses me prennent pour un Soviétique !

Entre mes rendez-vous je me suis pas mal promené dans les rues. J'ai visité magasins, librairies, marchés, boutiques. Dans l'ensemble l'aspect alimentaire me paraît assez satisfaisant. Il y a abondance de fruits, de légumes, à des prix, me dit-on, abordables. Depuis six mois la situation s'est améliorée. La récolte de riz a été bonne. Comme en Chine les gens me semblent nourris, mais malgré tout ils ont les joues moins rebondies. Le vêtement est également plus pauvre. D'après les chiffres qui me sont donnés le salaire moyen s'établirait à 60/80 dong, le dong valant environ 30 % de moins que le yuan chinois. Le pouvoir d'achat du Nord-Vietnamien serait donc inférieur dans cette proportion à celui du Chinois. Dans les magasins, le nombre des articles en vente est nettement

inférieur à ce que j'ai pu voir à Pékin. En dehors des vêtements, des tissus, du linge de corps qui sont strictement rationnés, des sandales « Hô Chi Minh » à lanières de cuir ou de caoutchouc, l'on ne voit pas grand chose : quelques ustensiles ménagers, des pièces pour bicyclettes, des pneus, des outils très rudimentaires, des ampoules électriques, de pauvres jouets devant lesquels rêvent des enfants. Les articles de luxe, comme les appareils de radio, quelques rares transistors, les chaussures en cuir de fabrication étrangère sont d'un prix très élevé.

Hanoi qui s'était vidé pendant les bombardements a maintenant une population, qui, avec la banlieue, dépasse le million d'habitants. Les rues grouillent d'enfants, mais ils sont, affirme-t-on, tous scolarisés. L'habitat est très mal entretenu, les façades sont décrépites, faute de chaux et de peinture et nulle part je ne vois de constructions neuves. Dans le centre de la ville je n'aperçois pas trace des bombardements. C'est autour de l'aérodrome de Gia Lam et du pont Doumer que des destructions ont eu lieu, aussi naturellement qu'à Haiphong et dans la région de Vinh.

Un de nos interlocuteurs raconte que les autorités ont mis sur pied, dans les campagnes, un système d'alerte après les bombardements pour la réparation rapide des ponts. Les pièces de rechange, traverses, roseaux sont entreposés chez les habitants. Un gong donne, selon un schéma de signaux connus, la liste des pièces détruites et aussitôt chacun doit l'apporter. Souvent l'on a construit de faux ponts pour tromper les aviateurs américains, mais parfois ils s'en aperçoivent et un jour l'un d'eux a jeté une fausse bombe en bois sur un faux pont. Humour de la guerre !

Dans les rues de Hanoi, depuis la reprise des bombardements le 22 novembre dernier, les autorités ont fait déboucher les abris individuels circulaires creusés de mètre en mètre sur tous les trottoirs. Mais la population ne me paraît pas nerveuse ni inquiète. Bien au contraire. Je la trouve détendue, vaquant à ses affaires, parfois gaie. Certains jeunes font des efforts de toilette et la proximité des fêtes du Têt provoque une vague d'achats dans les magasins et toute une activité sympathique et même joyeuse. Les pétards commencent à claquer dans les rues. La célèbre rue de la Joie est étonnamment animée. Le marché aux fleurs se prépare. De vieilles femmes tendent avec douceur des rameaux fleuris. D'éclatants bouquets de fleurs artificielles, des lanternes rouges et dorées bariolent merveilleusement les éventaires.

21 janvier

Hier très intéressante conversation avec Tcherbakov, l'Ambassadeur soviétique.

L'aide russe représente plus de 50 % du total de l'aide étrangère. Elle est décisive sur le plan militaire, en particulier pour la DCA. Les bombardements américains ont obligé les Nord-Vietnamiens à se tourner vers les Soviétiques, le matériel chinois jusqu'alors employé étant techniquement insuffisant. La technologie américaine amène la technologie soviétique. C'est le même problème, autour de la piste Hô Chi Minh, que sur le canal de Suez. Quant à l'aide économique, elle vient surtout par mer, un véritable « pont maritime » s'est institué entre Vladivostok et Haiphong, au rythme de 200 bateaux par an.

Tcherbakov s'attend à une aggravation de la situation militaire en 1971. Nixon veut obtenir une situation de force pour régler la question avant son élection de 1972. Les temps à venir seront donc durs. Au Sud-Vietnam, l'affrontement militaire démarre. Mais c'est au Cambodge et surtout dans le « trapèze laotien » que les opérations seront actives.

Sur le plan politique, Tcherbakov dit deux choses très intéressantes.

La première, c'est que Hanoi et le GRP sont prêts à réagir favorablement à la candidature du Grand Minh si celui-ci met dans son programme le retrait des troupes américaines.

Pour sa part l'Ambassadeur paraît très intéressé par les développements de la situation politique au Sud et me demande quelle est mon analyse.

La seconde chose, c'est que Hanoi est prêt à repousser à une date indéterminée la réunification. Il n'y a pas longtemps encore, libération et réunification étaient des objectifs inséparables. Aujourd'hui les Vietnamiens seraient bien heureux déjà d'atteindre le premier. Entre celui-ci et le second nul ne peut imaginer combien de temps s'écoulera. Ils ont reconnu de fait l'existence de deux Etats vietnamiens.

Je souhaite que Tcherbakov ait raison sur ces deux points, car c'est évidemment la voie vers la solution. Mais n'entretient-il pas quelques illusions ? Ce qu'il dit en somme, c'est notre programme : un Sud-Vietnam véritablement indépendant et neutre. Espérons !

Ce matin, visite à Haong Quoc Viet, le Président des Syndicats, Président de la Cour Suprême et membre du Comité Central, un ancien de Poulo-Condore, un « dur », dit-on. Je l'avais salué l'an dernier à Paris. Il me reçoit très aimablement et semble même heureux de me voir. Les visages alentour sont souriants.

Je pose des questions sur les syndicats, le travail féminin, les paysans. Puis je passe aux relations avec le Sud. A tout cela, mon interlocuteur répond gentiment. Rien de ce qu'il me dit sur la vie du pays, sur la guerre, sur la détermination à la poursuivre, sur les conditions pour y mettre fin ne me surprend et ne m'apprend. Mais c'est le genre de visites qui contribue à créer un bon climat. Tout ce qu'il me dit sur la France est plein de gentillesse. Le mot d'ordre est décidément à l'amitié.

Vu Ha Van Lau dans l'après-midi. Il est clair qu'ici il ne dispose pas de la même liberté de parole qu'à Paris et ne peut glisser certaines phrases en aparté comme il avait coutume de le faire dans les réceptions où je le rencontrais. Mais c'est toujours le même homme, souriant, fin, amical. Un peu triste, me semble-t-il. Son tempérament de négociateur doit être mis à rude épreuve. Quel rôle joue-t-il exactement ici ?

J'en sors au bout d'une heure sans avoir rien appris ni senti le moindre fléchissement.

Pourtant avec un homme aussi averti je peux y aller plus franchement sur certains points. Mais je n'ai pas obtenu une seule réponse nouvelle. A chaque fois que je touchais le point critique, il se déroba et je recevais la réponse classique.

Rien donc ne m'a été dit sur la reprise possible de contacts privés. Rien non plus sur l'éventualité d'une rupture de la Conférence de Paris. « Si elle se produisait, ce serait l'entière responsabilité des Américains. Mais Xuan Thuy et Madame Binh sont toujours là. »

Le thème a été : rien n'est et ne sera possible aussi longtemps que la politique américaine n'aura pas changé. Nixon ne nous aura pas à l'usure. Sa vietnamisation échouera.

D'ailleurs il ne veut pas quitter l'Indochine. Pas de paix américaine : l'évacuation et la fin à Saigon des Gouvernements satellites. A ce prix-là nous acceptons le programme du GRP, la paix et la neutralité pour le Sud.

J'essaie de savoir si l'on est prêt à accepter le Grand Minh comme l'affirme Tcherbakov.

Aucune indication, mais aucune dénégation. Tout ceci est prématuré, dit Ha Van Lau.

Leur conviction, c'est que la politique américaine forme un tout. Si le pouvoir change de mains à Saigon, ce sera que les Américains auront changé de politique. Je laisse entendre que Hanoi et le GRP, eux aussi, peuvent contribuer à ce changement en adoptant une attitude ouverte.

Au début de l'après-midi je vais visiter une galerie d'exposition d'œuvres d'art : peintures sur soie, laques, reproduction de vieilles images populaires. Ce qui me frappe, c'est la liberté des sujets, leur « désengagement ». Peu de scènes se rapportent à la vie politique. La plupart représentent des paysages, la vie à la campagne, des coins pittoresques, des portraits de femmes, de jeunes filles. Les peintures sur soie sont d'une particulière délicatesse. Je suggère une exposition à Paris, ce qui enchante mes interlocuteurs.

Dans la soirée, Susini donne un cocktail auquel viennent une bonne trentaine de Vietnamiens des différents Ministères avec lesquels nous sommes en relation : les Affaires Etrangères, le Commerce extérieur, l'Education, la Culture. Je fais la connaissance d'un médecin qui dirige l'ancien hôpital Yercin, devenu hôpital « allemand » (de l'Est) et qui vient d'être élu membre correspondant de notre Académie de Médecine. Il est rayonnant.

Tous ces gens ne me paraissent nourrir aucune prévention à l'égard de la France. La page est désormais tournée. Du passé l'on n'oublie pas sans doute les mauvais côtés, mais maintenant que l'indépendance est acquise, maintenant que l'on n'a plus rien à redouter de nous, notre coopération sera la bienvenue. A nous de jouer nos cartes. L'on pense que nous comprenons mieux que quiconque la psychologie locale. L'on est habitué à nous, notre empreinte subsiste. Notre langue reste comprise par la génération au-dessus de 35 à 40 ans. Notre politique générale est appréciée. L'on sait que nous ne nous sommes pas rangés du côté américain. A condition de maintenir notre ligne indépendante, le feu vert nous sera donné pour opérer ici une rentrée discrète. L'on ne nous demande pas de nous aligner sur un camp, l'on comprend que nous gardions une certaine discrétion. Ce que l'on ne nous pardonnerait pas, ce serait de ne pas considérer les Américains comme les vrais responsables de la guerre et par conséquent comme ceux qui doivent faire les premiers pas pour y mettre fin.

La dernière journée du 22 à Hanoi n'a été occupée que par deux entretiens, mais intéressants. L'un, le matin, avec Nguyen Duu Trinh, le Ministre des Affaires Etrangères, l'autre, l'après-midi avec Le Duc Tho.

Je m'attendais à une conversation banale et courtoise avec le Ministre qu'on m'avait décrit comme un personnage falot. Il m'a paru surtout timide et peu habitué à ce genre de contacts, mais il m'a gardé plus d'une heure et après un début assez vacillant, il s'est lancé dans un long exposé, soigneusement préparé par ses services et fort bien appris. Il y avait là tout un tas de choses qui, à les bien écouter, servaient de réponses à des

questions que j'avais posées dans les entretiens précédents et d'indications à notre bon usage. Et d'abord un message indirect pour notre bon Président de la République qui, dans ses propos à bâtons rompus le 4 janvier à l'Élysée avec des journalistes, s'était aventuré à dire à propos du Vietnam que « chacun jouait à cache-cache », ce qui était mettre Américains et Vietnamiens sur le même pied, péché majeur. J'avais d'ailleurs frémi en lisant cela et dit à Maurice Schumann, lorsqu'il m'avait reçu avant mon départ, combien je regrettais semblable déclaration. Il en était convenu. Je lui avais suggéré de conseiller à Pompidou de redresser le tir à l'occasion de sa conférence de presse du 21 janvier. Il avait approuvé. J'avais poussé l'audace jusqu'à remettre à Beaumarchais un projet de déclaration de Pompidou qui aurait constitué un pas en avant. Tout en réaffirmant notre thèse sur l'évacuation américaine, nous aurions un peu avancé à découvert et déclaré que, s'il y avait à Saigon un Gouvernement qui parlait un peu plus de paix et qui se prononçait pour l'union nationale, eh bien ! les perspectives de paix se rapprocheraient un peu plus. En entrant dans le bureau de Trinh j'avais vu tomber au ticker de l'AFP les premiers flashes de la conférence de presse : rien sur le Vietnam. Je n'avais donc pas beaucoup de munitions dans ma poche, sinon cette lettre de Schumann à son collègue de Hanoi que je remets et qui fait son petit effet. Ceci dit, je n'exclus pas qu'à Paris l'on ait jugé préférable, précisément pendant mon voyage, de ne faire aucune déclaration, afin de ne pas me gêner d'une façon ou de l'autre. Mais je ne trouverais pas que c'eût été un bon calcul. Notre problème n'est pas de ménager les gens de Saigon.

Toujours est-il que ce cher homme, de sa petite voix douce, me dit soudain quelque chose que son interprète me traduit ainsi : « Dire que la Conférence de Paris est dans l'impasse par notre seule responsabilité est une erreur. Dire que la responsabilité est partagée entre nous et les Américains n'est pas objectif. » Et pan pour le cache-cache ! C'était, comme on dit, bien envoyé !

J'ai aussi doucement rappelé un peu plus tard les déclarations de Pompidou devant le Congrès américain et à sa Conférence de presse de juillet. Mais il est clair que si l'on a décidé ici, pour l'instant, de ne pas nous chercher querelle, l'on note soigneusement toutes nos déviations. De Gaulle avait un chèque en blanc sur Hanoi. Avec Pompidou on vérifie à chaque chèque s'il y a de l'argent dans la caisse.

Ayant dit cela, le cher homme poursuit un exposé qui, je m'en aperçois peu à peu, ne contient pas que des redites ou plutôt souligne, sans avoir l'air d'y toucher, quelques points essentiels de la position de Hanoi. « Nous sommes pour un Sud-Vietnam indépendant, pacifique et neutre dans une région indépendante et pacifique. Nous nous sommes toujours prononcés pour une Indochine indépendante et pacifique. » Dans ma réponse je soulignerai qu'entre ce langage et celui de notre déclaration du 1^{er} avril qui parle de la création en Indochine d'une zone de neutralité et de paix la similitude de langage est grande. Aucun commentaire, mais léger signe d'assentiment.

Quant à ce que la France peut faire, autre réponse à une autre question, c'est d'exercer une pression sur les États-Unis pour qu'ils retirent leurs troupes. C'est l'éternelle réponse du berger à la bergère.

Ainsi la seule munition que l'on me donne pour exercer cette pression avec quelque chance de succès, c'est une sorte d'assurance très générale selon laquelle on est disposé à accepter une région, le terme est intéressant car il dépasse même l'Indochine, ayant un statut intermédiaire. L'ambiguïté sur la neutralité subsiste, car le Nord-Vietnam veut bien appartenir à la région, mais n'est pas neutre. C'est maigre, mais ce n'est pas tout à fait négligeable.

Le Duc Tho m'apportera-t-il quelque chose de plus ? Il me reçoit, jovial, la casquette noire légèrement sur l'oreille, très à l'aise dans une tunique noire qui lui sied bien, l'air parfaitement reposé. Nous sommes à la maison des hôtes, assis sur ces éternels canapés et fauteuils recouverts de housse et disposés en équerre qu'on voit dans tous les pays socialistes. Les deux principaux interlocuteurs sont assis l'un près de l'autre, les assistants demeurent figés à bonne distance, leur seule ressource étant de siroter le thé et de déguster les friandises qu'on nous sert abondamment.

Sincère ou feinte, la jovialité de Le Duc Tho a quelque chose de réjouissant. Il réussit à dégager de sa personne un air de tranquille assurance, de sereine disponibilité. Voulez-vous négocier sérieusement, a-t-il l'air de dire ? Soit, j'y suis prêt.

Ne voulez-vous pas ? Soit encore. Continuons la lutte. Un an, cinq ans, dix ans, cent ans. Bref, le genre qui doit exaspérer les Américains.

Nous allons rester une heure et demie ensemble. Il me demande quelles sont mes impressions après quatre jours à Hanoi. Je réponds : détermination, mais disposition à négocier. Il ne me contredit pas et me demande ensuite quelle est mon analyse de la position américaine. Je m'attendais à la question et je réponds aussi précisément et

objectivement que je puis sur chaque point : Vietnamisation et négociation, retrait unilatéral ou retrait dans le cadre d'un accord, élimination de Thieu-Ky-Khiem, gouvernement de coalition. Je ne pense pas que si Kissinger m'avait entendu, il aurait pu m'accuser de donner une image déformée de l'état d'esprit qui règne à la Maison Blanche. Là-dessus Le Duc Tho me déclare qu'il désire reprendre un certain nombre de points et traite successivement du retrait, des prisonniers de guerre, de la situation politique au Sud. Ce qu'il dit sur le retrait ne m'apporte tout d'abord rien. Je cherche à en savoir plus et demande si ce qui importe le plus pour Hanoi, c'est le caractère total du retrait ou la date ou les deux. La réponse est que les Américains doivent retirer toutes leurs troupes, mais que pour la date Xuan Thuy a proposé qu'ils en proposent une si celle du 30 juin 1971 ne leur convient pas. En d'autres termes, et comme on pouvait bien le penser, il n'y a pas de concession possible sur l'intégralité du retrait, mais la date peut se discuter. La mention des prisonniers, qu'il aborde de lui-même et dont on ne m'avait pas parlé jusqu'à présent, est intéressante dans la mesure où elle signifie que l'on reconnaît l'existence de la question. En me disant d'autre part, que M. Bruce n'a parlé que de prisonniers et a éludé la question du retrait, l'on me signifie que si Bruce parle retrait on parlera prisonniers. Cela a déjà été dit, mais c'est confirmé. Le plus intéressant, cependant, est ce que Le Duc Tho me dit du règlement politique au Sud. Là encore il confirme, mais bien nettement, que l'on ne cherche pas à imposer un régime socialiste et que le Sud ne sera pas socialiste. La proposition de création d'un gouvernement de coalition est sérieuse. Nous ne serons qu'une force parmi trois, nous serons donc une minorité.

Vientiane

De Hanoi, je prends le samedi 22 tôt dans la matinée l'avion de l'Aéroflot pour Vientiane. En me rendant à l'aérodrome de Gia Lam, j'observe une dernière fois toute cette population silencieuse qui, levée dès cinq heures du matin, soumise à la gymnastique quotidienne, se rend ensuite à son travail qui à pied, qui, et c'est la majorité, à bicyclette, qui en autobus ou en tramway. Sur le pont Doumer déjà des files de femmes marchant pieds nus portent sur l'épaule le fléau de la double charge, pour la plupart, de légumes et de fruits portés d'un bord à l'autre du fleuve pour ravitailler les marchés de la ville. Si pauvre que soit la Chine, ici l'on est encore plus dénué. L'avion transporte toute une population de Soviétiques enchantés de rentrer chez eux. L'hôtesse fait les annonces en russe et en français. A Vientiane, André et Théia Ross, que je suis si heureux de revoir, m'attendent. J'attends, moi, beaucoup de bonheur de ce séjour. Il sera superbement employé grâce à l'amitié des Ross et à la gentillesse de Souvanna Phouma qui fera les choses largement. Dès le matin il me reçoit en une longue audience qui dure une heure et demie dans la villa où il a tout à la fois sa résidence et son bureau. La simplicité, le courage, la dignité, la résistance physique de cet homme qui a maintenant dépassé les soixante-dix ans, se lève à six heures du matin, fait tout seul son café dans le jardin, lit ensuite les rapports de l'Etat-Major, part souvent en tournée dans le pays et trouve encore le temps, après avoir joué au bridge jusqu'à 1 ou 2 heures du matin, de noter sur son agenda les faits de la journée, emportent l'estime. Certes il n'est jamais facile de connaître sa pensée. Si imprégné qu'il soit de nos manières, de nos mécanismes mentaux, il n'en demeure pas moins un Asiatique. Il est toujours un peu en deçà ou un peu au-delà du point où on croit le trouver. Et ceci du soir au matin. Souvanna m'interroge beaucoup sur mon passage à Pékin et Hanoi. La description que je lui fais des positions de ces deux capitales n'éveille pas d'irritation. Mais il reste de toute évidence toujours aussi méfiant. Et ce sera bien là, pendant mon séjour, la note dominante : l'on n'a aucune confiance dans les Nord-Vietnamiens, on les soupçonne d'ambitions territoriales pour satisfaire leur expansion démographique, d'ambitions politiques et idéologiques pour étendre la sphère d'influence de leur socialisme. S'il ne s'agissait, me dira-t-on sans cesse, que d'un conflit entre Laotiens, il serait vite réglé, et je le crois volontiers, mais le Pathet-Lao, du moins son noyau politique actif, n'est que l'instrument des communistes de Hanoi. S'il ne s'agissait même que de laisser les troupes du Nord-Vietnam transiter vers le Sud pour y mener leur guerre, l'on accepterait, comme Souvanna a commencé de le dire il y a deux ans, de « fermer les yeux ». Mais l'on est persuadé qu'il s'agit malheureusement de bien autre chose et c'est pourquoi quand, nous autres Français, nous venons, sinon cautionner les bonnes intentions de Hanoi, du moins les rapporter objectivement sans les soumettre à la critique, quand nous venons dire que tout serait terminé si seulement les Américains quittaient le Sud-Vietnam, nous passons au mieux pour des naïfs, au pire pour des complices. A supposer toutefois que l'on

accorde un sérieux crédit à nos propos, l'on voudrait alors trouver chez l'adversaire des signes concrets d'une volonté de respecter l'indépendance et la neutralité du Laos et par exemple l'entendre admettre la présence de ses unités sur le territoire laotien de manière à pouvoir discuter franchement de la cessation, dont il parle pourtant, de « toutes » les interventions étrangères.

Et il en va de même pour la Chine. Souvanna, son Ministre favori Sissouk na Champassak, le chef d'Etat-Major, le Roi, tous me parleront de la Chine en des termes témoignant de la plus profonde méfiance.

Comment ne pas comprendre cette inquiétude d'un petit pays de trois millions d'habitants en bordure de la Chine ? La présence de la France n'aura été qu'un épisode dans son histoire. Notre protection s'est retirée et de nouveau le formidable voisin, énigmatique, tantôt souriant, tantôt menaçant, véritable Janus dont nul ne sait s'il souffle la paix ou la guerre, le bon voisinage ou la révolution, tient mystérieusement entre ses mains les fils du destin.

Ce sera tout le sens de la conversation que j'aurai le mardi à Luang Prabang avec le Roi. Je le retrouve tel que je l'ai connu, alors qu'il était Prince héritier et que j'avais pu, à Saigon ou à Vientiane, apprécier sa culture, sa finesse. Un homme avec lequel on puisse dans ce pays parler de Marcel Proust m'avait paru, à l'époque, un phénomène exceptionnel. Ni le palais ni la ville ne me semblent avoir changé, au contraire de Vientiane qui s'est développée. Ici c'est le même calme, la même paix, c'est le haut lieu du royaume, ce sont les vieilles pagodes. La vie moderne mord à peine.

Le cérémonial est réduit à l'extrême. Une superbe voiture du Palais, où a pris place quelque Altesse, aimable et racée, qui dirige le protocole royal, vient nous prendre au bungalow. L'Altesse nous conduit à l'un des salons où reçoit le Roi. Dans les vitrines, je vois de beaux objets chinois, des bronzes surtout. Nous attendons à peine quelques instants et le Roi, que nul n'accompagne, vient à nous, avec un bon sourire, des yeux doux, un visage débonnaire. Mais à cette bonté naturelle qui émane de sa personne, solide, robuste et un peu paysanne, s'allie une profonde sagesse, une perspicacité lucide et aussi, pour mon délice, une ironie qui doit parfois mordre.

La conversation durera une heure et quart. Si le protocole ne m'en avait empêché, j'aurais volontiers prolongé le régal. Visiblement le Roi aime les visiteurs.

Certains propos me frappent profondément. « Le Laos est devant un dilemme. Ou bien il retourne aux sources, à la Chine, il accepte de vivre selon la pensée de Mao, et tout serait si simple, si facile pour nous. Ou bien il demeure dans ce système de rationalité, de démocratie, de liberté, auquel la France l'a habitué, peut-être pour son malheur », et ce « pour son malheur » est dit avec un merveilleux sourire et des yeux où je ne sais s'il faut lire l'ironie de l'amère constatation, la délectation morose ou simplement la malice de l'intellectuel. « Quand j'ai été à Pékin en 1963, Mao m'a dit : vous ne devez pas avoir crainte d'une intervention de la Chine ; à quoi bon ? Nous savons bien que tôt ou tard vous finirez par rentrer dans notre orbite. Et il m'est arrivé de rire avec Hô Chi Minh en constatant qu'en fin de compte nos deux pays étaient dans le même cas. »

« Notre pays, me dit aussi le Roi, n'aspire qu'à vivre dans l'ombre, mais à vivre. » Et voilà tout le problème. Car ici c'est bien de survie qu'il s'agit. Nous avons beau jeu, nous autres Français ou Européens lointains, à prêcher la neutralité, la tolérance, la coexistence. Mais à qui ce discours doit-il s'adresser ? Sûrement pas à des Laotiens, ni à des Cambodgiens. Car que voient-ils autour d'eux ? La Chine, le Vietnam, communiste et surpeuplé au Nord, ambitieux et peut-être aussi expansionniste au Sud, et la Thaïlande dont ils peuvent se demander si demain elle ne saisira pas l'occasion d'une poussée vietnamienne pour garantir ses frontières en les avançant un peu vers l'Est. Nous avons peine à imaginer en Europe, même dans les pires périodes, que ce qui est en jeu puisse être l'existence même d'un Etat, d'un peuple. Nous pensons à des changements de régime, parfois à quelques annexions territoriales, jamais à l'annihilation. Et pourtant ! Si nous regardions plus attentivement. Le Laos, le Cambodge sont les Etats baltes de la Chine. Allions-nous dire en 1939 aux Lettons que Staline ne leur voulait aucun mal ? Ni Hitler ? Alors : Mao est-il Staline ? La Chine peut-elle se satisfaire d'Etats neutres, ouverts sur elle certes, mais sur l'Occident aussi, ou bien veut-elle la Révolution, sinon aujourd'hui du moins à terme, et cherchera-t-elle au besoin, si le terme ne vient pas tout seul, à avancer l'échéance ? Voici la question obsédante que je ne cesse de me poser pendant tout ce séjour à Vientiane. Et j'imagine que je me la poserai aussi dans tous les autres Etats que je visiterai au cours de ce voyage.

Et le Vietnam ? Lui aussi n'a-t-il pas des ambitions, et plus immédiates peut-être ?

Souvanna Phouma, d'autres ici me parlent de ses ambitions territoriales, de la nécessité pour lui de donner des terres à sa population en proie à une fantastique explosion

démographique. Et quand je songe à ces myriades d'enfants que j'ai vues dans les rues de Hanoi, j'avoue qu'il y a de quoi frémir.

Saigon le 28 janvier

Je devais arriver ici le 27, mais en raison du Têt, l'avion Vientiane-Saigon d'Air Vietnam a été annulé. Je dois donc passer par Bangkok et perdre une journée, ce qui m'agace. André Ross m'a bien proposé d'utiliser l'avion de son Ambassade pour gagner directement Saigon, mais j'ai refusé, estimant que ma venue, dans cet avion spécial conduit par un équipage militaire, risquerait de provoquer des commentaires inutiles. En outre je trouve absurde de faire courir à cet appareil, indispensable au Laos, je ne sais quel risque en le faisant voler sur un parcours qu'il ne connaît pas et en pleine zone opérationnelle. Folin m'attend. Le Ministre, me dit-il, m'aurait reçu si j'étais arrivé la veille, mais aujourd'hui il a dû partir « au front » porter la bonne parole. Je ne verrai donc que son assistant spécial.

Courtois certes, mais franc, celui-ci rapidement me fait comprendre que notre politique n'est pas celle de son gouvernement. Qu'il y ait un retrait américain certes, dit-il, mais il ne saurait s'agir d'un retrait total. De celui-ci il ne peut être question avant assez longtemps. La guerre va durer, il ne peut en être autrement. Comment croire l'adversaire ? Son but ne peut être que l'installation d'un régime communiste, prélude à la réunification. De celle-ci l'on ne veut pas. Il y aura deux Vietnam. Pas davantage question de neutralité, ni de gouvernement de coalition. C'est clair, c'est net.

J'expose notre point de vue et, en précisant bien que je ne me fais l'avocat d'aucune cause, j'expose ce que je crois être la position de Hanoi. Mon interlocuteur écoute poliment, mais c'est tout.

A la fin, je lui dis : « En somme, ce que vous voulez faire, c'est la Corée ? » Il me répond : « Oui ». Je poursuis : « C'est un grand risque ». Réponse : « Oui, mais nous sommes prêts à le prendre. »

Je suis pleinement éclairé. J'ai le sentiment d'avoir mis le doigt sur le bouton secret : la porte s'est ouverte et l'on m'a laissé voir au-delà. Que dire de plus ?

Quant aux relations avec la France, mon interlocuteur ne me cache pas que si elles sont moins mauvaises, les divergences politiques rendent difficile une véritable négociation. Il est clair qu'on nous soupçonne de jouer la carte du Grand Minh.

Je rends ensuite visite à Bunker, l'Ambassadeur américain, ce vieil homme de 76 ans, énigmatique dit-on, qui a remplacé Cabot Lodge voici deux ans. Je suis curieux de voir enfin ce personnage qui exerce une telle influence sur la politique indochinoise de son gouvernement.

Il me reçoit de la façon la plus courtoise, entourée de ses deux Conseillers, Berger et Hitchcock. Je trouve qu'il ressemble à Bruce : c'est l'Américain très anglicisé, grand, fin, distingué, autocrate, superbement blanchi et conservé.

Je lui demande son jugement sur la situation. Avec intérêt je le vois aussitôt me parler de la prochaine élection présidentielle à Saigon comme de l'affaire réellement sérieuse. Veut-il m'impressionner, me faire croire que l'Amérique va jouer le jeu, s'abstenir de toute intervention ? Il pèse soigneusement les chances de Minh et de Thieu ; à croire qu'il voudrait presque voir Minh dans le fauteuil ! Si c'est de la mise en scène, c'est bien fait. Si c'est sincère, c'est intéressant. « It will be very close, anyway », conclut-il.

Je n'hésite pas à dire qu'à mon avis personnel l'adversaire est prêt à discuter avec un nouveau gouvernement à Saigon, à condition qu'il mette dans son programme la paix, l'indépendance, la neutralité, et le départ des troupes américaines.

Voici donc la question simple : les Etats-Unis feront-ils le pari qu'à lâcher Thieu ils gagnent la paix ? Cherchent-ils une assurance de l'adversaire ? Et celui-ci voudra-t-il la leur donner ?

Pour ma part, autant je trouve normal que les communistes exigent le retrait sans condition des troupes américaines, autant je trouve qu'ils devraient faire clairement savoir qu'ils sont prêts à discuter avec une équipe neutraliste et pacifique. C'est d'ailleurs toute ma philosophie : la France peut accepter la « désaméricanisation » et la neutralisation, mais elle n'a pas à favoriser l'établissement d'un régime communiste. Si cela se fait, du moins n'avons-nous pas de raison d'y prêter la main. Je pense que là est ma divergence principale avec un homme comme Manac'h que sa passion antiaméricaine me paraît parfois conduire trop loin.

Phnom Penh le 29 janvier

Arrivé ce matin tôt, venant de Saigon. L'aérodrome de Pochentoang porte les marques visibles du raid de commando effectué il y a une semaine : carcasses d'avions incendiés, bâtiments soufflés. Mais le trafic est normal et les voyageurs paraissent relativement insouciant dans les salles pas mal déchiquetées de l'aéroport. Louis Dauge est là, souriant, cordial, avec ses collaborateurs. Un photographe de l'Agence khmère de presse me mitraille. Mais pas de représentant du Protocole. Cependant un motocycliste précède notre voiture, donnant à mon entrée à Phnom Penh un petit air officiel. Il est visible que ma venue va être exploitée.

Je ne verrai que Koun Wick, finalement, et demain. Les Khmères se sont, il y a quelques jours, excusés auprès de Dauge de l'impossibilité où serait Sirik Matak de me recevoir. Je préfère cela, d'une certaine façon. Mais je sais, « de source sûre », par des indiscretions que j'avais connues à Paris dès avant mon départ, qu'il était fin décembre disposé à me recevoir. Peut-être y a-t-il eu contordre venant de Lon Nol. Dauge me dit qu'un clan poussait à me recevoir très officiellement, dans le désir de nous compromettre, tandis que l'autre préconisait la froideur. C'est la juste mesure qui l'a emporté.

L'entretien avec le Ministre des Affaires Etrangères sera sans doute cordial, mais on ne peut échapper aux points sensibles : l'affaire de l'agrément de l'Ambassadeur cambodgien, celle de l'appartement de l'Attaché militaire à Paris occupé par les gens de Sihanouk.

Dauge à mon arrivée m'a remis une note personnelle dans laquelle il fait le procès, gentiment d'ailleurs, de notre attitude : nous avons perdu sur les deux tableaux, nous n'avons fait que cumuler les inconvénients. Il préconise son départ « à l'anglaise » après son congé d'été, et la nomination d'un Chargé d'Affaires du grade de Ministre. J'y ai bien souvent songé.

D'autre part, Dauge et le Général Vieil, chef de notre Mission militaire, en sont arrivés, enfin, à la conclusion que le départ de tous nos officiers instructeurs (il n'en reste plus que 37 dont beaucoup d'administratifs) ne provoquerait plus les mêmes réactions dramatiques qu'il y a quelques mois. Nous pourrions ne laisser que quelques officiers de liaison.

Il me semble que ces nouveaux retraits pourraient être compensés par le maintien du Général Vieil qui a ici de bons contacts et par un effort accru dans le domaine culturel et technique. Nous ne devons absolument pas perdre notre place et dans toute la mesure où la sécurité le permet, il faut continuer à investir ici dans ces secteurs où nul ne peut nous contester la primauté.

Dans ma conversation avec Koun Wick je compte soulever quelques points. Dire notamment : le maintien par la France de contacts avec l'autre camp n'est peut-être pas sans intérêt pour le Cambodge ; notre voix auprès de Sihanouk et de son gouvernement ne s'exercera jamais en faveur de la guerre ; quand nous disons que la solution n'est pas à chercher par les armes, c'est à tout le monde que nous le disons ; nous pensons donc qu'une solution politique est à rechercher ; je l'ai dit à Penn Nouth et il m'a semblé qu'il écoutait et ne fermait pas la porte ; son problème immédiat, c'est la liaison avec « les maquis », mais peut-être verra-t-on dans quelque temps émerger une plate-forme politique.

Dire aussi : nous persistons à penser que la voie du Cambodge ne peut être que celle de la neutralité, des Accords de Genève ; vous me direz que telle est votre conviction aussi, mais que le Cambodge est victime d'une agression nord-vietnamienne et que ce langage doit être, d'abord et avant tout tenu à Hanoi, soit ; mais de votre côté, ne pouvez-vous essayer de mieux marquer votre position, et par exemple d'adopter, dans ce conflit indo-chinois, une attitude qui vous rapproche davantage de celle du Prince Souvanna Phouma que de celle du Président Thieu ; l'un s'en tient à une politique de neutralité, il parle le langage d'un neutraliste, il maintient les avenues ouvertes vers Moscou, vers Pékin et même vers Hanoi, l'autre refuse la neutralité ; ne pouvez-vous éviter de donner l'impression de glisser vers le camp « anticommuniste » le plus dur, celui de Saigon, de Séoul, de Taïpeh ?

Je me demande si un tel langage peut sinon convaincre du moins faire réfléchir, ou irriter davantage. Je sais que sur le compte-rendu d'un entretien que son Chargé d'affaires avait eu ce printemps avec moi il avait écrit : « Nous n'avons d'instructions à recevoir de personne. »

Un peu plus tard, j'en parle à Dauge qui n'y voit pas d'objection.

Déjeuner à la Résidence avec les Ambassadeurs d'Australie, d'Angleterre et des Etats-Unis. Ce dernier est Coby Swank que j'ai bien connu à Moscou où il était Ministre Conseiller en même temps que moi.

Je le sais et le retrouve raisonnable. Ce n'est sûrement pas un homme à pousser à

l'engagement américain au Cambodge et à jouer les éperviers. Mais il est malgré tout dans la bataille. Il s'agit pour les Etats-Unis de former une armée cambodgienne et au plus vite. On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs.

Il est clair cependant qu'un homme comme Swank demeure un diplomate, orienté vers des solutions politiques. Sa préoccupation est de savoir si du côté de Pékin, de Sihanouk, de Hanoi, j'ai trouvé des dispositions à négocier. Je ne puis guère répondre sur le Cambodge autre chose qu'une certaine disposition de Penn Nouth à envisager le principe d'une solution politique. Mais sa préoccupation est d'établir une plate-forme en commun avec les « maquis ».

L'avis de ces Ambassadeurs est qu'il n'y a pas de liaison et qu'il y a même antagonisme entre la « Résistance » et notamment les Khmers rouges d'une part, et Sihanouk de l'autre, et que cet antagonisme est encouragé par Hanoi qui désire mettre le grappin sur la Résistance. Je suis assez tenté de le croire et de penser que Sihanouk, qui est, paraît-il, arrivé en secret à Hanoi hier, cherche à « unifier » la Résistance sous son autorité et à obtenir l'acquiescement des Vietnamiens. Mais dans cette hypothèse quel gage devrait-il leur donner ? Et la Chine ? Peut-on penser qu'elle appuie Sihanouk contre les Vietnamiens ? Qu'elle serait moins « pro-communiste » que Hanoi ? Tout ceci est plausible.

Swank pense que les Sud-Vietnamiens vont probablement attaquer bientôt au Cambodge et essayer de « casser » du Viet avec leurs divisions mécanisées.

Il dit conseiller à Lon Nol de s'en tenir à la ligne de la neutralité. Je le crois volontiers.

Le samedi 30, je suis reçu dans la matinée par Koun Wick. J'en sortirai une heure plus tard, sans qu'à aucun moment la conversation ait été pénible. C'est à peine si le Ministre, d'une parfaite courtoisie, fait allusion à nos difficultés vers la fin de l'entretien. Il me parle de notre refus d'accorder l'agrément à leur Ambassadeur, de l'appartement de l'attaché militaire. Tout cela sur un ton si gentil que j'en suis touché. Certes, ce n'est pas Lon Nol ni surtout Sirik Matak que j'ai devant moi. Leur ton eût été plus raide sans doute. Mais enfin ceux-ci auraient pu le charger de me dire des choses désagréables. Il n'en est rien et c'est la tristesse d'un amour déçu, l'espoir que la flamme du partenaire n'est pas tout à fait éteinte, l'anxiété d'un cœur blessé qui ne se résigne pas.

Pour ces gens, les choses sont si claires. Sihanouk a provoqué lui-même sa chute en menaçant son gouvernement des pires représailles. Il a fallu le destituer. Un grand mouvement populaire et national a soutenu le nouveau régime et exige qu'il soit mis fin à la honte de l'occupation vietnamienne et Viet-Cong tolérée par Sihanouk. Voyant cela les communistes vietnamiens ont agressé le Cambodge qui, ne pouvant se défendre seul, a dû faire appel à l'aide étrangère et accepter celle qui se présentait. Dans tout cela il n'y a pas de guerre civile, il n'y a qu'une guerre étrangère. La seule manière d'y mettre fin est d'obtenir que les Vietnamiens quittent le territoire cambodgien. Car entre Cambodgiens tout se règlera très facilement. Pour le Cambodge, il n'aspire qu'à vivre en paix, dans la neutralité, telle que les Accords de Genève l'ont prévue.

Koun Wick m'explique tout cela d'un ton calme et convaincu. Je n'ai aucune envie de polémiquer ni de chercher à démontrer que l'histoire n'est pas si simple. J'ai déjà eu avec leur Ambassadeur Sonn Voeunsai, avant qu'il quitte Paris en avril et mai, deux ou trois conversations dont ni lui ni moi n'avons gardé le meilleur souvenir. Comment faire comprendre à ces gens qu'ils auraient mieux fait de garder leur Sihanouk et leurs Vietnamiens, en tout cas Sihanouk destitué, de proclamer bien haut qu'il ne s'agissait que d'une affaire de famille et que pour le reste, les sanctuaires, les facilités, tous les problèmes se régleraient par la négociation, au lieu de lancer des ultimatums ?

Le plus fort, c'est que sans le savoir Koun Wick me fournit l'argument décisif. Il me confirme formellement une information dont nous n'étions pas certains : peu de temps après la chute de Sihanouk, Pékin a effectué une démarche sans ambiguïté proposant de laisser tomber « Monseigneur » si Lon Nol et son gouvernement acceptaient de maintenir le statu quo avec les Vietnamiens. Ce compromis, me dit Koun Wick, était inacceptable. Je me demande pourquoi. Est-ce que par hasard ce ne seraient pas les Américains qui auraient obligé Lon Nol à refuser ?

Tout ce que je puis, c'est dire au Ministre qu'à mon humble avis le Cambodge a intérêt à maintenir, dans toute la mesure du possible, une attitude, même formelle, de neutralité, à s'inspirer de l'exemple de Souvanna Phouma plus que de celle du Général Thieu, à garder ouvertes toutes les voies vers toutes les parties intéressées. Je parle de la Chine et conseille de ne pas trop s'engager en direction de Taiwan et des Gouvernements les plus anticommunistes de la région. Koun Wick m'assure qu'aussi longtemps qu'il sera Ministre, il en sera bien ainsi.

Je l'interroge sur la perspective d'un règlement politique et lui relate les impressions que

j'ai retirées de mon entretien avec Penn Nouth. Il écoute sur Penn Nouth sans commenter, il m'assure que, à Pnom Penh aussi, l'on n'écarte pas la solution pacifique. Mais il ne me dit rien, et pour cause, de précis. Que peut-il dire, le malheureux ?

Traduit en langage paysan, tout ceci se résumerait ainsi : « J'voudrais bien, mon bon Monsieur, mais j'pouvions point. C'est-y que vous auriez un moyen pour faire toutes ces belles choses que vous dites ? »

Déjeuner à la Résidence avec plusieurs Cambodgiens, le Secrétaire Général des Affaires Etrangères, le Sous-Chef d'Etat-Major, le Sous-Gouverneur de la Banque et le Directeur du Plan. L'atmosphère est franchement cordiale. Tous ces gens ne rêvent que d'une chose : retrouver la paix et continuer à travailler avec la France.

Les séances de travail que j'ai avec Dauge et mes collaborateurs me convainquent, s'il en était besoin, qu'il faut rester, mais rester ne signifie pas approuver tout.

Dans l'après-midi, visite des Chargés d'affaire soviétique et polonais. D'emblée ils mettent la conversation sur un point sensible. Par suite de départs, Dauge doit devenir le 12 mars Doyen du corps diplomatique. Allons-nous accepter qu'il assume la charge et par là même que nous paraissions « reconnaître » de fait la République khmère ? Ils ne me cachent pas qu'ils le souhaitent. Leur position, disent-ils, devient intenable. On ne peut rester assis éternellement entre deux chaises. Ou bien il faut faire un pas vers la reconnaissance, ou il faut s'en aller. Or leur analyse les mène à conclure que cette situation va durer, la guerre sera encore longue, les Etats-Unis sont décidés à défendre le régime, Sihanouk n'a aucune chance de revenir à Phnom Penh, du moins à court terme.

(J'oublie de dire que, pendant le déjeuner, on entend soudain une sérieuse fusillade assez près, des grenades semblent éclater. Tintamarre. Sonnette prolongée. Affolement des boys dans la cuisine. L'un d'eux vient chercher le Général. Il se lève, va au téléphone et revient quelques minutes plus tard, sans rien dire. Dans l'intervalle, ça s'est calmé. Nous apprendrons ensuite qu'un sérieux incident a éclaté entre marins sud-vietnamiens arrivant au port par le Mékong et Cambodgiens. Les Vietnamiens raflent les filles et les poulets, réplique, fusillade, morts et blessés. Belle fraternité d'armes !)

Bref, me disent les deux « socialistes », la position de la France nous importe beaucoup. La nôtre dépend beaucoup de la sienne.

Tout ceci confirme les propos tenus à Hanoi par Tcherbakov, à Vientiane par Minine. Les Russes jouent la carte de la neutralité, seul compromis possible entre une victoire américaine et une révolution pro-chinoise. Leur politique est la nôtre.

Ma recommandation sera, je pense, que nous laissions Dauge accepter le Décanat, mais qu'il vienne de temps à autre passer quelques semaines en France et que nous retirions la mission militaire. A cela il y a deux difficultés : Dauge a une femme et des enfants qu'il adore et ne souhaite pas être séparé d'eux longtemps. Comme je le comprends ! D'autre part, si Dauge accepte le Décanat, les Cambodgiens ne vont-ils pas nous représenter une nouvelle demande d'agrément ?

Bangkok le 2 février

Arrivé dimanche soir par l'avion d'Air France, je fais le lendemain matin quelques visites : au Ministre de l'Education nationale, un homme fort cultivé qui nous veut du bien, à un Général, assistant spécial du Premier Ministre, ancien attaché militaire à Paris, difficile à voir, influent, et apparemment lui aussi fort bien disposé, à Pote Sarrasin, Vice-Président du Conseil, en charge de l'économie. Puis le soir Thanat Khoman, ledit Général et le Vice-Ministre des Affaires Etrangères, frère du Premier Ministre, viennent dîner à l'Ambassade. Il y a là quelques Ambassadeurs occidentaux et l'on me dit qu'ils s'étonnent de voir tant de beau monde à l'Ambassade de France. Visiblement le vent a tourné et nous voici en d'autres termes avec les Thaïs.

Thanat, que nous avons reçu à Paris, il y a quelques mois, ne le cache pas. « Les diplomates français et thaïs, nous dit-il, doivent marcher de concert. Mais tout cela doit se faire avec discrétion, sans tapage. Nous comptons beaucoup sur la France pour aider à la solution du problème indochinois et au développement des bonnes relations dans cette partie du monde. Entre nous maintenant il faut oublier le passé. »

Je retiens de ses propos quelques points.

Sur le Nord-Vietnam : il y a ici une délégation qui discute officiellement du rapatriement des Vietnamiens réfugiés en Thaïlande ; mais on parle d'autre chose ; Thanat leur dit ceci : « Vous êtes un pays de n^{ième} ordre et vous voulez défier la plus grande puissance du monde ; en outre vous ne voyez donc pas que les Américains veulent s'en aller et vite ; alors pourquoi ne facilitez-vous pas leur retrait au lieu de le compliquer ? »

Sur la Chine : « Les gens qui croient à l'expansion de la Chine, à son ambition de

submerger tout le Sud-Est asiatique ne comprennent rien à la Chine ; je ne dis pas cela pour vous, mais pour les Américains. »

2 février

Entretien ce matin avec Senga Kittikacorn, le Vice-Ministre. Voici un homme qui s'exprime librement et ne mâche pas ses mots. « Je parle en politicien, non en diplomate. Nous pensons que la France, par la politique qu'elle a poursuivie après la Seconde Guerre Mondiale, porte une lourde responsabilité dans les événements d'Indochine ». (Je lui rappellerai que le Japon en supporte aussi la charge). « Nous avons eu des difficultés, nous voulons maintenant oublier le passé. J'ai été à Paris, j'ai vu la France moderne, qui se développe, qui suit une politique d'indépendance. » « Nous faisons ici une nouvelle politique Le Premier Ministre, le Ministre des Affaires Etrangères et moi, nous sommes d'accord. Nous voulons nous désengager, nous rappelons nos troupes du Vietnam. Nous souhaitons la coexistence avec les pays communistes, avec la Chine, avec Hanoi. Nous sommes victimes de trois agressions : l'agression communiste sous forme de subversion, mais nous nous débrouillons assez bien ; l'agression économique japonaise qui devient très préoccupante et l'agression de certains de nos amis (sous-entendu les Etats-Unis) qui veulent nous entraîner dans leur sillage. » On ne peut être plus clair.

Thanat Khoman nous a offert, dans un excellent restaurant de style français « La Cave », un petit déjeuner intime. Nous ne sommes que six, avec Lescot et Soulier, le très intelligent chef du Protocole et le Directeur de la Croix Rouge, deux fidèles de Thanat auxquels il a confié la délicate négociation avec les Nord-Vietnamiens. De toute évidence, il y attache la plus grande importance. Il les trouve « corrects ». Il y a quelques difficultés sur les rapatriements mais l'essentiel est que ces gens soient là, restent et soient apparemment assez ouverts. « Ce que je comprends mal, c'est pourquoi Hanoi ne cherche pas à faciliter le retrait des Américains ? Ne voit-il pas qu'ils ne demandent qu'à partir ? Comment expliquez-vous cela ? » Je réponds que sans doute Hanoi n'est pas convaincu du désir des Américains d'évacuer toutes leurs troupes et qu'en outre, si le retrait américain s'accompagne d'une asiatization de la guerre, cela ne leur convient pas. Il leur faut aussi des Gouvernements qui ne soient pas dans l'orbite de Washington. Mais je sens bien qu'il n'est pas de mon avis. Pour lui, si Hanoi refuse l'arrangement proposé par Nixon, c'est que les ambitions nord-vietnamiennes vont au-delà. C'est bien la même analyse qu'à Vientiane et Phnom Penh, mais avec la nuance de détachement que donne aux Thaïs le sentiment qu'ils sont une nation de 35 millions d'habitants, capable de résister.

L'appel vers la Chine est encore plus net. « J'ai dit publiquement que je souhaitais le contact avec Pékin. J'y suis prêt, n'importe où, n'importe quand. La seule chose que je ne ferai pas, c'est d'envoyer une mission secrète à Pékin. Mais jamais les Chinois n'ont répondu. »

« Si la Chine nous parle des bases américaines en Thaïlande, nous répondrions : elles n'y sont qu'à cause de la guerre du Vietnam, dès que celle-ci sera terminée, elles en partiront ; cela a été écrit en noir sur blanc. En outre, quand un journaliste m'a demandé si nous accepterions le transfert chez nous des bases américaines d'Okinawa, j'ai répondu non. » Mais pour Thanat, la diplomatie est l'art du secret, de la confiance, de la demi-teinte. « Vous et nous pouvons beaucoup. Mais il faut rester discret, agir dans la coulisse. »

Soulier me dit que le discours de Phnom Penh a exaspéré les Thaïs, pas tellement par son contenu, mais du fait qu'il était prononcé à Phnom Penh et par un chef d'Etat européen. Les Thaïs disent souvent, paraît-il : « Nous changeons parfois de veste, c'est vrai, mais jamais de chemise. » Thanat est un homme qui met du temps à enlever sa veste, mais il a déjà retiré une manche.

Voici donc à Vientiane, à Phnom Penh, à Bangkok des hommes qui, à la différence de ceux de Saigon, me semblent prêts à envisager le départ total des Américains. (J'entends toujours mon interlocuteur sud-vietnamien me dire : il ne peut s'agir d'un retrait total). Ils sont prêts, sans toujours prononcer le mot, à adopter, à maintenir la ligne de la neutralité, ou à se désengager. Ils prennent des risques pour cela. Mais que se passera-t-il si la guerre dure, si les communistes continuent leurs attaques, menacent leurs régimes en dépit du retrait américain ? Les hommes de la droite, les hommes qui redoutent le départ des Américains, les hommes qui pensent à des alliances militaires anticommunistes ne les balaieront-ils pas ?

C'est une course contre la montre.

Kuala Lumpur le 3 février

Pays plaisant, riche, aimable. La guérilla ici a été vaincue et le monument aux morts marque, outre le souvenir des deux guerres mondiales, celui de la longue lutte de 1948 à 1960 qui s'est achevée par la victoire sur les communistes. C'est dire que l'on n'est pas prêt à considérer avec tolérance leurs activités. D'autre part, le pays demeure soumis à une grave tension raciale entre Chinois et Malais, qui a explosé en mai 1969 et dont nul ne sait si, au moment même où l'on parle, quelque querelle entre chauffeurs de taxi soudain ne la fera pas surgir à nouveau et plus dramatiquement. Néanmoins mes interlocuteurs, le Secrétaire Général et son adjoint du Ministère des Affaires Etrangères, deux hommes également fins et ouverts, ne cachent pas le désir de leur Gouvernement de faire évoluer la politique extérieure. Le désir est vif de détendre les relations avec Pékin, d'établir la sécurité de la région sur d'autres bases que celles des pactes militaires. L'on souhaite une neutralisation garantie par les Grandes Puissances et l'on guette tout signe de Pékin permettant d'espérer que la Chine, même celle de Mao, voudra bien jouer le jeu de la coexistence.

Une fois de plus, je sens l'intérêt que suscite le voyageur venant de là. Mes interlocuteurs m'interrogent. Où va la Chine ? Vers la paix ? Vers la détente ? Les indications que je donne sur les réactions chinoises aux propositions malaisiennes de neutralisation du Sud-Est asiatique par une garantie de la Chine, de l'URSS et des Etats-Unis confirment, me dit-on, celles reçues par ailleurs : le silence chinois laisse entendre que l'on enregistre l'évolution de Kuala-Lumpur avec intérêt. Mais si l'on constate que la subversion ne se développe pas, la propagande de Pékin ne cesse pas. Une radio clandestine continue d'attaquer le Gouvernement. Décidément c'est une fois de plus quelque part dans la Cité Interdite que se trouve la réponse.

En attendant, le pays se développe. Le nationalisme malais se réveille aussi. Pékin soufflera-t-il sur le feu et cherchera-t-il à provoquer de nouveaux troubles ? Mon sentiment est que la Chine rouge ne tient pas à créer le désordre par l'intermédiaire de ses colonies. Elle sait les réactions que pareils troubles pourraient susciter et préfère conserver de précieux agents d'influence, de renseignements, de richesse plutôt que de la compromettre.

Singapour 4 février

Les nouvelles du Laos sont mauvaises. Il semble que les Américains aient donné aux Sud-Vietnamiens le feu vert pour une opération de coupure de la piste Hô Chi Minh à travers le plateau des Bolovens. Washington se tait. La censure la plus stricte règne à Saigon. A l'issue du Conseil de mardi, Léo Hamon lit un texte indiquant « la grave préoccupation » de Pompidou devant l'extension nouvelle de la guerre et affirme notre souci de voir l'indépendance et la neutralité du Laos défendues. C'est bon, mais voici dix fois que nous disons cela. Je souhaite que nous ayons agi fermement à Washington.

Les Etats-Unis ne voient-ils pas qu'ils risquent de provoquer l'élimination de Souvanna Phouma, soit qu'ils l'obligent à démissionner, soit qu'ils lui fassent perdre la face ? Complice, impuissant ou contraint de se retirer, voilà à quoi la politique américaine l'accule si vraiment l'opération a lieu. Je l'entends encore me dire dès notre premier entretien, car je n'avais pas tardé à lui poser la question : « cela, je ne le permettrai pas. »

Sans doute Washington a tiré la leçon de l'affaire cambodgienne : il n'y aura pas « officiellement » de troupes américaines au Laos, pas de déclaration fracassante de Nixon. L'opération sera clandestine, le black out total. Ainsi espère-t-on vraisemblablement éviter le déchaînement du Congrès, priver le camp adverse d'arguments, éviter aussi peut-être une intervention de « volontaires chinois ». Car cette fois, les Etats-Unis et leurs alliés entrent dans un pays limitrophe de la Chine et c'est seulement à propos du Laos en mars 1970 que Pékin a notifié sa sérieuse et directe préoccupation.

Ce que je me demande, c'est si le plan est simplement d'effectuer un aller et retour de quelques semaines, de couper la piste pendant la saison sèche, d'isoler les forces vietnamiennes au Cambodge, de les priver de leur ravitaillement, peut-être de les prendre dans une nasse, de « faciliter » le retrait américain du Vietnam en accordant aux troupes de Saigon le répit nécessaire, bref, s'il s'agit seulement de répéter, un peu plus au Nord, l'opération cambodgienne, ou bien si l'intention est plus profonde et consiste à réaliser une fois pour toutes ce vieux plan : la coupure totale de l'Indochine en prolongeant jusqu'à la frontière thaïlandaise la ligne de séparation du 17^{ème} parallèle. En ce cas, le risque serait pris de voir les Nord-Vietnamiens (ou les Chinois) descendre sur Luang Prabang et Vientiane et occuper toute la moitié Nord du Royaume jusqu'au Mékong. Vieux

rêve que nous avons nous-même à un certain moment de la guerre d'Indochine envisagé. A moins que l'on ne pense aussi qu'alors l'armée thaïlandaise se mettrait de la partie et se porterait au secours des capitales laotiennes. Mais comment retenir cette hypothèse quand on sait, et les Américains le savent mieux que personne, la faiblesse de cette armée ? Les indications qu'à Bangkok notre attaché militaire m'a données ne laissent aucun doute sur ce point.

Le risque, si l'opération, encore une fois, a bien été lancée, est considérable. La réaction nord-vietnamienne, la réaction chinoise peut-être aussi, sur le Nord du Laos peut être immédiate. Et si Souvanna Phouma tombe, c'est la Droite qui s'installe à Vientiane, le groupe de Phoumi et de Boun Oum. Tout ce que m'a dit à Vientiane l'Ambassadeur américain Godley (« nous soutenons Souvanna, nous ne voulons pas de la Droite ») se trouverait brutalement démenti. Mais ne disait-on pas il y a quelques jours à notre Ambassade à Washington, et ceci au Département d'Etat, que si Nixon décidait quelque chose, tout serait possible ? Il y a dans la vietnamisation une effrayante logique dont Nixon risque d'être rendu prisonnier par ses généraux. « Encore un quart d'heure pour pouvoir retirer vos troupes, lui disent-ils. Laissez-nous détruire les sanctuaires du Cambodge, laissez-nous bombarder la piste Hô Chi Minh, laissez-nous bombarder au Nord-Vietnam les batteries de missiles qui le défendent, laissez-nous couper la piste du Laos. » C'est le raisonnement qui mène de nouveau tout droit jusqu'aux frontières de Chine.

Qu'il y ait des hommes pour recommander pareille politique, persuadés que la Chine ne réagira pas, que l'URSS ne bronchera pas, j'en suis convaincu. Il y en a à Washington, au Pentagone, et aussi à Saigon.

8 février

Rentré à Paris le 5. Remue-ménage guerrier à la frontière du Laos. On s'attend à l'entrée des troupes de Saigon pour couper la piste Hô Chi Minh. Cela dure depuis plusieurs jours. Qui résiste ? Nixon, Souvanna ? Enfin cette nuit Thieu annonce l'opération, une fois de plus « limitée dans le temps et dans l'espace ».

Je ponds une déclaration « réprouvant » l'action de Saigon. Alphanth est d'accord, mais une heure plus tard le Ministre a enlevé toute réprobation ! Son argument était, paraît-il, que le communiqué de Vientiane faisait également retomber les torts sur Nord et Sud-Vietnamiens.

Pourtant, que Souvanna ait réussi, dans l'atmosphère actuelle de Vientiane, à exiger le retrait de toutes les forces étrangères et à dire que l'action du Nord ne justifiait pas l'intervention du Sud était, malgré tout, un succès.

A chaque fois, ce genre de déclaration me pose un cas de conscience. Je suis toujours parfaitement conscient du fait qu'il y a des Nord-Vietnamiens au Laos et qu'en bonne logique on peut en conclure que les Sudistes peuvent y entrer. Mais ce que je réproouve, c'est que les militaires tiennent à Washington et à Saigon le haut du pavé. Nous assistons en ce moment à une opération qui débouche sur une coupure totale de l'Indochine, de type coréen. Aucun effort pour renverser la vapeur et chercher sérieusement la négociation. Toujours la logique de la vietnamisation !

C'est ce que j'ai dit, en fin de matinée, à Pham Dang Lam, venu m'apporter le texte en anglais de la déclaration Thieu. Je l'ai trouvé mou dans la défense de son gouvernement. Désapprouverait-il ?

Télégramme à Ross pour lui demander d'adjurer Souvanna de conserver la position de la neutralité et de maintenir sa crédibilité de neutraliste en tentant de poursuivre les contacts.

On ne veut rien faire auprès de Washington de sérieux. Argument : à quoi bon ? Les Américains ne nous écoutent nulle part.

Découragement. La machine est lancée dans le mauvais sens.

10 février

Les Russes s'agitent. Hier Oberemko est venu me proposer une déclaration commune franco-soviétique destinée à faire pression sur les Etats-Unis. Ici on trouve qu'ils vont trop loin. Je suis moi-même réticent. Si nous nous alignons trop sur les Russes, nous perdrons notre crédit. Je préfère des démarches parallèles. Zorine aujourd'hui est revenu voir Alphanth pour demander la poursuite des échanges de vues. Quelqu'un viendra me voir de Moscou en fin de semaine. Sans doute Nemtchina. Alphanth a décliné la déclaration, mais accepté la concertation.

Ross a vu Souvanna. Content de notre réaction. Plein de rancœur contre les Sud-Vietnamiens. Décidé à poursuivre les contacts avec le Pathet Lao. Persuadé que la droite n'osera pas faire un coup d'Etat.

Ce qu'il faut, c'est garder la structure neutraliste à Vientiane, éviter la cassure irrémédiable et la constitution d'un Gouvernement Pathet Lao. C'est ce que j'ai dit aux Russes. C'est au moins aussi important que de bourrer les côtes des Américains.

Naturellement les Russes ne veulent officiellement travailler qu'à sens unique, mais dans la coulisse je suis bien sûr qu'ils se démènent. Minine a bondi chez le Roi du Laos..

Lucet a vu Marshall Green lundi. Autant planter une épingle sur un crocodile.

J'ai proposé que Lucet aille demander une explication sérieuse de la politique américaine. Que veut Nixon ? La coupure, la Corée ? Ou les Accords de Genève ? On ne peut faire les deux à la fois.

L'histoire de « réproûve » est illuminante. Dans mon projet lundi matin, j'écris : « Le Gouvernement ne peut que réproûver. » Schumann fait sauter et Béliard, qui trouvait mon texte trop fort, lit une eau tiède. Dans la journée à Abidjan, Pompidou éclate : « Ces événements, je les déplore et je les réproûve, et avec moi toute la France. » Tête (imaginée) de Souvanna, mais j'admets, Pompidou étant absent, qu'il n'ait pas voulu prendre sur lui d'être vif. Hier mardi, Pleven à déjeuner trouve le « réproûve » trop fort et se serait contenté du « déplore. »

Aujourd'hui, fait stupéfiant, le Chargé d'Affaires de Hanoi vient officiellement m'adresser « les remerciements sincères » de son Gouvernement pour les déclarations de Pompidou. J'en profite pour lui dire que ceux qui doutaient de notre continuité se sont bien trompés ! Tu parles !

14 février

Le 12, Xuan Thuy demande à voir Schumann. Après son départ, le Ministre et moi nous sommes demandés pourquoi. Il n'a rien dit. Tout au plus une vague assurance sur le Laos, peut-être en réponse à une remarque que j'avais faite au Chargé d'Affaires de Hanoi. Il est plutôt moins chaleureux que celui-ci sur la position française que l'on « apprécie », sans remerciements particuliers.

Schumann fait trois remarques. 1) Nos déclarations sont dans la ligne de Phnom Penh, 2) Que veut faire la France ? 3) Craignez-vous une attaque sur le Nord ? Thuy ne dit pratiquement rien sur ce dernier point. Quant au second, il répond par son éternelle antienne : que la France fasse pression sur les Etats-Unis, qu'elle leur fasse comprendre qu'ils doivent retirer toutes leurs troupes et ne pas en laisser la plus petite quantité, qu'ils n'obtiendront rien en agitant l'opinion sur les prisonniers de guerre, etc. Il ne dit rien de Thieu-Ky-Khiem. Je ne pense pas qu'on puisse y voir le moindre signe.

Schumann était visiblement découragé.

Hier vu le Professeur Minkowsky, sympathisant pro-vietnamien. Il est allé à Hanoi en septembre, y a trouvé les actions de la France très basses, mais constate qu'elles ont remonté. Il trouve que les Nord-Vietnamiens sont très épuisés, le pays ne se relève pas du tout. Il y a lutte de factions. Pham Van Dong devient une potiche. La ligne dure l'emporte, très stalinienne à son avis, comme en témoignent les dernières condamnations. Il n'est pas optimiste sur la probabilité pour Hanoi d'adopter une attitude montrant ce que j'appelle la crédibilité de sa position. Certes Hanoi ne croit plus, depuis le Têt, que la communisation du Sud est possible. Mais de là à s'assouplir, il n'y croit guère. La souplesse des gens du GRP est beaucoup plus grande.

L'après-midi, conversation de deux heures avec Habib. Je lui parle de mon voyage. Il en conclut notamment que la politique américaine des « petits pas » en direction de la Chine ne suffit pas et qu'à Hanoi l'on n'est pas prêt à négocier avec les gens de Saigon, au moins avant les élections présidentielles.

Pour le reste, je trouve un vrai mur. Puisque Hanoi ne veut pas négocier, c'est la guerre. Les Etats-Unis se retireront et les Indochinois se battront entre eux, jusqu'à ce qu'ils comprennent qu'il vaut mieux s'entendre.

Il y a dans ce langage quelque chose de très dur et d'un peu cynique qui me révolte. Les Américains retirent leurs hommes, donnent des armes et contemplant le spectacle !

Je fais valoir les risques : le Laos écartelé, Souvanna en l'air, la réaction de la Chine, l'extension à la Thaïlande. Tout cela, me dit-il, a bien dû être pesé. C'est votre métier, le mien de faire valoir ce genre de risques. Mais la décision est prise.

La regrette-t-il ? Je ne sais. J'ai l'impression que, comme négociateur, il se sent un peu frustré d'être là pour rien.

Visite du Conseiller chinois. J'avais espéré une conversation intéressante. Rien ! Il me

parle de réfugiés tibétains et d'une athlète formosane auxquels on a fait trop de publicité.

21 février

Madame Binh a demandé, après Xuan Thuy, à voir Schumann. Conversation comme toujours avec elle agréable et intéressante. Le Ministre était enchanté. Je lui avais conseillé de tenter de la sonder sur la question de changement de Gouvernement à Saigon : que pouvait-elle dire qui soit susceptible d'inciter Washington, pour autant que ce soit encore possible, à laisser tomber Thieu ? Négocierait-elle avec un Gouvernement du type Minh ?

Elle est allée assez loin dans l'ouverture, mais naturellement sans prendre d'engagement. Elle décrit la position du GRP en termes très libéraux. Pas de socialisme, mais quand même des places sur la liste. On se croirait aux élections municipales. Le GRP est-il communiste ? Ou bien peut-on raisonner avec lui comme avec des socialistes ? Est-ce Marchais, Rocard ou Mitterrand ?

Après tergiversations, les Russes décident de venir me voir en toute hâte. Nemtchina débarque ce soir à Paris. Rendez-vous demain lundi. Pourquoi cette précipitation ? Je me demande s'ils ne craignent pas que devant les difficultés que rencontre leur opération au Sud-Laos, Américains et Sud-Vietnamiens ne se lancent dans une nouvelle escalade, cette fois directement contre le Nord et que la Chine ne se mette en branle ? Ils vont sans doute nous proposer une sorte d'avertissement commun à Washington. Je doute que nous nous y prêtions.

Nos relations avec Saigon se détériorent en raison de l'attaque des gauchistes contre le Consulat sud-vietnamien. Lam nous accuse de partialité et menace de demander que la Conférence quitte Paris.

22-23 février

Les Russes sont finalement venus à Paris : Nemtchina, Directeur de l'Asie du Sud Est et son adjoint.

Naturellement ils voudraient nous entraîner dans une « action commune » pour condamner les Américains. Tous ces gens ne comprennent pas qu'il y a une limite à notre « indignation. » Ou s'ils le comprennent, c'est qu'ils souhaitent nous engager dans un seul camp. En outre les Soviétiques sont eux-mêmes dans une position embarrassante : ils n'ont aucune envie de travailler pour le Roi de Prusse qui en Indochine s'appelle l'Empereur de Chine.

Je souhaiterais que « le camp socialiste », « les forces patriotiques », « la gauche indochinoise » comprennent que, pour jouer un rôle utile, la France ne doit pas couper les ponts avec l'autre côté. Il ne s'agit pas seulement de « préserver nos intérêts », économiques ou culturels. Il s'agit de ne pas être complètement récusés par l'une des parties, et même par les « neutralistes. » Sinon, nous sommes réduits à faire la mouche du coche du camp « progressiste ». Notre solution est la neutralité. Cela ne veut pas dire que nous devons être neutres. Cela signifie que nous devons agir pour soutenir les forces qui luttent pour la neutralité, pour les Accords de Genève et contre celles qui la refusent ou qui les violent. Il y a probablement plus de soutien, malgré tout, à Hanoi et à Moscou pour la neutralité et les Accords de Genève qu'à Saigon et à Washington. Thieu récusé publiquement la neutralité et Nixon ne s'est jamais prononcé clairement pour la neutralité et les Accords de Genève. Il cherche davantage une solution coréenne. Il veut bien quitter l'Indochine, mais en laissant derrière lui des Gouvernements « forts », ce que j'appelle « une maison propre ». Mais on ne peut pas à la fois quitter l'Indochine et la laisser propre. Par nature, l'Indochine sera « sale ». Il n'y a pas de guerre chimique politique au Vietnam. Ou bien l'on reste et l'on se bat, ou bien l'on part et l'on accepte une certaine dose de contamination.

Tout le comportement de mes interlocuteurs russes prouve en tout cas leur crainte que l'action de Nixon ne mène à une coupure qui rende impossible une solution globale de neutralité et qui permette à Hanoi d'éviter la satellisation chinoise, ainsi qu'au Nord du Laos. C'est pour empêcher l'extension du domaine chinois que les Soviétiques aident les Vietnamiens à poursuivre la lutte.

La préoccupation majeure de Nemtchina, c'est de maintenir un contact entre les deux factions laotiennes et d'éviter « que le Laos ne devienne un nouveau Cambodge. » Cela veut dire, je pense, éviter que le Pathet Lao ne constitue un Gouvernement « chinois », tandis que la Droite laotienne ou Souvanna lui-même tomberaient dans l'orbite américaine définitivement. Ce genre de coupure ne laisse plus qu'un partage entre Pékin et

Washington. Satisferait-il les Chinois ? Et Hanoi ? Je n'arrive pas à me faire une idée. Pour Hanoi, je ne pense pas : bloquée vers le Sud, la RDVN est définitivement rejetée vers la Chine. Celle-ci peut y trouver son compte, mais c'est abandonner tout le reste aux Américains. N'est-ce pas trop leur donner, pour un bien maigre butin ? La neutralité lui offre des perspectives plus séduisantes.

Et le pétrole ? Chacun s'en va, depuis quelques jours, disant que voilà une nouvelle raison pour les Américains de rester en Indochine.

Défaite militaire de Thieu ? Défaite politique ?

Les gens de Hanoi sont nettement plus causants. Ils viennent nous voir. Xuan Thuy souhaite ma visite.

2 mars

Visite à Xuan Thuy. Je le trouve franchement assez décourageant. Je ne lui demande pas de changer ses positions, mais de les éclairer un tout petit peu. Comprend-il ? Certainement, mais il n'y voit aucune utilité apparemment. Tout mon discours se résume en un point essentiel : c'est fort bien d'avertir les Américains des risques qu'ils courent en poursuivant la recherche d'une victoire militaire, mais il faut aussi leur montrer les chances que conserve la négociation. Tout ce que vous pourrez dire là-dessus sera utile. Ainsi, pouvoir dire qu'une nouvelle Administration à Saigon serait vraiment un interlocuteur valable pour vous, ne pas laisser planer de doute sur votre disposition à négocier en ce cas ; de même bien montrer que vos propos sur la neutralité du Sud-Vietnam, et pas seulement avant les élections, mais aussi après, sont sincères et reflètent correctement votre politique, tout cela permettrait aux Américains de penser à autre chose qu'à assumer le succès de la vietnamisation.

Je ne peux dire que Xuan Thuy ait été négatif, mais il n'est guère « aidant ». Son côté « relations publiques » est beaucoup plus médiocre que celui de Madame Binh. Néanmoins il s'est efforcé d'aller dans mon sens.

Sur les entretiens prévus avec Bruce, il me semble prêt à en avoir à condition qu'on ne parle pas des prisonniers de guerre, du moins uniquement. Dans le seul entretien avec Bruce, dit-il, celui-ci n'a fait que parler des prisonniers.

Thuy insiste beaucoup aussi sur la fixation de la date pour le retrait.

Mes remarques sur la Chine ne soulèvent aucun commentaire. Visiblement il ne veut pas en parler.

4-5 mars

A Londres avec Jean de Lipkowski. Dans l'avion je lui fais la leçon et lui conseille, entre autres, de ne pas se lancer dans une description trop vive de « l'échec » de la vietnamisation et de se contenter de dire qu'elle est « mise en question ». Comme c'est un homme qui ne travaille pas assez et n'est pas suffisamment maître de son langage, il n'a pas pu se retenir et a prononcé tout cru le mot d'échec. Il a fallu le lendemain dans mes entretiens avec Stanley Tomlinson que je tente de réparer. C'était d'autant plus embêtant que les Sud-Vietnamiens viennent de marquer un point en prenant Tchépone, ou plutôt ce qui fut Tchépone.

Les Anglais comme les Américains estiment que nous vivons sur des analyses complètement périmées : le Sud-Vietnam existe, il a un Gouvernement, une armée, tout cela tient, le Général Thieu est un assez bon Président, la guerre a pratiquement disparu du Sud. Donc il faut regarder les réalités, or la France ne veut les regarder, elle s'en tient à son schéma du discours de Phnom Penh. C'est bien malheureux car elle pourrait jouer un rôle utile. Mais elle s'est disqualifiée par ses outrances. Ne pourrait-elle évoluer un peu ?

Bref, quand nous reprochons aux Anglais de trop suivre les Américains, ils nous reprochent de trop jouer sur la victoire de Hanoi. La tenez-vous donc pour certaine, m'a demandé franchement Tomlinson ? Je lui ai répondu : notre politique ne repose pas sur un pari, mais nous pensons qu'il ne peut y avoir de paix que si à Saigon et dans les deux autres capitales du Laos et du Cambodge, existent des Gouvernements qui ne soient pas pro-américains, mais dont il n'est pas nécessaire qu'ils soient communistes.

6-7 mars

Je ne suis pas étonné que l'armée de Saigon remporte des succès. Mais ce qui m'étonne, c'est le calme olympien avec lequel les Américains font l'impasse sur une intervention

possible de la Chine. Le problème pourtant se pose.

Si les Soviétiques sont actuellement inquiets, ce n'est pas parce que la vietnamisation risque d'échouer, c'est parce qu'elle risque de réussir. Hanoi, sous la formidable pression des armées américano-saigonnaises risque de s'écrouler, de ne pouvoir résister sur tous les fronts, au Sud-Vietnam, au Cambodge, au Laos. A ce moment-là Hanoi risque, soit de capituler et de renoncer, ce qui est une défaite majeure pour tout le camp socialiste, soit alors de se tourner vers ses grands alliés, Soviétiques et Chinois, ce qui risque de déclencher une crise majeure, de placer l'URSS dans une position très difficile : si l'URSS accepte, par exemple, d'envoyer des volontaires, c'est la crise directe avec les Etats-Unis, si elle refuse, elle laisse à la Chine la direction des opérations et passe définitivement dans le camp des capitulards.

Jusqu'à présent, et c'est ce que j'ai dit à tous mes interlocuteurs, je crois que les dirigeants du Nord-Vietnam ne souhaitent pas demander d'aide extérieure et notamment à la Chine, du moins sous forme d'envoi de volontaires, et pensent pouvoir encore se débrouiller seuls. Mais cela durera-t-il ?

Sihanouk a dit à Manac'h : les Chinois ont proposé à Hanoi d'intervenir. Nous autres, Cambodgiens, nous le souhaitons. Chou En Lai m'a rappelé qu'après l'intervention en Corée tous les volontaires étaient retournés en Chine. Mais Hanoi n'a pas estimé en être encore au point d'accepter.

Je suis tout prêt à tenir ceci pour exact. S'il en est ainsi, la question est vraiment de savoir si les Chinois ont proposé pour la forme, ou bien s'ils souhaitent intervenir et s'ils font pression sur Hanoi pour que celui-ci accepte leur offre.

Chou En Lai est à Hanoi depuis jeudi. Rien n'en a encore transpiré dans la presse. Mais Susini nous l'a télégraphié. J'imagine que l'opinion américaine, quand elle le saura, réagira avec inquiétude.

Bref plus la vietnamisation réussit et plus les armées de Saigon remportent des succès, plus la possibilité d'une intervention chinoise, en désespoir de cause, s'accroît.

Je déjeune demain avec Habib et, sans lui révéler ce que nous a dit Sihanouk, je vais essayer de voir si vraiment Washington a des assurances du côté de la Chine, comme certains le disent, ou si Washington pense que la Chine ne souhaite pas intervenir en tout état de cause ou que Hanoi préférera se résigner plutôt que faire appel à elle.

Militairement, je comprends mieux maintenant la stratégie américaine. Il s'agit en ralentissant considérablement les envois par la piste Hô Chi Minh d'empêcher tout ce qui est au Sud de se renforcer suffisamment pour pouvoir monter soit avant la fin de la présente saison sèche, soit au début de la prochaine des opérations vraiment menaçantes. On « achète » du temps, pour permettre à Saigon de se renforcer et aux Américains de se retirer. Le pari est que les « communistes » seront toujours trop faibles pour s'attaquer en force aux armées « nationalistes » indochinoises. Les forces « communistes » au Sud devraient donc peu à peu dépérir.

A l'argument : les pistes se déplaceront un peu plus vers l'Ouest, et si besoin est vers la Thaïlande que vous entraînez ainsi dans la guerre, les Américains répondent : ce sera une nouvelle extension des lignes de communication, les Nord-Vietnamiens ne peuvent soutenir indéfiniment cet effort. Le raisonnement est bien toujours le même : Sud-Vietnamiens, plus Laotiens, plus Cambodgiens font davantage de monde que les Nord-Vietnamiens, a fortiori s'il y a les Thaïlandais dans leur camp.

Tout repose donc sur le pari que, pour rétablir la balance, les Chinois n'entreront pas dans la danse.

8 mars

Déjeuné avec Habib.

Il m'interroge sur la visite de Nemtchina, subodore que les Soviétiques voulaient nous arracher une déclaration commune et se félicite que nous ayons résisté.

Il s'intéresse beaucoup à la position russe sur notre idée d'une Conférence élargie. Qu'a dit Nemtchina ? Je réponds qu'il a comme toujours déclaré que ce n'était pas le moment, mais la raison invoquée notamment est intéressante : qui inviter ? Les deux Vietnam ? Quel Cambodge ? Quel Laos ? Tout cela prouve qu'on y réfléchit fort.

Habib, lui, est de plus en plus convaincu que la formule de la Conférence de Paris est périmée. Elle ne correspond plus à la situation. Il rêve visiblement d'une Conférence élargie.

Plus intéressant encore, malgré toute sa confiance dans le succès de la vietnamisation et des opérations en cours, il estime qu'un règlement négocié demeure de beaucoup la meilleure des solutions. Il affirme que si le Front négociait avec Saigon, on trouverait les

Thieu et Ky, et notamment ce dernier, beaucoup plus ouverts qu'on ne le pense. Il faut penser aussi en termes de « région », de Sud-Est asiatique. Bref, c'est notre idée. Je parle de la Chine, des craintes qu'on peut avoir, de la visite de Chou En Lai (Pour une fois, nous l'avons su avant eux). Je le sens très attentif. Il ne cache pas qu'à son avis Washington a fait une impasse « formidable » et il siffle en appuyant sur les « if, if, ». (If China does not move in !). Il y a donc bien des gens, du côté américain, qui raisonnent aussi.

18 mars

Jean-Bernard Raimond a donné à lire à Pompidou mon rapport de voyage en Asie.

L'annotation suivante m'a été transmise :

« Je crois que si notre position d'équilibre doit être bien marquée, si notre présence notamment culturelle doit être maintenue ou renforcée, si notre action en Thaïlande et aussi en Malaisie doit être renforcée, si nos consultations avec l'URSS doivent être très étroites, il ne faut pas faire grand cas d'un accord britannique et encore moins de l'appui allemand ou italien. Il n'y a pas, pour le moment, de politique étrangère des Six et nous ne faisons que nous compromettre vis-à-vis de tout le monde en faisant quelques efforts dans ce sens. »

La dernière remarque confirme l'allergie de Pompidou à tout effort d'harmonisation à Six de la politique étrangère. En un sens il a raison si l'objectif est de maintenir une politique française indépendante. On le voit bien à propos du Proche-Orient. Les Six ont décidé de choisir le sujet comme terrain d'expériences pour une coopération politique. Nos positions étant beaucoup plus en flèche que celles de nos partenaires, nous sommes constamment menacés d'en glisser si nous voulons chercher un compromis. Le simple fait de nous être prêtés à ces consultations a déjà soulevé l'inquiétude au Caire. Il en irait de même sur l'Indochine ou personne, évidemment, ne voudra faire siennes les thèses du discours de Phnom Penh. Aussi bien n'avais-je nullement proposé que nous entrions dans une consultation à Six qui puisse nous amener à quitter nos positions. Bien au contraire, j'avais suggéré que nous tentions d'amener les Anglais, les Allemands ou les Italiens à rejoindre les nôtres. Mais Pompidou se méfie. Ce qui m'inquiète, c'est son scepticisme sur toute possibilité d'union politique. A quoi sert alors de parler de confédération ?

Les autres notations me donnent satisfaction. Elles me permettent de pousser mon action pour le développement de notre présence en Indochine et dans le Sud-Est asiatique. J'ai fait signer par Schumann, il y a une dizaine de jours, des instructions demandant aux services de présenter des propositions en vue de nous donner des moyens accrus d'action économique et culturelle en Indochine. Il faudra naturellement se battre avec les Finances, mais la bataille est engagée.

L'affaire du Laos tourne un peu au vinaigre pour les Américains et surtout pour les gens de Saïgon.

Mardi 23 mars

Samedi visite à Madame Binh. Je note un net progrès sur la question des élections présidentielles au Sud en octobre. « Nous avons réfléchi, me dit-elle, à ce que M. Schumann et vous nous avez dit. Nous avons aussi reçu des visites de Saïgon. Nous pensons maintenant que si M. Nixon le désire, il peut y avoir une porte de sortie à travers ces élections. »

C'est clair : Le Front est prêt à jouer le jeu des élections.

Mais avec qui ? L'opposition est toujours aussi peu structurée « M. Minh se tait », dit Madame Binh avec un regret visible.

Je lui demande finalement si elle lui « chercherait des poux dans la tête », au cas où il serait élu. Elle ne répond pas sur le nom de Minh en particulier, mais elle s'engage plus nettement que jamais sur un dialogue avec des gens dont on saurait bien, même s'ils ne le disent pas officiellement, qu'ils sont pour la paix.

Le progrès est évident et nous y sommes pour quelque chose.

Propos sur les catholiques. La dame revient du Vatican où elle a vu Mgr. Casaroli. Signe également évident qu'on cherche le contact. Elle trouve le Vatican encore trop réservé, mais elle note une évolution. Là aussi, cela bouge. J'en avais parlé avec Brouillet qui m'avait suggéré de venir à Rome, discrètement. Schumann était d'accord.

J'attaque aussi Madame Binh sur la Conférence élargie, notre proposition du 1^{er} avril.

Pourquoi vous a-t-elle tant irritée ? Réponse : « Pas irrité, mais ce n'était pas réaliste – Pourquoi ? – On n'arrive déjà pas à s'entendre sur le Vietnam, alors comment s'entendre

sur tout ? – Pourtant en 70, encore plus en 71, la situation n'est plus la même qu'en 68. Vous dites vous-même : un seul champ de bataille – Il est plus simple de régler les trois problèmes séparément – Cela va pour le Vietnam, le Laos, mais le Cambodge ? – Oui, M. Sihanouk ne veut pas. Mais comment envisagez-vous une négociation générale ? – Certes, il y a chaque règlement, mais il faut insérer cela dans un cadre d'ensemble, donner à l'Indochine un statut. La base demeure celle de Genève. Il faut des garanties. Pour tout cela, il serait bon d'avoir un cadre des puissances de Genève et des parties intéressées – Peut-être oui, à la fin, pour garantir – A la fin oui, mais peut-être aussi au début, comme structure d'accueil – Peut-être, il faut réfléchir. »
Pas décourageant donc. Moins que ce chafouin de Kozyrev qui dit deux jours avant à Paris à Schumann : « Nous n'avons rien contre votre proposition, mais nous ne voyons pas comment la mettre en oeuvre. »

Schumann, lui, veut relancer l'idée du 1^{er} avril, marquer l'anniversaire. Je suis plus réservé, Beaumarchais aussi. A quoi sert ce nouveau coup d'épée dans l'eau ? Le moment est à la diplomatie secrète, pas aux déclarations. J'essaie de lui expliquer cela, hier matin, en vain. Il y tient, et pour d'autres raisons. Il est irrité des accusations portées contre le « profil bas » de notre politique. « S'il fallait toujours avoir un écho, on ne ferait jamais rien. On n'aurait jamais fait le discours de Phnom Penh. Comment ! Vous qui êtes l'auteur de cette politique, au moment même où elle triomphe, où les événements nous donnent raison, vous voudriez vous taire ? Mais il faut au contraire rappeler tout ce que nous pensons. Les gens ne le savent plus. » J'explique ma réserve à fleurir des tombes. Les sondages n'ont rien donné. Mieux vaudrait agir sur Nixon. « Ca ne sert à rien. Voyez comment il nous traite. » Je rappelle que l'an dernier avant le voyage de Pompidou à Washington j'avais proposé un plan. On n'en a pas voulu. Ne peut-on le reprendre ? Rien à faire. Il veut un projet de déclaration, tout en admettant que Pompidou est réservé. Soit. Je préparerai un papier.

Je le fais. L'essentiel tient en ceci : c'est une illusion de croire à la solution militaire, c'en est une autre de croire que la guerre peut s'éteindre sans que la paix soit assurée, en vérité tout ce qui n'est pas règlement négocié est prolongation de la guerre, sous une forme ou une autre.

Tant pis pour Nixon et sa vietnamisation ! Le voilà frais avec son affaire laotienne ! Comment va-t-il s'en sortir !

Vu Au Truong Thanh cet après-midi. Il vient de recevoir une lettre de Minh lui annonçant qu'il est maintenant décidé à s'engager et à se présenter. Il a commencé à travailler, à choisir des conseillers dans tous les secteurs de l'opinion, y compris des militaires, mais sur ces derniers il conserve le silence, par prudence.

Thanh me demande mon avis. Sa crainte : jouer le jeu des Américains qui veulent une bataille pour montrer que la démocratie existe... et la victoire de Thieu.

Je lui dis : soit, mais peut-on laisser le terrain libre ? Il faut les prendre à leur jeu. Par ailleurs, à supposer qu'il y ait des Américains qui veuillent un changement, il faut leur offrir un moyen d'en sortir. S'il n'y a personne, il ne se passera rien. Allez-y !

Je le sens convaincu. Je crois qu'il y ira. Mais...

Il faut faire une campagne sur trois thèmes : fin de la guerre par une négociation, non-alignement (ne pas parler de neutralité), la paix pour la reconstruction.

Je trouve cela bon. Pour le reste (retrait américain, gouvernement de coalition) il préfère maintenir l'ambiguïté. Je pense qu'il a raison.

Mais il faut la complicité du Front. Je crois que Minh l'aura.

Je me sens plein d'espoir. Illusion ?

31 mars

Schumann a soumis au Conseil ce matin le projet de déclaration sur l'Indochine qu'il m'avait prié de préparer et que j'avais bien été obligé de faire, aussi anodin que possible d'ailleurs. Et, comme je le pensais, Pompidou s'y est opposé.

Mais Schumann s'entête à vouloir malgré tout commémorer l'anniversaire du 1^{er} avril et demande que le service de Presse dise quelque chose demain. L'Elysée est même contre cela ! Ca en devient comique.

Vu aujourd'hui le Général Khanh qui fut l'un des chefs militaires de la junte après la chute de Diem. Retiré à Paris. Assez sympathique. Il pense que les Américains font fausse route. Souhaite la paix, la réconciliation nationale, le non-alignement. Prêt à soutenir Minh s'il se prononce clairement pour la paix. Voudrait que nous favorisions un regroupement des forces vietnamiennes autour d'un programme politique.

Jamais je n'obtiendrai que le Gouvernement accepte de se mouiller dans la cuisine

intérieure vietnamienne. Alors je crois que je vais m'en occuper un peu tout seul. Sinon rien ne bougera.

Je crois que les Vietnamiens de France et certains de Saigon pourraient fort bien se retrouver autour d'un programme. Minh l'accepterait et en ferait la base de sa campagne électorale.

L'échec du Laos se confirme. Dissensions entre Vietnamiens et Américains, malaise dans l'armée de Saigon.

Nixon s'enferme à San Clemente. Il va parler le 7, annoncer sans doute la poursuite des retraits.

Le charme de la vietnamisation est rompu.

On se retrouve devant les mêmes réalités. Les Américains s'en vont. Le régime de Saigon ne peut tenir tout seul. La pacification va régresser. Le Viet-Cong va regagner du terrain, les infiltrations de cadres politiques, d'unités militaires vont reprendre.

5 avril

Déjeuner chez le Ministre avec Manac'h, Beaumarchais et Lemerle.

Manac'h souhaite pouvoir poursuivre le dialogue avec les Chinois et à son retour voir Chou En Lai qui l'a reçu en mars.

Je pousse au sondage sur deux points. D'abord sur la négociation indochinoise : dans quelles conditions la Chine serait-elle prête à favoriser une négociation et à y participer ? Manac'h insiste sur l'évolution depuis les Conférences de Genève et la nécessité d'asiatiser l'administration de la Conférence. Bien sûr, mais ce n'est pas le problème le plus important. (J'ai toujours le sentiment que Manac'h est tellement convaincu de la défaite américaine qu'il soupçonne une négociation de vouloir l'éviter).

Ensuite, Brejnev ayant repris l'idée, originellement française, d'une Conférence des cinq puissances nucléaires, je suggère que l'on sonde les Chinois. Il ne s'agit pas de paraître suivre les Russes, mais de revenir à notre propre idée.

En revanche, Manac'h voudrait que nous nous entremettions entre Chinois et Américains. Schumann ne voit pas ce que nous pouvons faire. A mon avis, nous ne pouvons que rapporter à chaque partie ce que nous dit l'autre.

Vu le Général Khanh, la semaine dernière, l'un des anciens « chefs de Gouvernement ou même d'Etat » du Sud-Vietnam, après la chute de Diem, en 1965. Vit à Paris.

Il doit sentir le vent qui tourne, car on n'avait plus entendu parler de lui depuis des années. « Le moment viendra où je devrai sortir de ma réserve et dire ce que je pense : puis-je compter sur la France ? » J'ai répondu que nous avons une politique et pas une clientèle. Ceci dit, tout ce qui allait dans le sens de notre politique nous paraissait digne d'attention. Il se prononcera pour Minh si celui-ci se prononce vraiment pour la paix.

28 avril

Le ping-pong sino-américain irrite-t-il les Vietnamiens ? C'est ce que susurrent les Soviétiques, trop heureux de « bêcher » le grand frère chinois et de souligner auprès des amis vietnamiens sa versatilité. Un jour menaçant à Hanoi, Chou En Lai sourit le lendemain à Pékin, tout cela n'est pas sérieux. Que ce discours prenne ou qu'ils en arrivent aux mêmes conclusions, toujours est-il que mes interlocuteurs vietnamiens me donnent l'impression d'être inquiets et de vouloir se rassurer en affirmant très fort qu'il n'y a rien de changé dans l'attitude chinoise. Madame Binh me l'a affirmé avec beaucoup de force l'autre jour, à la réception donnée par Vo Van Sung, le nouveau délégué général de Hanoi. Je lui ai dit qu'à mon avis ce dégel pouvait avoir une heureuse influence sur l'affaire indochinoise dans la mesure où l'opinion américaine allait désormais prendre une autre vue de la Chine : plus Mao sourit, plus l'Amérique peut quitter le Vietnam avec une bonne conscience.

Elle m'a écouté attentivement, mais je la sentais sceptique et troublée. Même sentiment avec Xuan Thuy. Quant à Hoang Quoc Viet, de passage à Paris et auquel j'ai rendu une visite longue et cordiale, il a minimisé la chose. « Tout cela n'a pas plus de consistance qu'une balle de ping-pong. »

Inquiétude normale chez des gens qui vivent dans la hantise d'être l'objet d'un marchandage planétaire, hier entre Russes et Américains, demain entre Chinois et Américains. Autant Sud-Vietnamiens, Laotiens, Cambodgiens déclarent le plus candidement du monde que l'affaire s'arrêtera et se règlera le jour où les Grandes Puissances voudront bien s'entendre entre elles, autant les gens de Hanoi, fort logiquement, redoutent l'intervention des Grands. Les premiers la souhaitent pour limiter

les ambitions des seconds et ceux-ci le savent bien. Mais sans doute voyaient-ils jusqu'à présent dans la Chine la seule grande puissance qui ne paraisse pas les freiner. Alors si à son tour la Chine verse dans la « real politik », où va-t-on ? Or les événements du Pakistan et l'attitude qu'à ce propos adopte Pékin doit donner à réfléchir à Hanoi. Car enfin le soutien officiel chinois va aux généraux de Yahya Khan et les Bengalis n'ont qu'à se taire !

Hoang Quoc Viet, autrement, m'a parlé de la réunification en termes très mesurés : « Nous l'avons ajournée. » D'accord pour la neutralité.

J'ai demandé à Xuan Thuy ce qui était le plus important : « la fixation d'une date ». Faut-il en conclure que cela suffirait à tout débloquent et que Hanoi négocierait alors même avec le régime Thieu ? J'en doute.

J'ai parlé de son article dans « Le Monde » à Madame Binh. « Vous voyez, j'ai suivi vos leçons », m'a-t-elle répondu. Je lui ai quand même fait gentiment observer qu'elle ne s'était pas prononcée aussi nettement qu'avec moi sur les élections. « D'aucuns prétendent (sans doute des gens comme H.F.M.), avait-elle écrit, que ces élections peuvent changer les choses. » Suivait une phrase très ambiguë.

Bruce a enfin demandé à voir Schumann. Ce sera demain. A-t-il quelque chose à lui dire ? J'en serais surpris.

Vu Van Mau, de passage à Paris, est passé me voir. Le plus important dans ce qu'il dit, c'est qu'il juge Minh gagnant, si les élections sont loyales, que la compétition soit à trois avec Thieu et Ky, ou simplement à deux, entre Minh et Thieu.

Il garde une certaine réserve, mais laisse entendre cependant que cette année peut être celle des changements politiques à Saigon et par conséquent « l'une des années décisives » pour le Sud-Vietnam.

Pour lui, le conflit ne peut se résoudre que par une entente entre les grandes puissances et notamment si la Chine accepte d'y participer et de jouer le jeu.

Il est visiblement très méfiant à l'égard du Front et critique son refus de traiter avec le Gouvernement de Saigon.

Vu Van Mau cherche sans doute la paix, mais il est de ceux qui refusent de la chercher à tout prix. Nous ne devons pas nous faire d'illusions : le dialogue entre Vietnamiens sera très dur et c'est seulement si les Puissances tiennent en mains leurs clients qu'on y arrivera.

10 mai

Vu Couve de Murville le 7 mai. Souriant, très gentil. Comme cet homme peut être agréable et amical quand il le veut !

Nous avons parlé de la Chine et comparé nos impressions. Dans l'ensemble elles coïncident. Par rapport à l'URSS, c'est mieux. Ceci dit, il trouve, ce qui me fait quand même plaisir, le régime communiste, où que ce soit, « idiot ». Mais il ajoute que, pour certains pays, ce qu'il y avait avant ou ce qu'il y avait à la place n'est pas mieux, sinon pire.

C'est sur ce point que son jugement et par conséquent sa politique diffèrent fondamentalement de ceux de Maurice Schumann. Celui-ci a une horreur physique du communisme, celle du vieux militant démocrate-chrétien. Il s'ensuit que le passage d'un pays au communisme lui paraît une abomination. Même s'il le conçoit politiquement, il le déplore moralement. Couve s'en moque. Dans certains cas, il pense que c'est « dans la nature des choses ».

La différence éclate à propos de l'Indochine. De Gaulle et sans doute Couve plus encore, estimaient que l'installation d'un régime communiste à Saigon était au fond inévitable. Mais ils misaient sur le nationalisme vietnamien pour résister à la Chine. Ils étaient donc indifférents au résultat du retrait américain et pensaient que la France, même si quelques intérêts privés devaient en souffrir, n'avait pas à s'en soucier. C'est ce qui donnait à leurs rapports avec Hanoi et le camp communiste une parfaite aisance.

Schumann ne pense pas que la France puisse approuver le passage au communisme. « Loin de nous, a-t-il dit à Tran Van Lam samedi, le Ministre de Saigon, l'idée de vouloir livrer le Sud-Vietnam au communisme. » Couve n'aurait jamais dit cela. C'est ce qui rend notre position difficile, car d'un côté nous voulons que les Américains partent, de l'autre nous ne voulons pas d'une réunification dans le communisme. Nous plaidons certes qu'il n'y a pas contradiction en affirmant que Hanoi et le Front sont les premiers à parler d'un Sud-Vietnam indépendant et neutre. Mais qu'en vaut l'aune ?

Pourtant Schumann devrait se souvenir que, dans l'une des premières notes que j'ai faites pur lui expliquer le dossier, j'ai écrit : Yougoslavie au Sud, Roumanie au Nord.

Yougoslavie, cela veut dire : un pays effectivement indépendant et neutre, mais « démocratique » aussi.

Là où nous avons tous raison, c'est quand nous disons aux Américains que plus ils restent, plus ils accroissent les chances du communisme. Le Cambodge y passera, hélas concède Couve, et la Thaïlande court de sérieux risques.

Autrement cet entretien avec Lam n'a eu qu'un intérêt médiocre. Lam a demandé officiellement la normalisation. Schumann a répondu en s'abritant derrière notre doctrine d'abstention depuis la Conférence de Paris.

Ces diables de gens sont parfaitement conscients des armes qu'ils possèdent : il leur suffit de ne pas transférer quelques bénéfices pour qu'aussitôt nos « intérêts privés » se précipitent au Quai d'Orsay ou à l'Élysée et hurlent. J'ai reçu l'autre jour toute une délégation de ces messieurs venus protester contre le « je le réproûve » de Pompidou à Abidjan à propos du Laos.

J'ai demandé à Couve s'il était vrai, comme le disait Edgar Snow, qu'il avait transmis aux Chinois un message de de Gaulle. « Absolument pas ». « Mais ce qui est vrai, a-t-il ajouté, c'est que peu de temps après mon retour et donc la mort du Général, Jacques Rueff m'a dit que Han Suyia désirait lui faire parvenir un message. Je lui ai tout simplement conseillé d'écrire au Général. »

Dans le dégel sino-américain, nous avons, nous autres Français, joué un certain rôle, mais nous n'avons pas, à ma connaissance, transmis de message. Nous avons, depuis deux ans, dit aux Chinois comme aux Américains comment nous voyons la politique et les attitudes des uns et des autres, pour en conclure qu'il y avait, selon nous, possibilité de rapprochement. Manac'h l'a dit souvent et moi aussi, et en janvier encore quand j'étais à Pékin. Peut-être ces explications ont-elles contribué à dégeler la situation.

J'ai moi-même écrit l'an dernier dans « Preuves » sous le nom de Fabricius, un article sur les rapports entre la Chine et les États-Unis qui concluait à la nécessité et à la possibilité d'une détente et d'un rapprochement.

A propos d'article, celui que j'ai écrit, également dans « Preuves », sur « la France en Asie » a eu un certain écho. Il a été lu, je le sais, à Pékin et à Hanoi.

19 mai

Déjeuner hier avec Habib.

Pas question pour Nixon de fixer une date limite.

Irritation sur l'attitude de Hanoi dans la question des prisonniers.

Scepticisme sur un changement de Gouvernement à Saigon.

Tout cela est sans intérêt. La seule chose vraiment intéressante, c'est le désir d'un cessez-le-feu général et quand je demande si pour l'avenir les États-Unis seraient prêts à fixer une date limite, la réponse est : « Cela est conceptuellement possible. » Je suis convaincu que les Américains cherchent à appliquer à l'Indochine la méthode du cessez-le-feu qui vient d'être réussie au Proche-Orient.

Au fond de moi, je trouve qu'ils ont raison et je me demande si notre effort ne devrait pas porter en ce sens.

Peut-on imaginer un cessez-le-feu accompagné d'un calendrier ? Par exemple, les États-Unis s'engageraient à retirer leurs troupes dans un délai de 12 à 18 mois. D'autre part, Hanoi s'engagerait à conclure les pourparlers sur le point 3, à savoir les discussions entre parties vietnamiennes sur le retrait des troupes vietnamiennes au Sud-Vietnam dans un délai de 6 mois. Ceci signifierait l'ouverture d'une négociation entre Hanoi, le GRP et Saigon. Celle-ci pourrait déboucher sur un calendrier qui ferait coïncider la fin du retrait nord-vietnamien, mais conçu dans le cadre d'un accord entre Vietnamiens, comme le veut Hanoi, avec la fin du retrait américain. Les faces seraient sauvées des deux côtés.

D'autre part, Hanoi pourrait promettre de libérer les prisonniers dans les quinze jours qui suivraient le cessez-le-feu.

Si l'accord intra-vietnamien sur le point 3 échouait, au bout de 6 mois, les Américains pourraient reprendre leurs billes et ne seraient plus tenus par la date limite de retrait. Toute la négociation se jouerait entre Vietnamiens et dépendrait de Thieu ou du Gouvernement en place à Saigon.

Mais Hanoi accepterait-il de discuter avec Thieu ou maintiendrait-il son exigence de changement ?

Pour ce qui nous concerne, nous avons toujours parlé de date limite : discours de Phnom Penh. Nous avons parlé de Sud-Vietnam indépendant et neutre, comme objectif : déclaration du 1^{er} avril 1970. Mais nous n'avons jamais inclus dans notre doctrine le changement de Gouvernement à Saigon : nous avons constaté une situation de fait et

conseillé aux Américains d'en tirer les conséquences. Mais pas au-delà. J'ai envie de proposer ce plan à Schumann et de suggérer que je sois autorisé à le soumettre aux Américains quand j'irai à Washington en juin. A première vue, cela me semble très défendable et je ne vois pas ce que nous pourrions y perdre. Mais sans doute va-t-on me répondre que nous ne devons pas « faire la mouche du coche ».

8 juin

Que se passe-t-il derrière la « bonace » actuelle ? Y a-t-il une négociation secrète engagée ? Des indices existent. Melvin Laird est venu à Paris et il est possible que ce soit lui qui ait rencontré Xuan Thuy à 10 heures samedi de la Pentecôte, donc le 29 mai. Les communications se font, comme c'était le cas l'an dernier lors des venues de Kissinger, par le canal du Délégué Général de la RDVN et du Général Walters, l'attaché militaire américain. Mais je ne sais où la rencontre a eu lieu. Laird a donné comme prétexte officiel à Debré une réunion de la « Christian Fellowship Society » !!! La prochaine aura lieu le 26 juin.

Mon impression est que le Département d'Etat est complètement tenu dans l'ignorance, y compris David Bruce et que la filière est directement Nixon-Kissinger-Laird.

Du côté vietnamien, l'on nous répond toujours, avec un grand sourire, qu'il n'y a rien de nouveau.

Le 4, à la réception de Madame Binh, j'ai demandé à Xuan Thuy pour qui sa famille au Sud allait voter. Evidemment il ne répond pas pour Minh. D'ailleurs, il se demande si celui-ci sera candidat.

Ho Thong Minh m'avait montré l'article qu'il comptait envoyer au « New York Times ». Il l'a montré aussi à Nguyen Van Tien qui, m'a dit Ho Thong Minh, l'a trouvé satisfaisant. Le «New York Times» l'a publié. Tien m'a dit ce soir qu'il avait, effectivement, trouvé l'article correct. Je lui ai conseillé de poursuivre le dialogue en faisant publier dans le même journal un article favorable à celui de Ho Thong Minh. J'ai ajouté que si le Général Minh publiait un programme s'inspirant de ce texte, ce serait une bonne base de négociations. Tien a approuvé. Je vais conseiller à Ho Thong Minh d'écrire à Minh.

(Dans le même ordre d'idées, j'ai conseillé à Son Sann de prendre contact avec Xuan Thuy et Madame Binh par l'intermédiaire de Tran Van Huu. C'est fait.)

Conseillé aussi à Tien de voir Au Truong Thanh qui a vu Xuan Thuy.

La question est de savoir si Minh va pouvoir et vouloir se présenter.

Peut-être les Américains négocient-ils en sous-main sa candidature.

J'ai dit à Oberemko : « Il y a quatre boules sur le billard : le cessez-le-feu, la date pour le retrait américain, la libération des prisonniers américains, le changement de Gouvernement de Saigon, mais je ne sais pas quelle est la boule rouge. Je me demande même si chacun n'a pas une boule rouge différente de l'autre. » Mon impression, malgré tout, est que la boule rouge, c'est le changement de gouvernement à Saigon.

J'ai dit à Tien : « Un cessez-le-feu me paraît possible, c'est dans ce sens qu'il faut chercher ; mais il faut en déterminer les conditions ; s'il y avait une date pour le retrait américain, une date pour la libération des prisonniers et un début de processus politique à Saigon sans que soit encore formé un gouvernement, je crois que ce serait possible. » Il a acquiescé et ajouté : « Oui ; bien des questions pourraient alors être résolues facilement ; il faut un début de processus politique, mais il ne serait pas exclu de faire le cessez-le-feu sans être allé jusqu'au bout ; il faudrait parler de la diminution des forces des deux côtés entre Vietnamiens et des questions politiques, mais on s'entendra. »

Pour les prisonniers, il m'a dit : « Vous m'aviez conseillé de parler de la libération rapide ; nous avons dit le mot rapidement. »

Ce soir, « le Monde » publie une lettre de catholiques nord-vietnamiens au Pape. Très satisfaisant. Il faudrait que j'aille à Rome.

13 juin

Quand on regarde en arrière, on constate une étrange séquence entre février et mars : offensive américano-sud-vietnamienne au Laos, déclarations américaines fracassantes, reprise des bombardements américains au Nord, bref une escalade américaine terrible ; au milieu de tout cela, Chou En Lai va à Hanoi et soutient à fond les Vietnamiens ; peu de temps après, l'opération sur le Laos est démontée, on déclare qu'il n'a jamais été question d'aller plus loin ; puis c'est la formidable ouverture du « ping-pong » et les Américains reçus par Chou En Lai ; les bombardements ont quasi cessé.

Bien sûr, il faudrait établir la chronologie de cette séquence et voir si elle a quelque fondement. Mais l'hypothèse paraît être d'un « échange de signaux » entre Washington et Pékin. Tout ne s'est-il pas passé comme si, pour obtenir l'arrêt des bombardements sur le Nord, la Chine avait promis l'ouverture d'un dialogue et s'était ralliée à l'idée de négociation ? Ceci pourrait expliquer le malaise des Vietnamiens.

Manac'h note un sensible assouplissement de la position chinoise sur l'Indochine, le Sud-Est asiatique et la neutralité.

Nous allons bien voir. J'ai fait signer par Schumann un long télégramme d'instructions à Manac'h pour un prochain entretien avec Chou En Lai. Il faut le sonder sur une neutralisation générale de la région.

J'ai le sentiment que depuis notre déclaration du 1^{er} avril 1970 et notre insistance mise sur la neutralité, nous sommes plus dans l'axe de la réalité qu'en nous bornant à répéter le discours de Phnom Penh (dont au reste Pompidou ne veut plus que l'on parle ouvertement, « tout en gardant la même ligne »). En fait, le désengagement américain étant devenu une réalité, la question est de savoir ce que l'on fait ensuite.

A ce que je viens d'écrire sur l'attitude chinoise, il faut ajouter un autre élément : la certitude, dit-on, que les Chinois auraient désormais acquise du désengagement américain. Quand j'étais à Pékin en janvier, ils paraissaient encore en douter, ou du moins le feignaient. N'auraient-ils donc pas acquis cette conviction dans l'intervalle ? Et qui la leur aurait communiquée, sinon les Américains eux-mêmes ? Pareille communication, si elle avait eu vraiment lieu, serait une explication capitale au virage chinois.

L'Ambassadeur d'Albanie nie ce virage, ou plutôt il le minimise. « Je ne vois rien dans tout cela », dit-il. Inquiétude d'être lâché ? Ou reflet de la pensée chinoise ?

J'ai demandé à rencontrer Xuan Thuy.

J'ai demandé d'autre part à Schumann de me donner une certaine liberté d'action et de me permettre de m'avancer, à titre personnel, en terrain découvert.

Dimanche 20 juin

La journée de jeudi a été assez intéressante.

Le matin, Sainteny est venu me voir. En effet, sur ma note demandant à Schumann la lumière verte pour entreprendre mes sondages, le Ministre avait écrit : « Entièrement d'accord. Voyez Sainteny. Montrez-lui cette note. Il vous dira alors pourquoi je vous ai prié de le voir. »

Pas si énigmatique que cela ! Je savais en effet par Sainteny, que j'avais déjà vu deux semaines auparavant, qu'il était allé à Washington et y avait vu Kissinger. Mais il ne m'avait rien dit de particulier sur cet entretien, sinon que la conversation avait un peu porté sur les ventes d'avions à la Chine. Là-dessus j'avais appris qu'il avait vu Schumann. Or je me méfie toujours de Sainteny, car je sais pertinemment qu'il est l'un des intermédiaires de Washington avec Hanoi et qu'il est très lié avec Kissinger. Déjà l'an dernier, il nous avait caché son rôle dans la préparation de l'entretien avec Kissinger et Xuan Thuy.

Sachant ce que je savais par ailleurs en outre, j'avais tendance à le voir chargé d'une nouvelle mission.

Puis Beaumarchais me dit : « Sainteny a donc vu Schumann et lui a dit que Kissinger venait à Paris. »

J'ai aussitôt pensé à la prochaine rencontre préparée entre Walters et Vo Van Sung pour le 26 juin.

J'essaie donc de tirer les vers du nez de Sainteny. Au début, rien à faire. « Non, je ne vois pas ce que Schumann a voulu dire. » Je rage, j'insiste un peu. Finalement il se met un peu à table. « Ah ! oui, c'est vrai. Kissinger m'a dit qu'il viendrait à Paris le 16, mais je pense qu'avec cette fuite du « New York Times », son voyage est annulé – Et il ne vous a chargé d'aucun message ? – Non. Il m'a seulement dit : voyez Xuan Thuy, tâchez de voir ce qu'il a vraiment dans le crâne ; regardez cette histoire de date. De mon côté, je pense, dit Sainteny, qu'ils devraient se montrer plus souples sur les prisonniers – Vous ne pensez pas qu'il vient voir Xuan Thuy ou Le Duc Tho, dont on nous a dit de Hanoi qu'il pourrait revenir ? – Non. S'il en était ainsi, j'aurais plutôt des raisons de le savoir, car généralement ce genre de messages passe par moi (!!!) »

Je lui dis qu'en tout cas je souhaite qu'il voie Xuan Thuy, après moi qui le verrai lundi, et avant mon départ. C'est entendu.

L'après-midi, je reçois tout d'abord Au Truong Thanh qui se dit pessimiste. Minh sans doute ne se présentera pas. Il ne sent pas la population prête à s'engager dans ces élections, elle n'est pas encore mûre. Il préfère se réserver pour plus tard, mais pour

quand ? Il n'a pas reçu d'appui financier suffisant. Les groupes pacifistes américains contactés ne s'intéresseraient à lui que s'il demandait une date immédiate pour le départ des troupes, ce qu'il ne paraît pas vouloir faire. Madame Minh vient en France cependant dans trois semaines. On en saura plus.

Thanh me demande encore mon avis auquel il paraît tenir. Je dis encore une fois que ces élections me paraissent offrir une chance d'en sortir et que je trouverais malheureux qu'elle passe. La retrouvera-t-on ?

Là-dessus tombent les premières dépêches de presse donnant un compte-rendu d'une déclaration que Minh vient de faire. Grand progrès. Il parle de la paix, de la nécessité de mettre fin au contrôle étranger, de la nécessaire coexistence entre Nord et Sud. Mais c'est le ton, ce qui est normal, d'un nationaliste. Pas un mot précis sur le retrait américain. Ni, bien sûr, sur le Gouvernement de coalition, dont on sait qu'il ne veut pas.

Puis je reçois Ho Thong Minh. Tien est venu le voir. Donc le contact se poursuit. Mais Ho Thong Minh poursuit son idée : le mieux serait qu'il n'y ait pas d'élections, que Thieu se retire et que soit formé un nouveau Gouvernement. J'ai le sentiment qu'il reflète la pensée du Front : si les Américains fixaient une date, du coup Thieu s'effondrerait sans que des élections présidentielles soient nécessaires. « Le Grand Minh fait peur à tout le monde », dit-il. En d'autres termes, le Front préférerait non pas se retrouver devant un Président élu. « Départ de Thieu sans élections, voilà la meilleure solution ». Ouais !

Dépêche AFP de Saigon : une émission de la radio du Front, pour la première fois, donne à la population des conseils à propos de la prochaine élection. En profiter pour abattre Thieu. Pas question, certes, de Minh. Mais ce n'est plus le boycott, dit la dépêche.

Changement de tactique ?

Vendredi, je rends visite à Madame Binh. La conversation dure deux heures.

26 juin

Dans l'avion vers Washington.

Je relis les compte-rendus de mes entretiens de Washington en septembre 69 avec Kissinger et Richardson. La dureté de leurs propos me frappe. Manque total de confiance. Marshall Green, en novembre 70 m'avait clairement laissé entendre une opération sur la piste Hô Chi Minh au Laos. Il m'avait dit que la situation dans la région des Trois Frontières devenait intenable. C'est pour cela que j'avais en janvier à Vientiane posé la question à Souvanna Phouma qui m'avait répondu : « Cela, je ne le permettrai pas. » (!) Donc vu Madame Binh vendredi 18 et Xuan Thuy lundi 21. Ils n'ont rien lâché de vraiment essentiel, et je ne m'y attendais pas. Mais ils ont éclairé certaines questions un peu plus précisément : 1) Le lien entre la date pour le retrait total et la libération des prisonniers est confirmé. Xuan Thuy rejette la proposition Clifford consistant à fixer un délai de 6 mois et à libérer les prisonniers 30 jours après cette fixation. Méfiance : que se passerait-il pendant les 5 mois restants ? Mais à ma question : cela signifie-t-il que la libération ne pourra intervenir qu'à l'issue du retrait, il répond que Hanoi n'a pas encore pris position sur ce point. Je suggère des calendriers échelonnés sur deux dates et une libération commençant par les prisonniers détenus depuis longtemps et les malades. Il ne dit pas non. 2) J'essaie de savoir si la fixation d'une date serait une condition à la fois nécessaire et suffisante pour un cessez-le-feu. La réponse est négative. Xuan Thuy insiste sur le lien entre le politique et le militaire. Madame Binh rappelle sa proposition : on ne tirera plus sur les Américains. Autrement dit : un cessez-le-feu de fait, mais pas négocié. 3) Madame Binh marque un intérêt accru pour les élections, tout en se refusant à dire que le Front accepte de « jouer le jeu ». Les consignes de sa radio sont ambiguës : lutter contre, les utiliser pour abattre la clique Thieu. (A un dîner lundi chez Geneviève Tabouis, Jean de Broglie et Jean Lacouture la pressent de jouer ce jeu. Je la sens mal à l'aise). Elle me pose des questions, ainsi que Xuan Thuy, sur les déclarations de Minh où elle ne trouve pas entière satisfaction : rien sur le retrait américain, rien sur la neutralité. Je réponds qu'au stade actuel Minh ne peut être explicite.

Nous devons d'ailleurs faire très attention à ne pas nous engager trop avant et, sur place, à ne pas intervenir. Madame Binh me demande si « nous avons des moyens ». Je lui réponds qu'il ne faut pas nous demander de faire ce qu'elle reproche à la CIA.

(Schumann m'a ensuite interrogé sur nos contacts avec Minh. Malgré la tentation, je crois qu'il faut rester au plan des idées. Ce que nous soutenons, c'est une politique, pas un homme).

Quoi qu'il en soit, mes deux interlocuteurs tendent des perches. « Si vous savez quelque chose, si indirectement vous pouvez nous dire quelque chose, ce sera utile. »

Quant au Gouvernement de coalition, j'ai le sentiment que Madame Binh comprend mes

remarques sur l'hostilité que cette formule éveille chez les Sud-Vietnamiens même les plus enclins à la paix et au dialogue. Je rappelle les souvenirs de Prague, j'évoque les questions de répartition des portefeuilles-clefs. Elle écoute. Peut-être cherche-t-elle sincèrement une autre formule et n'en voit pas d'autre. Toujours la méfiance ! A ce dîner, j'ai évoqué la formule du Rocher Noir. 4) Le progrès le plus sensible, c'est Xuan Thuy qui l'a fait en répondant à une question que je lui avais posée deux semaines plus tôt sur la neutralité. Il a accepté notre formule d'une zone de paix et de neutralité pour toute l'Indochine, tout en m'expliquant qu'il y avait des choses que l'on ne pouvait dire publiquement pour éviter des malentendus.

Je considère qu'il s'agit là d'une déclaration très importante, qui signifie que le Nord accepte d'entrer dans la zone. Notre analyse se trouve donc confirmée. En même temps se trouve aussi confirmée l'évolution du monde communiste. Un état socialiste peut entrer dans une telle zone.

En revanche, les points durs demeurent : pas de libération sans date ; une date est une condition nécessaire mais pas suffisante pour un cessez-le-feu ; règlements militaire et politique demeurent liés ; pas de négociations avec Thieu.

Pendant ce temps, annonce par Susini d'un possible retour de Le Duc Tho. Quid d'une rencontre avec Kissinger ? Sainteny avait parlé du 16. Mais nous avions la date du 26. Kissinger cherche-t-il à nous tromper ? Pourtant le 24 arrive Le Duc Tho à Paris. Le 25 je lis dans le « New York Herald » que Kissinger a déjeuné le 24 à Londres avec Heath. Par ailleurs, l'Ambassade américaine me communique un emploi du temps à Washington comprenant un entretien le 28 à 17 heures avec Kissinger.

J'en conclus que quand je verrai celui-ci, il aura vu Le Duc Tho, mais il ne me le dira pas et je ne pourrai lui en parler. C'est gai !

27 juin

Cette affaire de la publication par le « New York Times » des documents secrets du Pentagone a causé ici une véritable crise. Au début, l'on pouvait penser que Nixon n'en serait pas directement affecté, car les documents mettaient en cause surtout la période de Kennedy et Johnson. Mais Nixon a senti que c'était toute la crédibilité présidentielle qui était en jeu. Il a réagi et si vigoureusement qu'il a provoqué la presse. Quoi que décide maintenant la Cour Suprême, c'est un nouveau coup qui est porté à la poursuite de la guerre du Vietnam.

Ceci n'est évidemment pas fait pour renforcer Hanoi dans l'idée que l'opinion est derrière le Président.

Il y a dix-huit mois, quand Nixon a commencé son programme de vietnamisation, Hanoi aurait pu être impressionné par la « majorité silencieuse ». Mais aujourd'hui, après les crises de confiance suscitées par les interventions au Cambodge et au Laos, après le vote, pour la première fois, par le Sénat d'une motion demandant un retrait total avec une date, après les remous de cette publication, l'opinion bascule vers une exigence de retrait inconditionnel. Le front intérieur craque.

Dans ces conditions, le danger est que Hanoi ne soit enclin à ne faire aucune concession et se contente d'attendre que la poire soit mûre et tombe d'elle-même.

Voilà pourquoi je n'ai cessé de penser que les Etats-Unis feraient mieux de s'en aller en négociant au plus vite un accord. Sinon ils risquent de se trouver dans une position de plus en plus mauvaise, dont les conséquences sur le climat intérieur aux Etats-Unis pourraient être très sérieuses.

Programme de mon séjour à Washington :

Lundi 28, le matin, entretien avec Marshall Green sur la Chine, suivi d'un déjeuner, puis entretien l'après-midi avec le même et Sullivan sur l'Indochine. A cinq heures, entretien à la Maison Blanche avec Kissinger. Dîner à l'Ambassade.

Mardi 29, à neuf heures, entretien avec le Sénateur Mansfield au Sénat, puis au Département d'Etat avec Winthrop Brown sur le Japon, puis déjeuner avec l'adjoint de Sisco et après le déjeuner entretien avec celui-ci pour parler Inde et Pakistan. Dîner avec B.J. Cutler.

Mercredi 30, dernier entretien avec Marshall Green et Sullivan sur l'Indochine, entretien avec Irwin, adjoint de Rogers, déjeuner chez Harriman, entretien au Sénat avec le Sénateur Pell, puis au Département d'Etat avec Martin Hillenbrand (Europe), puis dîner chez un avocat avec les Lowenstein, collaborateur de Fulbright.

Jeudi, départ pour New York, déjeuner chez Kosciusko – Morizet et ensuite entretiens au Secrétariat Général de l'ONU sur la Chine et le Pakistan.

Retour dans la nuit, après six heures d'attente à l'aéroport.

Le plus intéressant évidemment a été l'entretien avec Kissinger. Au Département d'Etat, il est impossible d'avoir une conversation utile sur l'Indochine. Ou ils ne savent rien, ou ils ne peuvent rien, ou ils ne disent rien. Visiblement Marshall Green ne s'occupe pas du Vietnam, mais seulement de la périphérie, du Laos, du Cambodge. Quant à Sullivan, c'est un faucon qui commence à perdre ses plumes. Ceci dit, ces entretiens avaient quand même quelque chose d'intéressant pour moi dans la mesure où il ne restait plus grand'chose du bel optimisme sur la vietnamisation. Le langage n'était plus celui que l'on m'avait tenu en septembre 1969 lors de mon premier séjour et que Habib me serinait il n'y a pas si longtemps. J'entends encore ce refrain : « Les autres feraient mieux de négocier avec nous aussi longtemps que nous sommes là. Car quand nous serons partis, ils seront seuls devant un régime de Saïgon de plus en plus fort et de moins en moins désireux de négocier. Ils devraient saisir la chance avant qu'elle passe. » Aujourd'hui il y a, je pense, peu de gens à Washington pour soutenir que le régime de Saïgon ne cesse de se renforcer. En fait personne ne m'a parlé de la vietnamisation, de la pacification et de leurs progrès. Le tableau dressé par Bill Sullivan (bientôt Ambassadeur à Bangkok) était d'un réalisme qui touchait au pessimisme et je n'avais guère à y ajouter.

Ceci signifie-t-il qu'à Washington l'on va chercher à faire un effort sérieux de négociation, à prendre des risques, à accepter des solutions jusqu'ici rejetées ? C'est, bien sûr, ce que j'ai essayé de savoir. Et, en vérité, j'en suis revenu guère plus avancé. Est-ce parce que l'on m'a caché « le secret des dieux » ! Est-ce parce que les dieux n'ont pas de secret ? J'opterais plutôt pour la seconde solution.

A tous mes interlocuteurs, j'ai expliqué qu'à mon avis l'Amérique pouvait obtenir ce qu'elle voulait : une paix qui sauve l'honneur et le prestige des Etats-Unis et qui préserve un Sud-Vietnam non-communiste. Mais pour cela il faut accepter franchement un retrait total américain et un changement de régime politique à Saïgon.

A l'appui, j'ai souligné que l'adversaire ne réclamait pas que le Sud-Vietnam devienne socialiste et acceptait la neutralité comme statut pour l'ensemble de l'Indochine. Ce qu'il ne pouvait accepter, c'était le maintien à Saïgon d'un régime « pro-américain ». Les élections d'octobre offraient l'occasion d'en changer : l'adversaire, après avoir hésité, paraissait accepter cette « porte de sortie ». Quant au retrait américain, il donnait des signes de vouloir le faciliter en laissant entendre que la question des prisonniers était négociable. A ma suggestion d'établir deux calendriers parallèles pour le retrait et les prisonniers, il ne répondait pas par la négative.

Tous ces propos ont été certes écoutés et notés. Mais j'ai eu le sentiment, du moins au Département d'Etat, de me trouver devant des interlocuteurs sceptiques sur la volonté réelle de Hanoi de négocier. Pour eux Hanoi se contente de jouer sur l'opinion intérieure américaine et de spéculer en fait sur les élections présidentielles américaines de 1972. D'ici là, il ne compte pas négocier. C'est seulement avec le nouveau président qu'il négociera.

(Je ne suis nullement sûr que ce raisonnement soit exact, ni que Hanoi joue sur la chute de Nixon. S'il en était ainsi, il se montrerait beaucoup plus dur et chercherait à monter des opérations beaucoup plus coûteuses).

Cependant avec Kissinger il m'a semblé qu'au-delà du scepticisme il y avait quelque chose de plus, comme un désir de tenter un nouvel effort. Désir déjà fondé sur une amorce de négociation secrète ? Je n'ai, bien sûr, fait aucune allusion à ce que je croyais savoir sur des entretiens secrets. Et il ne m'a rien dit. D'une façon générale, d'ailleurs, il ne m'a rien dit. Mais j'ai interprété ce silence comme le signe qu'il préférerait parler directement à l'adversaire et réservait pour lui ses messages précis. D'ailleurs il ne m'a pas caché qu'il se refusait à parler à des intermédiaires, qu'il s'agisse d'apprécier les positions adverses ou de spéculer sur les évolutions possibles des positions américaines. La seule chose qu'il m'ait demandé de dire, c'est qu'à Washington on était lassé de ce duel de propagande, de toutes ces déclarations faites par les gens de Hanoi aux « adversaires » de Nixon, journalistes, sénateurs, etc. Toutes ces ambiguïtés, ces propos à double sens n'étaient destinés qu'à la polémique contre Nixon et ne pouvaient être tenus pour une sérieuse intention de négocier. « S'ils ont quelque chose de sérieux à nous dire, qu'ils nous le disent directement. We are ready to negotiate seriously. If they could stop for four or five months, it would be a good sign. »

Bref, j'ai eu le sentiment que le processus de la négociation secrète était sur le point de s'engager. Mais je puis me tromper complètement.

C'est le dernier jour de mon séjour aux Etats-Unis, le 1^{er} juillet, que Madame Binh a fait ses propositions nouvelles. Mais j'avais déjà quitté Washington pour New York.

Il m'a semblé tout de suite qu'elles confirmaient les évolutions que j'avais laissé pressentir : calendrier parallèle pour le retrait et la libération des prisonniers,

remplacement du mot « coalition » par celui de « concorde nationale », acceptation pour le Nord-Vietnam d'une sorte de neutralité militaire, apparition de garanties pour les accords à conclure.

Schumann a aussitôt, très vite comme toujours, réagi favorablement. Madame Binh est venue le voir le vendredi 2 et quelques minutes plus tard, à la Commission des Affaires Etrangères, il commentait très favorablement ses propositions.

J'ai pris un peu plus mon temps et fabriqué au début de la semaine un télégramme assez nuancé pour Lucet, le priant de donner notre analyse des propositions de Madame Binh. Je trouve que nous devons souligner les points positifs, mais sans chercher à dorer la pilule et à nous faire les avocats de Hanoi.

Puis j'ai demandé à voir Le Duc Tho le 7. Deux heures d'entretien. Je lui ai tout d'abord relaté mes impressions de Washington et fait le message de Kissinger. Il n'a pas trop réagi, feignant seulement l'étonnement : « Nous recevons les représentants des organisations du peuple américain, quand ils demandent à nous voir. » Mais je pense qu'il a parfaitement compris. En tiendra-t-il compte ? Quatre jours plus tard, il donnait au « Nouvel Observateur » une interview (mais en fait, peut-être donné antérieurement à notre rencontre).

J'ai essayé de le débusquer de certaines positions, mais je n'ai pas cherché à lui suggérer de nouvelles inflexions, estimant que quelques jours après les propositions du 1^{er} juillet, c'était trop tôt. Ce qui m'a frappé, c'est son insistance à me demander si je pensais que les Etats-Unis étaient vraiment disposés à négocier sérieusement. Je n'ai pu répondre qu'affirmativement. Il m'a rappelé que j'avais dit à Xuan Thuy que, selon moi, les Américains pensaient garder des troupes résiduelles et maintenir Thieu, mais qu'ils seraient prêts à retirer toutes leurs troupes s'ils recevaient des garanties. Et il a ajouté : « Voilà, nous avons donné ces garanties. »

Toujours j'essaie de faire comprendre à chacun l'état d'esprit de l'autre.

Le plan du 1^{er} juillet peut se résumer ainsi :

Hanoi dit aux Etats-Unis : « Vous pouvez, si vous fixez une date, retirer vos troupes dans l'ordre, avec un cessez-le-feu et les prisonniers, bref, avec les honneurs de la guerre. Mais la guerre continuera entre Vietnamiens. Si vous voulez qu'elle cesse entre Vietnamiens, il nous faut d'abord la tête de Thieu, ensuite une nouvelle équipe à Saigon qui négocie avec nous un gouvernement de concorde nationale. Quand celui-ci sera formé, il y aura la paix.. » La carotte est grosse. Mais je ne pense pas que Washington accepte une paix séparée, malgré les prisonniers. Il y a là une réaction d'honneur. Ce n'est donc pas à un règlement partiel, mais global qu'il faut travailler. D'ailleurs, Le Duc Tho sait bien que c'est en proposant un règlement partiel, que Washington ne peut accepter, qu'il fera avancer un règlement global.

De ce point de vue, j'entrevois une possibilité de compromis : faire accepter par Hanoi que le cessez-le-feu global intervienne non pas seulement quand le gouvernement de concorde nationale serait formé, mais dès que Thieu serait remplacé par une nouvelle équipe.

Kissinger est parti le 30 juin pour Saigon où il a vu les trois généraux candidats, puis Bangkok, Delhi, Islamabad et Paris. Il devait y arriver le samedi 10 au soir. Comme nous avions une indication selon laquelle « notre ami » verrait Le Duc Tho « à deux heures », j'en avais conclu que l'entretien serait le dimanche. Mais Kissinger n'est arrivé que le dimanche soir. Le rendez-vous a-t-il été reporté au lundi ? J'en doute, car les journalistes faisaient le guet et je ne vois pas comment Kissinger aurait pu leur échapper. Néanmoins tout est possible.

Quoi qu'il en soit Kissinger n'a pas demandé à voir Schumann qui est furieux. A-t-il vu Pompidou ou quelqu'un de l'Elysée en secret ? Ce n'est pas impossible, car il y a maintenant des contacts directs entre Pompidou et Nixon, par des gens comme Juillet, du type de ceux qui ont permis le succès de la rencontre Pompidou-Heath. Au Quai, on se répand sur la « grossièreté » de Kissinger.

Lundi 19 juillet

C'est donc vendredi 16 que j'ai appris par la radio, à huit heures du matin, la déclaration de Nixon annonçant la mission Kissinger à Pékin et sa propre visite en Chine avant mai 72. Je me suis senti tout de suite enchanté et dit in petto : « Bien joué »

Beau coup, en effet, et qui laisse loin derrière toutes les suppositions. Chef d'œuvre de diplomatie secrète.

Donc Kissinger, loin d'être « indisposé » dans une station de montagne pakistanaise était à Pékin, avec John Holdridge et Smyser, ses deux assistants que j'avais rencontrés à

Washington. Le premier, me semble-t-il, revenait d'un voyage à Hong Kong : aurait-il été contacter les Chinois ? Car c'est ma conviction qu'hormis la logistique pakistanaise il n'y a pas eu de véritables intermédiaires.

Anatole Shub, du « Washington Post », a écrit samedi que j'avais joué un rôle au cours de ma « mission secrète » à Washington et transmis « le feu vert » de Pékin pour la visite Nixon. Il avait téléphoné au Service de Presse pour annoncer qu'il allait écrire cela. On m'avait consulté. J'avais répondu que c'était fantaisie. On le lui avait dit, mais il n'en avait pas démordu. Il avait ajouté qu'en tout cas j'avais transmis le plan de Madame Binh. C'était moins inexact, dans la mesure où ce plan, publié le lendemain de mon départ, reprenait ce que j'avais laissé entendre.

Du coup, d'autres journalistes français à Washington, correspondants du « Monde » et du « Figaro », assurent que mon rôle s'est « limité » à transmettre les sept points du GRP !!! Me voici passé à la postérité pour quelque chose que je n'ai pas fait.

Quant à Manac'h, on n'a jamais autant parlé de lui !

J'ai relu ma conversation avec Kissinger. C'est moi qui ai commencé à parler de la Chine et un point m'avait frappé : comme je disais que le meilleur moyen de laisser entrer la Chine à l'ONU serait de maintenir la position précédente, c'est-à-dire de laisser battre la résolution « importante », Kissinger m'avait répondu : « Ce serait la façon la plus cynique de s'en sortir. Leur avez-vous dit cela au Département d'Etat ? » Comme si celui-ci était en arrière de la main.

Mais je ne lui avais pas demandé s'il croyait possible un voyage de Nixon à Pékin. Je crois n'y avoir fait allusion qu'avec Marshall Green.

Tout ceci ne me dit pas si Kissinger a vu ou non Le Duc Tho. Je finis par penser qu'il ne l'a pas vu, mais qu'il a vu en revanche, dans la journée du lundi, l'Ambassadeur de Chine et que c'est la raison pour laquelle celui-ci a été soudain convoqué à Pékin, au point de se décommander du déjeuner que j'avais obtenu que Schumann lui offre le 15. A moins qu'il ne soit parti pour assister aux entretiens de Chou En Lai avec Peyrefitte, mais sa présence n'est pas mentionnée. Il est arrivé brusquement à Pékin le 14 juillet en pleine réception à l'Ambassade de France pour se précipiter dans une conversation avec Chou En Lai qu'on n'attendait pas.

Peu importe tout ce mystère. L'important est le fait : la page est encore plus complètement tournée qu'on ne pouvait le penser après la partie de ping-pong. Et le style est superbe. Ce Nixon a un certain culot d'aller se planter à la Cité Interdite sans que rien soit encore réglé.

Dépit japonais. Rage froide des Soviétiques. Quel jeu vont-ils jouer ? Réplique fulgurante ? Surenchère dans la détente ?

Et les Vietnamiens ? Ils ont l'air d'encaisser assez mal. Et l'on peut soupçonner les Russes de leur glisser des propos peu aimables pour les Chinois. Dobrynine rappelle à Lucet : « qui donne la DCA ? Nous. Les Chinois causent. » Bref les Vietnamiens vont-ils se raidir et refuser d'être sacrifiés par les Grands ?

Si Nixon croit que l'on peut tourner Hanoi en s'adressant à Pékin, il se trompe. Ce qui est vrai, c'est qu'il est très difficile de régler l'affaire avec Hanoi si l'on est mal avec Pékin. Mais être bien avec Pékin est une condition nécessaire, mais pas suffisante. La clef reste à Hanoi.

Certains disent que Nixon ne peut aller à Pékin si la guerre continue en Indochine, du moins si les troupes américaines y combattent encore. J'en doute. Je me demande même s'il ne croit pas pouvoir obtenir de Pékin un appui pour demeurer intransigeant vis-à-vis de Hanoi. Bref, ne cherche-t-il pas un marchandage : je t'abandonne Tchiang Kai Chek si tu me laisses faire en Indochine ?

Si c'est cela, l'on peut comprendre les craintes des Vietnamiens.

Mais qui tient l'autre ?

Ceux qui croient que maintenant tout va se dérouler harmonieusement, que la guerre d'Indochine est terminée, que nous allons tous prendre le train pour quelque nouveau Genève et que tout va reprendre sa place, je crois qu'ils vont un peu vite en besogne. Il me semble que pour en finir avec l'Indochine, c'est aux Indochinois que M. Nixon devra faire les concessions : « tantum dic datam et pax facta est. »

Je suis content d'avoir écrit pour « Preuves » au début de 1970 un article sur les relations sino-américaines qui montrait le chemin.

Ce que les Chinois peuvent faire, c'est aider Nixon à transformer une capitulation en une négociation.

Les Vietnamiens doivent constater que Chou En Lai et Mao ont assuré la réélection de Nixon en 1972. Ils n'ont donc plus d'espoir de jouer sur l'opinion intérieure américaine. Le « grand arrière » chinois leur manque. Leur position est affaiblie.

Celle de Thieu aussi.

Y perdent : les Russes, les Japonais, Tchiang Kai Tchek, Thieu et dans une certaine mesure Hanoi et le Front.

Y gagnent : nous, Minh, tous les Asiatiques neutralistes, Sihanouk.

Vu ainsi, cela fait un drôle de tableau.

Mais si les Américains étaient malins, ils liquideraient maintenant leur affaire avec Hanoi. Quand Nixon verrait Mao, il serait beaucoup plus fort, parce qu'il n'aurait plus rien à lui demander. Au lieu de faire le contraire. S'il pratique la politique d'usure avec Hanoi, il se met dans la main des Chinois. S'il arrive à Pékin libéré de l'affaire indochinoise, il a une position fantastique.

C'est ce que je vais dire à Habib, revenu pour faire la transition entre Bruce et Porter. Je déjeune avec lui mercredi et vais ensuite voir Madame Binh.

Penguilly 3 août

En vacances depuis dix jours. On me dit que Schumann a reçu Bruce venu lui faire ses adieux. Il ne se passerait rien à la Conférence de Paris avant octobre. Le Duc Tho est également venu avant de regagner Hanoi. J'avais préparé une note demandant que nous ne paraissions pas trop « pro-chinois » dans notre attitude, notamment sur la question de la Conférence. Il faut éviter de donner l'impression que nous pensons que l'intervention de Pékin va tout résoudre. De toute évidence les Vietnamiens sont hypersensibles à cette approche de « Grande Puissance ». Pour eux, c'est à Paris, donc entre eux et les Américains, que l'affaire se règlera. Si M. Nixon, disent-ils, pense que le détour par Pékin abrège le trajet, il se trompe.

Nous sommes donc, nous autres Français, placés dans une position délicate. Tout le monde sait que nous sommes pour la Conférence élargie et pour un rapprochement sino-américain. Nous risquons d'être ainsi soupçonnés par Hanoi de vouloir nous joindre au complot des Grands contre les Petits.

Schumann, me dit-on, a fort bien saisi et tenu à Le Duc Tho, qui s'en est montré ravi, le langage adéquat.

Ceci dit, Washington a donc choisi de ne pas répondre tout de suite au plan du GRP. C'est son droit. Mais je me demande si c'est vraiment de bonne tactique. Je persiste à penser que les Américains auraient renforcé leur main dans la conversation avec les Chinois, qui pour eux est la chose importante, en cherchant la percée dans la négociation vietnamienne. Je crains que leur refus de négocier maintenant ne signifie qu'ils redoutent de peser sur les élections d'octobre. Car si la négociation progressait d'ici là, Thieu risquerait d'être emporté. Donc, en fait, les Etats-Unis agissent comme s'ils voulaient favoriser la réélection de Thieu.

Il n'est pas sûr qu'à Washington l'on souhaite ouvertement celle-ci, mais au mieux l'on y est prisonnier de l'establishment qui a mené, ces derniers temps, la politique de la vietnamisation.

Ce serait en définitive une grossière erreur de penser que le voyage Nixon à Pékin va amener la paix au Vietnam. Une sérieuse tentative américaine de normalisation des relations avec la Chine m'a toujours paru une condition nécessaire du règlement indochinois, surtout depuis l'affaire du Cambodge, et c'est ce qu'a exprimé notre déclaration du 1^{er} avril 1970. Mais elle ne peut être considérée comme une condition suffisante.

En revanche, peut-on penser que l'absence d'un règlement indochinois soit un obstacle à cette normalisation ? Les Vietnamiens le voudraient bien, mais de toute évidence ils craignent que Formose ne soit le prix d'un marchandage entre Pékin et Washington. Leur inquiétude prouve à quel point ils se méfient des Chinois, en dépit de toutes les assurances données de part et d'autre.

5 août

Rogers a annoncé que les Etats-Unis cette année voteraient pour l'admission de Pékin, mais s'opposeraient à l'expulsion de Formose. Toute la presse salue cela comme un retournement historique. Soit ! Mais je ne vois pas comment en adoptant cette attitude de « une Chine, deux Gouvernements », les Américains peuvent faire progresser leur entreprise de normalisation avec Pékin.

6 août

La réaction de « Chine Nouvelle » est très vive.

Quelque chose m'échappe.

Tout ceci est-il concerté ? Ou vraiment le processus sera-t-il très lent ?

Kissinger a-t-il prévenu que Nixon ne pouvait rien faire pour abandonner Formose cette année ?

Je sais bien que les Américains nous ont toujours dit qu'ils étaient prêts à normaliser leurs relations avec la Chine, mais pas aux dépens de Taïwan. Et quand je demandais si l'exclusion de Taiwan de l'ONU compromettait sa sécurité, la réponse était plutôt oui. La position Rogers revient à dire sinon qu'il y a deux Chine, du moins qu'il y a deux Gouvernements pour une Chine.

Ce qu'il faudrait savoir, c'est si cette déclaration Rogers fait partie d'un jeu entre Pékin et Washington, ou à tout le moins si Washington avait prévenu Pékin que telle serait l'attitude prise, donc si Pékin avait accepté d'inviter Nixon tout en sachant que Washington prendrait cette position, ou si celle-ci est venue comme une mauvaise surprise pour Pékin, et donc si Pékin peut réagir de façon défavorable, soit en mettant en question la visite, ce qui m'étonnerait, soit en élevant les enchères.

13 août

A lire la presse il semble que les Chinois considèrent que cette déclaration ne constitue pas un geste positif, mais qu'ils n'annuleront pas la visite pour autant.

De l'entretien de James Reston avec Chou En Lai, beaucoup plus intéressant que tout ce que celui-ci a raconté à Peyrefitte, Lacouture et consorts, il apparaît que la Chine tient à placer ses relations avec les Etats-Unis au plus haut niveau pour parler des plus grands problèmes. L'Indochine, à quoi tiennent tant les hommes politiques et les intellectuels français parce que le Général de Gaulle en a fait un sujet de politique intérieure et que les bonnes âmes y ont trouvé un terrain facile pour leur antiaméricanisme, n'occupe qu'une place relativement secondaire dans les pensées chinoises. Certes, la Chine souhaite que les Américains s'en désengagent, elle souhaite aussi éviter que l'influence soviétique ne vienne remplacer l'influence des Etats-Unis et c'est en quoi Sihanouk, auquel nos mêmes politiciens français vouent une révérence qui fait sourire, leur est si utile. Mais pour Pékin, les vrais problèmes sont ceux de l'équilibre asiatique, de ses relations avec la Russie et le Japon, des menaces d'encerclement, de la remilitarisation du Japon.

La seule conversation qu'un Européen comme Pompidou puisse avoir avec les dirigeants chinois est celle qui porterait sur la relation Europe-Chine dans un monde à cinq pattes. La relation France-Chine en elle-même n'a pas d'intérêt pour un Chinois. Elle n'en a que dans la mesure où elle amorce une relation Europe-Chine. De Gaulle intéressait les Chinois parce qu'il sortait la France de l'orbite américaine. Il l'inquiétait chaque fois qu'il allait trop loin vers Moscou.

29 août

Revenu à Paris depuis une semaine. Calme plat.

C'est à Saigon que l'événement, ces derniers jours, a passé. Déconfiture totale des Américains : Minh et Ky se retirent, laissant Thieu seul. Bunker s'est livré à une ridicule comédie de pressions, financières dit-on, comme un metteur en scène qui cherche à persuader les acteurs de jouer leur rôle. Il essaie encore, paraît-il !

Je ne comprends vraiment pas les Américains. Ils sont parfois suprêmement intelligents et habiles, parfois d'une rare stupidité. Après avoir prétendu qu'ils n'intervenaient pas, les voilà allant ouvertement de l'un à l'autre !

Le Front se frotte les mains. Evidemment ! Mon impression est qu'ils avaient accepté de jouer le jeu des élections, avec réticence, car ils auraient toujours préféré ne rien avoir à faire avec le régime établi. Maintenant la voie à l'agitation, au coup d'Etat est ouverte et puisque les Américains n'ont pas voulu se défaire de Thieu par les élections, il leur faut choisir maintenant entre le renverser ou poursuivre la guerre. Mais Nixon peut-il encore, à un an de ses élections à lui, à quelques semaines de son voyage à Pékin, poursuivre encore la guerre ? Il me semble qu'il s'est coincé lui-même.

Pourtant nous lui avons montré la sortie : le plan de Madame Binh et les élections à Saigon. Il n'en a pas voulu, croyant sans doute pouvoir obtenir plus et mieux. Comment ? En allant à Pékin ? Sans doute, mais il suscite la méfiance de Hanoi et de Moscou, qu'il ne faut pas trop négliger. En faisant réélire Thieu « démocratiquement » et en obligeant le Front à traiter avec lui ? C'était trop demander à celui-ci.

Comment Nixon va-t-il s'en sortir ?

Va-t-il laisser tomber Thieu, l'offrir en pâture à ses adversaires ? Il lui suffirait de laisser le Congrès couper l'aide. Cela faciliterait en même temps la séparation du militaire et du politique. L'on reviendrait à l'idée d'un arrangement séparé. Hanoi et Washington s'entendraient sur un calendrier de retrait assorti d'un cessez-le-feu. Washington diminuerait les crédits à Saigon et laisserait l'affaire politique courir sur son aire. Mais je ne vois pas comment, après tant de mois de calme militaire depuis l'affaire du Laos, Washington peut affronter le risque d'une nouvelle campagne dure et sanglante au Vietnam, alors que Nixon doit annoncer une nouvelle tranche de retraits. Or je parierais bien que Hanoi, encouragé par Moscou, va tendre la corde très dur. Les Russes en tout cas médisent tant qu'ils peuvent des Chinois et les accusent ouvertement d'avoir fourni à Nixon un prétexte pour ne pas discuter le plan de Madame Binh.

Il est fort possible que Moscou ait encouragé le GRP et Hanoi à ces nouvelles concessions et voie dans l'affaire Kissinger-Nixon-Pékin une torpille manipulée par les Chinois pour empêcher la paix de se faire sans la Chine !

30 août

On annonce un prochain voyage de Podgorny à Hanoi, tandis que Chou En Lai rassure les Vietnamiens.

Chacun les courtise, mais personne ne les fait avancer !

En fin de compte, ce sont les Français leurs meilleurs amis !

6 septembre

Vu Xuan Thuy pendant deux heures.

« Nixon se berce d'illusions s'il pense trouver à Pékin la réponse au problème indochinois. »

C'est exactement ce que dit Moscou, mais ce n'est pas ce que dit Pékin. Non que Pékin dise le contraire, mais Pékin ne décourage pas Nixon aussi nettement.

« Notre position n'a pas changé : les 7 points, le retrait total, le départ de Thieu. »

« C'est à Paris qu'il faut régler le problème, pas dans une conférence internationale à Genève. »

Ce langage ferme cache-t-il une réelle inquiétude, la crainte que les Chinois n'aident les Américains à s'en sortir, l'espoir que les Russes tenteront de brouiller les cartes ?

En vérité, comme je l'ai dit ce soir à Charles Lucet, je ne sais si Nixon va à Pékin pour esquiver une solution du problème indochinois, ou pour en trouver une.

Kissinger est muet. L'échec de Bunker à Saigon remet-il la tactique en question ? Ou bien les Américains vont-ils malgré tout continuer de le soutenir ?

Vu Van Mau, avec lequel j'ai déjeuné aujourd'hui, pense que la meilleure solution serait la démission de Thieu.

J'ai dit à Xuan Thuy : « La pâte n'a pas levé, malgré le levain que vous y aviez mis. » Et en effet, le pain de la paix en cet été 1971 n'a pas été cuit. Maintenant, quand l'occasion se représentera-t-elle ?

Certes, Nixon doit être réélu en 1972 et beaucoup ont toujours pensé que c'était la vraie échéance, plus que celle de 1971. Possible ! Et peut-être prépare-t-il le terrain à Pékin pour cette échéance-là ! Mais alors il va lui falloir payer très cher, car je ne vois pas Hanoi prêt à céder et je ne vois pas que la situation, qu'elle soit militaire ou politique, l'y oblige. Alors Nixon compte peut-être sur Pékin pour faire pression sur Hanoi et l'inciter à réduire ses exigences au moment du grand règlement. Peut-être. Mais il ne faudrait pas que Nixon pense qu'il peut éviter de régler la facture : elle ne diminuera guère, j'en suis convaincu.

Dans l'immédiat Nixon espérait que Hanoi devrait s'incliner devant la victoire de Thieu arrachée à l'issue d'une grande « bataille » électorale et se résigner à négocier avec lui : l'illusion est, je pense, perdue. Si les Etats-Unis veulent faire avancer la négociation, il faut qu'ils se débarrassent de Thieu ; ils n'ont pas voulu le faire par le biais des élections ; il leur faut trouver un autre moyen.

10 septembre

Les nouvelles venues de Saigon confirment le désarroi américain. Mais nul ne sait quelles conclusions Nixon va en tirer. Les uns parlent d'abandon de Thieu et d'arrêt de l'aide américaine. D'autres parlent d'accélération des retraits.

Je parierais plutôt pour la deuxième hypothèse. En somme, ce serait la vietnamisation « pour le pire » : on s'en va et on laisse les Vietnamiens se débrouiller entre eux, au lieu de les laisser en état de résister, mais on s'en va quand même. Cependant va-t-on fixer une date et laisser encore traîner les choses ? Hanoi évidemment aimerait que Pékin ne se livre à aucune détente avec les Etats-Unis aussi longtemps que Washington n'aurait pas donné de date. Sinon Hanoi craint que Pékin ne permette à Nixon tout à la fois d'être réélu et de rester encore longtemps au Vietnam. On peut aussi poser le problème en ces termes : qui fera les frais, Tchong Kai Chek ou Thieu, du besoin qu'a Nixon de voir Mao ? D'une certaine façon abandonner Taiwan coûte moins cher qu'abandonner le Sud-Vietnam et Mao s'intéresse moins au Sud-Vietnam qu'à Taïwan.

26 septembre

La guerre du Vietnam est-elle finie ?

A l'appui de la thèse, on peut avancer que Nixon est définitivement décidé à retirer toutes les troupes américaines et que le combat va s'arrêter faute de combattants.

Mais les choses sont-elles aussi simples ? Et l'adversaire va-t-il accepter de laisser Nixon se retirer ?

En vérité, la complexité est infinie.

Remontons un peu en arrière.

Au début de l'été, après avoir envoyé Kissinger à Pékin, il semble bien que Nixon ait joué un jeu « fort. » Ayant sa carte chinoise dans la main, il s'est refusé à une négociation de faiblesse avec Hanoi. Il a donc refusé de discuter tout de suite le plan du GRP et a cherché à imposer Thieu comme interlocuteur à Hanoi, en obtenant une victoire de Thieu aux élections présidentielles, mais à des élections « sincères ». Devant cette victoire, qui consacrait « loyalement » la suprématie de Thieu et la solidité du régime, Washington espérait que l'adversaire n'aurait qu'à accepter de négocier, d'autant que les Chinois acceptaient le dialogue avec les Etats-Unis, ce qui forcément affaiblissait la position de Hanoi.

Ce plan me paraît avoir échoué, à la suite du retrait de Minh et de Ky. Laissé seul face à lui-même, Thieu fait figure de dictateur, le régime ne reçoit pas la consécration attendue, la « vietnamisation » ne remporte pas la victoire escomptée.

Dans ces conditions, les Etats-Unis se retrouvent devant l'éternel dilemme : changer le Gouvernement de Saigon pour permettre à la négociation entre Vietnamiens de s'engager, ou poursuivre le retrait unilatéral, en d'autres termes s'en aller avec ou sans accord.

Pour ma part, je continue de penser qu'il serait préférable pour eux comme pour le Sud-Vietnam qu'ils s'en aillent avec un accord. Mais ils ne me paraissent pas en prendre le chemin. J'ai plutôt le sentiment qu'ils vont poursuivre leur retrait unilatéral.

Kissinger, à son passage à Saigon en juillet, aurait dit : « Nous avons sacrifié 50 000 hommes pour sauver 17 millions de Vietnamiens. Nous n'allons pas maintenant sacrifier 17 millions de Vietnamiens pour sauver 400 prisonniers américains. »

Si telle est la ligne, il n'y aura pas d'accord. Nixon annoncera une prochaine tranche de retraits. Peut-être annoncera-t-il le retrait de toutes les forces combattantes américaines.

Mais je doute qu'il annonce ce que Hanoi appellerait un « retrait total ».

Porter est venu voir Schumann il y a deux semaines. C'est un homme sérieux, digne, sans doute. Mais ce n'est pas quelqu'un, me semble-t-il, qui prendra le risque de faire des recommandations dramatiques.

Son refrain a été : « Les Vietnamiens ne sont pas dans la Conférence. Ils restent dehors. Le jour où ils diront à la table de la Conférence ce qu'ils disent à l'extérieur, l'on pourra commencer à parler sérieusement. »

Le thème constant de Washington est qu'Hanoi ne veut pas négocier. Hanoi dit la même chose de Washington.

Cependant rien ne reste jamais immobile.

Au Sud-Vietnam, la situation évolue donc politiquement. Il n'y a pas sans doute de vague capable de renverser le régime. Mais il y a une dégradation. L'hypothèse « haute » de la vietnamisation fait place à l'hypothèse « basse » : troubles, opposition, inflation, retrait américain dans le désenchantement, insécurité revenant ici et là, difficultés militaires.

Pour prévenir cette dégradation, les Américains donnent des coups : nouveaux bombardements sur le Nord. Hanoi réagit classiquement en boycottant la Conférence.

Cette dégradation peut avoir une sérieuse influence sur le Laos et le Cambodge. Si l'adversaire lance au Cambodge une offensive violente, les Sud-Vietnamiens vont-ils venir au secours des Khmères ? Et les Américains vont-ils être de nouveau engagés dans d'actives opérations de soutien ?

L'autre aspect des choses n'est pas moins complexe.

Le voyage Nixon à Pékin, du moins son annonce, a provoqué de l'irritation à Hanoi.

Moscou en profite et calomnie la Chine qu'elle accuse de « brader » la révolution indochinoise. Podgorny s'en va à Hanoi. Réplique chinoise par les assurances à Hanoi et aujourd'hui c'est Li Hsien Nien qui s'y rend pour signer un accord d'aide.

Nixon, dans ces conditions, peut-il penser que son dialogue avec la Chine va faciliter le règlement indochinois ? L'a-t-il pensé et le pense-t-il encore ?

Qu'il l'ait pensé, sans doute. Et il avait raison. Mais seulement jusqu'au point où il aurait pensé qu'un dialogue avec Pékin, voire un accord avec Mao, l'aurait dispensé d'une négociation avec Hanoi, ou en tout cas que Pékin aurait sérieusement fait baisser les enchères de Hanoi.

Qu'il le pense encore, je ne sais. Porter a dit à Schumann que pour sa part il n'attendait pas d'un voyage de Nixon à Pékin des résultats immédiats sur le règlement indochinois. Ce qui est raisonnable.

D'autre part, s'il se passe quelque chose en Chine en ce moment, comme on le dit depuis quatre jours, Nixon risque de se trouver complètement en l'air. A moins, au contraire, que l'affrontement entre les partisans et les adversaires de son voyage se termine par la victoire des premiers. Auquel cas les choses pourraient alors se précipiter.

Kissinger a-t-il renversé Mao ? Pourquoi pas ?

Sur ces événements de Pékin, je n'exclus pas que Mao n'ait subi une nouvelle défaite politique. En fait, la Révolution Culturelle s'est terminée par un échec pour lui. Ses alliés les plus ardents ont été éliminés et les modérés, dont il n'était pas, ont repris le dessus.

On lui a sauvé la face. Mais peut-être va-t-il abandonner ses fonctions de Président du Parti, pour ne plus être que « le grand professeur. »

Il est curieux que Kissinger n'ait pas vu Mao pour s'assurer de son accord.

Il faut que je vérifie si le communiqué annonçant la visite de Nixon à Pékin parle d'une rencontre avec Mao. Peut-être y a-t-il là une clef.

17 octobre

Notre Ministre chinois n'a absolument rien dit sur l'Indochine, pas plus d'ailleurs que sur quoi que ce soit. Il s'est contenté de répéter la phrase désormais stéréotypée de Pékin : « Le problème indochinois doit être réglé par les Indochinois. » En d'autres termes : « Nous ne nous en mêlons pas. » Zelentsov, le Conseiller soviétique, prétend que les Chinois ont été repris en mains par Hanoi et que Nixon se verra prêcher à Pékin les 7 points de Madame Binh. Et de reprendre la balle dans le camp russe en déclarant que le voyage Nixon à Moscou servira à régler le conflit vietnamien !

Le discours de Phnom Penh continue d'être l'un de ces mythes de l'ère post-gaulliste auquel on ne peut toucher sans prendre figure d'iconoclaste. Quel monde étrange !

Avant l'été, Jobert dit à Alphand : « Et puis, le discours de Phnom Penh, il ne faut plus en parler ! »

Je me le tiens pour dit et dans le toast que je prépare pour Pompidou à l'occasion du déjeuner chinois, je n'en souffle mot. Là-dessus, c'est Pompidou qui, de lui-même, le rajoute, à la grande joie des Nord-Vietnamiens. D'où désolation des anti-gaullistes du type Dabernat qui, il y a quelques mois, m'expliquait qu'à l'Elysée le vent tournait et se console en écrivant que Pompidou se borne à parler des « affirmations de Phnom Penh ».

Cependant notre patient travail avec Hanoi porte ses fruits. Le nouveau délégué général est venu m'annoncer que son gouvernement était prêt à signer un protocole d'échanges culturels, à envoyer davantage de boursiers, à ouvrir un rayon de livres scientifiques français à la librairie internationale de Hanoi, à reprendre les exportations d'antracite vers la France.

Déjeuner avec Porter le 12. C'est un bon diplomate. Il est moins désabusé que Bruce et moins sommaire que Habib. Il paraît croire encore à la possibilité d'une négociation. Ce qu'il espère, c'est que le FNL propose autre chose qu'un gouvernement de coalition. Je lui ai dit qu'il fallait que de son côté Thieu propose autre chose que des élections libres sous contrôle international. C'est toujours la même chose : une fois les Américains partis, peut-on faire vivre en paix communistes et non-communistes ? Je pense que oui, mais à condition de ne pas avoir un pouvoir anti-communiste. Ceci suppose qu'à leur tour les communistes acceptent la situation réelle du Sud-Vietnam, à savoir que la population dans sa majorité ne veut pas du communisme. C'est ce que j'ai dit à Zelentsov.

Couve m'a toujours agacé avec sa conviction que le Sud-Vietnam deviendrait inévitablement communiste. Quand j'ai écrit : la Roumanie au Nord, la Yougoslavie au Sud, je ne voulais pas dire cela, car au fond je ne tiens pas la Yougoslavie pour un pays

vraiment communiste, et je pense qu'elle le sera de moins en moins. J'ai dit aussi : l'Algérie au Sud.

L'audace de notre déclaration du 1^{er} avril 1970, ce qui la distinguait vraiment du discours de Phnom Penh, c'est d'avoir écrit : « un Sud-Vietnam véritablement indépendant et neutre ». Nous avons été obligés de manœuvrer ensuite, pour rassurer Hanoi. Mais pour moi, je m'en tiens là.

20 novembre

Deux mois sans prendre de notes ! Certes les affaires de Chine et du Bengale m'ont considérablement occupé, mais je vois dans ce silence vis-à-vis de moi-même, dans cette absence de besoin de réflexion personnelle, le signe d'une certaine indifférence. En cela, je reflète l'opinion courante, ce qui n'est pas nécessairement un compliment que je m'adresse.

Mais il y a plus. En vérité je ne sais rien, ni de ce qu'on pense à Washington, ni de ce qu'on pense à Hanoi, sans parler de Moscou et de Pékin. Ici à Paris, tout le monde était parti : Xuan Thuy, Madame Binh, signe qu'il ne s'y passait rien. Porter est certes là, je l'ai invité à déjeuner. C'est un homme sérieux et compétent. Mais il n'a aucune instruction de négociateur et je sais qu'il occupe ses journées à apprendre le chinois avec la femme, chinoise, de mon collaborateur Gory. Sa seule originalité est d'avoir, aux séances du jeudi, adopté un ton polémique, calqué sur celui de « l'autre côté ». Mais il n'a pas beaucoup de talent pour ce genre. D'ailleurs à la dernière séance, il s'est enfermé dans le mutisme : « Nous avons dit ce que nous avons à dire. A vous maintenant. Je n'ajouterai plus rien. » Ceci dit, le jour où on parlera, il sera un bon interlocuteur, plus fin que Habib, moins blasé que Bruce.

A Washington, les Américains ne nous disent rien. Kissinger est muet comme une carpe, jusqu'à l'insolence. Pas un mot sur son deuxième voyage à Paris.

A Hanoi, on nous fait des sourires. Les relations sont au beau fixe. Pham Van Dong ne formule plus aucun grief à notre égard. Certes, sur le plan officiel nous nous comportons de façon irréprochable. Quand les Chinois sont venus en visite officielle, Pompidou a fait un superbe discours où il reprenait « les affirmations du discours de Phnom Penh ». Il a condamné d'un bel élan la reprise des bombardements au Nord et les élections au Sud. Mais à Hanoi l'on est assez intelligent pour savoir ce qu'en vaut l'aune. Et cette ouverture à notre égard, qui s'est traduite par l'acceptation de l'ouverture de négociations culturelles et des appels à l'aide économique et technique de la France, a d'autres raisons. J'en vois une première. Hanoi, tout en poursuivant son jeu subtil de balance entre Pékin et Moscou, s'inquiète de penser que dans leur jeu triangulaire avec Washington, les grands alliés socialistes pourraient malgré tout sacrifier ses intérêts. Du coup l'on souhaite ne pas limiter ses amitiés au camp socialiste. La France, malgré tout, demeure un pays que l'on connaît, qui a de la sympathie pour la lutte des Vietnamiens, qui peut aider. Mais j'en vois aussi une seconde. C'est à Paris, dit Hanoi, que la négociation doit s'achever, pas à Pékin ou à Moscou. Paris, bien sûr, parce que c'est là qu'est la Conférence, sans ingérence extérieure, sans « pressions des Grands », « entre quatre-yeux. » Oui, et cela ne concerne guère la France. Mais n'y a-t-il pas plus ? Quoi qu'on dise, j'ai quand même l'impression que les Vietnamiens savent qu'à un moment quelconque il faudra élargir la Conférence de Paris. Ira-t-on à une nouvelle Conférence de Genève, à Genève, selon le mécanisme classique de la co-présidence anglaise et soviétique ? Les Chinois, sans doute, n'en voudront pas. Dès lors, élargir la Conférence, à Paris, avec l'aide de la France, voire sous présidence française, pourquoi pas ? Châteaux en Espagne ? On verra bien. Ceci dit, Hanoi ne nous dit rien, mais nous sourit. Pham Van Dong qui vient d'arriver à Pékin, sans doute pour préparer la négociation, a dit à Manac'h : « Il faudra bien qu'on en finisse avec cette Conférence de Paris. » Demain je vais voir Xuan Thuy, mais je suis bien convaincu qu'aussi longtemps que la position de négociation ne sera pas arrêtée, il ne me dira rien.

Du côté chinois, l'on ne nous dit guère plus, l'on ne nous dit même rien du tout. Le Chinois Pai Hsieng Kuo, Ministre du Commerce extérieur, venu ici début octobre en grande pompe, est resté bouche cousue, sur ce sujet comme sur les autres. Sa seule remarque intéressante a été qu'en Indochine, il y avait trois nations et quatre pays, ce qui marque bien la distinction entre le Nord et le Sud. Chou En Lai vient de dire la même chose à Pietro Nenni, en précisant qu'après le retrait de leurs forces, les Américains pourraient avoir de bonnes relations tant avec le Nord qu'avec le Sud. Les Chinois n'adoptent donc pas davantage que Hanoi la thèse de la réunification immédiate. Ceci n'est pas nouveau, mais il est bon que ce soit dit aussi par les Chinois. Nous ne sommes

donc pas hérétiques en parlant de « quatre Etats. » C'est une expression que j'ai employée dans mon rapport de Février au retour de mon périple asiatique et que Pompidou désormais emploie publiquement. Certains trouvent que ce n'est pas dans la ligne du discours de Phnom Penh. Peut-être, mais qu'il soit dit, une fois pour toutes, que l'histoire ne s'arrête pas à ce discours !

Toujours du côté chinois, j'ai eu, à son passage à Paris sur le chemin de New York, une conversation assez intéressante avec Chiao Kuan Hua, le 10 novembre. Il s'est livré un peu plus qu'à l'ordinaire, mais sans sortir du plan des principes. J'en retiens quelques affirmations : le retrait américain de l'Indochine est une question plus urgente que leur retrait de Formose, car à Taïwan il n'y a pas de guerre. Si les Américains pensent qu'ils peuvent user de douceur avec nous et de force avec les Vietnamiens, ils se trompent. J'ai dit qu'une conversation entre Pékin et Washington ne devait pas se substituer à une négociation entre Washington et Hanoi, mais s'y ajouter : plein accord de mon Chinois. Je le pousse un peu sur les accords de Genève. Il fuit. Je n'arrive pas, une fois de plus, à lui faire dire s'il tient les accords pour toujours valables. Pourtant la Chine déclare approuver les sept points du GRP qui font référence aux principes des Accords de Genève. J'ai l'impression que les Chinois veulent distinguer entre les Accords et la Conférence elle-même. Mais il y a plus. « Si nous avions su que les Etats-Unis ne signeraient pas les Accords de Genève, nous n'aurions jamais dû accepter cette situation. Nous avons commis une grosse erreur. » Je réponds : « Il y a en effet deux attitudes, l'une consisterait à ce que tout le monde se détache des Accords de Genève, l'autre est d'y ramener tout le monde, y compris les Etats-Unis. Nous avons choisi la seconde. » Mon Chinois ne dit ni oui ni non et déclare seulement : « En tout cas, nous sommes d'accord sur l'essentiel : il faut que les Américains quittent totalement l'Indochine et laissent les Indochinois décider eux-mêmes de leur sort. » Cependant, une fois de plus aussi, je note chez un Chinois l'absence de toute référence à la nécessité d'un retrait très rapide, assorti d'une date. L'important est plus dans la totalité que dans la rapidité du retrait. Ceci pourrait ouvrir la voie à un calendrier étalé sur plusieurs étapes. Il faudra sonder Pékin davantage sur ce point.

Enfin du côté soviétique, c'est le néant total. J'ai lu les compte-rendus des entretiens Brejnev-Pompidou de fin octobre, ou plutôt ce que l'Elysée en a livré au Quai. Il n'y a pas un mot sur l'Indochine, ou quasi, et je doute qu'il en ait été question sérieusement. Le seul sujet asiatique traité a été l'affaire du Pakistan. Bel exemple de l'indifférence avec laquelle l'on regarde aujourd'hui l'affaire d'Indochine.

A quoi il faut ajouter que nos gens sur place ne sont guère en position de nous renseigner. Ni Folin à Saigon, ni notre Chargé d'affaires à Phnom Penh, d'où Dauge est parti depuis six mois, ne sont dans les petits papiers des hommes en place. Quant à Ross, à Vientiane, certes il est au mieux avec Souvanna, mais celui-ci ne nous dit jamais quoi que ce soit. Il est en fait dans la main des Américains et, même s'il en souffre, il est tenu au secret sur les opérations militaires.

Voilà la réalité. Elle n'a jamais été très différente, mais le Général de Gaulle faisait illusion. Il occupait le terrain. En outre il avait décidé d'embêter les Américains jusqu'à la garde au Vietnam, ce dont Pompidou n'a la moindre intention. Depuis qu'il a pris le pouvoir, il s'est convaincu, après sa première conversation avec Nixon, que celui-ci était décidé à retirer ses troupes et, dès lors, qu'il n'y avait pas lieu, ou en tout cas plus lieu de l'asticoter. En deux ans et demi, j'ai réussi à faire écrire deux lettres à Nixon, dont une seule était vraiment sérieuse au lendemain de l'affaire du Cambodge. Cet été, la seconde est partie quand j'étais en vacances et l'on n'a pas été du tout aussi loin que je l'aurais souhaité.

Et pourtant, il y a encore des gens pour croire que nous pouvons jouer un grand rôle pour mettre fin à un conflit. Et le pire, c'est que parfois je me laisse aller moi-même à le penser. Et précisément en ce moment. Et voici pourquoi !

Il me semble que, malgré toutes les occasions perdues et manquées dont la dernière était fournie par l'élection présidentielle de Saigon, les onze mois qui nous séparent de la campagne présidentielle américaine sont vitaux. Bien sûr, Nixon ne jouera pas toute sa réélection sur le Vietnam et il peut déjà présenter par rapport à Johnson un bilan positif : de 550 000 hommes en janvier 1969, l'armée américaine sera tombée à 139 000 hommes le 1^{er} février 1972. Les pertes sont très faibles. Donc la pression de l'opinion a beaucoup diminué. Néanmoins Nixon va à Pékin, puis à Moscou, d'ici sa campagne. Son jeu est gros. Certes le fait qu'il aille et ici et là renforce sa main, car il peut jouer de l'un contre l'autre. Mais pas plus à Pékin qu'à Moscou, à cause de la « solidarité » avec les Vietnamiens, l'on ne peut se permettre de lui donner un gros succès sans le lui faire payer de concessions au Vietnam. C'est là que Hanoi est fort. Logiquement Nixon doit donc

régler la facture, même si cela n'est pas strictement nécessaire. Ou alors il lui faudrait payer le gros prix ailleurs. Par exemple, donner Taiwan aux Chinois, mais il ne le peut, son opinion le lui permettrait difficilement. Ou faire des concessions sur les SALT aux Soviétiques, mais il ne peut prendre de risques. Le Vietnam offre un terrain plus facile. Voilà pourquoi le pendule devrait revenir vers la négociation. C'est d'ailleurs l'impression que j'ai depuis un mois. En outre il y a des indices. Il semble bien que Kissinger ou du moins ses collaborateurs aient rencontré Le Duc Tho à Pékin en octobre. Je l'avais d'ailleurs prévu : quand Pat Byrne m'avait annoncé le deuxième voyage de Kissinger à Pékin, je lui avais dit : « la première fois, il avait dit qu'il allait à Saigon, on l'a retrouvé à Pékin ; la seconde, il dit aller à Pékin, on le retrouvera à Hanoi. » Le fait est, qu'en Chine, il a disparu vingt-quatre heures.

Ledit Le Duc Tho va sans doute revenir à Paris. Pham Van Dong est à Pékin. Tien à Paris me tient des propos qui sentent la préparation de nouvelles propositions. Les Chinois ne vocifèrent pas outre mesure et parlent de négociations et de solution politique. Dans sa conférence de presse du 12 novembre, Nixon a plus parlé de négociation que dans les trois derniers mois. Il a laissé entendre qu'il y avait des contacts secrets. Il m'a même semblé qu'il espérait en avoir rapidement terminé. Ses propositions concernent maintenant un cessez-le-feu pour l'ensemble du Sud-Est asiatique. La campagne pour la libération des prisonniers a complètement cessé. Je ne reçois plus une seule lettre, une seule visite de femme américaine, épouse ou mère.

Et cependant, en bonne logique, la négociation devrait être plus difficile que jamais, pour la simple raison qu'à Saigon il est moins question que jamais du départ de Thieu. Or GRP et Hanoi maintiennent, en apparence, leur exigence. Peuvent-ils négocier sans perdre la face ? Ceci signifierait soit qu'ils renoncent à lier le politique au militaire et acceptent un cessez-le-feu sans changement à Saigon, soit qu'ils discutent avec Thieu. L'un comme l'autre serait un succès certain pour Nixon (à ce point j'observe qu'en ce qui nous concerne, nous ne devons pas pousser trop loin notre manie d'être plus royaliste que le roi. Même le discours de Phnom Penh ne demandait pas autre chose qu'un engagement américain de retrait. L'exclusive contre Thieu a été ajoutée par Hanoi du jour où il a vu se dessiner, avec Nixon, une réelle perspective de retrait américain. Elle est leur affaire, non la nôtre.). Mais il se peut qu'entre une possibilité d'accord en 1972 avec les Américains ou de prolongation de la guerre contre Saigon appuyé par une force résiduelle américaine, Hanoi hésite à choisir la solution à long terme. Pourtant le Professeur Roussel, qui connaît bien les gens du Nord, vient de me dire qu'il les croyait prêts à s'enterrer jusqu'au départ des Américains. Oui, et sans doute doit-il y avoir à Hanoi des durs qui plaident pour l'attente. Mais si les Américains ne partent pas ?

Or Nixon, le 12 novembre, a plus nettement que jamais agité la menace de la force résiduelle, autrement dit de la solution coréenne. Certes, celle-ci n'a de sens que si elle ne se limite pas au seul Sud-Vietnam et si Hanoi ne gagne pas la partie au Laos et au Cambodge. Mais malgré les difficultés et l'offensive communiste actuellement en cours autour de Phnom Penh, j'ai l'impression que les Américains font tout ce qu'ils peuvent pour mettre sur pied la « vietnamisation » au Laos et au Cambodge, sans y aller eux-mêmes. Les Thaïs sont au Laos, les gens de Saigon sont prêts à entrer de nouveau au Cambodge. On racole un peu partout des instructeurs pour les Khmères. Je me demande même si le coup d'Etat militaire à Bangkok n'est pas inspiré par certains services américains pour mettre en place un pouvoir fort et freiner l'ouverture vers le neutralisme esquissée par Thanat Khoman. Peut-être Souvanna Phouma va-t-il sauter à son tour à Vientiane et la droite prendre le pouvoir.

Nixon me paraît donc prêt à jouer le grand jeu. D'un côté, il offre un cessez-le-feu dans tout le Sud-Est asiatique, ce qui peut intéresser les Chinois. De l'autre il menace d'une « vietnamisation » à l'échelle du Sud-Est asiatique, c'est-à-dire d'une progressive guerre entre Asiatiques, entre la droite et la gauche, entre les militaires et les communistes. Notre devoir est clair. Il faut essayer, une fois de plus, de jouer la paix par la négociation, faire une nouvelle tentative et sonder sérieusement les uns et les autres. Si une fois de plus la négociation échoue, alors nous nous trouverons devant une autre guerre. Ce ne sera plus la « guerre de libération », les Américains seront peu à peu quasiment partis. Il ne restera plus qu'une guerre entre Asiatiques dans laquelle nous n'avons rien à faire. Nous n'avons jamais dit que nous voulions voir les communistes prendre Saigon ou les militaires prendre Hanoi. Ce n'est pas notre querelle. De Gaulle nous a engagés dans cette affaire en disant aux Américains : « partez ». Une fois ceux-ci partis, si les gens sur place continuent de se battre, qu'y pouvons-nous ? Il ne nous restera qu'à observer et compter les coups. Nous n'avons pas à prendre parti pour les uns ou les autres. Mais nous n'en sommes pas là. Les chances d'un accord négocié subsistent. A nous de

jouer ! Dès demain je vais commencer ma campagne.

Vendredi 26 novembre

J'ai donc vu Xuan Thuy lundi. Je l'ai trouvé fatigué, un peu dolent. Il revient d'Allemagne de l'Est où il a été se faire opérer. Mais il y a plus. Une certaine lassitude visible à répéter toujours les mêmes choses.

En tout cas, il maintient intégralement les positions : le point 1 (retrait) et le point 2 (abandon de Thieu) demeurent indissociables. Je pousse ma pointe sur le point 2, estimant, et il ne me contredit pas, que sur le retrait il n'y a pas de difficulté. Cela, on le sait depuis que Nixon a commencé son opération. En revanche, comme le dit Xuan Thuy lui-même, le gel est sur la question politique et c'est celle-là qu'il faut dégeler. J'observe qu'après l'occasion manquée de l'élection présidentielle cet été à Saigon, la situation y est au moins provisoirement bloquée. Thuy réplique qu'à terme elle ne l'est pas et que c'est plus la troisième force que le GRP et le Front qui sont gênés, ce qui me fait penser que les Américains ne comprennent décidément rien et laissent stupidement éliminer l'opposition non-communiste, faisant ainsi le jeu des communistes.

Je pose la question : demandez-vous l'élimination de Thieu comme un préalable ou comme une étape dans le règlement ? Thuy répond à côté, ce que je relève en riant, et je reprends autrement ma question : à supposer que Thieu, changeant de politique, accepte de négocier avec le GRP un Gouvernement de concorde nationale, ceci serait-il acceptable ? Ce n'est là qu'une hypothèse, répond Thuy.

Au point où j'en suis, je ne trouve pas la réponse trop négative.

Nous allons dire cela aux Américains, ainsi que les remarques faites à Manac'h par Pham Van Dong : « Il faut en finir avec cette conférence, nous le voulons ; vous aussi pouvez y aider. » Et encore : « Ce n'est pas la victoire que nous voulons, c'est la paix. Dites-le aux Américains. Insistez auprès d'eux. Il faut qu'ils le comprennent. Sinon, il nous faudra les bousculer. » Propos qui rejoignent ceux du Ministre chinois des Affaires Etrangères, Chi Peng Fei, à Manac'h : « Les Vietnamiens ont offert aux Américains le tapis rouge et les fleurs. S'ils n'en veulent plus, il faudra tirer le canon. »

Et Pham Van Dong d'ajouter énigmatiquement à Manac'h qu'il pense au jour où il sera à Paris.

Pour signer ? Sans doute.

Donc, si tout cela va dans le sens de la négociation, il faut s'y engager ferme et agir.

12 décembre

Pompidou est parti cet après-midi pour les Açores. Parlera-t-il de l'Indochine, qui est en passe de devenir la grande oubliée de cette fin d'année ? Les Américains s'en vont répétant partout que ce n'est plus un problème pour eux, sauf le Cambodge où ils sont bien ennuyés. Je pense que Nixon va jouer le Monsieur tout à fait sûr de lui et cherchera à convaincre Pompidou que s'il y a encore une guerre, c'est la faute de Hanoi. Et je doute fort que Pompidou attaque sur ce sujet. Dans l'équilibre de telles rencontres, on ne veut se battre que pour l'essentiel, et le dollar, voire la conférence de sécurité européenne, passent avant tout.

On verra.

D'autre part, la campagne pour prouver que « le Sud tient le coup » recommence. C'est d'ailleurs vrai et, loin de m'en désoler comme certains m'en soupçonnent, je m'en réjouis. J'ai été l'inspirateur d'une certaine déclaration du 1^{er} avril où l'on parlait d'un « Sud-Vietnam véritablement indépendant et neutre ». Ceci signifie que je ne souhaite nullement la réunification, ni la communisation du Sud. Je crains seulement que les Viets ne lâchent pas la partie aussi longtemps que les Américains ne seront pas partis et après leur départ, qu'un Gouvernement « rose » ne se sera pas installé à Saigon.

La troisième force a disparu presque complètement. Après Tran Van Don, rallié à Thieu, Au Truong Thanh qui, cet été, nous demandait de l'argent pour financer la campagne du « Grand Minh », m'a invité à déjeuner avec un membre du Consulat de Saigon. Il est complètement découragé et travaille pour les Japonais.

Si la guerre n'est pas achevée quand les Américains n'auront plus qu'une force résiduelle, l'objectif des communistes ne sera plus seulement la « libération », il sera purement et simplement la prise du pouvoir au Sud. Après avoir éliminé tout ce qui pouvait servir de tampon entre l'Armée et les Viet-Congs, les Américains et Thieu s'apercevront qu'ils ont fait le lit des communistes.

Comme j'aimerais me tromper !

Mais enfin, il y a peut-être encore un espoir de paix. Je ne peux me résoudre à l'idée qu'un jour la Conférence de Paris se séparerait sans avoir rien conclu, ou en ne laissant derrière elle que des officiers d'ordonnance. Il serait logique que Nixon dans quelques semaines fasse un nouvel effort pour aboutir.

En attendant, la guerre a éclaté en Inde. Et peut-être Nixon comprendra-t-il trop tard que c'était une raison supplémentaire de faire la paix en Indochine.

Un mot à ce propos, en ce qui nous concerne. Quand j'ai pris la Direction d'Asie, j'ai trouvé mes gens très pro-pakistanaïes. L'Inde n'avait pas bonne réputation, tandis que le Général de Gaulle paraissait apprécier ces généraux pakistanaïes, qui avaient quitté l'OTASE, courtoisèrent la Chine et étaient musulmans.

Dans la crise du Bengale, j'ai pesé de toutes mes forces pour que l'on adopte une attitude aussi « juste » que possible. J'ai fait admettre que la crise avait une origine « politique », devait recevoir une solution « politique », « avec le consentement des populations intéressées ». J'ai fait écrire à Yahya Khan par Pompidou des lettres de plus en plus pressantes, j'ai fait recevoir chaleureusement Madame Gandhi. J'ai essayé d'obtenir un peu d'argent pour les réfugiés, de faire arrêter tous les envois d'armes au Pakistan, ceci avec un demi-succès. Lors des votes au Conseil de Sécurité et à l'Assemblée Générale, j'ai recommandé l'abstention, qui a tant déçu le Pakistan.

Mais je me fais reprocher par certains d'être trop « pro-indien ». Pourtant !

Comme je le disais hier à Gabrielle, « les Indiens m'ont toujours exaspéré jusqu'au jour où j'ai rencontré des Pakistanais. »

Pendant des mois, l'Ambassadeur du Pakistan, chaque fois que je le voyais, niait purement et simplement l'existence d'un phénomène de nationalisme au Bengale. Il parlait de « ces petites choses » qui s'y passaient, déclarait que « bien sûr l'Armée, comme toute Armée, avait été obligée d'agir un peu sévèrement pour faire rentrer les choses dans l'ordre », parlait des députés de l'Awami League comme de véritables « criminels de droit commun, pillards, incendiaires ». S'il y avait des millions de réfugiés en Inde, c'était de la faute de Madame Gandhi.

Mais quand je disais parfois au Quai que l'opinion française était du côté du Bangladesh, l'on me regardait comme si ce mot d'opinion était incongru. Quand on a une politique, il ne s'agit pas de tenir compte de l'opinion. C'est tout juste si je ne suis pas un peu subversif ! Ceci dit, l'on a jusqu'ici fait tout ce que j'ai suggéré. Sauf pour arrêter tout à fait les livraisons d'armes au Pakistan. Schumann ne l'a pas obtenu de Pompidou ni de Chaban : les colonels de l'Armement crient qu'on va leur saboter leur politique d'exportation sur le monde arabe ! Joli monde ! Depuis trois mois, je suis obligé de tourner trente-six fois ma plume dans l'encrier pour trouver des formules hypocrites chaque fois qu'un parlementaire somme le Gouvernement de dire si oui ou non il arrête de livrer. Vendredi encore, au Parlement, devant Mitterrand ! J'en avais honte.

Je suis persuadé qu'autour de Pompidou il y a des gens pour penser que nous n'aurions pas dû nous abstenir sur la résolution américaine, mais voter avec les Etats-Unis et la Chine, c'est-à-dire en fait condamner l'Inde.

A vrai dire, c'est le Pakistan qu'il aurait fallu d'abord condamner pour génocide. Mais ce ne sont pas là choses qui se font à l'ONU.

Certes, il y a un expansionnisme indien et Mme Gandhi n'a pas hésité à profiter du refus de Yahya Khan de transiger avec l'Awami League. Celui-ci aurait pu s'en sortir avec l'autonomie : nous avons fait une ultime démarche vers le 20 novembre pour le lui conseiller. Il a maintenant perdu la guerre, le Bengale sera indépendant et Yahya pourra s'estimer heureux si à l'Ouest son Pakistan ne se défait pas lettre par lettre ! L'occasion était donc belle pour l'Inde d'en finir avec le voisin.

Mais pour nous Européens, quel est le problème ? Il est de veiller, autant que possible, à ce que s'instaure en Asie un certain équilibre. Or celui-ci repose sur trois grands pays : Chine, Inde, Japon. Le reste n'est que poussière. Le rêve de la Chine est d'empêcher l'Inde d'émerger à la puissance. Elle utilisait pour cela le Pakistan. Sa crainte aussi est que l'URSS ne mette la main sur l'Inde. Dans cette affaire, l'intérêt de l'Europe est que l'Inde soit une puissance forte, prospère et indépendante. Pour cela il faut, d'une part, qu'elle ne succombe pas à la conjuration sino-pakistanaïse, d'autre part, qu'elle ne soit pas vassalisée par l'URSS. Pour déjouer le premier danger, elle est tombée dans le second. A nous, Européens, de l'en sortir. Voilà pourquoi la politique anti-indienne de Nixon est idiote. Elle est d'ailleurs très critiquée.

Depuis le début du mois, voyant des signes s'accumuler de ces nouvelles « grandes manœuvres », je bombardais Schumann de notes demandant que l'on fasse savoir aux Américains « au plus haut niveau possible » que leur devoir et leur intérêt sont de négocier quand il en est encore temps pour eux. Car, dans mon esprit, ce « quand il en

est encore temps » que les Etats-Unis emploient pour menacer leurs adversaires en faisant allusion au moment où ils auront quitté le Vietnam ou, en tout cas, n'y auront plus de moyens d'action, ce « quand il en est encore temps » dans mon esprit, c'est aux Etats-Unis qu'il s'applique, car viendra un moment où Hanoi ne voudra plus négocier avec eux. Bref, l'occasion va m'être donnée par la rencontre Pompidou-Nixon du 13 décembre. Je vais essayer de bourrer mon canon de quelques bonnes fusées et de choisir les arguments propres à convaincre Pompidou de presser un peu son homme. Mais le voudra-t-il ? Je crains qu'une fois de plus il ne se laisse séduire par le : « Mais je m'en vais. Que voulez-vous de plus ? » de Nixon. Ou qu'ayant assez de sujets de friction avec Nixon grâce au dollar, à la surtaxe et à la drogue, il ne veuille s'en mettre un de plus sur les bras. On va voir.

19 décembre

Il semble s'être passé aux Açores ce qui était prévisible.

Nixon, Rogers et Kissinger ont expliqué à satiété que « le Vietnam n'était plus un problème » et qu'on se promenait au Sud comme sur l'autoroute du même nom. Pacification, vietnamisation marchaient on ne peut mieux. Il n'y avait qu'un seul problème un peu ennuyeux : le Cambodge. Même la Chine, paraît-il, est tout à fait disposée à reconnaître le régime Thieu. Ce dernier point ne m'étonne pas d'ailleurs.

Nous n'avons pas au Quai le compte-rendu des entretiens entre les deux Présidents, ce qui d'ailleurs provoque une certaine irritation. Raimond n'a rien pu me dire. Mais je doute que Pompidou ait fait une forte offensive sur le Vietnam. J'imagine que, cherchant le succès sur le dollar, il n'a pas tenté d'irriter son interlocuteur sur l'Indochine. Pas plus d'ailleurs que sur l'Inde.

Sur ce dernier sujet, il est revenu d'ailleurs trouvant, et l'on sent l'influence de Nixon, que Madame Gandhi, comme Madame Meir, « exagère » et qu'au Quai d'Orsay l'on est un peu trop « pro-indien ». Jeudi, Madame Gandhi a voulu l'appeler pour lui annoncer qu'elle annonçait le cessez-le-feu sur le front Ouest. Pompidou a fait prendre la communication par Schumann à laquelle Mme Gandhi a refusé de parler !

Pourtant, j'ai la conviction que notre abstention dans les débats au Conseil de Sécurité et même sur la résolution de l'Assemblée Générale (cette dernière critiquée, par certains Arabes, par les gens acquis à des idées du genre : il faut toujours coller au Tiers Monde, du type Roger Seydoux) a été la seule position juste. Quand j'ai vu, les 4, 5 et 6 décembre, s'ouvrir la fosse aux lions du Conseil de Sécurité et le Russe, le Chinois, l'Américain se précipiter l'un sur l'autre de façon ridicule, je me suis dit que nous n'avions rien à faire là-dedans et qu'il fallait rester sur la balustrade. Quant à « condamner l'Inde », je ne pouvais m'y résoudre. Aujourd'hui il y a plein de gens pour trouver que Madame Gandhi est allée trop loin, mais c'est facile à dire. Qu'elle ait saisi l'occasion, certes, mais elle lui était offerte par l'insondable sottise de Yahya Khan. Cet homme a littéralement mené son pays au suicide.

Quand Nixon affirme qu'un accord était en vue et que Madame Gandhi l'a empêché en agissant le 21 novembre, je m'inscris en faux. Non seulement parce que les Etats-Unis n'ont apporté aucune preuve, mais parce que nous avons des preuves contraires. Nous avons nous-mêmes effectué à Delhi et Islamabad, dans les derniers jours de novembre, deux démarches qui allaient très loin : nous demandions à Yahya Khan de négocier avec l'Awami League, de libérer Mujibur Rahman, d'accorder l'autonomie totale au Pakistan oriental, et en échange à Mme Gandhi d'accepter l'autonomie et de la faire accepter par l'Awami League. La réponse pakistanaise a été absolument négative. L'on nous a répondu que l'acceptation de nos idées ne ferait que compliquer les choses ! Et quand nous avons relaté nos démarches à Washington, à Sisco, celui-ci nous a répondu qu'il se félicitait de constater la convergence de nos efforts, mais qu'il constatait aussi leur vanité.

« Pro-indien » ou pas, je constate qu'aujourd'hui, il ne s'est en fin de compte pas trouvé une voix sérieuse pour critiquer l'attitude française ces derniers jours. Alors que notre position lors de la guerre des Six Jours, notre condamnation d'Israël, notre embargo sur les armes avaient fait hurler l'opinion, Maurice Schumann a pu se présenter jeudi devant la Commission des Affaires Etrangères, relater toutes nos démarches, répondre à dix questions, sans qu'au fond il y ait eu critique et contestation. Tout au plus nous demandait-on de certains côtés de reconnaître le Bangladesh sans tarder, ce qui serait aller trop vite en besogne. Hier Malraux a écrit une lettre ouverte à Nixon. Qu'aurait-ce été s'il l'avait écrite à Pompidou ? Je ne regrette rien de ce que j'ai fait dire à celui-ci quand Mme Gandhi est venue. Tous ceux qui reviennent de l'Inde disent que l'abstention française a suscité une formidable sympathie pour nous. Il faut en profiter, discrètement. Quant au

Bangladesh, il n'en sera pas moins un Etat musulman, et important, avec lequel nous serons en bons termes. Tout cela ne me paraît pas si mauvais pour les intérêts français. Au fond de moi, je ne suis pas mécontent que nous n'ayons pas voté une résolution qui ne demandait que le cessez-le-feu et le retrait, sans règlement politique. Cela sentait trop la « condamnation » du type israélien !

La Chine a perdu la face. Elle a été incapable de faire gagner son client qu'elle a laissé tomber. L'URSS a gagné. Elle a soutenu son client jusqu'au bout. Pour les Asiatiques, qui sont des gens réalistes et se préoccupent peu du droit, de la raison ou de la justice, le résultat est clair. Si j'étais Pham Van Dong, je m'interrogerais sur la réalité de l'appui chinois. On a dit un peu trop vite qu'en Asie l'Union Soviétique ne comptait plus. La fascination de la Chine a aveuglé tout un public, au premier rang duquel M. Kissinger. Les Russes ont encore des moyens et ils viennent de le montrer.

Quels effets cet échec aura-t-il sur la politique chinoise ? Sur le pouvoir, déjà en crise avec l'élimination de Lin Biao ? Chou En Lai va-t-il s'en trouver atteint ? La Chine va-t-elle cultiver la vengeance, relancer tous les mouvements révolutionnaires ?

La vraie structure de l'Asie apparaît : Chine, Japon, Inde en sont les trois puissances. Lénine d'ailleurs l'avait vu. Depuis trois ans, depuis que j'ai pris cette Direction d'Asie, je n'ai cessé de penser que le véritable équilibre de l'Asie devait reposer sur ces trois puissances. Il faut qu'elles s'admettent. En l'occurrence, il faut que la Chine admette l'Inde.

Lorsque Madame Gandhi est passée par Paris, elle nous a demandé de faire un sondage auprès des Chinois : elle était prête à envoyer à Pékin un émissaire de haut rang pour parler des relations entre les deux pays à la condition qu'il soit reçu par Chou En Lai. Le lendemain de son départ, Chiao Kuang Hua passait par Paris, se rendant à New York. Je lui ai transmis le message dont il a pris note, sans aucun commentaire. Il n'y a jamais eu de réponse, mais quelques jours plus tard, dans cette brève période qui a séparé le voyage de Mme Gandhi et l'ouverture des hostilités, j'ai cru percevoir quelques signes de Pékin vers Delhi. Il ne me paraît nullement évident que la Chine, comme le pense Manac'h, va relancer la révolution et cesse de « traiter avec les Etats ».

Cette école de pensée pro-chinoise, qu'incarnent des hommes comme Manac'h ou le journaliste Decornoy, sans doute Couve, mais il est plus intelligent qu'eux, m'irrite. La France n'a pas à être désolée si la Chine subit un échec, elle n'a pas à réagir en Asie qu'en fonction des réactions chinoises. Voilà qu'au ciel bleu des relations franco-chinoises passe un nuage parce que nous avons osé ne pas suivre la Chine à l'ONU et ne pas condamner l'Inde, nous voici aussitôt traités, ainsi que les Anglais, de « munichois » par la presse de Pékin ! La belle affaire. Que la Chine veuille embrigader le monde contre l'Inde ou contre le Japon, ce n'est pas notre affaire. La Chine doit apprendre à respecter les autres en Asie comme l'URSS en Europe. Sur ce dernier point se conclut l'article que je viens de donner à « Preuves », sous le titre : « un, deux, trois, quatre... cinq ».

Ceci dit, il faut que Madame Gandhi retire ses troupes le plus vite possible et que le Bangladesh vole de ses propres ailes. L'URSS va l'y aider. Mais précisément, et je n'ai cessé de le penser depuis le début de la crise, il ne faut pas laisser l'Inde en tête-à-tête avec l'URSS. Les Etats-Unis viennent en quelques jours de saborder l'énorme influence qu'ils avaient acquise en Inde, bien légèrement. Certains Américains intelligents en sont désespérés. Kissinger ne pense plus qu'à la Chine. Mais il est devenu furieux parce que Madame Gandhi n'a pas obéi à ses injonctions, tout comme de Gaulle qui avait dit aux Israéliens : « Ne faites pas la guerre. » Il y a cependant des situations où certains Etats ne peuvent attendre que les Grands se soient mis d'accord entre eux. Kissinger a voulu être le « deus ex-machina » de la paix. Madame Gandhi a dit à Geoffroy Dechaume qu'en juillet, allant à Pékin, Kissinger lui avait demandé d'attendre deux mois. « J'ai attendu plus de quatre mois. En novembre, je suis allée à Washington. Les Américains n'avaient rien obtenu de Yahya. J'étais assise sur un volcan. Je ne pouvais plus attendre. »

Ne le pouvait-elle vraiment plus ? C'est le reproche qu'on lui fait. Mais l'Inde est une démocratie. Si Madame Gandhi s'était résignée à attendre encore, elle aurait sans doute perdu le pouvoir au profit d'éléments nationalistes. Aujourd'hui, elle a donné à l'Inde un sentiment de puissance, qui certes peut être dangereux. Mais c'était peut-être ce qu'il fallait à ce peuple pour acquérir confiance en lui. L'Inde va peut-être éviter de tourner au communisme.

Pourquoi toute l'Asie devrait-elle appartenir à la Chine ?

Il faut certes que la Chine existe, qu'elle se sente en sécurité, qu'elle se développe. Mais il faut aussi qu'elle soit contenue, sans être pour autant encerclée. URSS, Japon, Inde ne se coaliseront pas contre elle si elle est sage. Si elle ne l'est pas, si elle veut étendre sa « révolution », ce sera une autre histoire.

Et voilà pourquoi il faut aussi que le Sud-Est asiatique s'organise. Il en prend le chemin. En novembre, cinq gouvernements ont publié un appel à la neutralisation de la région : Thaïlande, Malaisie, Singapour, Indonésie, Philippines. Nous ne pouvons qu'approuver. La différence fondamentale entre Couve et moi, si je puis me permettre cette comparaison, est qu'il est persuadé que ces peuples sont voués au communisme. Je ne le sens pas. Il pense que ces peuples ne peuvent connaître d'autre alternative que la corruption pro-américaine ou le collectivisme maoïste. Mais Mao est par terre, la Révolution Culturelle a échoué, elle n'intéresse personne en Asie, et il peut y avoir autre chose que l'imperium du dollar.

26 décembre

Ou Bill Porter est un mufle, ou il est un imbécile. Je parierais plutôt pour la muflerie. Je l'invite à déjeuner en octobre, puis n'entends plus parler de lui. Début décembre, je me décide à le réinviter. Il me fait répondre qu'il accepte, mais que cette fois c'est son tour de m'inviter (ce qui n'était pas mufle). Il me propose un jour entre d'autres. Je choisis. La veille, il fait téléphoner qu'il y a conférence des Ambassadeurs américains en Europe, se décommande et propose de renvoyer à huitaine, le 13 décembre. J'accepte. Le 12, il se décommande et, cette fois, sans façon, faisant dire qu'il me proposerait un autre jour. Nous sommes le 26 et je n'ai plus entendu parler de lui.

A la Conférence, il a décidé d'employer la manière forte. Il a pris le ton acerbe, ironique, agressif d'abord. Puis il a décommandé une séance, puis deux. Le pire, c'est que ça a réussi. Les autres ont fini par accepter sa date, le 30 décembre. Mais j'aimerais qu'ils lui passent un savon.

D'ailleurs le ton monte en Indochine. Les bombardements du Nord ont repris. Mais la DCA, les MIG 21, les missiles soviétiques mènent la vie dure à l'aviation américaine. Les Lao-Thaïs ont perdu la plaine des Jarres en 48 heures sous une formidable poussée. On a beau être habitué au jeu laotien, certains se demandent jusqu'où les « Viets » vont aller. Les Soviétiques me paraissent décidés à utiliser à fond la méfiance de Hanoi vis-à-vis de Pékin depuis le ping-pong. Ils arment à fond les Nordistes. Ils veulent leur montrer que l'aide chinoise n'est rien. La perte de face des Chinois au Pakistan les sert formidablement. Les gros bras sont à Moscou, tandis que Mao sourit à Nixon. Hanoi ne pardonne guère à Pékin de recevoir Nixon aussi longtemps que la guerre dure. Bien sûr, Pékin reçoit aussi Pham Van Dong et le rassure.

Burchett a dit à Manac'h que, de son entretien avec Kissinger en octobre, il avait retiré l'impression que celui-ci voulait encore négocier, mais que les 7 points du GRP l'ennuyaient. Il voulait quelque chose de plus intelligent.

Hanoi a dû se faire semoncer par le GRP pour avoir accepté que Berne et Helsinki établissent simultanément des Ambassades au Nord et au Sud. Il y a eu revirement brutal. A bon entendeur, salut, Messieurs les Français !

J'avoue avoir pensé à suggérer qu'on suive l'exemple, mais pas tout de suite. Mon idée était de maintenir le gel jusqu'aux élections américaines. Si à ce moment la Conférence était moribonde, si Thieu tenait toujours, si la guerre était « éteinte », on aurait pu tenter le coup. Mais rentrons dans notre coquille !

Pourtant Saigon multiplie les avances. On a envoyé à Paris le vieillissant Tran Van Do, ancien Ministre de Diem et Ky. Entrevue avec Xuan Thuy : échec total. Thuy a maintenu sans faiblesse l'exclusive contre Thieu. Pham Dang Lam m'a fait déjeuner avec lui pour me sonder sur nos intentions vis-à-vis de Hanoi.

Aux Açores Kissinger s'est dit convaincu que la Chine était prête à ne pas s'occuper de Thieu et se suffisait du départ des forces américaines. C'est bien possible, mais ce n'est pas apparemment l'avis de Hanoi. L'indice est néanmoins intéressant et confirmerait que Pékin ne s'intéresse pas tant à l'établissement de gouvernements communistes. Son principal souci est le désengagement américain. Peut-être Pékin pense-t-il que Hanoi dominerait le Sud, comme l'Inde le Bangladesh, et que la puissance dominante à Hanoi c'est l'URSS.

Maurice Schumann est vraiment le meilleur des hommes, mais il est trop impulsif. Il faudrait sans cesse qu'il y ait près de lui quelqu'un pour le retenir de réagir trop vite.

J.B. Raimond m'a rassuré. Pompidou ne nous reproche pas notre maniement dans l'affaire indienne. Mais il a le sentiment, paraît-il, qu'en novembre Madame Gandhi l'a roulé.

Pourtant je suis témoin qu'elle avait honnêtement prévenu son monde. Si rien ne se passe à son retour, elle devrait agir. Elle a tenu parole. Et ses gens avaient également prévenu qu'il y aurait veto russe au Conseil de Sécurité.

Les Chinois nous font-ils déjà grise mine ? Toujours est-il que Chiao Kuang Hua, arrivé ce

matin de New York et qui devait voir Schumann demain matin, vient de se décommander. Pourtant, c'était après nos votes à l'ONU qu'il avait accepté notre invitation. Quelques jours plus tard, il changeait d'avis, se décommandait. Puis il acceptait le rendez-vous in extremis pour demain, après avoir repoussé son arrivée du jeudi au samedi. Bizarre attitude, mais qui s'explique, peut-être, par le fait qu'il ne veut pas parler en ce moment. Je serais étonné que soudain Pékin, qui ne cessait de nous couvrir de fleurs, ainsi que les Anglais, se sépare soudain de nous.

Yahya Khan paie ses fautes. On l'a vidé. Va-t-on relâcher Mujibur Rahman ?

L'armée indienne n'est pas entrée à Dacca comme les Soviétiques à Prague et il n'y avait personne à libérer dans les déserts du Sinaï. Ce qui signifie que l'entrée des forces indiennes à Dacca n'est pas une occupation.

Pleven vient de me citer l'échange de propos Nixon-Pompidou dont je n'avais eu qu'un écho indirect, mais que Pompidou avait relaté au Conseil. Donc Pompidou : « Madame Gandhi, en somme c'est une autre Madame Meir – Oui, mais bien plus dangereuse, parce qu'elle n'en a pas l'air. »

Ceci dit, Pleven trouve absurde l'attitude de Nixon vis-à-vis de l'Inde et quand j'ai demandé si Pompidou partageait ce sentiment, il m'a dit que oui. Tant mieux !

28 décembre

Schumann, auquel j'ai posé très franchement la question, m'affirme, et j'ai tout lieu de le croire, qu'aux Açores ni Nixon, ni Kissinger, ni Rogers (qu'il a d'ailleurs trouvé très « faucon ») n'ont fait la moindre allusion à des négociations secrètes avec Hanoi. Tout au plus, Kissinger a-t-il laissé entendre que ses conversations avec Chou En Lai sur l'Indochine avaient été poussées assez loin.

D'autre part, Schumann m'a confirmé que ni Pompidou, ni lui, (« je dois le dire ») n'ont entrepris sérieusement leurs interlocuteurs sur l'Indochine. La priorité était ailleurs. Mais je lui ai montré la nécessité de ne pas laisser s'accréditer l'idée que nous nous désintéressons du Vietnam. Il en est d'accord. D'où ce matin-même, à la suite d'une visite de Vo Van Sung, un communiqué déplorant la reprise des bombardements. D'où des instructions prochaines à Lucet lui demandant de tenter d'avoir de Kissinger ou de Rogers des explications sur leur attitude vis-à-vis de la négociation, sur celle de Porter, sur leurs intentions réelles. Nul ne se fait d'illusions, mais nous devons pouvoir montrer à Hanoi qu'à tout le moins nous ne nous satisfaisons pas de la situation actuelle.

« Nixon, dit Schumann, est un homme qui ne négocie pas. C'est pour cela qu'il aimait tant de Gaulle. » J'ai beaucoup apprécié. C'est à ces mots qu'on sent « l'ouverture ».

ANNEE 1972

9 janvier

Nixon déclare que le meilleur moyen de ramener les Américains prisonniers au Nord, c'est de maintenir des troupes américaines au Sud et de poursuivre les bombardements. Je suis probablement stupide, mais j'aurais pensé juste le contraire, à savoir que le meilleur moyen de ramener les prisonniers, c'était de rapatrier toutes les troupes et d'arrêter les bombardements.

23 janvier

J'ai passé un bon moment il y a une dizaine de jours. Zelentsov, le Conseiller soviétique, m'avait invité à déjeuner en tête-à-tête, preuve qu'il voulait me parler sérieusement. Du Vietnam sans doute. C'était juste après l'attaque de Marchais contre le « glissement » vers l'atlantisme de Pompidou.

Je me suis hasardé à demander à Z. si l'Ambassadeur russe reprenait à son compte les accusations du PC Il n'a pas répondu oui, mais a été loin de répondre non. Bien plus, il a dit qu'on pouvait effectivement trouver dans les propos tenus par Pompidou le 4 janvier aux journalistes de quoi surprendre. « Il faudrait condamner plus énergiquement la politique américaine. »

(Les accusations de Marchais étaient, à mon avis, très justifiées. Pompidou déclarait que les bombardements américains étaient « préventifs », ce qui est la terminologie du Pentagone, et il paraissait, crime majeur, accorder à la rencontre Nixon-Chou En Lai de

Pékin une vertu majeure).

De cette conversation, je fais une petite note. Tempête chez Beaumarchais et Alphand qui s'indignent que j'aie osé soulever devant un étranger « une affaire intérieure française ». J'avais commis une véritable « indignité nationale ».

La vérité, c'est qu'ils étaient furieux de ma contestation. Voulant se persuader que Marchais n'obéissait qu'à des motifs de politique intérieure et électorale, ils se voyaient démontrer le contraire : Moscou était à tout le moins d'accord !

Dans l'avion de Tokyo, j'en parle à Schumann qui l'a pris tout autrement. « Peut-être n'auriez-vous pas dû poser la question, mais je suis ravi d'avoir eu la réponse ! »

J'ai raconté cela à Roger Seydoux en passant par Moscou vendredi. Il en était tout attristé, le pauvre !

Je constate qu'en tout cas ni à Moscou, ni à Paris, pas un Soviétique depuis 15 jours n'est venu dire que Brejnev ne partageait pas l'opinion de Marchais.

Quoi qu'il en soit, l'on a voulu réagir et j'ai préparé pour la Conférence de Presse de Schumann à Tokyo, un texte on ne peut plus orthodoxe, condamnant les bombardements, l'extension des hostilités, la vietnamisation. Il n'y manquait que le discours de Phnom Penh, par intention, sachant qu'à l'Élysée « on n'aime pas le citer trop souvent », du moins dixit Jobert. Mais Schumann n'a pas résisté et a rajouté « les paroles prophétiques ».

Tout ce qui rappelle que de Gaulle a pu être un prophète agace, paraît-il, Pompidou. Ceci dit, si l'on va au fond des choses, il est certain que Pompidou ne se donne aucun mal pour prendre une position énergique sur le Vietnam. Je ne sais ce qu'il pense au fond de lui de la politique de Nixon, mais je le soupçonne de l'admirer. Il m'a toujours paru trouver que le retrait des troupes américaines, tel que pratiqué par Nixon, était ce qu'il pouvait faire de mieux. Se retirer doucement de la guerre, sans fracas, autrement dit tirer son épingle du jeu est assez dans le style de Pompidou.

Mais de temps en temps il lui faut bien se réveiller, pousser des grands cris, quand en se retirant, les Américains font des dégâts, au Laos, au Cambodge. La sincérité n'en est pas toujours évidente.

Alors les gens de Hanoi s'interrogent. Où est le vrai Pompidou ? Et ils s'en tirent en faisant eux-mêmes des déclarations ambiguës sur notre propre attitude. Cependant, comme ils ont besoin d'amis, ils ne gémissent pas trop.

Autre épisode nous concernant : la Conférence internationale de Versailles, petit congrès progressiste destiné à condamner la politique américaine. Depuis deux mois, Washington fait grand tapage et nous harcèle de pressions pour que nous l'interdisions, à Versailles du moins. Ils nous accusent, en la tolérant, de manquer à la neutralité. Finalement, nous avons laissé faire.

Mais le plus intéressant, c'est que les Américains sont surtout irrités à cause de la date choisie.

31 janvier

Vo Van Sung est chez Schumann. Il lit un papier qui, si je comprends bien, est d'abord une protestation contre la publicité donnée aux entretiens secrets. Cette publication n'est d'ailleurs pas complète. Il y a des éléments manquants, « encore plus négatifs ». Les Américains ont « falsifié ». Cette « manœuvre » crée de « nouveaux obstacles ».

Il ne s'agit pas d'un « plan de paix », dit-il, mais d'un plan pour continuer la vietnamisation, condamnée par vous, Monsieur le Ministre.

Le 11 octobre, Kissinger a demandé un entretien pour le 1^{er} novembre. Hanoi a accepté pour le 20 novembre. Mais Le Duc Tho est tombé malade le 17 et le 19 Hanoi a proposé que Kissinger voie Xuan Thuy le 20. Mais Washington a annulé la rencontre.

Contrairement à ce que dit Nixon, ce n'est donc pas Hanoi qui l'a annulée.

Du coup Hanoi va publier son plan en neuf points du 26 juin, les 7 points du GRP, les 8 points in extenso des Américains, plus les messages échangés au sujet de la rencontre du 20 novembre.

Schumann répond. Il se réfère aux propos de Pompidou à Fort-Lamy. Le mot de Phnom Penh revient tout le temps. Il s'efforce de montrer toute la différence qui existe entre le discours Nixon et celui de Phnom Penh. Certes, il y a un certain progrès sur la question du retrait et celle de l'autorité politique. Mais « nous sommes encore loin » du compte. « Le chemin vers Phnom Penh est loin d'être parcouru », mais deux pas ont été faits dans la bonne direction.

Que signifie la manœuvre Nixon, dit Schumann qui vient de lire pratiquement le papier que je lui ai fait ? La fin de la négociation, ou plutôt le maintien, malgré les apparences, de la possibilité de négocier secrètement ?

Sung déclare vouloir apporter deux idées. Pour faire la paix, il faut un retrait total, avec les bases et tout le reste. Il faut aussi le départ de Thieu. Le plan Nixon est « inacceptable ».

Je sais bien, dit Schumann, que ce plan est inacceptable. Mais la question est de savoir si les éléments nouveaux qu'il contient vont pouvoir permettre de poursuivre les entretiens. Maintenant, répond Sung, je ne sais pas ce que nous allons faire, après cette publication par les Américains.

30 janvier – 1^{er} février

C'est dans la soirée du 25 chez Isham, l'adjoint de Porter, que j'ai appris que Nixon allait faire un nouveau discours. Rien ne le laissait prévoir. Il avait parlé au début du mois et il était logique de penser qu'avant le voyage à Pékin il ne ferait pas de nouvelle déclaration. Pourquoi cette décision soudaine ? Porter et Pham Dong Lam avaient été brusquement convoqués à Washington et Saigon. Qu'y avait-il eu de nouveau ?

Cinq jours plus tard, je n'ai toujours pas trouvé de réponse satisfaisante.

En révélant brusquement et maintenant trente mois de négociations secrètes, et un nouveau plan proposé trois mois plus tôt, Nixon met incontestablement l'opinion de son côté. Mais pourquoi fin janvier ? Il y a une explication de caractère électoral : la proximité des élections primaires. Mais il aurait suffi de retoucher le discours de début janvier annonçant un nouveau retrait. Il y a aussi une explication de caractère militaire : la proximité possible d'une nouvelle offensive nord-vietnamienne. Il fallait alors démontrer que l'on était allé jusqu'au bout des propositions possibles et par conséquent rejeter à l'avance sur Hanoi la responsabilité de l'échec et de la reprise des hostilités. Cette deuxième explication me paraît plus valable, car il semble effectivement que l'offensive adverse a commencé.

Certains diront aussi qu'en faisant toutes ces révélations, en rendant publiques les négociations secrètes, Nixon a voulu préparer l'opinion à une rupture définitive de la négociation, ne laissant plus d'issue qu'à la vietnamisation. Désormais Washington, après avoir fait la preuve de sa bonne volonté, se retirerait de la négociation et laisserait Hanoi en tête-à-tête avec Saigon. A eux de se débrouiller ! Mais comment Nixon pourrait-il prendre le risque, en pleine année électorale, d'interrompre la négociation ? Une fois émoussé le choc en sa faveur, l'opinion américaine et mondiale va de nouveau exiger un effort pour qu'il mette fin diplomatiquement à la guerre. Elle ne va pas se satisfaire d'un retrait progressif et lent, au cours duquel inévitablement les forces américaines vont continuer à subir des pertes et à se trouver engagés dans la bataille. D'autre part, une telle rupture rendrait impossible avant de nombreuses années le retour des prisonniers. Nixon peut-il renoncer à paraître chercher par tous les moyens leur libération ? Ce serait un trop beau thème pour l'opposition. Dire : « J'ai fait tout mon possible, maintenant je m'en vais et tant pis pour les prisonniers » me paraît indéfendable, si dur que soit Nixon. Dans ces conditions, j'en arrive à la conclusion que ces propositions sont tout à la fois sincères et tactiques. Tactiques, parce qu'elles visent à mettre l'opinion de son côté dans un moment où l'affaire du Vietnam, contrairement à ce que l'on a dit, revient au premier plan de l'attention aux Etats-Unis. Sincères parce qu'elles traduisent incontestablement un effort pour tenter de rapprocher les positions.

Comment ? L'essentiel, à mon avis, est dans l'inclusion d'une solution politique qui, sans aller aussi loin que le souhaite l'adversaire, constitue néanmoins une novation. Démission de Thieu, voilà, je crois, ce que les gens vont retenir. Nixon propose que Thieu démissionne. Ou bien encore : pour qu'il y ait la paix, il faut que Thieu démissionne. Il me semble qu'avoir proposé cela une semaine après la réélection de Thieu, c'est quand même assez culotté. Nixon l'a-t-il fait avec le consentement de Thieu ? C'est possible, mais j'ai le sentiment qu'à Saigon il y a une certaine stupeur. Le mythe de l'intangibilité de Thieu est ébranlé. Thieu est mis en question. Après l'avoir placé sur orbite il y a quatre ans, les Américains ne sont-ils pas insensiblement en train de le faire rentrer dans l'atmosphère ? Il se peut, bien sûr, que je m'illusionne complètement, que tout ceci ne soit que manœuvres et camouflages, que Nixon ne paraisse prendre de risque que pour mieux n'en courir aucun. Néanmoins, je trouve que, pour la première fois, Washington esquisse un mouvement de lâchage de Thieu.

Quand on examine ce texte américain, il est clair que ceux qui l'ont rédigé ne l'ont pas fait simplement pour impressionner la galerie et donner le change, mais pour essayer de déclencher le vrai processus de la négociation. Certes l'on est loin du compte. Mais il y a un certain progrès. Le retrait est cette fois total avec une date, ou plutôt un délai limite. Il est également presque unilatéral. Mais il ne s'agit pas d'une déclaration unilatérale de

retrait total, type discours de Phnom Penh. La proposition de retrait total reste insérée dans un ensemble de conditions. En soi il n'y a là rien de définitivement inacceptable pour Hanoi. Mais ce sont les conditions politiques qui demeurent insuffisantes. Car si Thieu est mis en question, le plan américain le laisse toutefois en place pratiquement jusqu'au bout du processus.

Je n'arrive pas à savoir exactement ce que Schumann savait au sujet de ces rencontres. Il feint d'avoir tout su. Je lui ai quand même fait admettre qu'il ne connaissait pas celle du 12 juillet. Or sur ce point, j'avoue être un peu amer. J'avais supplié « nos gens » de me dire si, revenant de Pékin, Kissinger allait rencontrer Le Duc Tho, ce qui me paraissait essentiel. L'on m'a tenu au courant de contacts, mais l'on ne m'a jamais parlé d'une rencontre Kissinger-Tho. L'ignorait-on ? Je le pense.

Mon impression est qu'après s'être aperçu que d'autres que Pompidou et Schumann en étaient informés, et notamment que Lucet était au courant, Kissinger a demandé à Pompidou le plus strict secret. Un mécanisme simple a été mis au point. Kissinger prévenait, sans doute par Walters, Jobert ou quelqu'un de la présidence, qu'il arriverait tel jour à telle heure sur tel terrain militaire, et c'était tout.

Je pense que Pompidou savait l'existence de tous ces voyages et deux ou trois personnes, mais je ne pense pas qu'il en ait informé Schumann à chaque fois. En revanche, je ne crois pas que Pompidou ait été tenu informé de la teneur des conversations. C'est du moins ce qu'il a dit à Schumann. Celui-ci prétend même que Pompidou, auquel il aurait montré la déclaration qu'il allait faire à Tokyo contre la vietnamisation, et que j'avais préparée, l'aurait approuvée en disant : « Après tout, puisque les Américains ne nous tiennent au courant de rien, tant pis pour eux. » Schumann est d'ailleurs conscient que cette déclaration, très anti-américaine, peut paraître bizarre, venant de quelqu'un qui aurait dû être informé de l'existence des négociations secrètes. Il l'admet d'ailleurs, car il m'a dit samedi matin, à son retour d'Afrique, que s'il avait connu l'existence non seulement des rencontres, mais aussi des propositions américaines, il n'aurait pas fait sa déclaration. Je lui ai dit que je ne la lui aurais pas proposée ! Au reste il se peut bien en effet que Pompidou ait été irrité du silence de Nixon. Beaumarchais qui a lu à l'Elysée (Alphand et lui ont été les seuls autorisés à les lire, mais non autorisés à dire qu'ils les avaient lus) les compte-rendus des Açores dit n'avoir trouvé qu'une allusion à l'affaire. Nixon aurait dit : « Nous avons fait des propositions par la voie que vous connaissez, et nous espérons avoir la réponse avant le 31 décembre. » Il n'y a rien de plus ! D'une certaine façon, j'admire la discrétion de Pompidou. Sans doute a-t-il pensé qu'il s'attirait là un certain crédit dont il pourrait user en d'autres circonstances.

Mais tout ceci explique mieux à mon avis les « faiblesses » de Pompidou à l'égard de Nixon. Sachant qu'il se passait quelque chose, qu'il y avait des contacts, sans savoir exactement quoi, faisant le métier de l'entremetteuse obligeante sans participer aux plaisirs de la rencontre, il lui était difficile de condamner Nixon ouvertement. Il laissait faire Schumann. On comprend mieux l'émotion du Département d'Etat par exemple sur l'affaire de la Conférence de Versailles, et la relative indifférence de Nixon. Pompidou lui rendait par ailleurs d'assez bons services.

La question, maintenant, est de savoir si les contacts vont continuer. J'ai posé la question à Xuan Thuy hier après-midi. L'essentiel est qu'il ne m'a pas répondu non. Je le crois d'ailleurs gêné, car en fait il apparaît clairement que Kissinger n'a pas voulu venir à la rencontre du 20 novembre pour le rencontrer seul. C'était Le Duc Tho ou rien. Il m'a dit que s'il n'était pas allé voir Schumann le matin et n'assistait pas à la conférence de presse l'après-midi, mais me recevait à Choisy, c'est qu'il était souffrant. Il ne le paraissait guère pourtant.

3 février

Voici donc la reconstitution de la chronologie :

Le 31 mai, Kissinger propose un règlement militaire séparé : retrait total dans un délai déterminé contre un cessez-le-feu général et une libération des prisonniers. Refus de Hanoi qui exige l'inclusion d'un règlement politique. A la séance du 26 juin, Hanoi propose un règlement global en 9 points. Mais le 2 juillet, le GRP publie son plan en 7 points. Hésitation américaine, dit Kissinger. Quel est le bon plan : le public ou le privé ? Auquel répondre ? L'ennui est que, pendant des mois, le monde entier (et nous par la même occasion) accuse Washington de ne pas répondre au plan en 7 points alors qu'en fait la négociation secrète continue, et qu'en août Washington propose un plan en 8 points qui accepte l'inclusion du règlement politique et répond, à un point près, celui concernant les

réparations, aux 9 points adverses. D'août à octobre, la négociation se poursuit sur ces deux plans. Sur 6, dit Kissinger, l'on n'est pas loin d'un accord et l'espoir américain est d'arriver bientôt à un accord suffisant pour que l'on puisse revenir à la Conférence « publique » et nommer des groupes de travail. Puis c'est l'arrêt avec le non-retour de Le Duc Tho en novembre.

Pourquoi Kissinger refuse-t-il de poursuivre avec Xuan Thuy ? Par réalisme, parce que Xuan Thuy n'a pas l'autorité nécessaire, parce que 5 réunions avec lui seul n'ont rien donné ? Ou par orgueil de Kissinger qui estime ne pas être de son rang ?

Mais aussi, pourquoi Hanoi n'a-t-il pas renvoyé Le Duc Tho, une fois celui-ci guéri ? Or c'est un fait que Le Duc Tho devait venir. Il avait demandé à Susini son visa, puis il s'est décommandé. Que s'est-il passé ? Entre la réunion d'octobre et celle prévue pour le 20 novembre, il y a eu le deuxième voyage de Kissinger à Pékin. Cela me semble la seule explication valable. Faut-il en conclure que Hanoi a décidé de ne pas négocier aussi longtemps que Nixon n'aurait pas été à Pékin ? En constatant (il me faut vérifier les dates) que le voyage Nixon était annoncé pour Février, c'est-à-dire sensiblement plus tôt que prévu, Hanoi a-t-il voulu marquer qu'il n'entendait pas négocier simplement pour la raison que Nixon allait à Pékin, qu'il ne s'y sentait pas obligé par cette raison, qu'il voulait garder toute son indépendance ? Les Russes n'ont-ils pas cherché à dissuader Hanoi de poursuivre la négociation secrète, afin que les Chinois ne puissent se targuer d'avoir fait avancer une négociation qui, par ailleurs, avait avancé indépendamment d'eux ?

Je ne cesse de penser que la rivalité sino-soviétique pour s'assurer le contrôle de « la gauche indochinoise » est devenu un élément singulièrement perturbateur qui complique la conclusion d'un règlement. Moscou et Pékin craignent également une paix conclue sous l'égide de l'autre.

Voici maintenant qu'au Cambodge l'on nous parle d'un troisième Gouvernement qui s'installerait à Siem Reap et serait contrôlé par les Khmers rouges antisihanoukistes, avec l'aide des Nord-Vietnamiens. Les éléments sihanoukistes et vietcongs ont été brutalement évincés. L'on a également parlé de pourparlers entre Hanoi et Phnom Penh favorisés par les Soviétiques. J'apprends également que le projet de conférence au sommet indochinoise, qui devait avoir lieu à Hanoi précisément pendant la visite Nixon, est annulé. Sihanouk ira malgré tout à Hanoi, mais sans conférence. Ne serait-ce pas parce qu'on ne tient pas à « sacrifier » Sihanouk et son GRNK comme seul interlocuteur valable Khmer ? Il me semble qu'il y a de plus en plus d'eau dans le gaz. Moscou n'a jamais avalé que Sihanouk se mette autant entre les mains des Chinois. Il n'en a que pour Mao, ce qui exaspère les Russes. Il se compare à de Gaulle à Londres, mais les relations du Général avec Churchill étaient exécrables !

Gaston Rueff vitupère contre notre politique : nous devrions reconnaître Thieu, avoir une Ambassade à Saigon quitte à en avoir une à Hanoi. Pourquoi envoyons-nous Broglie à Hanoi et personne à Saigon ? Pourquoi avons-nous rappelé Dauge de Phnom Penh ? Thanat Khoman nous reproche de faire une politique entièrement centrée sur le Nord-Vietnam. C'est absurde !

Il faut dire à tous ces gens ceci : nous ne faisons pas une politique uniquement fondée sur l'hypothèse que le Nord est le seul « cheval gagnant » et que seul le Nord existe. En ce sens, nous ne croyons pas que toute l'Indochine doive devenir communiste sous l'égide du Nord. (Je pourrais ajouter : c'est d'ailleurs là que je diffère du Général et de Couve qui étaient persuadés que tout le Vietnam tomberait aux mains du Nord et serait communiste). Nous croyons qu'un Sud-Vietnam « véritablement indépendant et neutre » est possible. Nous l'avons dit par notre déclaration du 1^{er} avril 1970 et ceci signifie que la réunification n'est pas pour demain. Mais nous ne pensons pas que le pouvoir ait encore été dévolu au Sud, de la même façon qu'il l'est au Nord. Il y a une guerre civile dont l'issue n'est pas certaine. Nous voudrions bien avoir avec le Sud une politique aussi active qu'avec le Nord, peut-être même plus active. Mais nous n'avons pas au Sud d'interlocuteur valable. Il nous faut attendre. Lorsque nous en aurons un, l'on verra alors que nous n'entendons pas privilégier particulièrement le Nord, mais le traiter sur un principe d'égalité avec les trois autres Etats d'Indochine. Lorsqu'il existe à nos yeux un pouvoir représentatif, comme par exemple encore aujourd'hui au Laos avec Souvanna Phouma (malgré certaines réserves), comme hier au Cambodge avant le coup d'Etat, l'on voit bien que la politique française est active, et même souvent orientée vers la consolidation de ces Etats contre les ambitions que pourrait éventuellement nourrir à leur encontre le Nord-Vietnam.

7 février

Incompréhensible attitude de Porter avec moi : il persiste à refuser toute invitation. Son

adjoint Isham, pourtant un vieil ami, demeure mystérieux. Y a-t-il des instructions venues de la Maison Blanche ?

Schumann a Kissinger dans le nez. Je le soupçonne de trouver que l'autre le snobe et ne veut plus parler qu'aux grands de ce monde.

Avant d'aller en Chine, Nixon a demandé à Malraux de venir le voir. L'autre a accepté ! Pourtant les Chinois ne font aucun cas de Malraux. Jamais ils n'en parlent. Son nom ne suscite aucun écho. C'est comme s'il n'était jamais venu en Chine. Pierre Mendès-France m'en faisait encore la remarque à son retour de Pékin. Autre mystère. Est-ce les « Anti-Mémoires » qui ont déplu ?

Même Manac'h trouve qu'il y a des « points positifs » dans le discours Nixon.

Pompidou demande, après ce discours, une « nouvelle approche du problème vietnamien ».

Tien est venu ce matin présenter à Schumann les nouvelles propositions du GRP. Il a insisté sur leur souplesse et ne s'est pratiquement livré à aucune critique de la position américaine. Il a souligné deux points : d'abord on ne fixe plus de date, on demande aux Américains d'en proposer une (ce qui revient au même, car on a toujours su que la date était négociable) ; ensuite on accepte de discuter avec l'administration actuelle de Saigon, à la double condition que Thieu s'en aille et qu'elle change de politique (ce qui revient également au même, mais constitue là aussi une présentation plus souple).

Le vrai progrès sera accompli le jour où le GRP acceptera de discuter directement avec cette administration, sans Thieu, certes, mais sans exiger au préalable qu'elle procède à une démobilisation politique totale avant d'avoir négocié quelque chose comme un gouvernement de coalition.

8 février

Lorsque Rogers, dans son face à face télévisé avec Xuan Thuy, déclare qu'à aucun moment Hanoi n'a offert un règlement militaire et un règlement politique distincts, je pense qu'il a raison. Pour ma part, je n'ai jamais pu obtenir de Xuan Thuy une réponse claire sur ce point. Il a toujours souligné le lien. Ou alors, si les Etats-Unis avaient vraiment voulu une solution militaire laissant en place tout le système politique à Saigon, ils auraient dû signer un accord équivalent à une capitulation totale, à une paix séparée et à une trahison vis-à-vis de Saigon, chose qu'aucun Président des Etats-Unis ne saurait accepter.

Quand il dit qu'Hanoi utilise les prisonniers comme otages politiques, c'est subjectivement vrai, mais qui ne comprend Hanoi ? Les Etats-Unis continuent de bombarder le Nord !

Quand il dit que « ce n'est pas le régime de Saigon que nous soutenons, mais que nous soutenons le peuple vietnamien pour qu'il puisse décider de son propre avenir », il confirme ce que laissent bien entendre les dernières déclarations de Nixon et Kissinger : Washington a commencé de se désolidariser du « régime » Thieu. La distinction entre « le régime de Saigon » et « le peuple vietnamien » est significative à cet égard. Nixon lâche Thieu, comme il lâche Tchong Kai Chek. Le voyage à Pékin devient l'impératif majeur. Il apparaît clairement qu'il n'est pas besoin de négocier à Pékin sur l'Indochine : Nixon a agi avant d'y aller.

11 février

Aucune jolie femme ne peut servir d'excuse à l'imprécision. Soyons donc précis.

Sainteny, à déjeuner, me raconte le début des contacts secrets entre Kissinger et les Viets.

Tout d'abord, avant Nixon, Johnson lui avait dépêché Harriman qui lui avait demandé de favoriser les contacts avec les autres. Sainteny avait été voir de Gaulle qui l'avait envoyé sur les roses. « Ils sont dans la m... qu'ils y restent ! » Les envoyés de Harriman qui attendaient quasi dans l'antichambre étaient repartis penauds. Bohlen, alors Ambassadeur qui avait instruction de doubler la démarche de Sainteny par une demande formelle, n'avait même pas réussi à se faire recevoir.

En juillet 1969, Sainteny passait par Washington. Kissinger lui avait demandé d'organiser un contact. Il avait accepté. La rencontre avait eu lieu le 4 août dans son appartement rue de Rivoli. Du côté Viêt : Xuan Thuy, Mai Van Bo, et du côté américain, Kissinger, le Général Walters et un autre, mais personne de la délégation à la Conférence. Sainteny, après les avoir mis en présence, était monté à l'étage supérieur, déclarant qu'il les laissait s'arranger et ne voulait rien savoir. Ensuite il avait été prévenir Schumann, puis Pompidou qui, encore frais émoulu de l'école gaullienne, avait bougonné. Il n'avait plus

jamais servi de contact.

Son dernier entretien avec Kissinger remonte à mai à Washington. C'est alors, dit-il, que fidèle à sa vieille théorie que le conflit ne pouvait se résoudre qu'à Pékin, il avait poussé les Américains à regarder du côté de la Chine. D'où le voyage Nixon à Pékin, ce qui me paraît un peu simpliste.

Selon Sainteny, Tran Van Huu s'est vu offrir par Xuan Thuy la présidence du gouvernement de « concorde nationale ».

Ledit Tran Van Huu m'a téléphoné hier pour m'inviter au Têt mardi. Il prétend que « beaucoup de choses se passent », ce qui est évident.

Ho Thong Minh fête aussi le Têt.

Le GRP parle de plus en plus des milieux de l'émigration en France.

Tout le monde dit qu'avec le retrait américain, l'heure de la France sonne.

C'est le moment que choisit Porter, enfin rencontré dans une réception, pour me dire, d'un air guilleret : « Nous quittons le Vietnam. If the other side doesn't want to play ball, all right, we'll soon be out ! Ils ne peuvent s'attendre à ce que nous restions éternellement à la Conférence. Nous avons déjà assez abusé de l'hospitalité de nos amis français. »

Je lui ai demandé comment M. Nixon, s'il quittait la Conférence, récupérerait ses prisonniers. Cela ne l'a pas troublé. Le pire, c'est qu'il a peut-être raison !

J'ai communiqué à Isham cet après-midi l'essentiel des 3 entretiens Schumann – Vo Van Sung, Schuman-Tien, moi-Xuan Thuy, persuadé que cela ne l'intéresserait nullement. Mais il a paru, tout au contraire, intéressé. Curieux !

La remarque de Thuy : « Les Américains avaient promis de ne pas exercer de pressions publiques sur les négociations secrètes », notamment, l'a arrêté. Washington aurait-il mauvaise conscience ? Il est certain que Nixon a pris un risque. On dit que Kissinger y était opposé. Le fait est que Pham Van Dong paraît furieux.

Je me demande si la publication n'a pas placé en outre Hanoi dans une position délicate vis-à-vis de ses alliés. Peut-être ne les avait-il pas informés ? Sihanouk, par exemple, était-il au courant ?

Les Russes feignent d'avoir tout su. Dobrynine affirme que le Département d'Etat l'informait de chaque voyage de Kissinger et aussi de ses résultats.

Pour moi, je suis un peu vexé de ne pas avoir été informé de la rencontre du 12 juillet.

J'étais si sûr qu'il n'y avait rien eu que j'ai dit un peu partout que je regrettais l'absence de rencontre au retour de Kissinger de Pékin. Sulzberger l'a même dit dans un article ! A moins que les gens n'aient pensé que je jouais double jeu !

Je sais que sur un papier, après le discours de Nixon, papier qui était une lettre de Ho Thong Minh au Président de la République, Pompidou a écrit : « Périmé. Il faut songer à une nouvelle approche du problème vietnamien. » Le « périmé » s'appliquait à la suggestion de son correspondant. Le reste était destiné au Quai d'Orsay et valait instruction de réfléchir. Aussi Raimond l'a-t-il transmise au Cabinet qui, bizarrement, ne me l'a pas transmise et persiste à feindre de n'avoir pas compris les choses ainsi. Aussi vais-je, sur l'invite de Raimond, faire du « spontanéisme. »

Cependant Schumann, après avoir reçu Achille-Fould et Grailly, retour de Hanoi avec Jean de Broglie, a rédigé une dépêche « autorisée », sans m'en parler, disant qu'il fallait toujours rester fidèle aux principes de Phnom Penh, mais qu'il fallait aussi les « actualiser ».

Le lien entre la note élyséenne et le communiqué schumannesque me paraît évident. Néanmoins, j'ai demandé à Alphand de prier le Ministre de donner une exégèse. Elle est revenue sous la forme la plus obscure : la France n'entend nullement modifier sa politique, elle confirme les principes, mais il faut les adapter à la situation actuelle.

Que signifie tout ce petit jeu ? Sans doute que Pompidou en a marre du discours et de toute cette rhétorique creuse, qu'il pense que la situation a changé, qu'il y a maintenant moins de 100 000 Américains au Vietnam et qu'en conséquence on ne peut pas répéter en 1972 tout à fait la même chose qu'en 1966. Ceci me paraît juste, mais dangereux si l'actualisation mène à la révision. Je sens néanmoins ce qu'il est possible de faire.

13 février

Je crois que Porter a raison de s'interroger sur la signification des différences assez sensibles entre le plan secret de Hanoi présenté à Kissinger le 26 juin et le plan public de Madame Binh du 1^{er} juillet. Et d'abord pourquoi, cinq jours après cette initiative secrète, avoir fait présenter par le GRP un plan public qui, comme Kissinger l'a déclaré, ne pouvait que l'amener à se demander lequel était le bon et jeter le doute dans son esprit ? A moins que Hanoi n'ait pas « fait présenter » ce plan par le GRP et que celui-ci ait pris une initiative autonome ? Mais il serait curieux que les Américains, qui ont toujours affiché de

considérer le GRP comme une simple marionnette de Hanoi, tout d'un coup lui reconnaissent une certaine indépendance.

Je crois qu'il faut replacer tout cela dans le contexte du moment qui était celui de l'élection présidentielle à Saigon. Hanoi a voulu voir si les Américains seraient prêts à se débarrasser de Thieu à cette occasion et ils ont fait une offre qui pouvait les y inciter. Le plan de Hanoi va plus loin que celui du GRP sur plusieurs points : 1) Dans les clauses militaires : le mot « date limite » n'est pas prononcé ; il ne distingue pas entre deux cessez-le-feu, l'un entre Américains et Vietnamiens, l'autre entre Vietnamiens ; il parle de surveillance internationale des accords. 2) Dans les clauses politiques : il ne parle pas de Gouvernement de coalition et dit seulement qu'il faudra un règlement entre le GRP et la nouvelle administration à Saigon ; il est plus indochinois que le plan du GRP, parle du Laos et du Cambodge ; il ne parle ni de réunification, ni de partition provisoire.

J'ai peine à croire à des divergences. En proposant par le GRP un plan public, Hanoi a voulu mettre la pression maxima sur les Américains du point de vue de l'opinion internationale et vietnamienne. Mais certaines propositions ne pouvaient être rendues publiques, soit qu'elles intéressent d'autres pays (Laos et Cambodge), soit qu'elles aillent peut-être trop loin ou à l'encontre de certaines positions chinoises.

Il y a dans les propositions américaines un aspect qui m'avait échappé et qui est tout à la fois subtil et important. Les Américains distinguent entre un accord de principe dont la mise en œuvre pourrait commencer, au moins sur certains plans, tout de suite et qui fixerait le délai pendant lequel un accord général serait négocié, et l'accord général qui prévoirait un nouveau délai à l'issue duquel le processus total serait terminé. C'est une combinaison de la tactique de Mendès-France à Genève : la négociation doit être achevée dans les six mois, mais assortie de la possibilité de commencer sans attendre le retrait des forces et la libération des prisonniers, et des Accords de Genève eux-mêmes prévoyant un certain délai pour l'exécution des clauses militaires et politiques. Quant au cessez-le-feu, il pourrait intervenir à n'importe quel moment de la première étape. Une chose serait sûre en tout cas, m'a dit Isham, c'est que le retrait total américain serait achevé quand les élections auraient lieu.

24 février

Voici qui jette une bonne lumière sur la psychologie des gens de Hanoi. Giap a dit le 23 février devant quelques diplomates : « Nixon se trompe s'il pense que sa présence à Pékin facilitera le règlement du conflit. Notre victoire, car nous serons victorieux, j'en ai la certitude, ne viendra pas du Nord. Si nous ne pouvons l'obtenir à Paris, alors nous l'aurons au Sud, sur les champs de bataille. Nous sommes prêts à continuer la lutte le temps qu'il faudra. »

C'est donc bien en termes de victoire, au besoin par une solution militaire, que Hanoi pose le problème. Voilà qui n'est guère « dans l'esprit de Phnom Penh », à moins que celui-ci ne soit interprété et ne doive l'être de façon unilatérale : les Américains ne peuvent pas et ne doivent pas rechercher une solution militaire ni une victoire, mais de Hanoi cela serait toléré.

La vérité est que le Général devait penser ainsi : si les Américains ne se retirent pas volontairement, ils seront vaincus et de toute façon le Nord gagnera.

19 mars

Le temps m'a manqué depuis un mois : préparation du voyage en Indonésie et Malaisie et surtout de la Conférence des Ambassadeurs à Djakarta.

25 mars

Il me manque encore. Mais du moins ai-je l'impression d'avoir avancé un peu.

Le mieux, pour rentrer dans le fond des choses, est de partir de cette conversation que j'ai eue hier avec Bill Sullivan, de passage à Paris. (Pourquoi d'ailleurs ? Je sais bien qu'il a une fille en France, mais chaque fois qu'un Américain de ce secteur bouge, je me mets à renifler comme un vieux chien de chasse).

Bill a levé un coin du voile sur les entretiens de Nixon à Pékin. Qu'ils aient porté sur l'Indochine, cela, il l'a confirmé. Et, d'ailleurs, nul n'en doutait. Mais il en est sorti certaines indications sur la position chinoise à l'égard du problème.

Pour Washington, donc, la Chine adopte une position assez modérée sur l'Indochine. Elle se prononce pour l'existence de quatre pays. (Nous disons, quant à nous, quatre Etats. Et

le fait de le dire maintenant tout haut depuis quelques mois a causé une petite révolution. J'avais employé l'expression dans mon rapport au retour de mon voyage de janvier 71 en Asie. Pompidou et Schumann l'ont reprise. Elle est dans la ligne de la déclaration du 1^{er} avril 1970 : nous sommes pour la création d'un Sud-Vietnam véritablement indépendant et neutre).

Par ailleurs, Washington a l'impression que la Chine s'inquiète, d'une part, de l'emprise de l'URSS sur Hanoi, et d'autre part, des ambitions de Hanoi sur le reste de la péninsule. En d'autres termes, la Chine ne veut pas de la création d'une Indochine dominée, à travers le Nord-Vietnam, par l'URSS. (Cette analyse rejoint exactement la nôtre. Il est clair que, depuis le ping-pong sino-américain du début 71, l'URSS a lancé une gigantesque contre-offensive en Asie : OPA sur l'Inde et le Bangladesh, OPA sur le Nord-Vietnam. Moscou a voulu empêcher que la guerre d'Indochine soit réglée entre Chinois et Américains et a tout fait pour semer la méfiance anti-chinoise dans l'esprit des Vietnamiens, en même temps qu'elle leur donnait par d'intenses livraisons d'armements les moyens de résister à toute pression et d'attendre).

Politiquement, d'autre part, et Bill s'interroge aussi sur ce point, la question se pose de savoir si Moscou est derrière le projet de Fédération indochinoise récemment ressuscité par Hanoi (Pham Van Dong en a parlé à Jean de Broglie). L'on a en effet le sentiment que les Soviétiques ne sont guère favorables au thème de la neutralité et craignent qu'il ne serve surtout les intérêts de la Chine : celle-ci se placerait en protectrice des indépendances nationales des petits Etats indochinois, Laos, Cambodge et Sud-Vietnam, face à l'expansionnisme du Nord.

Mais jusqu'où Pékin peut-il aller ? Peut-il aller jusqu'à dire aux Américains : « partez, mais je ne me battra pas pour que Thieu parte aussi. » Sullivan dit que la Chine souhaite que les Américains ne partent pas trop vite. J'ajoute : « et pas trop loin, à cause du Japon ».

Bref, j'en déduis que Nixon est revenu convaincu que les Chinois ne lui mèneront pas la vie trop dure à cause de l'Indochine. Je demande s'il est exact, comme je le pense, que Nixon leur a demandé de diminuer leur aide à Hanoi. Sullivan confirme, mais ajoute qu'il n'y a pas eu de réponse positive.

Va-t-on demander la même chose à Moscou ? Oui, dit-il. Mais sur ce point l'on se demande ce que l'URSS va faire. Va-t-elle continuer à soutenir indéfiniment Hanoi, à lui envoyer tout cet équipement très coûteux ? Le soutien russe va-t-il durer à ce prix pendant très longtemps ? Le sommet de Moscou peut-il aboutir à une réduction de l'aide soviétique ? La question est posée, mais l'on n'est pas sûr d'obtenir quoi que ce soit. Sullivan convient qu'en fin de compte il faut négocier avec Hanoi. Il confirme que Washington préfère la négociation.

Je demande : « Mais que voulez-vous négocier ? Pendant longtemps, vous avez cherché à négocier un accord purement militaire, laissant de côté le règlement politique. Vous constatez qu'Hanoi refuse. Alors, allez-vous vous décider à négocier aussi un règlement politique ? »

Sullivan me répond : « Certes, nous préfererions un accord purement militaire. Pour cela, il suffirait que Hanoi nous rende nos prisonniers. Mais puisqu'ils ne veulent pas, nous avons produit un plan qui porte aussi sur les questions politiques. »

Je demande si ce plan n'a été produit que pour amuser la galerie ou si Washington accepte vraiment de négocier un règlement politique. Sullivan répond que Washington y est certes prêt, mais que, pour cela, il doit négocier avec Thieu.

Je sens que la position sur ce point n'a pas changé. L'on sent toujours la même méfiance. Le dernier plan du GRP n'est pas considéré comme positif. Sullivan dit qu'il aboutirait à une « reddition. » Je conteste ce mot de « sell out ». Il le reprend, mais n'admet pas que ce plan puisse conduire à une solution équilibrée. Il continue de soupçonner Hanoi de vouloir renverser tout le système. Ses réticences sur des solutions de neutralité subsistent. Il n'y croit guère. Il parle toujours du Parti Lao Dong, de sa doctrine, de ses ambitions. Il est clair que sur ce point fondamental nous n'avons pas la même optique. Je lui explique, une fois de plus, qu'à mon avis le Nord n'en est plus à vouloir « gagner à la table de conférence ce qu'il n'a pas gagné sur le champ de bataille. » Il sait qu'il ne peut communiser le Sud. Mais il veut y établir un système qui, définitivement, ne lui soit pas hostile. Pour cela, il faut non seulement que les Américains partent, mais que Thieu parte aussi. Il ne met pas toutefois comme prix à la paix leur remplacement par une équipe communiste. Je crois à la possibilité de stabiliser l'Indochine par une coexistence entre le Nord socialiste et trois Etats non-socialistes, à condition qu'ils soient vraiment indépendants et dirigés par des équipes très « ouvertes. » Sinon la guerre continuera pendant des années encore, et il n'est pas sûr qu'en fin de compte les équipes actuelles

ne s'effondreront pas. J'explique aussi que cette politique, qui est la nôtre, n'aboutit nullement à laisser le Nord dominer toute la péninsule.

Je me sens d'autant plus fort pour souligner ce point que j'ai maintenant l'assurance d'être approuvé par Pompidou. Avant de quitter Paris pour Djakarta, j'avais rédigé une longue note retraçant notre politique vis-à-vis de l'Indochine, montrant que parfois nos positions ont été interprétées comme trop favorables à Hanoi et surtout comme impliquant que pour nous le Sud devait fatalement être absorbé par le Nord. Il fallait adopter une politique plus équilibrée. Nous devons certes continuer d'insister auprès des Américains pour qu'ils évacuent l'Indochine, mais il devait être clair pour tous que notre politique ne visait pas à laisser Hanoi dominer ses voisins. Au retour de Djakarta, Lipkovski a dit cela devant le Conseil et Pompidou l'a hautement approuvé.

J'ai l'impression d'avoir été bien compris. Ma crainte était qu'en suggérant cette inflexion de notre politique le mouvement n'aille trop loin et que l'on passe à une position « pro-Saigon » et « pro-Thieu », comme certains le suggèrent, en répétant : « De Gaulle s'est trompé, le Sud ne s'effondre pas, le Viet-Cong a perdu la partie », ce qui n'est qu'à moitié vrai. De Gaulle avait raison de dire que les Américains ne pouvaient gagner la guerre et qu'ils devaient partir, mais il était persuadé qu'après leur départ le Sud s'effondrerait. Or, ils partent et l'effondrement est loin d'être une certitude.

Mais Pompidou n'est pas allé aussi loin et il a, par exemple, engueulé Giscard pour ses atermoiements dans l'aide au Nord-Vietnam, signe qu'il a compris la nécessité de développer les relations avec Hanoi.

Néanmoins il y a une nette correction du tir dans notre position. Nous avons eu l'occasion avec Lipkovski de le montrer à Anthony Royle il y a deux jours. Il nous a dit : « Vous avez changé », ce que je ne conteste pas. Mais je lui ai montré que nous n'avions pas autant changé qu'il l'espérait en lui disant : « La différence entre vous et nous, c'est que vous soutenez les régimes de Thieu et Lon Nol ; pas nous. » Et c'est, en effet, toute la différence. Nous ne considérons pas que ces régimes soient vraiment indépendants et qu'ils doivent être les régimes de demain en Indochine.

Et les négociations ? La Conférence de Paris bat de l'aile. Les Américains veulent en changer la méthode et rompre avec les séances du jeudi telles qu'on les pratique depuis trois ans. Ils ne veulent plus se réunir que si l'on a quelque chose de « sérieux » à dire et sur un sujet déterminé. J'ai demandé si c'était une façon d'enterrer la Conférence.

Sullivan s'est récrié. J'ai demandé si c'était au contraire un moyen pour tenter d'aboutir à une sorte d'ordre du jour. Il m'a dit que c'était prématuré. Mais j'ai senti qu'il avait l'idée en tête. Ne pourrait-on suggérer la constitution de groupes de travail, un par sujet : par exemple les questions militaires, les questions politiques, l'avenir du Vietnam ? Peut-être devrions-nous prendre une initiative en ce sens ?

Quant aux négociations secrètes, j'en ai à peine parlé à Sullivan. Je ne puis, en effet, lui dire ce que je sais, ne sachant s'il le sait. A savoir que Vo Van Sung est venu il y a deux semaines informer Schumann que de nouveaux contacts allaient se produire. A mon dernier entretien avec lui, il m'a dit que l'on discutait encore sur la date, sans doute vers le 20 avril. Mais il a souligné que si les bombardements américains continuaient, il pourrait bien y avoir des difficultés. Une date avait été fixée, le 20 mars et Le Duc Tho devait revenir. Mais la poursuite des bombardements avait amené Hanoi à ajourner. Je me demande vraiment si c'est la vraie raison.

J'ai néanmoins parlé des bombardements à Sullivan. Il a répliqué en parlant des infiltrations. Il y avait maintenant huit divisions du Nord au Sud. Elles n'avaient pas attaqué. Pourquoi ? C'était un mystère. Il ne restait plus que 4 à 5 semaines de saison sèche. Alors ?

Quoi qu'il en soit, c'est de nouveau l'atmosphère des grandes manœuvres. Madame Binh est rentrée hier à Paris. Ce cher ange apporte-t-il une colombe ?

27 mars

Chou En Lai selon Sihanouk ne croit pas à une paix proche. « Dans trois ans tout au plus vous remporterez la victoire. » Il aurait dit à Nixon, toujours selon Sihanouk : « La tension ne peut baisser si vous ne quittez pas l'Indochine. »

Le Ministre des Affaires Etrangères de Hanoi a donné de l'Indochine de demain la définition suivante : « Une péninsule de liberté et de paix englobant des Etats véritablement indépendants et souverains, vivant côte à côte en parfaite harmonie et respect mutuel, chacun dans la voie qui lui est propre. »

C'est un langage convenable. Mais, d'une part il y manque la neutralité, de l'autre y a-t-il trois ou quatre Etats ?

28 mars

Tran Van Huu me dit que Xuan Thuy lui avait récemment rendu visite. Il le trouve disposé à la paix, mais intransigeant sur le départ de Thieu. Hanoi ne négociera pas avec lui. Huu me confirme que le Nord lui a proposé de prendre la tête d'un Gouvernement de concorde, il y a déjà un certain temps. Xuan Thuy a de bons contacts avec lui. En revanche, le Front le voit moins souvent, seulement dans les grandes occasions. J'ai trouvé Huu assez critique du Front. « Il fait peur. Les Vietnamiens du Sud le craignent. » Je ne puis que l'approuver : le Front devrait donner plus de crédibilité à sa position en faveur de la neutralité.

Comment, me demande Huu ? Je suggère que le Front dise : j'accepte de discuter avec Saigon, à la seule condition que Thieu s'en aille. Or actuellement le Front pose d'autres conditions qui équivalent à une véritable démobilisation préalable de Saigon. Pourquoi ne pas entamer dès le départ de Thieu des conversations pour la formation d'un Gouvernement de concorde nationale ?

Huu va revoir Thuy prochainement.

Pourquoi, ai-je dit aussi, ne pas commencer à parler de la composition de ce Gouvernement ? L'on s'en tient à des idées générales : trois tendances. Mais quid de la répartition des portefeuilles, de l'Armée, de la Police ? Par exemple, si Huu prenait le Gouvernement, comment le composerait-il lui-même ?

2 avril

Lorsque Porter, il y a une dizaine de jours, a déclaré que désormais les Etats-Unis ne siègeraient plus à la Conférence aussi longtemps que l'autre côté n'aurait pas quelque chose de sérieux à dire, cela ne m'a pas autrement surpris. Car je me souvenais des propos qu'il m'avait tenus lors de la seule conversation que nous avons eue depuis le début de l'année et qui se résumait à ceci : « Nous n'allons pas siéger indéfiniment à la Conférence si les autres ne veulent pas y négocier ; nous allons retirer tout à fait nos troupes et le jour viendra où nous n'aurons plus de raison de siéger. » Décision déjà prise ou chantage ? Je dirais plutôt : orientation prise et chantage.

La nouvelle escalade vis-à-vis de la Conférence était donc dans la ligne.

Ceci dit, nous savions par ailleurs que les préparatifs habituels étaient faits pour une nouvelle rencontre. Vo Van Sung était venu en parler à Schumann. Celui-ci m'avait informé par ailleurs de ce qu'il avait appris de l'Élysée. Il y avait apparemment discussion sur la date, qui paraissait se situer entre le 15 et le 25 avril.

La question se posait dès lors de savoir si la décision annoncée par Porter et prise par Nixon lui-même, selon ce dernier, allait entraîner ou non la suspension des rencontres secrètes. Xuan Thuy est venu nous donner la réponse jeudi 30. Après qu'il ait remis la déclaration de son Gouvernement protestant contre le « sabotage » américain de la Conférence, Schumann lui posa franchement la question : « Nous savons, par vous et par ailleurs, qu'une rencontre avec M. Kissinger devait avoir lieu prochainement. Sera-t-elle maintenue ? » La réponse fut qu'il y avait un lien entre le public et le privé, qu'on ne pouvait voir les Américains dans la coulisse si on ne les voyait aussi sur la scène, que lui-même Xuan Thuy et Le Duc Tho ne pouvaient justifier leur présence à Paris si l'on ne se voyait à Kléber. Voilà qui est clair. Xuan Thuy va-t-il quitter pour autant Paris ? Ainsi que Madame Binh qui vient à peine d'y revenir ?

Apparemment, elle n'a rien dans sa poche. Mais elle est quand même revenue.

Dès lors pourquoi Nixon a-t-il pris cette décision ? A-t-il pensé que cela n'affecterait pas les entretiens privés ? Mais c'était un risque évident. Ou désormais se moque-t-il vraiment de toute négociation ? Estime-t-il qu'il a établi avec Pékin un contact suffisant pour ne plus avoir besoin d'une négociation ? A-t-il trouvé chez les Chinois assez de « compréhension » ?

Sullivan dit et répète que les Chinois ont laissé entendre aux Américains : « Partez, certes, mais pas trop vite. » Comme s'ils craignaient que leur départ ne crée un vide dans lequel s'engouffre quelqu'un. Ce quelqu'un ne pouvant être que le Russe, par la personne interposée des gens de Hanoi.

Or ceux-ci viennent, enfin, de déclencher leur offensive. Elle paraît marquer des points. Jusqu'où iront-ils ? Vont-ils démontrer le succès de la vietnamisation ou son échec ? De toute évidence ils prennent un grand risque. Les Russes les ont fortement équipés. Le fait significatif est que l'offensive se déclenche avant le sommet de Moscou et qu'elle ne s'était pas déclenchée avant celui de Pékin. Tout se passe comme si l'URSS avait dit à

ses amis de Hanoi : « Allez-y, mettez Nixon en posture difficile ; quand il viendra à Moscou, je me charge du reste, il lui faudra bien négocier. »
Bref, les enchères montent. Hanoi cherche-t-il même à créer une atmosphère de Diên Biên Phu ? Nixon imperturbablement continue de retirer ses troupes. Veut-il montrer que rien ne le détournera de son cours ? Et le montrer autant à Thieu qu'à Hanoi ? Lui aussi prend des risques considérables. Si la vietnamisation craque maintenant, son affaire s'effondre. Elle n'a de sens que si la vietnamisation dure après le retrait américain.

9 avril

J'ai terminé la note faite mardi 4 pour le Conseil du lendemain en disant que Hanoi, Moscou et Washington, les uns en déclenchant l'offensive, l'autre en laissant se créer les conditions les incitant à la déclencher, prenaient de grands risques.

Si l'offensive échoue, c'est-à-dire si elle n'entraîne pas en un point quelconque un véritable effondrement des Sud-Vietnamiens, la crédibilité d'une victoire militaire du Nord disparaîtra complètement. Certes, le Nord pourra toujours dire que c'est l'aviation américaine qui l'a empêché de gagner. Mais comme l'aviation précisément peut rester dans la région pendant très longtemps, les perspectives d'une victoire auront encore reculé. Hanoi devra choisir entre une négociation pour laquelle il aura affaibli sa position et une guerre très longue dont l'issue demeure de plus en plus incertaine pour lui. Nixon aura moins de raison que jamais de trouver une solution politique au Sud. Thieu sera consolidé.

Si l'offensive marque des points majeurs, par exemple si Hué tombe, ou bien si plusieurs provinces sont perdues pour Saigon sans espoir de reconquête, si le GRP peut y installer un semblant de pouvoir, la vietnamisation aura fait long feu. Nixon ne pourra plus brandir cette option comme il le fait depuis trois ans. Sa position de négociation sera très affaiblie. A Moscou où il sera dans six semaines, Brejnev en profitera. Electoralement il sera en mauvaise posture, alors qu'il pouvait espérer passer aisément.

Le mieux serait donc que l'affaire se termine par un léger gain du Nord, suffisant pour avoir montré que la vietnamisation demeure précaire, insuffisant pour l'avoir vraiment mise en échec.

Quoi qu'il en soit, il est clair que la population du Sud, au dixième jour de l'offensive, ne se soulève pas contre le régime de Thieu. Là où les troupes communistes arrivent, elle s'enfuit. Là où il ne se passe rien, elle attend.

Cette attitude démontre à nouveau ce que je crois avoir compris depuis deux ans, mais que, assez intoxiqué par toutes les analyses traditionnelles du Quai d'Orsay, j'ai mis un peu de temps à bien saisir, disons six mois à un an, en 1969 : la population du Sud ne veut pas du communisme ; à tout prendre elle préfère Thieu et la guerre, à la paix, mais avec le communisme. S'il n'en était pas ainsi, pourquoi ne se rallierait-elle pas en masse au Viet-Cong ? Rien ne serait plus facile pour ces paysans.

Certes, les choses peuvent de nouveau changer si les communistes font preuve d'une véritable supériorité. L'opportunisme et la crainte des représailles l'emporteront. Mais ce ne sera nullement de cœur.

En fait, depuis que l'offensive du Têt de 1968 a échoué, depuis que les Américains se retirent, cette guerre a cessé d'être une guerre de libération, une guerre populaire. C'est bien là qu'est le danger. Plus les Américains se retirent sans qu'il y ait négociation, plus l'objectif de la libération perd de sa signification. Pourquoi, dès lors, combattent les dirigeants de Hanoi et du Viet-Cong ? Pour mettre le Général Minh, les bouddhistes, les neutralistes de Saigon au pouvoir ? Ce serait beaucoup leur demander.

La vérité est simple : le seul marché possible est le retrait total américain contre un véritable changement politique au Sud. Hanoi n'acceptera de négocier ce changement que s'il a l'impression de ne pas pouvoir l'obtenir sur le champ de bataille. Il faut donc le décourager de l'obtenir militairement. Mais comment l'en décourager s'il a la perspective de pouvoir profiter du retrait américain pour battre l'armée de Saigon ? C'est là que Nixon a pris un risque considérable en décidant ce retrait sans le négocier.

Quand Mendès-France a voulu faire la paix, il a dit : « Si vous ne négociez pas, je renvoie des troupes », et il l'aurait fait. Mais Nixon a dit : « Si vous ne négociez pas, je retire mes troupes. » Il se privait d'un atout fantastique. Il eût fallu alors qu'il fasse une véritable ouverture politique qui amène Hanoi à estimer qu'il n'était pas nécessaire d'attendre que le retrait américain soit suffisamment avancé. Mais Nixon n'a pas fait une ouverture suffisante et a continué à soutenir Thieu.

Cela dit, si l'offensive, encore une fois, échoue, c'est-à-dire si Hanoi est obligé de replier ses divisions dans ses sanctuaires au Nord de la zone démilitarisée ou au Cambodge, ce

sera tant pis pour lui.

Le 7, le Chargé d'affaires de Hanoi est venu remettre à Alphand la déclaration de son Gouvernement, protestant contre la reprise des bombardements américains au Nord du 17^{ème} parallèle et demandant à la France d'user de son influence auprès de Washington pour la faire cesser. Alphand a mis le disque de Phnom Penh, sans grande nuance, apparemment, car à sa sortie le Chargé d'affaires a pu faire des déclarations qui témoignent d'un accueil favorable.

Dans le même temps, le Ministre Conseiller américain était chez Beaumarchais et lui demandait, en rappelant qu'en son temps M. Pompidou avait déploré une extension des hostilités (il s'agissait de l'offensive « alliée » au Laos), si nous ne comptons pas condamner l'offensive nordiste.

Nous voici, encore une fois, dans l'embarras. Si nous avons été objectifs, nous aurions dû, le premier jour, « déplorer » l'offensive de Hanoi, et le dixième « déplorer » les bombardements américains. Mais nous ne déplorons jamais ce que fait Hanoi, et je suis le premier à reconnaître que c'est en effet difficile sans mettre par terre toute notre position. Et pour gagner quoi ? Je préférerais en vérité que nous nous taisions.

Mais il va bien falloir dire quelque chose. Lançons donc un noble appel à la négociation.

10 avril

Vendredi, en rentrant de Ceylan, où j'avais passé 24 heures, réunion au Quai avec Waldheim, le nouveau Secrétaire Général de l'ONU. En fin de séance, il interroge Schumann sur l'Indochine et lui demande s'il croit que lui, Waldheim, peut faire quelque chose. Schumann répond courtoisement, peut-être pas assez négativement. L'on sort. Je vois que Schumann a un court aparté avec Waldheim, dans l'antichambre. Puis, Waldheim parti, Schumann me dit : « Waldheim vient de me demander si je pensais possible qu'il ait des contacts avec les 4 délégations à la Conférence. » Je dis : « J'espère que vous ne l'avez pas trop encouragé. » Schumann ajoute : « Il croit que Madame Binh n'est pas négative. » Puis Waldheim va voir Pompidou. A la sortie de l'Élysée, il déclare à la presse qu'il est prêt, si on le juge nécessaire, à offrir ses bons offices.

Aujourd'hui dimanche, Beaumarchais me rappelle. Je vais le voir chez lui. Il me dit que ce matin Waldheim lui a demandé de passer le voir et lui a dit ceci :

Il a vu le Chargé d'affaires américain vendredi et lui a demandé si son Gouvernement penserait opportun qu'il prenne une initiative. La réponse est venue samedi, négative. Waldheim demande qu'on garde le secret. Néanmoins il voudrait voir Xuan Thuy et Madame Binh, mais sans prendre d'initiatives. Il part à Londres et serait prêt à revenir mercredi. Il nous demande de le leur faire savoir. Il voudrait que nous leur rappelions sa déclaration et disions que nous savons qu'il est prêt, s'ils le désiraient, à les rencontrer. Beaumarchais et moi pensons qu'il est difficile de refuser au Secrétaire Général de l'ONU. En même temps, nous ne voulons pas avoir l'air de cautionner. L'ONU ne s'est jamais occupée de l'Indochine. Il ne s'agit pas de paraître vouloir transférer la négociation à l'ONU. D'ailleurs Hanoi ne le voudrait sûrement pas. D'autre part, si nous disons : « s'ils le désiraient », les autres ne donneront pas suite, car ils ne voudront sûrement pas avoir l'air d'émettre un vœu. Si nous voulons que la rencontre ait lieu, il faut se borner à dire le fait : « Waldheim est prêt à une rencontre mercredi. » Tout au plus, pourrait-on ajouter : « Si les circonstances vous paraissent rendre possible cette rencontre. »

Nous verrons Schumann demain matin et déciderons si je dois aller voir Xuan Thuy et Madame Binh tout de suite.

A mon avis, ils devraient accepter la rencontre, mais pas les bons offices. Tout cela doit rester secret.

Selon le « New York Times », Le Duc Tho aurait dit à des syndicalistes américains qu'il était prêt à rencontrer Kissinger. D'où gros titres dans la presse. Mais une fois de plus, il y a manœuvre. Car je doute fort que Hanoi soit prêt à reprendre les conversations secrètes sans conditions, c'est-à-dire à moins que les Américains ne reprennent les conversations publiques. Or Laird vient de déclarer que les Américains ne reprendraient pas les conversations aussi longtemps que les forces de Hanoi n'auraient par retraversé le 17^{ème} parallèle.

Il faut demander la reprise des négociations, sans condition et sans préalable d'aucune sorte.

12 avril

Waldheim a été récusé. Sans doute n'ont-ils même pas voulu accepter un contact qui

pourtant n'engageait à rien. Dans les circonstances actuelles, ils ont dû craindre de paraître « solliciter la paix » ou affaiblir leur position sur la Conférence de Paris. Le Chargé d'affaires de Hanoi était venu, il y a quatre jours, voir Alphand pour lui remettre une déclaration demandant deux choses : la condamnation des bombardements américains, la reprise de la Conférence.

J'ai dit que nous pouvions accepter la seconde, pas la première. Car, cette fois, les bombardements sont une claire réplique à une offensive de Hanoi, avec plusieurs divisions ayant franchi en force le 17^{ème} parallèle. On ne peut tout de même pas reprocher aux Américains d'étendre les opérations militaires, au moment où ils poursuivent leur retrait, même si l'offensive adverse est le résultat d'une impasse diplomatique dont les Américains sont responsables. J'ai donc rédigé un texte rappelant que nous avons toujours été pour la solution politique et formulant le vœu que la Conférence reprenne ses travaux sans tarder. Schumann approuve et transmet à l'Élysée, bien qu'Alphand ait jugé mon texte trop neutre ; il aurait voulu qu'on parle du discours de Phnom Penh. Schumann et moi y étions opposés. J'ai dit nettement que nous ne pouvions pas le traîner toujours comme une casserole à la queue du chat, cela a quelque chose d'humiliant à la fin !

L'Élysée, en tout cas, approuve à une variante près, que je n'aime guère, parlant d'un règlement « qui assure la sécurité et l'indépendance des populations vietnamiennes. » Pluriel qui recouvre la notion des quatre États.

Je me dis : « Nous allons faire plaisir aux Américains sur les bombardements pour n'en pas parler et à Hanoi sur la Conférence pour en parler ; et susciter un déplaisir inverse. » La balance est assez égale.

Là-dessus je vais à Verrières chez Madame Binh. Je parle de notre texte qui venait de sortir. Elle me dit carrément : « C'est bien, nous voulons aussi la Conférence, mais hein ! (elle dit sans cesse hein ! comme un gamin de Paris) si les bombardements continuent, il ne peut pas y avoir de Conférence. » Or elle venait de faire un communiqué demandant la reprise de la Conférence. Je lui dis : « En somme, même si les Américains acceptaient de venir demain à Kléber, vous n'y viendriez pas ? – Non. » C'était clair. Et cela signifiait donc que notre appel s'adressait à tout le monde.

En outre elle me dit : « Et quelle est la position du Gouvernement français sur les bombardements ? » Je bafouille que nous les déplorons. Elle insiste : « Mais avez-vous dit quelque chose ? » Je réponds que dans mon texte il n'y a rien. Elle ne commente pas. Puis ce soir, dépêche AFP. Bobby de Margerie est convoqué par Alexis Johnson, furieux : « Votre texte est partial. Vous vous alignez sur Hanoi. » Je trouve cela incroyable.

Du coup Alphand était ravi : nous voici couverts du côté de Hanoi. Tout cela est assez misérable.

Et j'imagine que Pompidou, en pleine campagne référendaire, ne va pas être mécontent de cet incident franco-américain qui montre qu'il ne glisse pas vers « l'atlantisme. » Couve et consorts ne vont rien pouvoir dire, pas plus que le Marchais qui nous accuse sans cesse d'abandonner « l'esprit de Phnom Penh. »

Sur le fond, j'ai surtout poussé Madame Binh sur le règlement politique, essayant de lui montrer que son exigence de démantèlement du système répressif de Saigon avant toute conversation sur la formation d'un Gouvernement provisoire était assez irréaliste. Je mets toujours mon disque : « Vous devez désarmer la méfiance. »

Elle m'a fait un tableau incroyable de la situation, comme si l'armée des « fantoches » désertait et comme si la population ralliait le Viet-Cong et se soulevait. Croit-elle vraiment que les choses se passent ainsi, ou pense-t-elle que je peux gober toute cette salade ? Je lui ai répété encore : « On vous accuse de vouloir prendre le pouvoir ; demandez seulement à y participer. »

N'empêche qu'en entrant elle m'a dit : « Je m'excuse de vous offrir du mauvais thé ; quand je serai à Saigon, je vous offrirai du meilleur. » Soit, elle sera peut-être à Saigon, mais si elle veut y entrer sur la base d'un accord, il lui faut montrer encore davantage de souplesse. Pour l'instant, la situation ne lui permet pas de parler sur ce ton.

Une formidable armada américaine s'avance vers le Golfe du Tonkin. Va-t-elle débarquer au Nord des forces du Sud ? Si le Vietnam est « uni » quand le Nord envahit le Sud, il est un dans l'autre sens aussi. Logique d'enfer !

16 avril

J'aurais dû noter déjà cette curieuse question posée le 10 par Zelentsov, le Conseiller russe : « Pensez-vous que la constitution d'une « zone libérée » au Sud-Vietnam favoriserait la conclusion de la négociation ? »

J'ai vu tout de suite se dresser le spectre du partage et je me suis souvenu de la main de

Ha Van Lau se posant sur la carte : « Il nous faut cela. » La main descendait alors jusqu'au 13^{ème} parallèle.

Ma réponse a été très prudente. J'ai naturellement dit que je ne pouvais pas penser que la diplomatie soviétique puisse être favorable à un partage. Je comprenais donc la question dans la perspective de la solution actuellement proposée : un Sud-Vietnam indépendant et neutre. Puis j'ai développé le thème suivant : tout dépendrait de l'attitude de la population ; si la zone libérée était vide parce que la population s'était enfuie par peur des bombes ou des représailles, le FLN n'aurait pas fait la preuve de son autorité, or actuellement il y avait des réfugiés et pas de récolte. A mon avis la population suivrait l'armée de Saigon : si celle-ci craquait et désertait ou paniquait, la population basculerait.

J'ai ajouté que si la bascule se produisait, l'on ne pouvait exclure de très vives réactions américaines. Un nouveau débarquement de forces américaines était possible, au Sud pour constituer un périmètre de défense, et pourquoi pas au Nord. Puisque le Nord prétendait être chez lui au Sud, le Sud pouvait faire le même raisonnement.

Zelentsov m'a écouté avec attention. J'ai eu le sentiment que l'on discutait et voulait me sonder.

Qu'Hanoi soit prêt à un partage du Sud rappelle trop l'expérience de 54 pour être vrai ! Et pourtant ! La différence serait qu'en 54 le corps expéditionnaire français pouvait rester, gelé certes, mais encore là. Cette fois, les Américains devraient donner un calendrier pour partir. Resterait un Sud croupion et des élections générales dans 12 ou 24 mois. Après tout, pourquoi pas ?

Mais alors, cela veut dire que Hanoi ne veut pas vraiment d'un Sud neutre et cherche à communiser peu à peu le Sud. Ne pouvant le faire d'un coup, il le ferait en deux fois. Y aura-t-il alors une troisième Guerre d'Indochine ?

Quoi qu'il en soit, il faut en parler aux Américains.

J'irai à Moscou le 25 avril.

Harriman est venu me voir le 13 avril. Il m'a dit en sortant que je lui avais redonné du courage pour prêcher la négociation.

Il pense que les Etats-Unis ont violé l'accord tacite de novembre 1968, dont il confirme l'existence en reprenant les bombardements du Nord. Son hostilité à la vietnamisation n'a pas décliné. Il croit toujours à la possibilité d'un Sud distinct du Nord.

Pour la Chine, il approuve la politique de Nixon, mais il trouve stupide qu'il soit allé lui-même à Pékin.

Il ne paraît pas exclure une victoire démocrate en novembre.

Le Vietnam sera-t-il aussi le tombeau de Nixon ?

Le voilà maintenant qui bombarde Haiphong et la banlieue de Hanoi !

Le sommet Nixon-Brejnev va-t-il être annulé ? Zelentsov m'a paru ne pas l'exclure.

Vers la grande crise ? Verra-t-on une armada russe dans le golfe du Tonkin ?

19 avril

Vives discussions depuis dimanche pour savoir si l'on ferait une nouvelle déclaration au prochain Conseil des Ministres à cause des bombardements de Hanoi et de Haiphong . Je plaide contre, arguant que nous en avons déjà fait assez, que Washington l'a senti, que Hanoi nous a remerciés, que cela suffit ainsi. En outre, il s'agit en ce moment d'une épreuve de force entre Washington et Moscou liée au prochain sommet Nixon-Brejnev : chacun veut y arriver en position de force. Il suffit d'observer l'attitude réservée de Pékin : nous devons, au moins pour l'instant, nous en tenir à ce que nous avons dit la semaine dernière.

Schumann me téléphone en revenant du Conseil et me dit que Pompidou avait cependant préparé une déclaration qu'il me lit. Fort bien d'ailleurs, sur la constante politique de la France en faveur d'une solution politique depuis des années, mais ne parlant pas des bombardements. Devant les arguments de Schumann, qui a repris les miens, il s'est rangé à son avis. Donc pas de déclaration.

En plaisantant, Schumann me dit que j'ai pris une grosse responsabilité.

Macovescu, le Roumain, nous fait aujourd'hui une analyse qui confirme que l'action de Hanoi soulève des doutes, voire des critiques du côté chinois, car Bucarest, sur le Vietnam, suit la position chinoise. Donc les Roumains soulignent qu'il faut ramener les deux partis vers la négociation ; il insiste sur les deux. Un des éléments qui rend la situation complexe, dit-il, est que Hanoi veut toujours agir sur les trois fronts : diplomatique, politique, militaire.

Le sommet aura-t-il lieu ? Moscou est évidemment ennuyé de recevoir Nixon si les bombardements continuent. Si Nixon ne cède pas et ne fait aucune promesse, Moscou va-

t-il annuler le sommet ? Qui y perdra le plus ? Moscou sans doute. Pékin le guette. Si le sommet est annulé, l'URSS se retrouve isolée, face à la Chine et les Etats-Unis qui, eux, continuent leur dialogue. Mais si le sommet a lieu, malgré les bombardements, Pékin pourra dauber à son tour sur le fait que l'URSS reçoit cependant Nixon. La logique voudrait que Pékin souhaite que les bombardements continuent. Tout se passe comme si la Chine désapprouvait l'offensive de Hanoi, offensive menée avec des armes modernes et lourdes qui mettent de plus en plus le Nord-Vietnam dans la dépendance des Russes. Comme l'Egypte. Il ne s'agit plus d'une guerre populaire. D'ailleurs le poisson n'est plus dans l'eau. La population ne se soulève pas. L'armée de Saigon n'est pas désorganisée, dit « Le Monde. »

22 avril

Mendès-France disait en 1954 : « Négociez ou je renvoie de nouvelles troupes au Vietnam. »

Nixon dit depuis trois ans : « Négociez ou je retire mes troupes. »

C'est toute la différence entre une négociation qui réussit et une négociation qui échoue. A quoi l'on dira : est-ce réussir que d'abandonner la moitié du Vietnam ?

Tout dépend de savoir quel objectif l'on se fixe.

Nombreux sont les « amis de Hanoi » qui pensent que celui-ci a commis une lourde erreur en attaquant brutalement.

Après avoir vu Nixon, Chou En Lai s'était précipité à Hanoi et je pense que son message était clair : « J'ai vu Nixon, je me suis assuré qu'il voulait vraiment retirer ses troupes, laissez-le faire, ne le bousculez pas. »

Pourquoi Hanoi a-t-il refusé d'entendre le message et déclenché son offensive ? Y a-t-il été encouragé par l'URSS ? A-t-il agi de sa propre initiative ?

Certes Hanoi n'est pas du genre à se laisser imposer sa décision. Il l'a prise de lui-même. Mais Moscou y a-t-il poussé ou l'a-t-il découragé ?

A première vue, l'intérêt de Moscou n'était pas d'avoir une grosse crise sur les bras au moment de la rencontre avec Nixon. Mais Moscou croyait peut-être que Hanoi remporterait une prompt victoire et que Brejnev pourrait en bénéficier quand Nixon viendrait.

En tout cas, en fournissant les moyens de l'offensive, Moscou a pris un risque.

Actuellement tout demeure possible. L'armée de Saigon peut craquer brutalement ici ou là. Il y a des signes de lassitude. Si la situation devient critique, que va faire Nixon ?

Bombarder sauvagement le Nord, certes, mais cela ne suffira pas. Décréter le blocus de Haiphong mènera à une confrontation de type cubain avec les Soviétiques. Débarquer des troupes au Sud pour constituer un périmètre de sécurité au Sud, y tenir et négocier ? Peut-être, mais alors quelle perte de prestige ! Et le Cambodge sera aussi perdu.

Si l'armée de Saigon tient le coup et si c'est au contraire celle de Hanoi qui faiblit, la logistique ne pouvant suivre, si elle se replie sur ses bases de départ au Nord ou au Cambodge, alors c'est un coup fatal pour Hanoi. La vietnamisation, certes, aura prouvé ses limites, mais sa crédibilité sera accrue, Thieu fera figure de sauveur. Il n'y aura plus aucune perspective de paix. Ce sera la Corée.

Dans cette perspective, tenons-nous tranquille. C'est ce que je conseille. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de prêcher la négociation, mais rien de plus.

25 avril

En route pour Moscou. Une fois de plus !

De plus en plus, j'ai l'impression que ce sont les succès progressifs de la vietnamisation et de la pacification qui ont amené Hanoi à déclencher son offensive. En ce sens, ceux qui, à Saigon et à Washington, faisaient état de ces succès et qui, mais peut-être à tort, en concluaient que désormais le Sud avait une chance raisonnable de survivre, avaient assez raison. Il devenait indispensable pour Hanoi de réagir.

Les optimistes pensaient sans doute que, pour pouvoir casser la vietnamisation, il faudrait que Hanoi mette en jeu des forces considérables, et qu'il n'oserait pas, soit par crainte de représailles par bombardements, soit par crainte d'engager son corps de bataille.

La surprise est venue de l'audace manifestée par Giap.

En arrivant à Moscou, j'apprends que Gromyko vient de dire à Seydoux que Kissinger y avait séjourné secrètement du 20 au 24. D'autre part, il apparaît que deux de mes interlocuteurs, Firioubine et Nemtchina sont brusquement partis. On nous en avait prévenus hier et il avait été question que mon voyage soit remis. Mais les Russes ont insisté pour que je vienne. Firioubine est certainement à Hanoi. Enfin Susini vient de

câbler que Le Duc Tho lui a demandé son visa pour Paris.

Est-ce Moscou qui a négocié la reprise de la Conférence ? Kissinger qui a fait les concessions ou Moscou ?

Sur le terrain, l'offensive sur les Hauts Plateaux s'est déclenchée hier. Donc, en apparence, Washington accepte une rencontre privée sans qu'il y ait arrêt de l'offensive militaire du Nord.

Inversement Hanoi accepte une rencontre privée sans qu'il y ait arrêt des bombardements. Car ils se poursuivent au Nord. Néanmoins ils sont limités à la région de Thanh Hoa (quel parallèle ? le 19^{ème} ?).

La question de la reprise des conversations publiques m'échappe. Je ne sais s'il y a un accord là-dessus. Nos dernières informations sur les contacts en vue de rencontres privées remontent à vendredi dernier. Les gens d'Hanoi nous en ont prévenus. Mais ce jour-là il n'y avait pas encore d'accord.

Le communiqué sur la visite de Kissinger parle de la rencontre Nixon-Brejnev de mai comme si elle devait se produire. Il y a donc volonté de poursuivre.

S'il y a rencontre privée sans reprise en séances, Washington a gagné sur ce point. Si les bombardements continuent, Washington a encore gagné. Mais si l'offensive se poursuit, Washington n'a pas gagné. Apparemment on s'apprête à parler sans préalable.

Tout ceci justifie totalement notre déclaration d'il y a 15 jours : appel à la reprise des négociations, sans autre.

Sur les Hauts Plateaux, la situation des troupes de Saigon est franchement mauvaise.

Après une assez belle résistance, l'armée de Thieu paraît faiblir. Mais jusqu'où Giap peut-il aller ?

27 avril - Moscou

Les Russes ne répondent pas franchement quand je leur demande quelles sont les conditions mises de part et d'autre à la reprise de la Conférence de Paris. Ce sont des gens curieux. Ils ne veulent même pas admettre que Firioubine est à Hanoi. Ils prétendent ne pas savoir exactement ce qui a pu se dire entre Américains et Nord-Vietnamiens. La seule indication est que rien n'empêche de discuter à la Conférence des « conditions » mises à la reprise de ses travaux.

Bref, la situation semble être celle-ci après la venue de Kissinger.

Les Américains acceptent de revenir à la table de l'Avenue Kléber, mais poursuivent leurs bombardements, au moins sur les objectifs militaires. En outre ils déclarent vouloir discuter en premier lieu de l'arrêt de « l'invasion » du Sud. Il semble qu'en pratique leurs bombardements, ces derniers jours, n'aient pas dépassé le 20^{ème} parallèle.

Hanoi accepte de reprendre les séances privées et Le Duc Tho revient, alors que les bombardements ne sont pas arrêtés, mais ils poursuivent leur offensive militaire.

Plusieurs questions se posent : 1) Hanoi va-t-il en fait ralentir son offensive militaire ? 2)

Le Duc Tho va-t-il apporter de nouvelles propositions témoignant de cette « intention sérieuse » de négocier, réclamée par Nixon ? 3) L'URSS a-t-elle pris un engagement quelconque, soit de transmettre à Hanoi les « sentiments » des Américains (Beam, l'Ambassadeur américain ici a fait ce matin une allusion en ce sens), soit de limiter leurs livraisons à Hanoi ? 4) Nixon a-t-il promis de présenter de son côté de nouvelles propositions ?

Mardi, en annonçant à Seydoux le séjour de Kissinger, Gromyko était rayonnant. Alors qu'une semaine plus tôt, il se disait pessimiste sur les chances d'une négociation, le vent avait tourné. Il est clair que la visite de Kissinger les a gonflés de leur importance. Voici l'URSS de nouveau en position de « peace-maker. » Du coup, les Chinois doivent écumer ! Nixon ferait bien de se méfier. A force de toujours vouloir négocier la solution avec un autre qu'avec le véritable adversaire, il risque de toujours trouver sur son chemin Moscou ou Pékin.

Si les forces « communistes » approchent de Saigon au point d'y provoquer des remous, Thieu quittera-t-il le pouvoir ? Ou bien poursuivra-t-il le combat ailleurs ? Il est homme à se battre.

Pour l'instant, les combats ne permettent pas de dire que l'armée de Saigon craque. Certaines unités se battent très bien. D'autres lâchent, se replient. Mais nulle part il n'y a de soulèvement.

Quand j'ai dit hier aux Russes, comme je le dis souvent aux gens du Nord ou du Front, qu'il n'y a pas actuellement de majorité communiste au Sud-Vietnam, je ne suis pas contredit.

7 mai

La mission Katouchev – Firioubine ne paraît pas avoir eu de sensibles résultats et les espoirs que Nixon – Kissinger semblaient avoir conçus d'une action modératrice des Soviétiques sur Hanoi ont bien l'air d'avoir été déçus. A mon retour de Moscou, j'avais dit aux Américains qu'à mon avis les Russes ne disposaient que d'une très étroite marge de manœuvre.

Mais les Russes veulent-ils vraiment modérer Hanoi ? Ne jouent-ils pas la comédie ? Maintenant on dit au MID que les dirigeants nord-vietnamiens sont décidés à « prendre leurs responsabilités » et qu'en tout cas l'URSS les soutiendra. Penauds mais solidaires ? Nixon n'est pas homme à céder au « chantage au sommet ». Il préférera sans doute que sombre sa rencontre avec Brejnev plutôt que de restreindre sa liberté d'action au Vietnam. Kissinger est venu le 2 mai à Paris et a vu Le Duc Tho. Les Américains ne nous ont rien dit de cet entretien. Mais à la séance du jeudi, Porter a de nouveau suspendu la Conférence. Apparemment tous les canaux sont bouchés. A moins que, cédant sur ce point, Hanoi n'ait accepté de poursuivre les entretiens privés malgré l'interruption des séances publiques. Mais j'en doute.

Nous verrons demain Le Duc Tho qui a demandé à voir Schumann. Et comme Rogers, en tournée en Europe, devait le voir après, par le hasard des choses, cela nous fournissait l'occasion d'un utile sondage. Mais voici que Rogers vient de se décommander, brusquement rappelé à Washington. Nixon a-t-il voulu éviter de paraître se livrer à un contact indirect par notre intermédiaire ? J'avais fait, en effet, prévenir les Américains de cette coïncidence et à Washington il semble que l'on se soit inquiété, craignant que Le Duc Tho au sortir de son entretien avec Schumann, ne fasse des déclarations qui puissent ensuite gêner Rogers. Prévoyant cela, j'avais d'ailleurs suggéré à Schumann de prier Tho de ne faire aucune déclaration à la presse.

Si vraiment Rogers a été rappelé pour cette raison et non en raison de la gravité de la situation, ce serait tout à la fois absurde et révélateur de la méfiance américaine à notre égard. Notre Ambassade à Washington s'en émeut.

Il semble qu'à la Maison Blanche l'on soit de nouveau dans une phase d'extrême tension. L'on ne parle que de la nécessité de ne pas laisser tomber ses alliés, l'on fait appel à la solidarité occidentale.

Le drame, dans nos relations avec les Etats-Unis, c'est qu'ils sont persuadés que notre seul objectif est de voir Hanoi gagner, ou qu'à tout le moins nous ne nous en soucions pas. C'est tout le contraire, du moins pour ce qui concerne Pompidou. Schumann et moi-même. Peut-être nous trompons-nous, mais notre but est précisément d'éviter que toute l'Indochine ne devienne communiste sous l'égide de Hanoi. Mais à Washington il n'y a plus aucun moyen de rétablir la moindre confiance. Personne n'a jamais sur le fond une discussion sérieuse avec Kissinger. Pompidou ne parle jamais du Vietnam avec Nixon. Ici à Paris l'on ne peut parler avec personne. Porter refuse de me voir. Jamais il ne demande à voir Schumann. C'est une situation incroyable. Et pendant ce temps, les Américains ne cessent de parler aux Russes. Soit !

Quand je pense que tous ces derniers mois nous n'entendions que phrases du genre : « Le Vietnam n'est plus un problème, les Américains s'en moquent, pour nous la guerre est finie, bientôt toutes nos troupes seront parties, si la guerre continue ce sera sans nous et entre Vietnamiens. » Et maintenant : Quang Tri est tombée, il y a dix divisions nordistes au Sud, Kontoum et Hué sont menacées, le delta est de nouveau infiltré, les Etats-Unis envoient des renforts de « conseillers ». Comment Washington a-t-il pu se tromper ainsi ? Certes il se peut que l'offensive de Giap s'essouffle, mais j'en doute. Certes aussi, s'il devait ramener ses forces au Nord faute de pouvoir tenir le coup et pour avoir joué trop gros jeu, ce serait un triomphe pour Nixon et nous paraîtrions ridicules, ayant prêché la défaite.

Et c'est bien pourquoi, souhaitant être prudent, j'ai prêché pour que nous ne condamnions pas les bombardements sur Hanoi et Haiphong du 16 avril et écrit que, dans cette affaire, c'était le Nord qui avait attaqué. Donc tous les retournements sont possibles puisque désormais il ne s'agit plus d'une guerre populaire, mais d'une bataille mécanique entre deux armées « modernes. »

Mais j'ai bien peur que Hanoi soit trop rusé pour jouer ainsi son va-tout. Même si la résistance des forces de Thieu a été plus forte que Giap ne le pensait, je doute que ses divisions retraversent la zone démilitarisée.

Si les forces de Giap au contraire voient craquer devant elles l'armée de Thieu, alors il ne restera plus rien à négocier. Le Viet-Cong entrera tambour battant dans Saigon et ce ne sera pas pour y mettre au pouvoir Big Minh ou quelque potiche du type Tran Van Huu. La

solution de la neutralité n'est possible que s'il y a un Sud assez solide !

Si donc Saigon devient communiste par la force, le désastre sera colossal pour les Etats-Unis, le succès énorme pour l'URSS ; tout le Sud-Est asiatique va trembler. Les Etats-Unis vont s'efforcer de reporter plus en arrière la « ligne de défense », de replâtrer avec quelques « alliés » effrayés. Tous les plans pour une neutralisation de la région vont s'effondrer. Et en Europe, la détente va subir un coup terrible.

En fait, le mieux serait, comme je crois l'avoir dit dès le début de cette offensive, que celle-ci s'arrête quelque part aux alentours de Hué. Alors peut-être serait-il possible de négocier ?

Pour demain j'avais suggéré un sondage auprès de Le Duc Tho sur les deux points suivants : a) est-il possible de séparer un accord sur le cessez-le-feu d'un accord général avec règlement politique ? Sur ce point, j'escomptais une réponse négative. b) Dans la mesure où le règlement politique dépend du départ de Thieu, ne penseriez-vous pas possible de retarder celui-ci jusqu'au cessez-le-feu ?

Schumann me téléphone. Il est d'accord sur ce schéma mais craint que Le Duc Tho pense que ce sont les Américains qui nous ont chargés de faire le sondage. Dans la mesure où Rogers ne vient plus, le risque est moindre. Néanmoins, je lui suggère de poser la question autrement : pensez-vous que Kissinger serait prêt à avancer le départ de Thieu, par exemple jusqu'au cessez-le-feu ? Il est d'accord. Ainsi posée, en effet, pas de risque de suspicion.

Les options possibles de Nixon : bombarder et bombarder, renvoyer des Marines pour utiliser des armes spéciales (non atomiques), détruire les digues.

Tout ce qui fera franchir à la guerre un nouveau degré dans l'escalade de l'horreur sera imputé aux Etats-Unis. Leur crédit baissera encore. Mais le peuple américain refuse la défaite. Détruire Hanoi s'il faut sauver les boys ! Et, bien sûr, l'on nous objecte que si les boys sont battus au Vietnam, la crédibilité américaine s'effondrera partout.

Que répondre à l'argument : si nous laissons tomber Thieu, qui empêchera la Corée du Nord d'attaquer demain la Corée du Sud ? Les Etats-Unis bombarderont-ils l'URSS ou la Chine ? On ne gagne pas une guerre avec l'aviation. Mais contre la Corée, peut-être Washington emploierait-il l'arme nucléaire ?

Les Américains ne cessent de dire qu'ils ont tout offert à Hanoi, tout sauf la capitulation pure et simple. Pour eux, accepter le plan du GRP, c'est la capitulation. Ils risquent d'avoir à accepter pire.

Leur plaidoyer serait plus convaincant s'ils avaient proposé plus que le dernier plan Nixon. Mais ils restent toujours en deçà du nécessaire, pensant qu'ils ont une autre issue que la négociation : la vietnamisation. Le jour où le choix redeviendra : rester ad vitam aeternam engagé dans la guerre du Vietnam ou négocier, ils négocieront. Il faut supprimer l'option de la vietnamisation. Puisse cela n'être que le seul objectif de l'offensive de Giap ?

Jeudi 11 mai

L'entretien Schumann-Le Duc Tho du 8 mai a été assez intéressant. Mais sans plus. Tho nous a informés de son entretien du 2 avec Kissinger. Heureusement qu'il est là pour le faire, car du côté américain c'est toujours le silence total, ce qui énerve beaucoup Schumann, à juste titre. Les Américains ne se rendent pas compte à quel point ces choses-là jouent. Ils nous tiendraient informés que nos déclarations seraient sans doute moins sévères et moins fréquentes.

Bref, Tho prétend que Kissinger n'a absolument rien apporté de nouveau et n'a fait que répéter le plan en 8 points.

J'avoue avoir du mal à le croire. Car après le discours du 26 avril annonçant qu'il retournait à la table de négociation, pourquoi Nixon aurait-il renvoyé Kissinger pour ne rien dire de neuf ? Dans son briefing de ce jour-là, Kissinger laissait entendre qu'il ferait des propositions spécifiques.

Peut-on imaginer alors que Kissinger a refusé de parler, soit parce qu'il attendait que Le Duc Tho parle le premier et que celui-ci a fait de même, soit parce que la conversation a tout de suite buté sur un autre obstacle ? Lequel ? La modération de l'offensive en cours ? Schumann a alors posé deux des questions que je lui avais suggérées et qui auraient eu plus d'intérêt si Rogers, comme prévu, était arrivé à Paris l'après-midi. Mais Rogers, la veille, avait été précipitamment rappelé de Bonn par Nixon pour assister à une séance du Conseil de Sécurité.

La première portait sur l'éventuelle composition d'un gouvernement à trois tendances. Je n'attendais aucune réponse précise, mais c'était une façon de montrer notre intérêt et

celui qui s'attachait à être plus précis. Tho a naturellement évité de citer des noms. Mais il a réaffirmé nettement la thèse. Autrement dit, malgré ses succès, Hanoi maintient toujours sa formule.

La deuxième question était plus subtile et concernait l'éviction de Thieu. Kissinger aurait-il envisagé d'avancer la date de sa démission, par exemple de la faire coïncider avec le cessez-le-feu ? Le lien serait toujours maintenu entre le règlement militaire et le politique, mais le calendrier politique pourrait ne pas se dérouler entièrement avant le cessez-le-feu. Le Duc Tho a maintenu, là aussi, la position : « Thieu doit démissionner maintenant », mais il n'a pas dit qu'il devait démissionner avant le cessez-le-feu. Logiquement les deux propositions sont identiques. J'ai toutefois été frappé qu'il ne soit pas plus formel. Enfin, il a dit qu'il restait à Paris.

Le 8, dans la soirée, discours de Nixon. Il a choisi son option : c'est le minage de Haiphong. Mais le bâton est assorti d'une carotte : un cessez-le-feu total, et apparemment sur place, assorti d'un retrait total dans les quatre mois, sous la double condition que les prisonniers de guerre seraient relâchés et qu'il y aurait un contrôle international. Rien sur les problèmes politiques.

L'offre me paraît mériter examen. Un cessez-le-feu sur la base d'une carte de guerre améliorée pour le Viet-Minh, sans aucun retrait demandé pour ses forces, peut l'intéresser. Un retrait de quatre mois, si l'on concluait le 1^{er} juillet, signifierait que le 1^{er} novembre, jour de l'élection, il n'y aurait plus aucun soldat américain au Sud-Vietnam. Or le 1^{er} juillet est la date que Kissinger, dans son briefing du 26, a assigné à la fin de l'offensive adverse.

Mais il n'y a rien sur le règlement politique. Ce silence, en bonne théorie, rend l'offre inacceptable pour Hanoi. Mais à dix jours de distance, Nixon n'a pas répété son soutien inconditionnel à Thieu. Les insuffisances du commandement sud-vietnamien sont de plus en plus ouvertement soulignées. Processus de lâchage ?

Dès hier, les Russes, en la personne de Zelentsov, me paraissent manifester un intense intérêt pour cette offre. Elle aurait gagné à ne pas être accompagnée de menace, dit-il. Je cherche à savoir si l'absence de lien avec un règlement politique ne la rendait pas en tout état de cause inacceptable. Sa réponse est loin d'être négative.

Quant à la décision de miner Haiphong, elle vise évidemment les Russes, mais Kissinger prend grand soin de tout faire pour nier qu'il s'agisse d'une confrontation entre les deux Super-Puissances. On parle de désaccord entre Nixon et lui, d'une influence croissante de Connally, le dur des durs. Laird serait mou.

Dans l'immédiat, cela ne peut avoir grand effet sur l'offensive. Mais, néanmoins, cela peut soit inciter Giap à l'accélérer pour accroître ses gains avant la fin juin, soit l'inciter à ménager ses munitions.

Pour Moscou le défi, à dix jours du sommet, est embarrassant.

La réponse est venue aujourd'hui : protestation, demande que les Etats-Unis révoquent leurs mesures, l'URSS en tirera toutes les conséquences et les Etats-Unis en supporteront la responsabilité, et une phrase sibylline qui paraît évoquer des représailles, peut-être sur Berlin.

(Le lien entre le débat sur la ratification des accords de Moscou et de Varsovie, pendant au Bundestag, et le Vietnam est évident. L'URSS veut la ratification et ne peut trop se durcir sur le Vietnam.)

Les préparatifs pour le sommet continuent. Peut-être les Russes expliquent-ils à Hanoi qu'ils ne l'annuleront pas d'eux-mêmes. Mais sans doute Nixon sera-t-il reçu fraîchement, si fraîchement qu'il ne voudra pas y aller ?

La question ce soir : Hanoi veut-il un règlement politique sérieux ou bidon ? L'on approche de la minute de vérité sur les intentions de Hanoi. S'il veut plus que ce qu'il prétend vouloir, il n'y aura pas d'accord, et il y aura soit une déroute de Saigon, soit une nouvelle pause de plusieurs mois. S'il ne veut que ce qu'il prétend vouloir, il sera possible d'aboutir et de maintenir un Sud indépendant pendant une longue période.

Une génération, dit Jean Lacouture.

17 mai

Il me semble qu'un très léger mouvement se produit.

Le Duc Tho a donné le 12 une Conférence de presse où il a précisé quelques points. Le plus important est l'assurance renouvelée que le Nord ne cherche pas à communiser le Sud. Ceci se trouve renforcé par diverses déclarations de Pham Van Dong à Hanoi, réaffirmant la diversité des structures sociologiques du Nord et du Sud et renvoyant la réunification à beaucoup plus tard.

J'y vois une réponse à nos suggestions (entre autres) que Hanoi renforce la crédibilité de sa solution d'un Sud indépendant et neutre. (Cependant le mot neutralité a du mal à sortir de la bouche des gens du Nord).

Ensuite Le Duc Tho a mis l'accent sur la formation d'un Gouvernement de concorde nationale à trois composantes. L'éviction de Thieu n'a pas disparu, mais elle n'est plus présentée comme le préalable à tout. Certes, Hanoi ne dit pas que cette éviction ne doit plus se produire « immédiatement ». Mais Vo Van Sung aujourd'hui m'a précisé que si les Américains acceptaient l'objectif, le principe d'un tel Gouvernement, alors un grand pas serait fait. J'ai demandé si de vraies négociations pourraient s'ouvrir dans ces conditions, même si Thieu restait au pouvoir à Saigon. La réponse a été que si les Américains acceptaient l'idée d'un tel Gouvernement, Thieu n'aurait plus qu'à s'en aller. Bref, je me demande s'il n'y a pas un léger assouplissement et si Hanoi ne fait pas comprendre qu'il est prêt à discuter avec les Américains de la formation d'un tel Gouvernement, même si Thieu était encore à Saigon.

L'idée est dans l'air que le calendrier du règlement politique ne doit pas nécessairement se dérouler pour l'essentiel avant le cessez-le-feu. Les Soviétiques sont sûrement intéressés. Les Yougoslaves le pensent.

Le sommet va avoir lieu, mais il est peu vraisemblable que l'affaire du Vietnam y progressera. Elle vient après les SALT, l'Europe, l'économie. Mais Moscou continuera d'aider Hanoi.

N'empêche que l'URSS, au fond, lâche Hanoi, c'est-à-dire ne fait pas du Vietnam, de l'arrêt des bombardements, du déminage des ports la condition de son dialogue avec les Etats-Unis. Pas plus que Pékin.

Hanoi devait le savoir, certes. Mais n'y a-t-il pas une légère déception ?

Tout ce que Hanoi a obtenu apparemment, c'est que l'URSS ne cherche pas une solution avec les Américains et renvoie Kissinger/Nixon sur Pham Van Dong. Il n'empêche que sûrement les Américains essaieront de sonder les Russes et réciproquement.

L'Ambassadeur de Yougoslavie m'a déclaré que l'Indochine se composait de quatre « individualités. » Il est très préoccupé de la survie du Sud et cherche à mobiliser les non-alignés pour défendre un Sud indépendant. Nous sommes sur la même longueur d'onde.

28 mai

Merveilleux ou sinistre paradoxe : Nixon bombarde plus que jamais le Vietnam, mais il est reçu solennellement au Kremlin où il signe un accord par jour. Tout au plus lui rappelle-t-on que le Vietnam, comme le Proche-Orient, est un problème qu'il faut régler et que l'URSS pour sa part n'entend pas que son entente avec les Etats-Unis nuise aux intérêts des tiers.

Pour ma part, je m'en réjouis, car cela prouve qu'une fois de plus l'égoïsme triomphe à Moscou. L'URSS ne connaît et ne connaîtra jamais que son intérêt.

Ceci dit, il est bien évident que les conversations les plus dures ont lieu sur le Vietnam. Mais rien n'en transpire. Certains disent que les Russes auraient accepté de se charger d'une nouvelle mission de médiation.

Les bombardements sont très meurtriers, mais les Nordistes encaissent comme toujours admirablement. Ces gens décidément ne sont pas à l'âge industriel, et l'idée de voir routes, ponts, chemins de fer, centrales, usines et le peu qu'ils ont partir en morceaux les laisse visiblement indifférents. Terrible et terrifiante passion ! Fanatiques, disent certains. Forcent le respect, en tout cas.

Leur offensive au Sud a du mal à déboucher. Les forces de Thieu se sont ressaisi, elles ont reçu un meilleur matériel, l'USAF met toute la gomme pour les aider. Mais ici et là les fourmis avancent. Combat démentiel et absurde !

Marshall Green, avec lequel je viens de passer deux jours, pense que l'on approche de la minute de vérité. Il y a trop de forces militaires concentrées face à face, pour la première fois, chacun a engagé toutes ses unités et à l'extérieur la tension est devenue trop grande. Alors il faut que ça éclate.

Si je le comprends bien, le soufflé est monté. Puisse-t-il dire vrai !

Logiquement, la bataille devrait demeurer indécise pendant quelque temps. Kontum va sans doute tomber, mais il serait surprenant que Hué tombe. Le mois de juin devrait voir une reprise de la négociation.

Le progrès que je constatais se précise. Du côté du Nord, on insiste de plus en plus sur la nécessité pour les Américains d'accepter le principe d'un Gouvernement de concorde nationale. Du côté américain, on paraît prêt à accepter un Gouvernement de coalition, mais pas avant le cessez-le-feu. J'ai donc le sentiment que l'on en arrive peu à peu à mon

idée : les Américains doivent s'engager sur un règlement politique comportant la création d'un tel Gouvernement, mais les Nordistes ne sont pas obligés de leur demander que le règlement ait lieu avant le cessez-le-feu. Il suffirait que le processus commence en même temps que le cessez-le-feu. Ainsi tout le monde sauverait la face : Thieu pourrait dire qu'il s'en va ayant obtenu le cessez-le-feu ; les Américains qu'ils n'ont pas imposé le changement de Gouvernement à Saigon.

Mais Hanoi est-il prêt à un arrangement de ce genre ? Le Duc Tho ne cesse de répéter que le Nord ne veut absorber le Sud. Il a même reproché à Schumann d'avoir paru le soupçonner. (Schumann parle trop. Résultat : il mécontente tout le monde, en croyant faire le contraire. Il est ravi quand il faut dire au Nord : regardez, j'ai dit cela et je me suis fait injurier par Saigon ; et quand il peut dire au Sud : regardez, j'ai dit ceci, et Hanoi me traite de tous les noms. Curieuses satisfactions !) Cependant Hanoi est-il disposé à accepter un Sud qui non seulement ne soit pas absorbé, mais soit différent du Nord, ne soit pas satellisé par lui ? Est-il vraiment capable de dire à ses communistes qu'ils devront se contenter d'un tiers du pouvoir, et même moins puisque le Front lui-même n'est pas entièrement composé de communistes ? (Il aurait suffi que Schumann dise : naturellement, je suis convaincu que le Nord n'a pas la moindre intention d'absorber le Sud).

Cependant, il est fort possible que rien de tout cela ne se produise ou que la négociation échoue à nouveau. Le Nord va beaucoup souffrir mais je doute que ses troupes engagées au Sud soient amenées, malgré toutes les difficultés de ravitaillement, à se replier et à regagner leurs bases. Russes et Chinois sont obligés de les aider. Alors ça va encore durer. Les Américains arriveront aux élections, étant encore engagés dans la guerre, avec une énorme aviation et flotte dans le golfe du Tonkin et chaque jour des pilotes manquants ! Le Sud sera encore debout, certes, mais la vietnamisation n'aura pas été victorieuse et la pacification aura été largement compromise. Alors ?

1^{er} juin

La veille de l'arrivée de Nixon à Moscou, Brejnev avait convoqué Seydoux à sa datcha. C'était, je crois, le samedi 20 mai. Le dimanche, Schumann m'avait appelé pour me donner à lire le compte-rendu relatif au Vietnam. Brejnev s'y exprimait en termes véritablement stupéfiants et qui en disaient long. « Les Nord-Vietnamiens ont pris eux-mêmes leurs risques et leurs responsabilités. Peut-être n'ont-ils pas tenu suffisamment compte de toutes les implications internationales de la situation. »

Dans ces conditions, l'on ne pouvait s'attendre à ce que Brejnev défie Nixon et son blocus. Et c'est bien ce qui s'est passé. L'URSS, au cours de la visite, a totalement renoncé, pour autant qu'elle en ait jamais eu l'idée, à exiger la levée du blocus. Ce qui était « inadmissible », ce que les Etats-Unis devaient immédiatement révoquer, le 13 mai, nul n'en parle plus.

Bien plus, certains Soviétiques s'expriment comme s'ils ne pouvaient plus rien pour les Nord-Vietnamiens. L'attaché militaire russe à Pékin a dit au nôtre que le Nord-Vietnam avait maintenant perdu la guerre, qu'il allait devoir se résigner à un cessez-le-feu assez rapidement, que l'on en reviendrait à la situation de 1954 et que Nixon allait réussir à maintenir le régime en place à Saigon. Sans aller aussi loin le Conseiller russe à Paris nous a dit que les Nord-Vietnamiens ne pouvaient plus compter sur l'aide russe par voie maritime.

Les Soviétiques accusent les Chinois de manquer de coopération. Tolstikov a demandé à Chi Peng Fei le droit de transit par les ports chinois et un pont aérien. Refus chinois. Comme les chemins de fer sont saturés, et d'ailleurs détruits, les transferts ne peuvent plus se faire que par camions et par des pistes largement impraticables. Les Chinois se taisent.

Bref, Hanoi paraît abandonné par ses grands alliés, du moins pour ce qui est d'une guerre conventionnelle avec de grandes unités, au-delà des stocks existants. Que peut-il faire ? Poursuivre les opérations militaires pendant quelques semaines au Sud, sans doute. Peut-être y remporter quelques succès. Mais on ne voit pas que cela puisse aller très loin.

Certes la pacification a été ébranlée et en de nombreuses provinces dégarnies par les forces de Saigon occupées ailleurs, les infiltrations ont repris et les Viet-Congs ont fait sauter pas mal de postes et de milices locales. Cela peut lui donner des cartes pour une négociation, mais ne paraît pas suffisant pour lui permettre de renverser le système.

Il serait donc logique d'en revenir à la négociation. Mais il n'y a pas encore de signe. Que vont faire les Russes ? Gromyko a tenu à Seydoux un langage modéré. Selon lui, la position américaine ne serait pas entièrement négative. Ceci donne à penser que les

Russes vont l'exposer à Hanoi en des termes sans doute assez positifs. Or, cette position, telle qu'elle est exposée dans le communiqué de Moscou (comme si Moscou, sans la cautionner, la recommandait indirectement à l'attention), demeure celle du 8 mai : cessez-le-feu avec retrait total dans les quatre mois, libération des prisonniers et contrôle international, mais pas de règlement politique, celui-ci étant laissé aux Vietnamiens. Ce n'est pas, certes, la seule position, disent les Américains, c'est seulement la meilleure et la plus sûre façon d'en finir. Il peut donc y en avoir une autre, mais celle-là, qui implique sans doute un règlement politique si Hanoi la veut, il lui faudrait la chercher dans une négociation directe entre Vietnamiens.

C'est toujours le même problème. Hier, avec Madame Binh, que j'ai trouvée lasse et déprimée, mais affichant toujours la même détermination, j'ai cherché à savoir si l'on serait prêt à accepter un règlement politique plus souple et notamment si l'acceptation du principe d'un Gouvernement de concorde par les Américains, même si Thieu restait en place, permettrait de commencer les discussions. La réponse n'a pas été négative. Elle a distingué en effet entre le principe, qu'elle a dit capital, et les modalités. Mais j'ai cherché à savoir si elle accepterait que le Gouvernement soit formé seulement après le cessez-le-feu. Là, elle m'a répondu négativement. Je lui ai pourtant dit que je ne voyais pas comment l'on trouverait à Saigon des gens pour s'engager avant le cessez-le-feu. Je lui ai dit à quel point le problème était toujours de créer la confiance. Du côté de Saigon, l'on redoutait de démanteler le système sans savoir comment serait constitué le Gouvernement. Du côté du Front, l'on refusait de démobiliser avant de tenir ce Gouvernement. Comment en sortir ? Je n'avais pas de réponse précise, mais il me semblait que tout tournait maintenant autour de cette question. Le retrait total américain était acquis. Restait cette question du futur Gouvernement. Les Américains ne croyaient pas que les ambitions des « communistes » puissent se limiter à obtenir un simple départ de Thieu. Il leur fallait plus.

Madame Binh m'a répondu que les exigences du Front étaient effectivement très modestes. Elle m'a demandé que la France fasse comprendre aux Etats-Unis qu'il ne voulait vraiment pas mettre le communisme au pouvoir.

Ceci dit, elle paraît toujours confiante qu'une fois les Américains partis, une fois le changement de politique intervenu à Saigon, la population se prononcera « dans le bon sens ».

Nous avons discuté des élections. Je lui ai demandé s'il faudrait que l'on fixe très rapidement un délai pour celles-ci et j'ai dit qu'à mon avis ce ne serait pas souhaitable. Elle n'a pas contesté.

Il est très vraisemblable que la tendance GRP se sent assez affaiblie. Elle doit tout au Nord en ce moment. Ce sont les divisions de Giap et pas les guérillas qui font le travail. Alors quand je fais vibrer la corde sudiste, quand je dis que nous voulons le maintien d'un Sud, je sens, même chez elle, un écho.

Quant aux Nord-Vietnamiens, ils affichent à Hanoi et à Paris une superbe confiance. « La situation militaire est excellente, a dit à Susini un Vice-Ministre des Affaires Etrangères ». Et de démontrer que toutes les forces de Saigon sont concentrées sur des abcès de fixation et, pendant ce temps, que le reste du pays se pourrait lentement, en attendant « le soulèvement général ». A Paris, Le Duc Tho, toujours là, se promène dans son jardin, souriant, et reçoit des visiteurs. Il attend calmement Kissinger. Intoxication, irréalisme, certitudes intimes ? Ces gens sont étonnants. Leur pays est complètement détruit. Tout ce qui avait été reconstruit depuis quatre ans a été réduit en poussière en deux mois. Des objectifs jamais atteints par les précédents bombardements de Johnson, ponts, dépôts, sont volatilisés par des bombes guidées au laser avec une terrifiante précision. Leurs forces au Sud sont visiblement immobilisées. Mais non ! Tout va très bien !

Depuis des années, nous les croyons invincibles. Parce qu'ils nous ont battus, nous pensons qu'ils peuvent battre tout le monde. Nous étions persuadés que l'armée la plus moderne ne pouvait pas résister à une guerre populaire. Nous avons raisonné, agi, comme si leur cause était « juste », comme si à Saigon il n'y avait que des « fantoches », sans âme, sans « motivations ».

Mais il ne s'agit plus d'une guerre populaire. La guerre est conventionnelle, technique, électronique. Les bombes américaines détectent le tank sous la jungle et « sentent » le Viet à 30 000 pieds. Les soldats de Saigon se battent, et pas si mal. La population s'enfuit, au moins autant devant les communistes que devant les bombes américaines. Alors ? Est-ce la fin d'un mythe ?

Ou bien Giap a-t-il vraiment encore plus d'un tour dans son sac ?

Quoi qu'il en soit, je me réjouis d'avoir depuis deux ans recommandé une certaine prudence et dit que nous avons paru, trop souvent, tenir le Nord pour l'inévitable

vainqueur. Tout cela a abouti à cette phrase de Schumann : « Nous ne cautionnons pas l'offensive du Nord. » « Vous la désapprouvez », m'a dit Madame Binh. – « Non, Madame. Mais nous préférons toujours la négociation. »
Pierre Emmanuel condamne « l'escalade réciproque ». C'est une bonne formule. Mais difficile à employer par le Gouvernement.

11 juin

Déjeuner avec Oberemko le 7.

Il ne savait rien alors de la rencontre attendue entre gens de Moscou et de Hanoi, comme suite à la visite Nixon. Mais le jour même, Susini nous disait que le bruit en courait et le lendemain Abrassimov indiquait à Puaux que Podgorny et Katouchev allaient bientôt à Hanoi.

Y vont-ils pour imposer leur solution ?

L'impression générale est d'un lâchage de Hanoi par l'URSS et, dans une moindre mesure, par la Chine. Moscou n'a pas forcé le blocus de Haiphong. L'aviation américaine détruit scientifiquement le réseau de transports et le potentiel industriel du Nord. La DCA paraît très impuissante. Or, la DCA est soviétique, d'origine.

Oberemko m'a surtout paru très anxieux de savoir si nous avons quelques indications permettant de penser que les Américains s'apprêteraient à mettre leurs idées sur le papier. Il paraît certain que Kissinger en a et que s'il les écrivait, cela permettrait de faire redémarrer la négociation.

Je lui ai exposé mon idée du « package deal » : cessez-le-feu et règlement politique simultanés, c'est-à-dire que Thieu part le jour du cessez-le-feu et qu'il faut négocier avant celui-ci le nouveau Gouvernement. Cela signifie que les Américains concèderaient que Thieu partirait aussitôt après le cessez-le-feu et ne pourrait pas présider aux mesures destinées à préparer les élections, mais cela signifie aussi que Hanoi et le Front accepteraient de discuter, Thieu étant encore là, de la constitution du Gouvernement. Chacun ferait un pas envers l'autre et l'on se rencontrerait autour du cessez-le-feu. Oberemko m'a paru intéressé et a suggéré que Schumann en parle à Gromyko dans quelques jours quand celui-ci sera à Paris.

De plus en plus, je trouve que nous devons prendre sur cette question du règlement politique une position équilibrée. J'ai d'ailleurs dit à Oberemko que, puisque le futur Gouvernement de concorde devait avoir une orientation neutraliste, les vrais neutralistes seraient tout désignés pour le diriger.

Les succès de Mc Govern risquent évidemment d'amener Hanoi à spéculer sur sa victoire aux élections de novembre. S'il le faisait, alors il ne faudrait pas s'attendre à un accord d'ici là. Hanoi ferait semblant de discuter, chercherait à faire croire qu'un accord est possible, que seule la mauvaise volonté de Nixon s'y oppose et qu'un homme comme Mc Govern réglerait en deux coups de cuiller à pot.

Tout ceci peut par ailleurs amener Nixon à prendre des positions plus souples pour essayer d'en finir avant les élections.

Quoi qu'il en soit, « l'échec » de Giap, pour reprendre le mot de tout le monde est l'événement marquant. On a tellement eu l'habitude depuis vingt ans de porter aux nues ce général, sous prétexte qu'il avait battu un colonel de cavalerie qui s'appelait Castries, qu'on avait fini par le prendre pour un demi-dieu. Et il en va de même pour toute cette équipe de Hanoi, ces Hô Chi Minh, Pham Van Đông, Le Duan, Truong Chinh dépeints par une presse gauchiste et sentimentale comme des espèces de surhommes ! Fanatiques, disent les autres, du type de « l'Aurore ».

Ni l'un ni l'autre en vérité. Ni cet excès d'honneur, ni cette indignité. Plus simplement ce sont des gens accrochés à quelques idées, et cela est, certes, très respectable, mais ce sont aussi des gens qui se trompent, comme d'autres, comme Pompidou quand il a fait et perdu son référendum.

Maintenant ils sont au pied du mur. S'ils ne veulent que ce qu'ils prétendent vouloir, à savoir le départ total des Américains avec une date et le départ de Thieu avec un Gouvernement de concorde, ils peuvent l'avoir maintenant sans difficulté. Mais s'ils veulent ce qu'ils disent ne pas vouloir, c'est-à-dire un Sud sous la coupe du Front et des « communistes », alors ils seront obligés bientôt de le montrer. A eux de choisir.

6 juillet

Dans l'avion pour Pékin.

Rien écrit sur le Vietnam depuis longtemps, pour une raison simple : nous ne savons rien

de précis. Ni sur le voyage de Podgorny à Hanoi, ni sur celui de Kissinger à Pékin. Sur le premier, les Russes ne se sont décidés à nous faire une communication que vendredi 30 juin. Elle a beau avoir été faite « au plus haut niveau », Abrassimov à Pompidou, il n'y avait absolument rien dedans. On nous disait seulement qu'on avait parlé aux Vietnamiens et qu'ils étaient prêts à reprendre la négociation, ce que tout le monde savait ! Le 30 juin étant le lendemain du 29, jour où Nixon avait annoncé que la négociation reprendrait le 13 juillet.

En fait, il semble que Podgorny n'ait guère été bien accueilli. Les Russes nous disent que Hanoi demeure décidé à obtenir un règlement d'ensemble, cessez-le-feu plus solution politique. Mais ce qu'ils ne nous disent pas, c'est s'ils ont essayé de vendre la marchandise américaine d'un cessez-le-feu sur place sans solution politique (la proposition de Nixon du 8 mai) et s'ils se sont fait envoyer sur les roses. Il faut dire que, dans la mesure où les troupes de Saigon contre-attaquent et reprennent du terrain, la proposition américaine est de moins en moins intéressante. Pour intéresser Hanoi, il aurait fallu à tout le moins maintenir le statu quo militaire au Sud.

Y a-t-il eu entre Hanoi et Washington, soit directement, soit par l'entremise de Moscou et de Pékin, des contacts ayant porté sur le fond des choses et qui permettent vraiment à Nixon de penser que les négociations ont une meilleure chance en juillet qu'en mai ? Tout ce que je sais, c'est qu'il y a eu en juin deux contacts entre Vo Van Sung et l'attaché de l'Air américain, canal habituel pour la reprise des contacts privés et que Miss Byrne nous a dit que la reprise des travaux de Kléber « sous-entendait » la reprise des contacts privés. Il est donc possible que Kissinger vienne à Paris pendant le week-end du 14 juillet. Mais pour l'instant, nous n'avons aucun signe de retour de Le Duc Tho et Xuan Thuy. Peut-il y avoir un cessez-le-feu sans solution politique ? Je ne le crois pas. Mais peut-il y avoir une autre solution politique que le « Gouvernement de concorde nationale » ? Hanoi affirme que non. Nixon espère-t-il faire céder ? Le blocus est-il une arme suffisante, et les bombardements ?

Pour l'instant, il y a à Hanoi une haine accrue contre les Américains.

Mais Giap n'a pas réussi son offensive.

Nous avons proposé une idée. Je l'avais avancée dans une conversation avec Oberemko, Schumann l'a reprise devant Gromyko, Boll devant l'adjoint de Madame Binh : tous l'ont trouvée « raisonnable », mais quand nous l'avons soumise aux Américains, la réponse est venue de façon très solennelle, sous forme d'une sorte de déclaration : « le Gouvernement des Etats-Unis estime inacceptable l'idée proposée par M. Schumann » ! De quoi s'agissait-il ? De suggérer une simultanéité entre le cessez-le-feu et le règlement politique. Autrement dit, Thieu resterait en place jusqu'au cessez-le-feu, ce qui représentait une concession du GRP, mais il partirait à ce moment-là. Un nouveau gouvernement serait formé. Donc Thieu partirait plus tôt que ne le demandaient les Américains mais plus tard que ne le demandait le Front. Cela me paraissait un honorable compromis.

Mais les Américains ont répondu moins sur l'idée de la simultanéité que sur celle du Gouvernement de Concorde. Evidemment, depuis la malencontreuse déclaration faite par Jean de Broglie à l'issue de l'audience de Schumann devant la Commission des Affaires Etrangères, nous passons pour « vendus » à l'idée du Gouvernement tripartite, donc à la solution « communiste ». A Saigon on nous le reproche vivement, dans la mesure où nous paraissions une fois de plus partiaux.

J'en reviens donc à la question : peut-il y avoir une solution politique sans que l'on fasse entrer des gens du Front dans un Gouvernement ? J'en doute, mais en revanche je pense que le Nord et le Front pourraient se contenter d'un Gouvernement où les « communistes » seraient très minoritaires.

Mais peut-être suis-je dans l'erreur totale. Peut-être est-il possible de faire accepter au Front qu'il accepte un cessez-le-feu, que Thieu reste en place, que les Américains s'en aillent, que les prisonniers soient libérés et que rien ne soit encore politiquement engagé ?

Je m'interroge sur la position chinoise. Officiellement, bien sûr, Pékin soutient la position en 7 points du GRP. Mais il y a l'affaire coréenne.

Voici donc que les deux Corée, au terme de négociations secrètes dont nous avons été tenus informés, viennent de décider d'entrer dans un processus de renonciation à la force, de coexistence pacifique et de réunification. Il me semble impossible que les Chinois n'y aient pas prêté la main.

Donc Kim Il Sung accepte de coexister et de discuter avec Park alors même que les troupes américaines occupent encore la Corée.

Pourquoi les Nord-Vietnamiens n'accepteraient-ils pas dans ces conditions de discuter

avec Thieu ?

La question à poser aux Chinois n'est autre que celle-là. Mais ils n'y répondront pas et diront qu'il appartient aux Vietnamiens de régler eux-mêmes leurs affaires.

Pékin 8 juillet

Retour annoncé de Xuan Thuy, dès cette semaine (il est à Pékin depuis hier) et bientôt de Le Duc Tho. La communication d'Abrassimov l'indiquait. Elle ajoutait que l'URSS avait l'impression que les Nord-Vietnamiens n'étaient pas seulement disposés, contrairement à ce que pensaient les Américains, à n'examiner que leurs propres propositions. Comme les propositions américaines sont celles d'un cessez-le-feu sans solution politique, cela veut-il dire qu'ils sont également prêts à examiner celui-ci ?

Hier la position chinoise a été exposée à Schumann par Chi Peng Fei de la façon la plus rigide. Chi a même saisi l'occasion du discours public au banquet du soir pour attaquer le sujet sans nuance. Tout le monde en a été frappé, car il y avait longtemps que les Chinois ne s'étaient pas exprimés publiquement sur le sujet. La raison : la présence de Xuan Thuy au même moment et la nécessité de ne laisser planer aucun doute sur le total soutien de Pékin au moment où la négociation va reprendre ? Sans doute.

Peut-être aussi les Chinois, qui avaient eu connaissance à l'avance du discours de Schumann, lequel, tout en étant ferme, ne contenait aucune allusion désagréable pour les Américains, voulaient-ils éviter de donner l'impression que nous aurions pu les inciter à adoucir un peu leur attitude.

Schumann, dans sa conversation, s'est efforcé de sonder Chi sur deux points : la zone de paix et la neutralité en Indochine, et l'idée de la simultanéité entre le cessez-le-feu et la solution politique. La réponse a été : nous soutenons les positions des Vietnamiens, c'est à eux de régler leurs affaires.

Par ailleurs Chi a redit toutes les raisons de l'hostilité de la Chine à une nouvelle Conférence de Genève et à des garanties données par les Puissances à un nouveau règlement. Mais il l'a fait en s'abritant surtout derrière l'hostilité des Indochinois eux-mêmes.

Attaques contre la « clique Lon Nol » et aussi contre la « droite laotienne ».

Nous avons de notre côté publiquement parlé des quatre Etats d'Indochine, ou plutôt des quatre pays.

Nouvelles confirmations de la volonté systématique des Américains de nous tenir à l'écart. Kissinger ne l'a pas caché à Joe Kraft et il a demandé néanmoins à Debré, actuellement à Washington, que dans les trois prochaines semaines qui seraient « particulièrement délicates » nous nous montrions particulièrement discrets. La combinaison de ces deux attitudes m'irrite énormément : ou bien les Américains veulent nous tenir à l'écart et en ce cas nous n'avons aucune raison de les « aider » en nous taisant et nous devons garder toute notre liberté de parole ; ou bien ils nous parlent de leurs projets et nous informent, et nous donnent ainsi des raisons de nous taire éventuellement.

Servir les orangeades Avenue Kléber, voilà tout ce à quoi ils voudraient limiter notre rôle ! Il n'empêche qu'un jour viendra où l'Occident, dans son ensemble, sera très heureux de constater qu'il y a encore en Indochine des professeurs et des experts français.

Pékin - 10 juillet

Vif discours hier soir de Chou En Lai. Soutien total au programme du GRP.

La veille, Kissinger s'était déclaré modérément optimiste et avait fait allusion aux contacts secrets menés depuis deux mois et dont il tirait l'impression que Hanoi pourrait assouplir sa position. Chou, de toute évidence, a voulu éviter par un silence de paraître complice de cette entreprise de pression sur Hanoi. Mais ne l'est-il pas ?

Quand on voit ce qui se passe en Corée, on peut s'interroger. Les Chinois ne poussent-ils pas par en dessous à des solutions de compromis ? Sans doute, mais jusqu'où ? Chou a donné une première réponse en demandant clairement la fin du soutien à Thieu.

De son côté Kissinger parle-t-il sérieusement, a-t-il vraiment des raisons fondées de parler ainsi ? Ou bien fait-il de l'intoxication en vue de la convention démocrate qui s'ouvre à Miami le 13 juillet ? Pour Nixon, il s'agit d'éviter que la campagne électorale se déroule sur le thème de la guerre au Vietnam et que Mc Govern n'apparaisse comme l'homme susceptible de faire la paix. On peut donc soupçonner Nixon de vouloir à tout prix démontrer le 13 juillet, par la reprise des travaux de Paris, qu'il est tout aussi capable que Mc Govern de faire la paix. Pour cela, il faut qu'il se passe quelque chose. Il serait donc logique que l'un ou l'autre fassent un pas en avant et plus logique encore que ce soit

réciroque. Mais Kissinger a-t-il vraiment quelque chose de sérieux en poche ?

Quoi qu'il en soit, si manœuvre il y a, il faut reconnaître que Hanoi accepte de s'y prêter en renvoyant ses négociateurs à Paris.

Mais dans le même moment Hanoi donne tous les signes extérieurs de l'intransigeance. Les Indiens, auxquels les Russes avaient demandé de prêcher à Hanoi la modération, se sont fait envoyer proprement sur les roses. Cependant Hanoi aussi peut cacher son jeu. Bref personne n'abat ses cartes et apparemment chacun demeure sur ses positions. Mais il est possible que, soit il y ait déjà entente pour occuper des positions nouvelles « préparées à l'avance », soit chacun ait le sentiment que l'autre va le faire et se prépare à le faire soi-même en réponse. Le risque est, en ce dernier cas, qu'il y ait erreur de calcul, ou que chacun attende l'autre et que rien ne se produise, ce qui semble avoir été le cas au début de mai.

Shanghai - 11 juillet

Conversation dans l'avion avec le Ministre assistant des Affaires Etrangères. Comme il parle anglais, la conversation est facile.

Sur l'Indochine, il ne se montre pas optimiste à court terme, c'est-à-dire pour les prochaines semaines. Mais à long terme, comme il dit, il l'est, car les Américains sont obligés de se retirer.

Son langage est très modéré. Nous comprenons, dit-il, que ce n'est pas simple pour les Américains. Il leur faudrait prendre une décision très radicale, très courageuse. Cela supposerait un grand homme. Comme de Gaulle pour l'Algérie (la comparaison revient sans cesse). Pour nous, nous ne voulons rien faire qui puisse gêner les négociations. Certes nous continuons à aider nos amis vietnamiens, mais nous souhaitons qu'ils puissent s'entendre avec les Américains. Quant aux formules de la négociation, c'est à eux de les trouver.

Comme j'évoque la possibilité pour Français et Chinois d'être en plus étroit contact à Paris puisque c'est là que se tient la Conférence, tout en précisant qu'il ne s'agit nullement de nous immiscer dans la négociation, mon interlocuteur convient qu'en effet la France et la Chine peuvent agir comme intermédiaires (« third parts »).

Comme Chou En Lai hier soir, il feint de penser que nous avons de bien meilleurs moyens que la Chine d'agir auprès des Américains.

Je conclus de tout cela que les Chinois ont au moins promis aux Américains de ne pas compliquer les choses. Et comme mon Vice-Ministre m'a dit aussi que les Chinois ne donnaient pas aisément leur parole mais que quand ils la donnaient ils la tenaient, j'en déduis aussi qu'ils seront fidèles à leur promesse.

Wang remarque aussi que Nixon est l'homme des décisions rapides. Il peut tout aussi bien pratiquer une nouvelle escalade de guerre, que faire un nouveau geste de paix dramatique.

Dans l'immédiat, je parierais plutôt pour une nouvelle ouverture pacifique ces jours-ci.

Chou En Lai s'est exprimé également en termes modérés. Il n'a rien dit de fondamentalement nouveau, mais il a mis l'accent sur quelques points importants. Par exemple : les gens de Hanoi et du Front ont affirmé qu'ils ne voulaient pas communiser le Sud, un Gouvernement où ils ne seront qu'une minorité ne pourra pas être un Gouvernement communiste ; le Vietnam sera toujours un pays indépendant ; la première fois que j'ai été à Hanoi comme Premier Ministre pour voir Hô Chi Minh (que j'ai connu à Paris, à l'époque où nous étions tous deux engagés dans la lutte révolutionnaire) il m'a mené au tombeau de ces deux sœurs (j'ai oublié le nom) qui autrefois avaient mené la lutte de résistance contre les Chinois.

Chou En Lai nous a critiqués pour notre attitude envers Sihanouk. On ne peut dire qu'il ait exactement repris à son compte les critiques de Sihanouk, néanmoins il s'en est fait plus que l'écho, disant que celui-ci nous reprochait de ne pas réaliser complètement l'esprit du discours de Phnom Penh. Schumann qui a vu Penn Nouth la veille, lequel avait été aimable mais n'en avait pas moins prétendu que Sihanouk et le GRUNK représentaient la « légitimité », s'est défendu comme il pouvait. Il a notamment fait valoir qu'en maintenant une présence au Cambodge, nous empêchions les Américains de s'y installer trop en force. C'est un argument que j'ai repris avec mon Chinois dans l'avion et qui porte un peu. Mais pas assez pour les amener à changer d'avis.

Ceci dit, avec un bon rire, Chou a ajouté que le mécontentement de Sihanouk à l'égard des Soviétiques était encore plus grand et que, si c'était Gromyko au lieu de Schumann qui avait été là, il ne lui en aurait même pas parlé parce qu'ils avaient eu tous deux des choses plus importantes à discuter, ce qui était quand même une façon de mettre les

choses à leur vraie place. En d'autres termes, les relations entre la France et la Chine ne sont quand même pas bloquées à cause de Sihanouk.

Autre point : Chou a nettement dit que sans un Gouvernement de coalition à Saigon, la guerre continuerait. Le retrait américain ne suffisait pas.

Penguilly – 4 août

C'est après le dîner du 10 juillet, vers 9 heures du soir, que Chou En Lai a informé Schumann que Mao allait le recevoir. De cette conversation que Schumann m'a racontée le lendemain dans l'avion qui nous ramenait à Paris, je retiens, du point de vue indochinois, que Mao a plus critiqué les Nord-Vietnamiens que les Américains. Il les a critiqués pour ne pas accepter de discuter directement avec Thieu. « Il faut savoir discuter avec son adversaire. Moi-même j'ai discuté avec Tchang Kai Chek. »

Voilà qui est évidemment important, en même temps que très chinois. Il est vraisemblable que le conseil a été donné à Hanoi. D'autre part, je ne puis croire que Mao, qui n'est nullement sénile et qu'on ne laisserait pas voir aux étrangers s'il l'était, puisse dire quoi que ce soit par inadvertance. Exemple : son récit de l'affaire Lin Piao. Schumann croyait détenir un formidable secret, un « scoop ». Ce n'était que partiellement vrai. Nous avons, Duzer et moi, aussitôt pensé que, dans les prochains jours, la version de l'affaire servie à Schumann allait être sur la place publique. Cela n'a pas manqué. Les Chinois me paraissent ne rien dire de vraiment très confidentiel. S'ils disent quelque chose de nouveau, c'est qu'ils ont décidé de faire savoir que désormais telle était leur position ou telle était la version officielle de l'événement. Mais ils choisissent admirablement leur moment, leur interlocuteur. Ils calculent la confiance, la révélation.

Donc il est vraisemblable que cette opinion sur la négociation directe avec Thieu a été communiquée directement aux Américains. Je l'ai sciemment, mais avec l'accord de Schumann, omise du compte-rendu que je leur ai fait, par ailleurs très complet. Cependant le moment venu, je compte le leur dire. En fait, s'ils nous parlaient davantage, nous leur aurions dit cela... sans d'ailleurs rien leur apprendre sans doute. Le danger d'une telle confiance est de les inciter à raidir davantage encore leur position.

Kissinger est donc revenu le 19 juillet à Paris pour rencontrer Le Duc Tho. Conversation de 6 heures et demie. Schumann m'assure que nous avions été prévenus du fait matériel, mais que nous ne recevons aucun compte-rendu. Est-il certain que Pompidou ne reçoit rien ? J'ai tendance effectivement à le penser, car je perçois de temps à autre des nuances d'impatience. D'autre part, j'ai copie de certaines lettres adressées par Nixon à Pompidou sur ses visites ou celles de Kissinger à Moscou et Pékin. Jamais l'on ne m'a rien montré sur les entretiens avec les Vietnamiens. Mais enfin parfois le secret est tel que je ne jurerais de rien.

Donc, nous ne recevons nos informations que des gens de Hanoi.

Le lendemain j'ai rencontré Ky, l'adjoint de Thuy qui m'a dit : « Tout tourne toujours autour de la même question. Les Américains veulent un cessez-le-feu avant l'accord politique. Nous voulons l'accord avant le cessez-le-feu. » Puis, Vo Van Sung est venu informer Schumann officiellement. J'en ai retenu que cette fois les deux côtés s'étaient mis d'accord pour annoncer la rencontre, que Kissinger n'avait fait aucune proposition nouvelle, qu'il s'en était tenu aux propositions du 8 mai, ce qui marquait donc un recul dans la mesure où il n'était même pas revenu au plan en 8 points d'accord global, que néanmoins l'on s'était mis d'accord pour une nouvelle rencontre au début d'août, sans que la date précise en soit encore fixée.

Puis j'ai été rendre visite à Le Duc Tho le 25. Excellente conversation. C'est vraiment un autre interlocuteur que Xuan Thuy. Je comprends que Kissinger se refuse à rencontrer celui-ci, car il ne fait que réciter son disque, tandis que Le Duc Tho parle, discute, interroge. Il prend des notes, il les relit pour se référer à tel ou tel point, il nuance, il rit intelligemment.

Une fois de plus, je me vois demander si Nixon veut vraiment faire la paix. Ma réponse est nuancée. Que Nixon veuille désengager les Etats-Unis de la guerre, certes, mais je ne puis assurer qu'il soit vraiment disposé à faire le nécessaire pour que cesse la guerre. Et ce nécessaire, si je comprends bien, ce serait d'accepter un accord politique. Le Duc Tho m'approuve. J'essaie alors de développer peu à peu mon idée sur la simultanéité entre un cessez-le-feu et un accord politique. J'explique que le cessez-le-feu doit ouvrir une page nouvelle dans l'histoire du Vietnam et que pour inaugurer cette page nouvelle il serait logique que viennent au pouvoir à Saigon des hommes nouveaux. C'est la constitution de cette équipe qui devrait faire l'objet de la négociation. La difficulté principale provient de ce que les Américains se refusent à en discuter hors de la présence de Thieu et que

Hanoi refuse d'en discuter avec Thieu. Mais peut-être la difficulté pourrait-elle être tournée si chacun faisait un pas en avant : si les Américains acceptaient de discuter du principe d'un Gouvernement de coalition tandis que toutes les autres parties intéressées accepteraient de commencer la discussion entre elles, telles qu'elles sont actuellement constituées. Ceci revient, mais je ne l'énonce pas explicitement, à demander qu'en échange de la concession américaine, Hanoi accepte de discuter avec Thieu de la formation du Gouvernement de coalition. J'ajoute qu'il existerait, bien sûr, un autre moyen de permettre à la négociation politique de s'engager : ce serait que Thieu s'en aille et que vienne au pouvoir à Saigon une nouvelle équipe. Mais de pareil changement je ne vois pour l'instant aucun signe. Certes, on parle beaucoup à Saigon, mais de tous ces conciliabules et projets, il ne sort rien, du moins pour l'instant.

Le Duc Tho ne m'a à aucun moment démenti, il n'a rejeté aucune de mes propositions. Mais ceci ne signifie rien. Cependant ce qui m'a frappé, c'est qu'il m'a dit : dans nos conversations avec Kissinger, nous n'avons abordé que le premier point, à savoir le principe du Gouvernement de coalition, nous n'avons pas abordé le second. Il a aussi ajouté : croyez-moi, si les Américains se montrent souples, nous saurons aussi nous montrer souples. Ceci peut signifier que Hanoi accepterait de discuter avec Thieu du Gouvernement de coalition si les Américains en acceptaient le principe. Mais je n'en sais rien. Et il a encore moins dit que chacun pourrait faire la concession en même temps. Quant au Gouvernement à trois composantes, j'ai développé mon idée : puisque ce Gouvernement doit faire une politique neutraliste, les mieux placés pour le diriger devraient être les neutralistes. Comment ceux-ci seraient-ils choisis ? Réponse : nous nous entendrions avec nos amis français. La carotte est grosse. Mais j'ai voulu aller plus loin. Il est normal, ai-je dit, que les gens de Saigon ne veuillent pas que les portefeuilles de l'Armée et de la Police soient aux mains du FNL, pas plus que celui-ci n'accepterait qu'ils soient aux mains des gens de Saigon. Je vous laisse le soin d'en tirer la conclusion, ai-je ajouté. Il a beaucoup ri.

Le 27 au soir, Oberemko m'avait invité à dîner, en tête-à-tête, à l'Ambassade. Ce genre d'invitations laisse généralement présager des confidences. Il n'y en eut guère sur le fond, sinon qu'à son avis les Américains évoluaient et finiraient par accepter le Gouvernement de coalition. Je lui ai demandé d'où il tirait ses impressions : où avaient lieu les vrais contacts soviéto-américains sur le Vietnam, ici entre lui et qui, à Washington entre Dobrynine et Kissinger ? Il m'a répondu vaguement, mais m'a parlé de Kubisch le Ministre conseiller américain.

Mais l'essentiel du message n'était pas là. Il s'agissait de me dire, « à titre personnel », que nous pouvions, lui et moi, « à titre personnel », faire avancer la paix. Nous avions, j'avais « personnellement », la confiance de tout le monde (J'ai fait des réserves sur la confiance que me faisaient les Américains). J'étais toujours à la recherche d'une solution, j'avais des idées, je n'étais pas comme certains qui, tout en faisant des déclarations, en fait ne s'intéressaient pas vraiment à la question et ne tentaient rien. (De qui s'agissait-il ? De mon Ministre ?)

Tous ces compliments faits, Oberemko n'a avancé qu'une idée précise. Pourquoi n'établirait-on pas une liste des questions à régler dans le cadre d'une solution politique ? Une sorte de catalogue que l'on présenterait à chacun. On verrait bien.

Cela m'a paru fort ressembler à une mission Jarring.

J'ai dit que j'étais toujours à la disposition de qui on voulait, que je partais en congé le surlendemain, mais qu'il était toujours facile de me joindre. Ceci dit, que pouvait-on faire de précis ? La première rencontre n'avait rien donné, mais cela n'était que naturel. Si la seconde ne donnait pas davantage, alors ce serait sérieux.

Le lendemain, invitation en catastrophe de Pham Dang Lam. Déjeuner en tête-à-tête que j'accepte en me libérant d'une autre invitation. Je pensais qu'il avait quelque chose à me dire.

J'en suis sorti avec une étrange impression. D'abord, l'invitation signifiait que du côté de Saigon l'on voulait maintenir, voire renforcer le contact. Donc notre crédit n'était pas à zéro. Ensuite Lam n'a parlé que du règlement politique. Le gouvernement à trois tendances ? On n'en veut pas. Cela ne peut pas marcher. Mais il s'agit de faire sa place au Front et aux communistes, on pourrait prévoir d'ajouter aux élections présidentielles des élections à des chambres, haute et basse.

J'ai répondu que pour le Front cela ne me paraissait pas pouvoir remplacer la participation à un gouvernement. Mais évidemment, et, c'est toujours pareil, tous ces gens estiment impossible la cohabitation dans un même gouvernement. Ils me renvoient toujours à notre propre expérience de 45-46, au coup de Prague, etc. Répondre que l'Asie n'est pas l'Europe, ni le Vietnam la France, c'est facile, mais guère convaincant.

Le livre de Robert Rothschild sur la chute de Tchang Kaï-Chek est très intéressant à cet égard. Il a l'air de penser qu'en 45-46, les communistes chinois auraient été disposés à participer sincèrement à un Gouvernement de coalition et à une vie parlementaire démocratique.

J'avoue être moi-même perplexe.

Deuxième rencontre le 2 août Kissinger-Le Duc Tho. Je n'ai encore aucun renseignement. Pendant ce temps, sur le terrain c'est le calme, sauf au Nord qui continue d'être pilonné. Cet acharnement a peu à peu fait remonter les actions de Hanoi dans l'opinion. L'on a oublié que l'offensive est venue du Nord, l'on a oublié les « panzers » de Giap fonçant sur Hué et Saigon et le Nord est redevenu la victime de la barbarie américaine. Néanmoins les sentiments vis-à-vis du Nord ont changé, subtilement. Le mythe a été ébranlé, d'abord par l'offensive, qui transformait une guerre de libération en une guerre de conquête, ensuite par son échec qui réduisait le demi-dieu Giap au rang d'un mauvais général. Il ne reste plus que la pitié pour ce « valeureux » peuple qui encaisse les coups avec un « courage » voisin du « fanatisme », qui est « abandonné », voire « trahi » par ses alliés russes et chinois, auquel tout le monde conseille de faire la paix, qui n'a plus aucun espoir de gagner la guerre, mais qui contre toute raison s'acharne à refuser la paix « généreuse » et « prometteuse » que lui offre Nixon.

Le petit peuple s'enterre. Peuple de taupes, sourdes et aveugles. Le géant écrase les taupinières. Elles resurgissent, un peu plus loin.

A quand la prochaine offensive ?

Vous n'avez plus que trois mois, M. Nixon, pour en finir.

Penguilly – 16 août

Je lis que Kissinger est venu à Paris une troisième fois avant-hier voir Le Duc Tho, puis qu'il est aussitôt parti pour Saigon tandis que celui-ci s'envolait pour Hanoi. Il y a donc du nouveau. Quoi ?

« Time » parle d'un nouveau plan américain : il s'agirait d'une négociation entre deux Gouvernements sudistes, chacun établi et confirmé dans la zone qu'il contrôle. Tel quel, je ne vois pas en quoi cela peut satisfaire Hanoi. Car cela revient toujours à lui demander d'accepter le cessez-le-feu sans que la solution politique soit en vue. A moins alors, ce que « Time » ne dit pas, que les Américains aient déclaré qu'ils acceptaient le principe du Gouvernement de concorde.

On peut imaginer le scénario suivant :

Fin juillet, premier entretien. Kissinger revient voir si Le Duc Tho a quelque chose de nouveau et constate que celui-ci refuse toujours la proposition du 8 mai et demande un règlement global.

Quelques jours plus tard, je propose à Le Duc Tho d'accepter l'échange suivant : les Américains acceptent le principe du Gouvernement de coalition, mais Hanoi accepte d'en discuter les modalités avec Thieu, tout ceci avant le cessez-le-feu.

Supposons qu'à la deuxième entrevue, Le Duc Tho ait laissé entendre qu'il était prêt à accepter quelque chose de ce genre. Kissinger rentre à Washington et en revient le 14 avec une contre-proposition : d'accord, mais à la double condition que Thieu accepte de s'engager sur le Gouvernement de coalition, mais aussi que le cessez-le-feu soit proclamé avant. La première condition exige que Kissinger aille à Saigon pour convaincre Thieu, la seconde que Le Duc Tho aille à Hanoi pour convaincre ses gens d'accepter le cessez-le-feu préalable.

Dans ce schéma, Hanoi aurait à faire deux concessions : 1) accepter, comme je l'ai suggéré, de négocier avec Thieu la constitution d'un Gouvernement de coalition, 2) accepter que cette négociation n'ait lieu qu'après le cessez-le-feu, tandis que Saigon aurait à faire la concession unique d'accepter de négocier la constitution du Gouvernement de coalition qui implique la démission à terme de Thieu.

Une question importante est de savoir quel prix réel Hanoi peut attacher à obtenir l'arrêt des bombardements. S'il y tient beaucoup, le prix à payer est sans doute d'accepter le cessez-le-feu, ce qui expliquerait, dans le schéma ci-dessus, que Kissinger ait formulé cette deuxième exigence, sachant que Hanoi commençait à subir le poids de la destruction quotidienne de son infrastructure et de son économie.

Mais, les choses s'enchaînant, il est vraisemblable que Washington demande aussi que le cessez-le-feu s'accompagne de l'arrêt, d'une part des aides extérieures, d'autre part de celui des opérations au Laos et au Cambodge. Hanoi peut trouver intérêt à l'arrêt de l'aide américaine à Saigon, mais l'arrêt de l'aide soviéto-chinoise, relativement facile à contrôler par les Américains, est difficile à accepter si par ailleurs Hanoi n'est pas certain que la

guerre ne reprendra pas. Par ailleurs, l'arrêt des opérations au Laos et au Cambodge se ferait-il sur place ? Si oui, le camp « révolutionnaire » y gagne. Il serait donc logique que Hanoi n'accepte le cessez-le-feu que si Washington lui donnait la certitude d'un processus politique. S'il en est bien ainsi, et à supposer que Kissinger revienne de Saïgon avec un accord, ce qui me paraît vraisemblable, il est plus douteux que Le Duc Tho revienne de Hanoi avec un accord sur un cessez-le-feu préalable. Mais ce que Hanoi pourrait accepter, c'est un cessez-le-feu qui s'accompagnerait, sinon de la constitution effective du Gouvernement de coalition, du moins de l'ouverture effective de négociations politiques. D'autre part, Hanoi pourrait demander que le cessez-le-feu ne s'accompagne pas de l'arrêt des aides étrangères.

Au-delà de toutes ces spéculations se pose la question fondamentale de savoir si, à Washington et à Hanoi, l'on fait semblant de négocier ou l'on négocie sérieusement. J'ignore ce que Nixon pense véritablement du Vietnam au regard de sa campagne électorale. A-t-il vraiment besoin de la paix pour gagner sa bataille ? La coalition Mc Govern-Shriver est-elle vraiment dangereuse sur ce terrain ? Quoi qu'il en soit, pour l'instant, le Vietnam demeure au premier plan, contrairement aux espoirs déclarés de Nixon. Shriver a tout de suite attaqué, en parlant d'occasion manquée en 68. Il a raison, mais Rogers lui a répliqué qu'à aucun moment, dans sa correspondance, Shriver n'en avait fait état. A quoi je répondrais, si j'étais lui, que la négociation n'était pas son affaire, bien qu'étant Ambassadeur à Paris, et qu'elle était celle de Lodge.

J'ai réussi à obtenir la libération des sept planteurs français internés à Lao Ninh depuis le début de l'offensive Viet-Cong. Pour la première fois, devant la stérilité de nos démarches répétées, il m'a fallu user de fermeté et de représailles. J'ai fait refuser les visas à une délégation de gens de Hanoi et du GRP qui venaient pour un congrès médical à Paris. Toute la gauche française a crié au scandale mais j'ai tenu bon, Schumann m'a suivi, et un mois après, les planteurs ont été relâchés. Du coup, les milieux des plantations qui me sont en général très hostiles sont assez retournés. Ils étaient persuadés que nous n'obtiendrions jamais leur libération et que les Viets les gardaient pour garantir la poursuite de l'arrêt des bombardements que nous avons en effet obtenu des Américains depuis le début d'avril. C'est un joli succès pour notre politique, mais naturellement le grand public n'en sait rien, car j'avais supplié les planteurs de ne pas lancer la presse sur l'affaire.

Penguilly – 26 août

Retour à Paris demain. Je sais seulement que Vo Van Sung a vu Schumann et lui a fait une communication sur les deux derniers entretiens entre Kissinger et Le Duc Tho (lequel est reparti pour Hanoi sans avoir vu Schumann, mais celui-ci était en vacances). D'après ce qu'on m'a dit au téléphone, les choses auraient un peu bougé, mais les Vietnamiens se refuseraient à admettre qu'il y ait eu le moindre progrès.

Je reviens en arrière sur le voyage en Chine de juillet.

Pour un Européen de l'Ouest, soumis à la pression soviétique, il est certain que la Chine exerce sur l'URSS une contre-pression utile. En ce sens, la Chine est vis-à-vis de l'Europe occidentale une « puissance d'ordre », un « allié objectif ». Tout ce que la Chine demande aux Européens de l'Ouest, c'est de s'unir contre l'URSS, non pas en une croisade, mais en une communauté solide et indestructible. Elle n'a aucun intérêt à voir progresser des Partis communistes qui, en règle générale, sont d'obédience soviétique, ni à voir l'Europe de l'Ouest affaiblie et peu à peu soumise, par le processus de « finlandisation », à l'influence de l'URSS. Aussi n'entend-on pas réclamer à Pékin la dissolution de l'OTAN. Au contraire, la méfiance à l'égard du processus de la « sécurité européenne » inquiète. Certes, l'on veut espérer que la conception française qui, explique Schumann, viserait à « déstabiliser » l'Europe Orientale, suscite-t-elle de la sympathie et on lui souhaite bonne chance ! Mais l'on est sceptique sur les possibilités d'y parvenir et j'imagine que les franchises réserves américaines à l'égard de la négociation sont plus appréciées que nos « illusions ».

De toutes les réflexions de Mao à Schumann, celles qui m'ont le plus frappé concernaient la menace soviétique. Mao s'est dit assuré que l'URSS en fait n'attaquerait pas la Chine et a laissé entendre que tout ce tintamarre sur les intentions de l'URSS à son égard n'étaient que du vent, l'important étant de faire avaler le rapprochement avec les Etats-Unis. Mais, a-t-il ajouté, « Ne vous y trompez pas, c'est vous que l'URSS vise. » Bref, tout se passe comme si Mao était persuadé que l'URSS voulait dans une première phase s'en prendre à l'Europe, avant de se retourner contre la Chine.

Or trop de gens voient les choses d'une autre façon. Ils pensent qu'actuellement l'URSS

veut avoir la paix en Europe Occidentale pour pouvoir s'occuper librement de la Chine. En conséquence l'URSS serait en Europe une « puissance d'ordre ».

N'ayant cessé depuis toujours d'éprouver la plus profonde méfiance à l'égard de la politique soviétique, je serais tenté, bien évidemment, de partager l'analyse chinoise.

Mais que peut-on pratiquement faire avec la Chine ?

C'est la question qu'à Paris l'on va se poser de plus en plus si Pompidou y va l'an prochain. J'ai proposé ce voyage il y a maintenant quelques mois (Je ne l'ai pas noté ici, je crois, car jusqu'à présent je n'ai parlé dans ce journal pour ainsi dire que de l'Indochine). J'avais suggéré que Schumann fasse savoir à Pékin que Pompidou souhaitait y aller et que l'invitation soit confirmée. Mais j'avais proposé que le voyage n'ait lieu qu'en 74 et qu'il soit précédé d'une visite au Japon en 73. Cependant, Pompidou n'est guère intéressé par celle-ci, ce qui me paraît regrettable. Donc Schumann en a parlé à Chou En Lai. La réaction a été plus que positive au point que Mao a exprimé le désir de voir Pompidou dès que possible, avant même la fin de l'année, faisant allusion au Général de Gaulle qui était mort avant de venir en Chine comme il le souhaitait. Pense-t-il à sa propre mort ? Sans doute. Mais Pompidou vient de faire répondre qu'il ne pourrait y aller avant mars 73, c'est-à-dire avant les élections. En fait Schumann m'avait dit, insistant sur le « secret », (nous étions revenus de Pékin) que Pompidou n'irait à Pékin que s'il allait à Moscou aussi, ce qui illustre bien les permanentes ambiguïtés de notre politique (Je ne les désapprouve pas pour autant).

Avec les Chinois nous ne signerons certainement pas un traité dont nous n'avons pas voulu avec les Soviétiques, mais nous pourrions instituer un système de « consultations ». Cela n'a aucun sens, mais fait impression. Cela diminuerait aussi l'importance que certains attendent du « protocole » franco-soviétique.

Mais, en Asie, la Chine est-elle une « puissance d'ordre » ? Que penser de son veto sur l'admission du Bangladesh à l'ONU ? Faut-il l'interpréter comme le fruit d'une rancune tenace contre l'Inde et l'URSS, rancune qui refuse tout apaisement et s'oppose à toute normalisation, ou au contraire comme le signe d'une politique hyper-conservatrice, la sécession du Bangladesh étant un mauvais exemple pour les autres pays du continent et d'ailleurs ?

Paris – 29 août

Abe Chayes, qui faisait partie, il y a dix ans, de l'équipe Kennedy et que j'avais bien connu à l'occasion des négociations diverses de Genève à l'époque, est de passage à Paris pour le compte de Mc Govern. Nous avons longuement parlé du Vietnam, qui évidemment est la grande plate-forme électorale de Mc Govern. Mais, outre que ses chances d'être élu sont très minces, il est clair, et la conversation avec Chayes le confirme, qu'en fait Mc Govern et son équipe ne sont nullement certains, s'ils étaient au pouvoir, de tenir leur pari. Mc Govern a promis de liquider la guerre en trois mois, mais comme je le faisais remarquer à Chayes, il est ou plutôt il serait dans une situation beaucoup plus faible que Mendès-France en 54. Celui-ci, en effet, avait un moyen d'obliger le Viet-Minh à négocier sérieusement : c'était la menace d'une part d'envoyer le contingent si, au bout de 30 jours, la négociation n'avait pas réussi, d'autre part la menace d'internationalisation de la guerre et l'intervention américaine. Mais Mc Govern, loin de pouvoir agiter l'une quelconque de ces menaces, déclare qu'en tout état de cause il retirera toutes les troupes américaines et cessera tous les bombardements et toutes les opérations militaires. Cependant, et c'est là qu'est l'incertitude et que le bât le blesse, il ne peut affirmer qu'en échange les prisonniers américains seront libérés. En effet, à aucun moment Hanoi ne l'a affirmé. Récemment Ramsey Clark, ancien attorney général de Johnson, s'est rendu à Hanoi, Pierre Salinger a pris contact à Paris avec les gens du Nord. Aucun d'eux n'a reçu d'assurances formelles. Dans une interview Madame Binh a déclaré qu'il ne serait pas logique que les prisonniers soient libérés tant que la guerre n'aurait pas cessé et que des Vietnamiens seraient tués par des bombes et des munitions américaines. Stricto sensu, cela signifie que les Américains doivent cesser d'approvisionner l'armée de Thieu après leur départ et même lui retirer les armes et munitions d'origine américaine dont elle dispose pour pouvoir récupérer leurs prisonniers. Même Mc Govern ne pourrait faire cela, si disposé qu'il soit à laisser Thieu tomber, et c'est bien cela qui l'ennuie, car en fait s'il peut dire qu'il cessera la guerre, il ne peut dire qu'il récupérera les prisonniers. Or les Américains, le peuple, ne comprendraient pas que l'un n'aille pas sans l'autre.

3 septembre

Pham Van Dong a reçu Susini le 15 août. « Plus maigre et asiatique que jamais, visiblement affaibli », mais « n'ayant rien perdu de sa vivacité d'esprit, de sa lucidité et de son énergie de caractère », Pham Van Dong a tout d'abord réaffirmé la détermination de Hanoi à ne pas céder aux pressions des Américains, combinées aux manœuvres diplomatiques « à l'extérieur » : claire allusion aux voyages à Moscou et à Pékin que la presse de Hanoi a d'ailleurs dénoncés il y a quelques jours en termes voilés où « l'opportunisme » de certains pays socialistes n'est pas ménagé. « Il n'est pas question pour Hanoi d'accepter un cessez-le-feu sans que soient définies auparavant les conditions du règlement politique. » J'avoue avoir éprouvé quelque satisfaction en lisant cela, non que je sois d'accord (là n'est pas la question) mais simplement parce que cela confirme notre analyse de la position de Hanoi. « A la rigueur, ajoute Dong, les discussions pourraient être menées parallèlement. » Deuxième satisfaction, car cette déclaration confirme aussi notre analyse : Hanoi est prêt à une certaine souplesse. En outre, celle-ci rejoint nos propres suggestions : nous avons conseillé la simultanéité du cessez-le-feu et du règlement politique, ce qui signifie un parallélisme dans la discussion des deux aspects du problème. Mais Dong ajoute : « Nous ne nous laisserons pas bernier une deuxième fois », ce qui confirme aussi que Hanoi estime qu'en 1954 l'accord de Genève n'a pas donné de certitude ni de garantie de règlement politique. Cela aussi, nous n'avons cessé de le répéter aux Américains. Hanoi ne peut se contenter d'une promesse, même assortie d'une date fixe, si ces élections doivent se faire sous la houlette de Thieu ou si le FNL doit dépendre de sa bonne volonté. Le problème qui se posait en 1954-56, à l'échelle du Vietnam tout entier, demeure le même aujourd'hui à l'échelle du Sud. « Le nœud, dit Dong, est l'organisation du pouvoir politique à Saigon et si les Américains acceptent d'en parler à Paris, les Vietnamiens seraient prêts à répondre à cette ouverture. » Ceci nous est évidemment dit pour que nous le redisions.

J'ai été stupéfait à mon retour de constater que personne au Quai d'Orsay n'avait songé à transmettre cet entretien aux Américains. Schumann est tellement irrité contre eux parce qu'ils ne nous disent rien qu'il ne songe même plus à leur parler. J'ai demandé à Alphand si Schumann ne pourrait pas parler à Nixon, Rogers et Kissinger lorsqu'il irait à Washington en septembre pour les Nations-Unies. Réponse : « A quoi cela sert-il ? » J'ai plaidé le contraire et j'ai finalement obtenu de pouvoir présenter des suggestions, mais sans aucune garantie qu'elles seront suivies.

Je me suis servi comme d'un argument de la dernière partie de la conversation entre Dong et Susini. Dong en effet a insisté sur le rôle que la France pouvait jouer dans la formation du Gouvernement à trois composantes. Il se dit conscient des difficultés que celui-ci rencontrera du fait que « les représentants de l'ancienne administration de Saigon, malgré le départ des Américains, resteront nécessairement sous l'influence de la CIA et ceux du GRP ne pourront peut-être pas arrêter immédiatement leur élan « révolutionnaire ». Ce dernier aveu m'a beaucoup intéressé, car c'est la preuve que Hanoi est réaliste et ne cache pas la situation : il y aura des gens dans le Front pour vouloir conquérir le pouvoir par la force « révolutionnaire ». Dong en tire la conclusion que « le choix des représentants de la troisième force aura une importance capitale ; ils devront servir de tampon entre les deux extrêmes, leur action sera primordiale. » Il s'agit donc de « rechercher les meilleurs neutralistes », avec l'aide de la France. Il souhaitait pour cela l'ouverture à Paris de conversations approfondies entre Xuan Thuy et Madame Binh d'une part, le Gouvernement français de l'autre.

Nous voici donc conviés à mettre sur pied la troisième force. Là aussi, il n'y a eu jusqu'à présent aucune réaction. Pourtant Vo Van Sung, venu parler des rencontres Kissinger-Le Duc Tho à Schumann le 18 août, le lui a confirmé. « La troisième composante concerne aussi la France. Il est temps que le Gouvernement français use de son influence pour permettre à la troisième composante de disposer d'un rôle positif. Nous sommes prêts pour notre part à des échanges de vues avec le Gouvernement français sur cette question. » Schumann a demandé à ce propos ce qu'il fallait penser du voyage de Kissinger à Saigon. Vo Van Sung a répondu que Kissinger en avait informé Le Duc Tho. « Puisque vous avancez qu'il existe une troisième force à Saigon, je vais aller voir et je vous en reparlerai plus tard. » Je relève au passage qu'il y a là l'aveu que les Etats-Unis sont prêts à s'occuper d'un règlement politique, ce qui est capital, et en outre seraient éventuellement disposés à s'en occuper sur la base d'un Gouvernement à trois composantes, ce qui serait également capital. Mais Sung a aussitôt ajouté : « Nous pensons en fait que Nixon veut toujours maintenir Thieu. »

Ce qui a beaucoup agacé Schumann, c'est que Kissinger, selon Sung, qui s'est fait un malin plaisir de le répéter, aurait dit à Xuan Thuy qui rappelait notre position favorable au

Gouvernement à trois composantes : « Ça ne regarde pas le Gouvernement français. La France est libre d'exprimer ses opinions. Mais ces questions sont à régler entre le Vietnam et les Etats-Unis. » « Quoi qu'en dise M. Kissinger, a dit Schumann, les liens qui nous unissent au peuple vietnamien nous autorisent à nous mêler du problème. » Cela dit, a-t-il ajouté, « Nous n'avons que des motifs d'accepter la conversation que vous nous proposez. Mais c'est aux représentants de cette troisième force de se désigner et nous répercuterons leur voix. » Je suis d'accord. Je ne vous vois pas, en effet, nous asseyant autour d'une table avec Xuan Thuy et Madame Binh, prenant une liste et pointant les « bons » et les « mauvais » neutralistes. En revanche, je vous vois très bien aidant les neutralistes à s'entendre, à se grouper et à désigner leurs représentants. Depuis longtemps, je pense que les neutralistes de France devraient convoquer un congrès de la troisième force. Le problème n'est malheureusement pas si simple : il s'agit surtout de désigner les neutralistes de Saigon. Pour cela, il faudrait que Thieu accepte de les laisser s'exprimer. On en revient toujours au même point. Jusqu'ici les Américains n'ont jamais exercé de pressions suffisantes sur Thieu pour l'obliger à laisser le champ libre à la troisième force. C'est là, me semble-t-il, l'un des points sur lesquels nous devrions insister auprès des Etats-Unis : permettez à celle-ci de s'organiser ; laissez-lui par exemple la possibilité de tenir un congrès à Saigon ou à Dalat et de prendre des contacts ouverts avec les neutralistes de France et d'ailleurs.

6 septembre

L'autre point important de la conversation de Sung avec Schumann est l'annonce d'une proposition de « procédure » faite par Le Duc Tho à Kissinger. Il s'agirait de constituer quatre forums : 1) entre la RDVN et les USA pour régler les grands principes, 2) entre le GRP et « Saigon » pour régler les problèmes entre les deux parties du Sud-Vietnam, 3) entre Hanoi, GRP et « Saigon » pour traiter de l'avenir des rapports entre Nord et Sud, 4) entre les quatre pour parler des problèmes communs.

J'ai demandé à Xuan Thuy, le 4, ce que signifiait cette mention de « Saigon » et si, comme je le pensais, il fallait comprendre que Thieu pouvait rester pendant ces discussions. Tout en maintenant que « dans tous les cas Thieu devrait partir », Thuy a confirmé mon interprétation. J'ai dit que ceci rejoignait notre point de vue sur la simultanéité. Il a acquiescé. J'ai alors demandé si en échange de cette concession les Américains en avaient fait une, s'ils avaient accepté le principe du Gouvernement à trois composantes. Thuy a répondu qu'ils s'en tenaient à leur proposition de Commission électorale.

J'en déduis donc que chacun a fait un pas, dans une certaine mesure. Hanoi accepterait de discuter, Thieu demeurant en place, du règlement politique. Washington reviendrait à une discussion sur le règlement politique.

Il est clair que ceci est encore très insuffisant. Mais il y a progrès. Le Duc Tho va revenir sans doute le 15/20 septembre, après un voyage de Kissinger à Moscou.

J'ai revu Oberemko aujourd'hui, souriant, mais beaucoup plus fermé qu'en juillet. Il dit s'interroger sur les intentions américaines : tout ceci n'est-il que poudre aux yeux ? Que signifie ce remue-ménage sur un cessez-le-feu imminent ? Les Américains organisent des fuites optimistes. N'est-ce que manœuvre électorale ?

Pourtant, dit-il, les Américains sont très fermes sur deux points : M. Nixon veut « arrêter la guerre », M. Nixon est décidé à ne pas faire du Vietnam un sujet d'escalade internationale.

Pour le reste, Oberemko prétend ne rien savoir de précis. Il se dit d'accord sur l'idée du « package deal » et déclare, après en avoir parlé avec moi, en avoir parlé aux Vietnamiens qui auraient trouvé l'idée raisonnable. Mais quand je lui demande si Moscou en a parlé aux Américains, il dit n'en rien savoir. Je lui suggère que son Gouvernement pourrait utiliser le voyage de Kissinger à Moscou.

En vérité, mon impression est qu'à Moscou on est plutôt satisfait de la situation actuelle : le Vietnam ne viendra plus gêner les rapports soviéto-américains. Les Soviétiques poursuivent l'acheminement du matériel, notamment par voie aérienne. Mais la pénible situation créée par le blocus maritime est dépassée.

Je suggère à Schumann de répondre, mais prudemment, à Pham Van Dong pour un dialogue sur la troisième composante et de parler à Kissinger quand il ira à Washington.

9 septembre

Schumann était enclin à répondre très positivement à l'ouverture de Pham Van Dong.

Dans un entretien avec Susini, il était prêt à convoquer lui-même les principaux « neutralistes » et voulait que je lui présente une liste afin qu'il choisisse ! J'ai été obligé de le freiner un peu, l'entreprise étant vraiment dangereuse. Néanmoins, j'avais suggéré que Bolle aille à Saigon prendre des contacts discrets, pensant que cela lui était plus facile qu'à Folin. Schumann avait sauté sur l'idée. L'après-midi Susini en parle à Pompidou qui se montre beaucoup plus prudent et tient des propos nettement dans sa ligne : « Ces Nord-Vietnamiens sont certainement très courageux, très respectables. Mais ce sont des emmerdeurs. Dans cette affaire, comme dans celle du Moyen-Orient, nous ne pouvons rien faire. Vous autres diplomates, vous avez toujours la bougeotte. Mais que faire ? Les Américains ne nous disent rien. Nous avons clairement défini nos positions. J'ai réaffirmé les principes de Phnom Penh. J'ai dit qu'il y avait quatre Etats en Indochine – Cela ne leur plaît guère à Hanoi, observe Susini – Tans pis ! C'est comme ça. Pour le reste, soyons prudents. »

Dans le fond, je trouve qu'il a assez raison. Néanmoins je pense qu'il sous-estime nos moyens d'action et notamment notre influence sur les hommes, sur tous ceux qui sont désireux de conserver des liens étroits avec la France, pour des raisons culturelles, familiales, économiques. Cela l'amène à une prudence exagérée qui, jointe à son anti-communisme foncier et à son désir de ne pas rompre des lances avec Nixon sur le sujet, l'incite à ne rien faire.

Les Américains ont proposé, il y a environ un mois, à Chou En Lai un plan de règlement cambodgien. Ils laisseraient tomber Lon Nol et revenir immédiatement Sihanouk, à condition que celui-ci s'engage à former un Gouvernement d'Union Nationale.

L'origine du plan me paraît la suivante : les Etats-Unis proposent à Hanoi un cessez-le-feu général pour toute l'Indochine. Hanoi ne dit pas non, mais assortit de conditions. Pour le Vietnam, il faut un certain règlement politique. Pour le Laos et le Cambodge, Hanoi n'est pas compétent. Il faut parler aux Laotiens et aux Cambodgiens.

On va donc se retourner vers les Cambodgiens et on parle aux Chinois. L'intéressant est de constater que Chou En Lai accepte de transmettre à Sihanouk une proposition de compromis.

Sihanouk, bien sûr, a refusé, déclarant qu'il ne saurait transiger avec sa légitimité. Il est chef d'Etat, ne saurait devenir chef d'un simple gouvernement provisoire de transition et faire la moindre place aux « traîtres » de Phnom Penh. C'est tout ou rien. La lutte peut continuer encore des années.

Chou En Lai, dit encore Sihanouk, et ceci nous est confirmé par ailleurs, estime que les négociations peuvent aussi bien aboutir peu avant ou peu après les élections américaines qu'échouer et que la guerre alors durera de nouveau quatre ans. Nous devons selon lui nous préparer aux deux hypothèses.

Il y a donc à Pékin le sentiment qu'une occasion nouvelle d'en finir se présente actuellement. Mais que font les Chinois pour pousser à la roue ? Ne sont-ils informés, comme nous, que par Hanoi ? Ou bien sont-ils informés aussi par Kissinger de l'exact contenu des négociations secrètes ?

14 septembre

Le GRP a publié, il y a deux jours, une déclaration ambiguë. L'essentiel continue de tourner autour du Gouvernement à trois composantes. Il est dit que le GRP et l'administration de Saigon sans Thieu désigneront chacun leurs représentants. Ceci pose la question de savoir si c'est seulement au moment de la désignation que Thieu devra s'en aller, étant admis qu'au stade de la négociation il peut rester. Cette interprétation peut être étayée par l'absence de toute référence à la « démission immédiate » de Thieu.

Kissinger, qui vient de passer trois jours à Moscou, vient à Paris vendredi et verra Pompidou. Sans doute rencontrera-t-il Le Duc Tho revenu de son côté lundi. Phase finale ou jeux électoraux ?

Madame Binh a demandé à voir Schumann le 19 après-midi à « 17 h ». Il lui a fixé « 17h45 ».

Ho Thong Minh m'annonce qu'il va s'efforcer de mettre sur pied la section extérieure de la troisième composante.

Gromyko a dit à Roger Seydoux, très confidentiellement, que Kissinger lui avait indiqué que Washington avait « quelque chose de nouveau sur l'aspect politique de la question vietnamienne », mais se réservait d'en parler uniquement aux Vietnamiens à Paris.

Kissinger avait aussi dit que les Etats-Unis étaient disposés à retirer leurs troupes du Vietnam, mais que dans le domaine politique « ils voulaient préserver le maximum et, à tout le moins, les racines du régime. » Brejnev avait réitéré « fermement » la position

soviétique, mais ajouté que les conditions les plus favorables étaient actuellement réunies pour que les Etats-Unis retirent leurs troupes. Il fallait seulement qu'ils aient assez de réalisme et de courage pour le faire.

Il y a donc un pas en avant américain. Mais que signifie « préserver les racines du régime, préserver le maximum ? » Est-ce la Constitution sans Thieu ?

20 septembre

Lundi 18, Abrassimov est venu donner à Schumann des indications sur les entretiens Kissinger-Le Duc Tho du 15, en lui recommandant le plus grand secret. Il ne voulait même pas que Gromyko le sache. Quoi qu'il en soit, Schumann, qui m'a aussitôt fait descendre, a pris note de ceci :

- Sur le plan militaire, les Etats-Unis, qui proposaient auparavant de retirer leurs troupes 4 mois après l'accord, proposent maintenant 3 mois. Les Vietnamiens demandent 45 jours. (Schumann insiste sur le fait que la proposition américaine signifie que le retrait se fera après l'élection présidentielle, tandis que Hanoi, si l'accord se faisait aujourd'hui, aurait une évacuation le jour de l'élection. Cela ne me paraît guère judicieux, car Kissinger avait en novembre dernier proposé 4 mois, soit 8 avant l'élection.

Il me paraît plus intéressant de noter que la contre-proposition de Hanoi est fondée, elle aussi, sur la notion de délai, sans date fixe.) Selon Abrassimov, la réponse vietnamienne à la proposition de 3 mois a été négative.

Un autre problème, celui de la poursuite de l'aide militaire américaine à Saigon après le règlement, n'a pas fait l'objet d'un accord. Les Américains souhaitent la poursuivre, en s'appuyant sur la nécessité de remplacer les armements périmés. Hanoi refuse.

- Sur le plan politique, les Américains continuent de proposer une élection présidentielle dans le cadre de la Constitution actuelle du Sud-Vietnam, tandis que Hanoi veut des élections générales précédées de la création d'un Gouvernement provisoire à trois composantes. Toutefois Kissinger a proposé, pour organiser et contrôler les élections, qu'une Commission électorale à trois composantes soit constituée. Il n'y a pas eu de délai fixé pour la démission de Thieu. Mais Hanoi demande qu'il démissionne le jour de la signature du règlement, tandis que Kissinger assure qu'il démissionnera avant l'élection. Il y a là deux nouveautés : d'un côté Hanoi, faisant ce que nous avons proposé, accepte de reculer la date de la démission de Thieu et de la faire coïncider avec la mise en vigueur du règlement, ce qui est une concession considérable. De l'autre, Kissinger accepte le concept des trois composantes, mais l'applique à la Commission électorale et non au Gouvernement.

Cependant le désaccord demeure majeur sur le point fondamental de la nature de l'élection. Washington s'en tient à une élection présidentielle, donc à la Constitution actuelle, ce qui explique la remarque de Gromyko à Seydoux : les Etats-Unis veulent préserver la nature du système actuel, tandis que Hanoi en demandant la formation d'un Gouvernement provisoire et des élections à une Constituante veut sortir tout de suite du système actuel. En d'autres termes, les Etats-Unis veulent préserver l'être actuel du Sud-Vietnam, mais acceptent de l'ouvrir à l'autre être qu'est le Front, tandis que Hanoi, sans vouloir imposer son propre être, refuse de se joindre à l'autre et veut en créer un nouveau, tout en acceptant qu'il soit composite.

- Pour le cessez-le-feu, les Américains acceptent la simultanéité du cessez-le-feu, du règlement politique et du commencement de la libération des prisonniers (Ceci est notre thèse. Elle a donc prévalu des deux côtés).

Aucune date n'a été fixée pour une nouvelle rencontre. Abrassimov a commenté : il y a un léger progrès du côté américain.

Au même moment, Messmer recevait Vo Van Sung venu lui faire une visite de courtoisie. Le Vietnamien lui a donné, lui aussi, des indications sur la rencontre du 15 septembre, mais moins complètes. Il n'a pas mentionné la composition tripartite de la Commission électorale. Sa communication tendait, par contraste avec celle d'Abrassimov, à minimiser les progrès notamment américains. Cette différence confirme que les Soviétiques poussent à l'accord.

A l'issue de cet entretien, l'AFP a publié une dépêche disant que « dans l'entourage du Premier Ministre », on indiquait que celui-ci avait confirmé le soutien français à la thèse du Gouvernement tripartite et au retrait total américain. Colère de l'Elysée : Pompidou veut qu'on soit discret.

La dépêche ajoutait que Vo Van Sung avait donné des indications sur les entretiens Le Duc Tho-Kissinger. Reçu le lendemain par Schumann, le Délégué Général a fait des remarques : ce que Hanoi nous dit, le fait même qu'on nous parle de ces entretiens privés

doit rester secret.

Pauvre Matignon !

Le mardi, en début d'après-midi, Schumann voit Pompidou. Sur ses instructions, j'avais préparé un télégramme donnant mandat à Susini d'aller voir Pham Van Dong à son retour à Hanoi et de lui dire qu'on avait pris note de ses propos sur la troisième force, que c'était intéressant, qu'on était bien d'accord sur le rôle qu'elle avait à jouer. Ceci dit, c'était à ses représentants de se concerter entre eux. On était disposé à échanger des vues sur ces sujets.

Sachant ce que Pompidou avait dit à Susini, j'avais déjà très édulcoré par rapport à ce que Schumann aurait voulu. Mais c'était encore trop. Car il n'a même pas montré le télégramme que, confirmé par Raimond dans mon analyse de ce que pensait Pompidou, je lui avais suggéré, bien m'en a pris, de montrer à celui-ci avant de l'expédier. Bien m'en a pris !

Pompidou lui a dit deux choses. D'abord qu'il était décidé en cette période électorale aux Etats-Unis à ne pas ennuyer Nixon par des déclarations publiques. Il avait dit à Kissinger (Schumann dit avoir lu le compte-rendu) qu'il était en désaccord profond avec la politique américaine (?), mais qu'il était décidé à se taire. Ensuite qu'il n'était nullement sceptique sur la troisième force, mais, bien au contraire, qu'il était tellement persuadé de son importance qu'il ne voulait pas jouer cette « carte française » en la biseautant, en la jouant avec Hanoi ou avec Washington : « Nous ne jouons pas à la pétanque, mais au billard. » Il fallait donc avoir nous-mêmes des contacts avec les neutralistes.

D'autre part, Pompidou fait une conférence de presse sur le Vietnam. Il est ennuyé. S'il est interrogé, que répondre ? Entre son désir de ne pas gêner Nixon, son scepticisme à l'égard des gens de Hanoi (il pense même que Pham Van Dong nous a tendu un piège, ce qui me paraît exagéré), son obligation de « rester fidèle » aux principes de Phnom Penh, sa « doctrine des quatre Etats », il faut s'attendre à une jolie salade où chacun, plutôt que de trouver son compte, risque de ne pas le trouver.

Hier, visite de Madame Binh, sans aucun intérêt. Elle est encore plus négative que Sung : les Américains n'ont fait aucun progrès.

Puis visite de Sung qui plaide pour que Schumann et Pompidou parlent fermement et publiquement du Vietnam. Gêne de Schumann.

Sung ajoute une précision : Kissinger reviendra la semaine prochaine.

A ses deux visiteurs, Schumann dit que Kissinger n'a pas parlé du fond des choses à Pompidou, mais qu'il s'est borné à deux remarques : d'abord que les chances d'accord étaient « fifty-fifty », ensuite qu'il reviendrait rapidement.

A moi, Schumann ajoute que Kissinger avait déclaré qu'il avait décidé « surestimé » les Vietnamiens : ils étaient moins intelligents qu'il ne pensait. Schumann trouve qu'il a tort, mais je partage plutôt l'avis de Kissinger. Si les gens de Hanoi étaient vraiment intelligents, il y a beau temps qu'à tout le moins ils partageraient le pouvoir à Saigon, voire l'occuperaient totalement. Mais ils sont tellement intransigeants et doctrinaires, même s'ils sont admirables de ténacité, de courage, de sacrifice.

Kissinger aurait également fait une courte allusion à la troisième force.

On en revient à un voyage de Bolle à Saigon.

Manac'h, par ailleurs, a été invité par les Vietnamiens à venir « fin septembre » à Hanoi.

25 septembre

Pompidou, dans sa conférence de Presse du 21, a donné un démenti assez cinglant aux prétendues assertions de Messmer sur le Gouvernement à trois composantes et davantage encore aux positions prises par Schumann à la Commission des Affaires Etrangères en mai, ou du moins à la version que Jean de Broglie en avait donnée. En fait, dans les deux cas, Messmer ou Schumann, il ne s'agissait que de dépêches de presse ou de déclarations rapportées. Dans aucun discours personne ne s'était prononcé formellement. Mais l'impression s'était répandue que le Gouvernement français soutenait la thèse de Hanoi.

« Nous n'avons pas à prendre position sur cette question, a dit Pompidou. Il s'agit-là des mécanismes. »

Vive satisfaction à Saigon et à Washington. Silence, pour l'instant, à Hanoi. Pékin reproduit un autre passage sur la fidélité aux principes de Phnom Penh. Moscou fait de même.

Pompidou en outre a parlé des quatre Etats, qualifié le GRP de « communiste », avalisé l'existence d'une troisième force « pour lier la sauce ».

D'une certaine façon, ce remue-ménage est absurde. Depuis le communiqué Broglie, nous

nous étions trouvés trop engagés. J'avais noté à l'époque que Schumann parlait trop. Il suffisait de faire progresser les choses discrètement sans céder à ce chantage permanent de Hanoi pour nous aligner sur ses positions. A quoi servons-nous si nous nous coupons de Saïgon en nous alignant sur Hanoi ?

Ceci dit, Pompidou a peut-être ramené un tout petit peu trop le balancier à droite. Néanmoins cela vaut mieux que de l'avoir laissé trop à gauche.

Bunker a dit à Folin : Hanoi a le choix entre les propositions du 8 mai et celles de janvier, autrement dit entre le cessez-le-feu sur place sans règlement politique et le règlement global mais sans Gouvernement à trois composantes. Rien de tout cela ne donne satisfaction à Hanoi.

Toute personne connaissant le dossier ne peut être optimiste sur les chances d'en finir d'ici la fin de l'année.

30 septembre

L'énervement s'accroît.

Côté français, la déclaration Pompidou jette, bien évidemment, un froid sur nos relations avec Hanoi. Mai Van Bo dit à Susini qu'elle a « consterné ». Schumann réplique qu'il n'y a aucun changement sur le fond de notre position. Comme toujours, il se fait des illusions et croit que le verbe arrange tout, alors qu'en général il gâche tout ! S'il n'avait pas tant parlé, nous n'en serions pas là.

J'ai relu, et donné à relire, ma grande note du 4 mars 72 sur « la France et l'Indochine ». Photographie de la situation, objective, mais sans complaisance : le discours de Phnom Penh nous a marqués, il nous a alignés, que nous le voulions ou non, sur Hanoi. Or, disais-je, si nous pouvons être avec Hanoi lorsqu'il s'agit de demander aux Américains de retirer toutes leurs troupes, nous pouvons aussi être avec les gens du Sud, les Laotiens, les Cambodgiens pour les aider à maintenir leur indépendance et leur neutralité. Je disais aussi qu'avec le retrait américain le devant de la scène allait de plus en plus être occupé par les Vietnamiens et que dans cette nouvelle phase nous n'avions pas à prendre parti, en particulier sur une solution politique par rapport à une autre. Je n'ai jamais eu de réaction de Schumann à cette note. Mais le 18 mai, à la Commission des Affaires Etrangères, il s'est prononcé publiquement pour le Gouvernement à trois composantes, ce qui était aller très précisément à l'encontre de ma recommandation. Comme je tiens à ce que le « record » soit clair, j'ai envoyé hier copie de cette note à l'Elysée et à Bettencourt. J'aime beaucoup Maurice Schumann, qui est un homme généreux, un homme de cœur, un homme de talent et un travailleur. Dans le monde politique actuel, c'est là un ensemble de qualités assez rare. En outre, c'est un Européen, ce qui pour moi est considérable. Enfin, il est parfaitement anticommuniste. Mais je regrette parfois son impétuosité. D'autre part, il veut trop souvent contenter tout le monde. Finalement, j'ai le sentiment qu'il croit parfois avoir convaincu Pompidou simplement parce que celui-ci s'est tu. Certains réveils ont été brutaux et douloureux pour son amour-propre.

Côté sérieux maintenant. Kissinger a eu, pour la première fois, deux entretiens consécutifs avec Le Duc Tho, mardi 26 et mercredi 27. Nous n'en avons eu pour l'instant aucun compte-rendu. Du moins à ma connaissance. Peut-être cependant Pompidou reçoit-il des messages personnels de Nixon qu'il ne montre même pas à Schumann, mais celui-ci m'a dit que Pompidou, jusqu'à ces derniers temps, ne savait rien. Il reste cependant que Kissinger était passé par Paris après sa visite à Moscou et avait vu Pompidou après sa rencontre du 15 avec Tho. Que lui a-t-il dit précisément ? Schumann m'a dit, avant de partir pour New York, qu'il avait lu les compte-rendus et qu'il n'y avait rien dedans, sinon deux choses : Kissinger avait dit que c'était du « fifty-fifty », ensuite qu'il reviendrait très prochainement. Il aurait ajouté quelque chose sur la troisième composante. Depuis, Schumann a revu Kissinger à Washington le 22 ou 23, après la Conférence de presse de Pompidou et Nixon le 28. Sans doute a-t-il recueilli quelques informations.

Personne de Hanoi ne nous a encore informés par ailleurs. Peut-être cela viendra-t-il. Mais je me demande si la déclaration Pompidou, que Pham Van Dong risque d'interpréter, non seulement comme un retrait par rapport aux propos de Schumann et Messmer, mais aussi comme un refus de tenir les conversations sur la troisième composante qu'il avait proposée, ne va pas inciter Hanoi à tarir la source. En outre, il se peut que Kissinger, alerté par la stupide dépêche AFP disant que Messmer avait reçu de Vo Van Sung les informations sur les entretiens privés, ait fait une scène à Le Duc Tho et lui ait interdit de nous dire quoi que ce soit.

Les Soviétiques, dans une certaine mesure, sont les plus communicatifs. Fyrioubine s'est montré assez optimiste le 28 devant Seydoux. Il a dit que la question du départ de Thieu

n'était plus au premier plan et confirmé que la discussion tournait autour de la nature des organes politiques. « C'est maintenant une question d'organigramme, une question graphique. » Les Américains voudraient préserver la nature du régime de Saigon, ses institutions et refuseraient la création d'un Gouvernement provisoire avant les élections, ce que nous savions, mais ils accepteraient un « comité d'administration », « des organes administratifs ». Cette expression nouvelle va au-delà du simple « Comité électoral », même tripartite. D'autre part, il a dit que Hanoi n'en voulait pas, mais voulait un « Comité provisoire de Gouvernement ». Ceci m'a amené le lendemain à reparler à Zelentsov de notre vieille idée d'Exécutif provisoire, type Rocher Noir. Je lui ai dit : « En somme, il y a deux formules : ou bien on substitue aux « deux Administrations » dont chacun admet désormais l'existence (c'est là le nouveau réalisme de Hanoi) un nouvel organe, ou bien on les laisse en place, mais on les relie par un troisième organisme ou on leur superpose un troisième organisme. » J'ai ajouté que cette deuxième formule m'avait toujours paru intéressante. Zelentsov n'a nullement contesté cette analyse et a dit qu'en effet, la discussion portait sur la compétence des organismes. (Ceci dit, je suis bien obligé d'employer ces moyens détournés pour parler de ces fameux « mécanismes » dont Pompidou dit qu'ils ne nous concernent pas. Mais ma méthode a toujours été de parler sans prendre franchement parti sur ces sujets).

D'autre part, Thieu déclare que, s'il doit y avoir cessez-le-feu, celui-ci doit être contrôlé internationalement, garanti, étendu à toute l'Indochine, empêcher le Nord de recevoir de l'aide et le Viet-Cong de reprendre des forces. Autant de conditions qui semblent des réponses à un schéma proposé par les Américains et qui l'inquiète. Bunker multiplie les entretiens avec lui. Thieu raidit aussi sa position sur l'aspect politique puisqu'il dit ne même pas vouloir d'un Comité électoral tripartite.

Si nous n'étions pas à cinq semaines des élections américaines, tout ceci rendrait très optimiste. Mais comment savoir si Nixon cherche autre chose qu'à passer le cap du 7 novembre ? En dépit de sa diplomatie planétaire, peut-on lui prêter de grands desseins ? Logiquement il devrait souhaiter aborder son deuxième mandat avec les mains libres et, donc, en avoir fini avec le Vietnam dans les deux à trois prochains mois. Cependant il tient des propos qui sentent encore la vietnamisation plus que la négociation. Il répète que les Etats-Unis sortiront de la guerre, que le Sud-Vietnam en assurera bientôt toutes les responsabilités. Autant dire qu'elle peut continuer !

Tran Van Don, revu le 27, ne m'a pas reparlé de Bao Daï. Il semblait optimiste, ayant reçu des indications sur la situation au Nord qui l'amenaient à penser que celui-ci pourrait vouloir la paix. Le moral serait bas. L'équipe serait divisée. Giap serait critiqué pour son offensive manquée.

Sa solution est plus celle d'un Gouvernement neutraliste que d'un Gouvernement tripartite. Pour moi, l'essentiel me paraît être que ce soient les neutralistes qui dirigent et inspirent le Gouvernement de demain à Saigon.

2 octobre

Rentré des Etats-Unis hier, Schumann me convoque ce matin avec Alphand pour nous relater la partie vietnamienne de ses entretiens avec Nixon et Kissinger, en fait la plus importante. Il en ressort essentiellement que le climat des rapports franco-américains est transformé sur ce sujet, que les Américains recommencent à nous parler et à nous demander conseil et qu'en conséquence, nous nous trouvons maintenant en communication active avec les deux côtés. Il est vraisemblable que le changement est dû à l'entretien Pompidou-Kissinger du 15 septembre et aux déclarations faites par Pompidou le 21 qui ont évidemment plu à Washington.

Schumann a donc eu un premier entretien avec Kissinger le 22 septembre sous forme d'un petit déjeuner à l'Ambassade de France. Il lui a dit qu'il avait été informé des entretiens et même qu'il l'avait été par Abrassimov. C'était un risque que de dévoiler sa source, car Kissinger pourrait se refermer comme une huître. Mais apparemment cela a bien marché. Schumann lui a dit ce qu'il savait sur l'entretien du 15 septembre et Kissinger a observé qu'il était bien informé.

Kissinger a fait les remarques suivantes. Sur la question de la date du retrait, l'écart était entre 3 mois du côté américain et 45 jours du côté de Hanoi. Ce n'était pas grave. Sur la question politique, le débat était entre une Commission ou un Gouvernement. N'importe quoi, a dit Kissinger, est acceptable, qui ne comporte pas la mainmise communiste sur le Sud. Il est bien évident que la récompense de 25 années de guerre serait le pouvoir total à Saigon pour les communistes.

Au cours de cet entretien Schumann m'a dit avoir trouvé un Kissinger extrêmement ouvert,

lui parlant de tout et des choses les plus secrètes comme cela ne s'était plus produit, et si j'ai bien compris, jamais produit. Le Vietnam n'a été qu'un des sujets de conversations. Puis, à la fin de son séjour aux Etats-Unis, Schumann, qui ne le savait pas avant de quitter la France, a été reçu par Nixon qui a été d'une extraordinaire amabilité et qui lui a surtout parlé du Vietnam. Le point vraiment nouveau dans l'attitude de Nixon est qu'il voulait « nous voir nous mêler de l'affaire » et exercer une pression sur le Nord avant le retour de Kissinger les 7, 8 et 9 octobre. Kissinger reverrait Schumann avant (ou pendant ?) ce nouveau séjour. Il aurait un contact personnel, direct, par un chiffre spécial avec Schumann, par la seule entremise de Watson.

C'est là un changement fondamental de l'attitude américaine. Nous pouvons maintenant être en contact avec les deux interlocuteurs et Washington a besoin de nous. Mais si c'est seulement pour faire pression sur le Nord, ce n'est qu'à moitié satisfaisant.

Nixon a indiqué, en outre, que Kissinger pourrait faire une nouvelle concession.

Schumann dit qu'il n'a pas voulu demander laquelle pour ne pas paraître ensuite chargé d'une mission auprès de Hanoi. Mais Nixon a ajouté que ce serait la dernière et que si l'accueil n'était pas favorable, la négociation s'arrêterait. Elle ne pourrait pas reprendre tout de suite, pas avant 6 mois, sinon les électeurs lui reprocheraient de ne pas avoir soumis l'accord à leur jugement. Ceci dit, il voulait un accord, non parce qu'il en avait besoin pour être élu, mais pour avoir les mains libres en vue de son deuxième mandat et s'occuper des vrais problèmes extérieurs et intérieurs.

Schumann dit qu'il a été alors l'objet d'une impulsion personnelle et que, se voyant là, en quasi tête-à-tête avec le Président des Etats-Unis, il a senti la nécessité de lui parler franchement des bombardements. Il lui a donc dit que s'il était les Nord-Vietnamiens, il hésiterait peut-être à conclure pour ne pas paraître céder à la pression. La réaction de Nixon a été « très gênée », il s'est tourné vers Kissinger et s'est isolé un moment avec lui. Il a été question entre eux de la campagne électorale. Puis il a dit à Schumann que c'était là une chose très difficile, qu'il ne pouvait rien dire maintenant, qu'il prendrait une décision peut-être, qu'il serait peut-être possible d'exercer pendant quelques jours une certaine réserve (« restraint »).

J'ai dit à Schumann que je me félicitais de l'avoir vu parler à Nixon des bombardements. Ceci méritait d'être dit à Le Duc Tho. Ne fallait-il pas le voir et, en lui donnant le sentiment que notre contact avec les Américains était repris, l'inciter à poursuivre le sien avec nous ? Schumann m'a répondu qu'il le pensait et, devant voir aussitôt après le Président de la République, qu'il allait lui en parler et me donnerait ensuite ses instructions.

2 octobre

A 12h45 Schumann, revenant de voir Pompidou, me rappelle. « Les réactions du Président sont tout à fait les nôtres. Il souhaiterait seulement que je m'arrange pour que ce soit Le Duc Tho qui demande à me voir. »

Schumann m'a prié d'arranger cela. Il souhaite que je dise qu'il n'a pas de message de Nixon, mais qu'il serait heureux d'évoquer tout cela avec Le Duc Tho. En privé. A la Celle Saint-cloud.

Je rencontre Xuan Thuy à l'Ambassade de Chine. Il a l'air de comprendre.

Mais Vo Van Sung, quelques minutes plus tard, dit qu'il est chargé de faire une communication officielle au Ministre sur les derniers entretiens de Kissinger. Je lui dis de faire sa demande. Il y a intérêt à aller vite.

Je pense donc que Schumann verra Sung officiellement et Le Duc Tho en privé.

3 octobre

Schumann a reçu Abrassimov dans la matinée et m'envoie aussitôt le compte-rendu. Une fois de plus, Abrassimov se présente en informateur obligeant et confidentiel. Il donne un aperçu des conversations secrètes, le premier que nous ayons, des 26 et 27 septembre. Le ton est assez peu optimiste et il conclut en disant qu'il est difficile de l'être car des divergences trop importantes subsistent, tant dans le domaine militaire que dans le domaine politique. C'est un fait que les divergences ne portent pas seulement, comme on pouvait le penser, sur le règlement politique, mais que certaines questions militaires, que l'on aurait pu croire sinon réglées du moins aisées à résoudre, se révèlent très épineuses. Il en va ainsi de la poursuite de l'aide militaire à Saïgon après le cessez-le-feu.

Washington la demande. Hanoi n'accepte que le remplacement des armes périmées, mais surtout demande que la réciprocité ne soit pas avec l'aide extérieure qu'il reçoit lui-même,

mais avec celle que le GRP reçoit. Ainsi Saigon et GRP ne pourraient accroître leur potentiel tandis que Hanoi le pourrait. S'il en est bien ainsi, je comprends que les Etats-Unis refusent.

Il en va de même de la question du « soi-disant retrait des forces vietnamiennes ». Hanoi paraît se refuser à donner les apaisements nécessaires, Abrassimov dit qu'il y a eu 500 000 Sudistes qui, après les accords de 1954, se sont réfugiés au Nord et sont venus ensuite libérer le Sud. Si telle est bien la position de Hanoi, si c'est là un moyen pour grossir soudain l'armée du GRP en baptisant « sudistes » des bataillons en fait nordistes, je comprends que Nixon résiste.

Sur le plan politique, Abrassimov mentionne toujours les mêmes divergences sur la nature des élections. Il signale que les Américains demandent toujours que Thieu ne démissionne que deux mois avant les élections.

D'autres sujets, dont nous ne savions pas qu'ils avaient été abordés, nous sont mentionnés. Hanoi et Washington sont d'accord pour une Conférence internationale, mais pas sur sa composition. Oui pour Chine, URSS, France, Grande-Bretagne, non pour Japon et Thaïlande, dit Hanoi.

Divergence aussi sur le contrôle. Les Etats-Unis veulent 12 000 contrôleurs. Hanoi refuse. Divergence sur la composition de la CIC.

Difficulté sur le Laos et le Cambodge. Les Etats-Unis veulent les inclure dans un cessez-le-feu général. Hanoi ne l'estime pas possible.

4 octobre

Vo Van Sung vient faire à Schumann un compte-rendu plus détaillé sur certains points que celui d'Abrassimov, mais plus vague, voire silencieux sur d'autres. Ces différences sont étranges.

Silence donc de Vo Van Sung sur la Conférence internationale et sur le contrôle.

Beaucoup plus de détails sur la question politique. Il en ressort qu'Hanoi a fait une grosse concession. Désormais il accepte le schéma des trois organismes. Il ne s'agit plus de substituer aux Administrations existantes un Gouvernement à trois composantes, mais de leur superposer un troisième organisme. C'est évidemment la voie du compromis, celle de la « solution algérienne », type Rocher Noir, dont nous avons parlé aux Américains voici deux ans. Mais il y a divergence, encore, sur la nature de l'organisme. Le rapport de Sung est plutôt pessimiste. Oui, dit-il, les Américains ont fait quelques progrès, mais ils demeurent modestes. Sung donne une longue liste de compétences pour ce Gouvernement, j'en compte au moins sept. Mais il admet que les Américains ont accepté de confier au Comité électoral le soin de régler les litiges découlant de l'application de l'accord, ce qui est un sérieux pas en avant.

Mais il y a toute une autre série de points de désaccord : sur la nature des élections, sur la date du départ de Thieu (que Washington avancerait cependant d'un mois) – et aussi sur les questions militaires : le retrait des « soi-disant » forces nord-vietnamiennes, question de principe fondamentale, la poursuite de l'aide militaire, la nature du cessez-le-feu.

Mon impression, en écoutant Sung, est qu'il y a eu néanmoins un notable progrès. La résurgence des questions militaires montre que l'on en arrive au cœur des choses de ce côté-là. Les Américains ont bougé sur la solution politique et Hanoi me paraît avoir fait un gros pas en avant en acceptant un schéma plus souple.

Bref, le fer est sérieusement engagé. On se reverra les 7, 8 et 9 sans doute.

6 octobre

A huit heures du matin nous partons, Schumann et moi, pour la Celle Saint-Cloud. Le temps est merveilleux. Je ne suis pas venu dans cette charmante demeure depuis l'époque où Mendès-France était Président du Conseil. C'est l'endroit idéal pour recevoir discrètement et agréablement les visiteurs que l'on tient à dérober au public et à mettre à l'aise.

Depuis que les trois princes laotiens ont été conviés à s'y réunir en 1962, je crois, aucun visiteur indochinois à ma connaissance n'y a été reçu. Mais voici que sur les allées de graviers, descendent lentement entre les parterres du jardin à la française les limousines noires qui amènent le représentant du Vietnam communiste, accompagné de Vo Van Sung, d'un interprète, d'un secrétaire et de policiers qui restent à distance. Le Duc Tho, souriant et argenté, descend. Schumann l'entraîne vers l'un des salons. Ils sont quatre, nous ne sommes que deux. Schumann fait servir le café, les croissants et brioches, ferme

la porte à double tour et commence le récit de son voyage à Washington.

Je scrute le visage de Le Duc Tho tout en prenant des notes. Heureusement je suis habitué à cet exercice et réussis à ne pas demeurer un simple sténographe. L'homme est, comme je l'ai toujours connu depuis trois ans, formidablement attentif. Il sort son carnet une fois de plus, note, enregistre sans défaillance. Aucune nuance, c'est visible, ne lui échappe.

Schumann donc raconte son « impulsion » personnelle, son allusion à la cessation des bombardements, la réaction de Nixon, la possibilité d'une « restraint ». Puis il analyse ce que Nixon lui a dit de l'échéance électorale, de son désir d'aboutir non pour être élu, mais pour avoir une « clean slate » (« une ardoise propre ») et s'occuper d'autre chose. Enfin il interroge Tho sur l'état de la négociation.

Celui-ci fait alors une description détaillée des difficultés. Schumann puis moi nous poserons des questions sur plusieurs points. Il en ressort essentiellement ceci : 1) l'écart sur les questions politiques s'est réduit et Tho admet qu'il est possible de le combler. Il y a une divergence sur l'appellation du troisième organisme, l'un dit Commission de réconciliation nationale, l'autre parle de Gouvernement, mais aussi d'Administration ayant de l'autorité. Hanoi lui donne plus de compétences que Washington, mais l'un et l'autre sont d'accord pour dire qu'il devra régler les litiges. Il subsiste un désaccord sur la date de démission de Thieu. Hanoi (c'est ma formule) propose que ce soit aussitôt après la signature de l'accord, Washington deux mois avant les élections. Le désaccord subsiste aussi sur l'élection présidentielle. Je n'ai pas le sentiment toutefois que les difficultés les plus sérieuses soient sur ce point. 2) En revanche, la conversation fait apparaître que les questions militaires préoccupent beaucoup Le Duc Tho ainsi qu'une ou deux autres questions. L'aide : Hanoi me paraît refuser d'être mis en parallèle avec Washington et vouloir garder toute sa liberté. Le retrait des forces du Nord : s'agit-il de refuser d'en parler tout en agissant, ou veut-on camoufler leur maintien sous le vocable de forces du GRP ? C'est difficile de le savoir, mais là aussi je comprends la méfiance de Washington. Le Duc Tho parle de question de principe, à nouveau. Et puis la question d'un cessez-le-feu général : Washington le demande, Hanoi le refuse, estimant que cela retardera toute l'affaire. Il faudra, dit Tho, aller discuter avec les Laotiens et les Cambodgiens, puis revenir à Paris. En outre il donne beaucoup d'assurances sur le respect des deux Royaumes par Hanoi, dont la principale est que « toutes les forces étrangères » seront retirées et ne reviendront pas. Sur ce point la difficulté me paraît provenir de Sihanouk, cet abominable, mais génial emmerdeur, « le Thieu de la résistance » comme il se dénomme de lui-même. Car il refuse un cessez-le-feu sur place et persiste à vouloir se battre jusqu'à la victoire : aucun compromis possible, aucune négociation avec Lon Nol. A mon avis, le seul moyen serait de faire partir Lon Nol, de mettre des non-engagés à sa place et d'essayer alors d'amener Sihanouk à négocier avec eux son retour. Il y a aussi la question de la garantie internationale. Le Duc Tho confirme ce qu'a dit Abrassimov : Hanoi accepte une Conférence internationale avec participation de la France. La question du contrôle : Hanoi refuse les 12 000 contrôleurs, propose une Commission à 5. La question des réparations : Washington refuse le terme.

A l'issue de ces explications, il ressort que Hanoi se dit prêt à faire un nouvel effort si Washington en fait un, mais Le Duc Tho dit que Hanoi ne reculera pas d'un pouce à la table et rompra aussi si les Américains rompent.

J'en sors avec l'impression qu'au point où en sont les choses, l'échec serait impardonnable, mais l'écart qui subsiste est encore sérieux. Ma crainte est que chacun considère les prochaines journées comme décisives. Le facteur temps devient fondamental. On se retrouve comme au moment du pari de PMF en 54. La pression du temps devient terrible. Cela joue dans le bon sens, en obligeant les deux camps à trouver les compromis, mais cela peut faire tout capoter.

Le Duc Tho n'a pas soufflé mot de la réunification, ce qui confirme notre analyse, ni de l'arrêt des bombardements ou du minage. Visiblement la discussion se situe au-delà. La conversation finit à 11 heures. Nous l'analysons au retour, point par point.

Samedi 8 octobre

Je fais une longue note pour Schumann décrivant l'état exact des choses.

Sans Diên Biên Phu, peut-il y avoir un Genève ? Voici où nous en sommes, cruellement hélas !

9 octobre

J'avais quitté Schumann vendredi après l'entretien avec Le Duc Tho, espérant qu'il verrait Kissinger, comme cela était convenu, pendant son passage à Paris. N'entendant parler de rien samedi, ni dimanche, je lui ai téléphoné ce matin. Il m'a dit qu'il ne verrait pas Kissinger, ce que j'ai regretté. Mais, comme toujours, quand son amour-propre est sans doute un peu blessé, il a ajouté que c'était mieux ainsi, car cela lui éviterait de paraître jouer un rôle d'intermédiaire. Or il meurt d'envie de le jouer, mais je soupçonne Pompidou d'avoir, peut-être vendredi après-midi, modéré encore son dynamisme.

Donc Kissinger est arrivé hier et a vu, accompagné pour la première fois du Général Haig qui était à Saigon la semaine dernière, Le Duc Tho.

Schumann dit qu'il verra quand même Kissinger « plus tard. »

Pourquoi celui-ci s'est-il dérobé ?

Sans Diên Biên Phu peut-il y avoir un Genève ? Question cruelle !

Schumann m'appelle après le dîner. Il y a contre-ordre. Watson vient de l'appeler pour lui dire que Kissinger voulait le voir et proposait de venir demain au Quai d'Orsay à 11 heures du matin. L'entretien sera sans témoins. Schumann, un peu méfiant, a demandé à Watson s'il était bien sûr du message : « I am bloody sure », a répondu l'autre qui paraissait sobre.

J'ai dit à Schumann que je lui suggérais : 1) de faire porter son effort sur Kissinger surtout sur les aspects politiques, 2) d'obtenir des éclaircissements sur les aspects militaires où il me semble que c'est à Hanoi de faire des concessions, notamment sur l'aide militaire et sur le retrait des Nord-Vietnamiens, 3) de l'interroger sur le Laos et le Cambodge.

Ainsi, loin d'être rompu, le fil tient.

Il est déjà difficile de croire à un Dieu en trois personnes, mais à un Thieu en trois personnes, sûrement pas !

10 octobre

Conversations de Lacouture à Hanoi avec Pham Van Dong et Mai Van Bo. Ils insistent sur l'importance de la troisième force, « formule providentielle, la seule qui puisse conduire à la paix », et admettent qu'en la reconnaissant les Américains ont fait une concession.

Pham Van Dong envisage une solution pour le 20 octobre, dit que les négociations avec les Américains sont désormais bien engagées.

Je me souviens qu'un jour un Nord-Vietnamien, je ne sais plus si c'est Le Duc Tho ou Vo Van Sung, m'a dit que Johnson avait arrêté les bombardements trop tard pour que cela puisse avoir une incidence sur les élections. Si Nixon veut avoir son raz-de-marée électoral, il faut qu'il en finisse dix à quinze jours avant le scrutin du 7 novembre.

Agitation à Saigon, notamment depuis le passage de Haig. La réélection du Président du Sénat, qui est un opposant et qui deviendrait le Président intérimaire après la démission de Thieu, est peut-être le signe que les Américains ont agi pour le maintenir en place contre la coalition gouvernementale.

Tran Van Don parle d'une consultation populaire personnalisée. Il s'agirait d'établir des pourcentages sur chaque tendance en vue de la répartition des sièges au futur Gouvernement.

11 octobre

Hier matin à 11 heures, Kissinger, accompagné de Watson, est venu voir Schumann qui m'a appelé aussitôt après. Le compte-rendu qu'il m'a fait m'a un peu déçu. Certes, Kissinger a, paraît-il, confirmé l'analyse que nous faisons des difficultés. Elles seraient plus d'ordre militaire que politique, mais plus « amenable » pour cela même, c'est-à-dire plus justiciables d'un règlement.

Il a cité notamment le retrait des forces du Nord, précisant qu'en fait toutes les troupes vraiment combattantes au Sud étaient nordistes et n'excéderaient pas 125 000 hommes. Exiger leur retrait total équivalait à demander la capitulation inconditionnelle du Nord. Washington était donc prêt à baptiser sudiste une certaine proportion d'effectifs nordistes. Mais combien ? On en discutait.

Il a également parlé des 7 bases nord-vietnamiennes au Cambodge. Si elles subsistaient après l'accord, cela constituerait une menace sur le Sud-Vietnam permanente. Il fallait donc trouver une solution. Mais Washington n'exigeait pas un règlement politique au Laos et au Cambodge, seulement un cessez-le-feu.

Kissinger a dit aussi que Nixon avait réfléchi à ce que Schumann lui avait dit au sujet des

bombardements. Le moment n'était pas encore venu d'envisager des mesures unilatérales, mais pourrait venir après la prochaine série d'entretiens.

A ce moment-là, Kissinger qui devait avoir son dernier entretien avec Le Duc Tho l'après-midi, envisageait deux nouvelles séries de conversations. Il espérait en finir pour la fin d'octobre.

Ma déception provient de ce que Schumann ne lui a pas parlé du règlement politique. Car j'aurais souhaité qu'il exerce une certaine pression sur ce point, afin de pouvoir en faire état auprès de Le Duc Tho et d'exercer ensuite sur celui-ci une pression identique à propos des questions militaires.

Bref, cet entretien me paraît assez creux et j'ai le sentiment que Kissinger n'a rien dit de très essentiel. Il reste seulement une manifestation de bonne volonté, destinée à montrer au grand public que les Etats-Unis reconnaissent « le rôle de la France » et à en toucher ultérieurement les dividendes dans les relations franco-américaines après la réélection de Nixon.

Schumann s'est précipité chez Pompidou pour lui rendre compte et cet entretien a été aussitôt, lui aussi, rendu public. Immédiatement toute la presse a spéculé sur notre participation réelle à la négociation

A son retour de l'Élysée, une heure plus tard, Schumann m'a rappelé pour me relater son entretien avec Pompidou. Celui-ci lui a dit de maintenir les contacts avec tout le monde, avec Le Duc Tho et les Vietnamiens de tout bord. Il s'est notamment enquis de nos contacts avec la troisième force et a insisté pour y voir plus clair, demandant que Folin et moi activions nos rapports avec ses principaux représentants et se préoccupant de savoir si nous ne mettions pas nos espoirs sur de « vieux chevaux de retour. »

Puis il a été entendu que je verrais Vo Van Sung, dès que possible, ce que j'ai fait dans la soirée, pour lui dire que Schumann avait vu Kissinger et, dans l'esprit de son entretien de vendredi dernier avec Le Duc Tho, proposait de le revoir : mais cette fois de façon ouverte puisque Kissinger était venu publiquement au Quai d'Orsay. Deux dates ont été proposées : vendredi matin ou lundi après-midi.

Jusqu'ici il n'y a pas eu de réponse. J'ai d'ailleurs eu le sentiment que Sung était déçu de ne pas entendre un compte-rendu de l'entretien Schumann-Kissinger. Attendons. Au reste la prolongation des entretiens Le Duc Tho-Kissinger aujourd'hui, de façon apparemment inattendue, puis, encore ce soir, l'annonce qu'ils se poursuivaient encore demain 12 octobre, peut expliquer ce silence de Tho, évidemment occupé à des choses plus importantes.

Je n'ai pas le sentiment que Kissinger ait transmis à Schumann un message hyper-secret que celui-ci m'aurait caché. En tout cas, il a fait à Alphand, seul informé au Quai avec moi du détail des choses, le même récit qu'à moi.

Ce matin 11, à 8 heures 15, Schumann m'appelle, très ému. Notre Ambassadeur en Suède vient de l'appeler pour lui dire que l'Ambassadeur de Suède à Stockholm a téléphoné à Stockholm pour dire que l'immeuble de notre délégation à Hanoi a été détruit et que Susini était blessé.

Je demande à Schumann s'il compte protester. « Attendons, me dit-il, une enquête plus complète. Il est difficile, après avoir fait le silence sur les bombardements américains, de protester parce que cette fois nous sommes directement touchés. Cependant il faut réfléchir. » Revenu du Conseil des Ministres, il m'appelle : le vent est à la protestation. Alphand, entre temps, a reçu instruction de convoquer Watson pour « protester », à midi. Watson exprime de pâles regrets. Tout Washington est très ennuyé. Ça tombe mal, et pour les relations franco-américaines, et du point de vue électoral. Dans l'après-midi, message un peu plus appuyé, mais toujours personnel de Rogers. On parle d'un message Nixon à Pompidou, mais je n'en sais encore rien.

Pauvre Susini ! Je crains fort qu'il ne survive pas. Il est très brûlé et touché à la tête. L'extraordinaire est qu'il est soigné par quatre médecins américains qui se trouvaient là ! Affreux paradoxe de cette guerre insensée ! Sera-t-il le mort du 11 novembre ?

Hier après-midi, longue conversation avec Au Truong Thanh qui me fait une description extrêmement précise de la situation au Sud et répond, en fait, aux questions posées par Pompidou.

15 octobre

Est-il possible que le raid de mercredi sur le centre de Hanoi ait été un coup prémédité ? Il y a beaucoup de raisons pour le penser, car ce ne fut pas le fait d'un avion isolé. Ils étaient nombreux, ces appareils de la Marine. Et la Marine ne dépend pas du Commandement de Saigon, qui apparemment ignorait le raid. (C'est du moins l'impression

de Folin qui a appris le raid à Whitehouse, l'adjoint de Bunker). Elle dépend directement de Washington. Qui donc a pu donner l'ordre ?

Si c'est Nixon, la raison ne peut en être que dans le désir de donner à un moment crucial des négociations, Kissinger étant encore à Paris en train même de parler à Le Duc Tho, un très sérieux avertissement. Mais quel effet positif peut-il en attendre ? Un assouplissement de Hanoi ? Peut-être, mais c'est difficile à concevoir. Je n'exclus pas, toutefois, que Nixon ait voulu dissuader Hanoi de lancer une nouvelle offensive dans le Sud, et notamment contre Saigon, à quelques semaines de l'élection américaine. Les signes de préparatifs se multipliaient en effet. Même ainsi justifié, le risque était malgré tout énorme.

Si ce n'est pas Nixon, qui alors ? Des militaires désireux de saboter la négociation ? L'OAS américain ? Pourquoi pas ? Alors, si affreux que ce soit, j'y verrais plutôt le signe que l'on approche de la fin.

Le raid a-t-il pu provoquer le départ de Le Duc Tho ? Je ne sais. Mais ce qui est curieux, c'est que le mercredi soir, à l'issue de la quatrième rencontre, Kissinger, qui devait repartir, a annulé son départ, comme si une cinquième rencontre devait avoir lieu le jeudi. Or, l'on a appris ensuite qu'elle n'avait pas eu lieu.

Kissinger est reparti dans l'après-midi du jeudi et Le Duc Tho le vendredi matin.

Apparemment ce double départ n'est pas une rupture. Chacun va en consultation. Mais c'est le signe que l'on en est arrivé à un point très critique. Reviendront-ils avant le 7 novembre ? Je n'en suis pas sûr. Cependant, je ne sais pourquoi, je crains moins qu'il y a quelques jours cette échéance. Il me semble que l'idée se fait jour que l'on peut continuer à négocier après le 7.

Pham Dang Lam est également rappelé en consultation par Saigon. Il est venu me voir juste avant son départ. Mais je note qu'il a demandé mardi à me voir jeudi. C'est donc qu'il savait déjà qu'il devait rentrer.

Lam est particulièrement silencieux. Mais je le soupçonne d'en savoir plus qu'il ne feint d'en savoir. Les difficultés principales pour lui sont, dans l'ordre militaire d'abord, la question du cessez-le-feu : général à toute l'Indochine, limité au seul Vietnam, ou même unilatéral ou limité aux combats entre Américains et Vietnamiens. Ces gens de Saigon me paraissent prêts à soupçonner les Américains de tous les abandons !

Sur le plan politique, Lam me paraît, comme en juillet, à la recherche d'une formule. Il m'a demandé si le Front accepterait une élection présidentielle accompagnée d'élections législatives, ce qui serait évidemment une formule nouvelle. Je lui ai demandé en retour si Thieu serait candidat à la Présidence. Il m'a répondu par un sourire. Il y aurait du mou de ce côté-là. J'ai dit aussi qu'une élection présidentielle pouvait se concevoir si les trois parties étaient d'accord sur l'homme qui serait élu.

Lam trouve que l'écart est encore très important. Il y a aussi, dit-il, le départ de Thieu, le caractère tripartite du Gouvernement ou de l'organisme à créer, la nature des élections. Tout cela, certes, ce sont les objections de Saigon. Mais est-il si facile aux Américains de les balayer ?

17 octobre

En lisant Sulzberger qui a la gentillesse de m'envoyer son journal et que je trouve plus intelligent qu'on ne le dit généralement, je tombe sur cette phrase de de Gaulle en novembre 1954 : « Il n'y avait que deux forces réelles en Indochine : le nationalisme communiste et l'armée française. L'armée française se retire maintenant et c'est toute l'Indochine qui est perdue. »

J'ai le sentiment que le Général n'a jamais changé d'avis et que sa vision est demeurée toujours la même. Une fois la France partie, il ne restait plus aucune réalité autre que le nationalisme communiste, cet Hô Chi Minh dont il pensait, dans le même temps, qu'il se méfiait de la Chine. C'est avec lui que le Général pensait qu'on devait s'entendre, en jouant sur son titisme. Aucune autre réalité, et naturellement pas celle imposée par l'armée américaine, ne lui paraissait pouvoir exister face à cette force du national-communisme du Viet-Minh.

Cette vision fondamentale me paraît à la fois vraie et fausse. Vraie dans la mesure où le Viet-Minh a incarné la réalité du nationalisme vietnamien. Mais fausse, dans la mesure où, à partir d'un certain moment que je ne saurais exactement situer, il n'a plus été seul à l'incarner. Néanmoins le Général, qui est un militaire, évalue en termes de force et il a raison s'il veut dire qu'en face du Viet-Minh il n'y avait aucune autre « force » vietnamienne. Nous le voyons bien aujourd'hui où chacun court désespérément après cette troisième force, que Pham Van Đông appelle « providentielle », aujourd'hui où le

GRP propose une solution tenant compte des « réalités » fondée sur l'existence de deux Armées, deux Administrations et trois forces politiques, aujourd'hui où défilent dans mon bureau des hommes politiques vietnamiens qui représentent un centre potentiellement majoritaire au Sud-Vietnam, mais incapable de s'organiser.

Vo Van Sung me téléphone samedi que Xuan Thuy ne peut venir voir Schumann le 17 et demande à venir à sa place lundi. Rendez-vous est pris pour 18 heures.

Nous comprenons aussitôt ce changement : Kissinger revient, et pour rencontrer Xuan Thuy, bien que Le Duc Tho soit à Hanoi. Quand on songe au mépris affiché par Kissinger pour Thuy l'hiver dernier, « c'est un zéro », nous disait-on, on mesure le chemin parcouru. Mais c'est sans doute que les questions fondamentales sont tranchées, ou en voie de l'être, et que Kissinger vient discuter de questions moins importantes. Nous apprendrons d'ailleurs que cette fois il est venu accompagné d'experts du Département d'Etat, dont Sullivan. C'est donc que l'on en est « au faire et au prendre », comme disait le père Joxe. Et en effet le récit que fait Sung des quatre réunions des 8,9,10 et 11 montre que des progrès sérieux ont été accomplis. C'est d'ailleurs la première fois que j'entends un Nord-Vietnamien admettre que des résultats ont été obtenus.

Sung dit qu'après les réunions précédant cette série les positions étaient très éloignées sur trois points :

- 1) Les Américains demandaient un cessez-le-feu général pour toute l'Indochine.
- 2) Ils .
- 3) Ils demandaient que l'Administration de Saigon soit considérée comme l'Administration unique.

Cette présentation m'a paru un peu schématique. Quoi qu'il en soit à l'issue des entretiens, les choses avaient changé.

L'on nous dit maintenant que les Etats-Unis ont accepté de reconnaître l'autorité du GRP et l'Administration de Saigon sur les zones qu'ils contrôlent et qu'un accord est intervenu sur la création d'un « organe de pouvoir » à trois composantes, intitulé « Conseil provisoire de réconciliation et de concorde nationale », ayant sa hiérarchie propre. C'est très exactement la suggestion d'Exécutif provisoire, type Rocher Noir, que nous avons faite aux Américains et aux Vietnamiens il y a plus de trois ans. Que de temps perdu ! Cet organisme serait chargé d'organiser les élections et de régler les litiges découlant de l'application des accords. Au fond, ce n'est guère plus que la Commission mixte France-Viet-Minh des Accords de 1954, sinon qu'elle est chargée de préparer les élections. Ce que je ne sais pas, c'est si elle aura des forces à elle. Si elle n'en a pas et si elle ne doit jamais en avoir, ce n'est même pas l'Exécutif Provisoire de type algérien.

Avec cela il me semble que l'un des problèmes majeurs est réglé.

Mais Sung ne dit mot des élections. Réglé aussi ? Mais comment ? Il admet que l'on en discute encore, mais ne s'appesantit pas.

Quant à la démission de Thieu, il est entendu qu'elle aura lieu avant les élections. Ainsi Thieu restera-t-il à la tête de l'Administration de Saigon un bout de temps.

Du côté militaire, Sung est avare de détails. Mais il déclare que les Américains ont fini par accepter de reconnaître que le 17^{ème} parallèle n'est qu'une ligne de démarcation provisoire et pas une frontière territoriale. J'en déduis que sur le retrait des forces du Nord se trouvant au Sud, un accord a dû intervenir, reconnaissant de facto que certaines resteront, ce qui n'est pas brillant pour les Américains. Mais il doit y avoir de sérieuses discussions sur les zones de regroupement et sur les effectifs alloués au GRP.

Les Américains ont également accepté de cesser les bombardements et le minage « aux environs de l'accord. » Peut-être avant.

La question de la poursuite de l'aide militaire n'est plus mentionnée.

Accord aussi sur une Commission internationale de contrôle. Mais on va discuter de sa composition et de ses compétences le lendemain.

Accord confirmé sur une Conférence internationale avec la France et sur une garantie des accords. Mais laquelle ?

On ne mentionne plus de désaccord sur le caractère général du cessez-le-feu. Les Américains ont-ils accepté la disjonction du cas du Laos et du Cambodge ? Ont-ils obtenu les garanties de fait qu'ils demandaient sur le départ des troupes vietnamiennes de ces deux pays ?

Schumann sort de cet entretien très optimiste.

Pour ma part, j'ai le sentiment d'un progrès très réel. Mais je me demande quelles garanties les Américains ont du côté de Saigon. Thieu va-t-il accepter tout cela ? Qu'a-t-il déjà accepté ? Sur ce qui se passe entre Saigon et Washington, nous ne savons rien. Car des deux côtés l'on ne nous dit rien.

J'en profite pour me faire confirmer par Schumann que Kissinger, le 10, ne lui a strictement rien demandé. « Je vous ai tout dit, m'assure-t-il. Il n'y a rien de plus. » Il me paraît tout à fait sincère.

18 octobre

Hier, retour de la Caravelle ramenant ce malheureux Susini à Orly. Je n'oublierai jamais, je pense, ce visage de grand brûlé sur une civière, les yeux clos, cette face entièrement lisse et rouge, amenuisée, déformée. Ah ! L'affreux spectacle.

Ceci dit, l'envoi de cet appareil a été une petite performance technique. Les Américains, un peu partout, nous ont offert leur aide. Nous l'avons poliment déclinée.

Sur le terrain Vo Van Sung a dit à Bolle : « C'est du fifty-fifty. » Exactement ce que Kissinger disait à Schumann il y a trois semaines. Mais dans la bouche d'un Nord-Vietnamien, c'est un signe.

Il l'a répété aujourd'hui à Lacouture, tout en lui reprochant un peu d'être trop optimiste. « Soyez prudent. » Pourtant Lacouture est sorti de ses entretiens avec Pham Van Dong confiant.

Et le GRP ? Tout le monde sent qu'il y a de l'eau dans le gaz et que ses relations avec Hanoi sont médiocres. J'ai voulu essayer d'y voir plus clair en priant Nguyen Van Tien de passer me voir, mais il m'a dit qu'il venait, lui aussi, d'être convoqué par son Gouvernement et partait demain. Je verrai vendredi l'un de ses collaborateurs.

Il faut admettre que cette négociation entre le Nord et les Etats-Unis sur l'avenir du Sud sans aucun des représentants du Sud est proprement absurde. Tout cela résulte de ces excommunications prononcées en 69. Le Front a refusé de parler à Thieu et a offert de parler aux Etats-Unis. Ceux-ci ont refusé de lui parler hors de la présence de Thieu. La seule ligne de communication ouverte demeurerait entre Hanoi et Washington. Mais Washington a commencé par dire qu'il ne pouvait parler avec Hanoi des problèmes politiques, autrement dit du Sud et qu'il ne pouvait aborder que les problèmes militaires. Ah ! Tout ce temps perdu !

Et aujourd'hui, comme j'aimerais pouvoir écrire le mot « FIN ».

Article gentil de Sulzberger ce matin sur « les hommes invisibles de la France » : Manac'h, moi et Sainteny.

22 octobre

La journée du 19 s'est passée sans rien apporter.

Le 20, nous avons reçu une communication de notre chargé à Hanoi que Mai Van Bo avait convoqué pour lui faire une communication sur l'état de la négociation. Celle-ci n'ajoutait rien de très fondamental à celle faite le 16 par Sung, mais elle tenait compte de la rencontre Thuy-Kissinger du 17.

A cette date l'accord était acquis sur tous les points sauf sur deux : la poursuite de l'aide militaire à Saigon après le cessez-le-feu et la libération des prisonniers politiques à Saigon.

La communication permettait de préciser certains points, notamment sur les élections. Il n'était plus question que d'élections générales, ce qui me faisait penser à ma conversation du 12 avec Zelentsov. Les Américains, lui avais-je dit, demandent une élection présidentielle, Hanoi des élections à une assemblée constituante. Pourquoi ne pas retenir le terme commun « élection » sans préciser ? C'est ce qu'on avait fait en 1954. L'accord sur « la question des troupes vietnamiennes du Sud » donne à penser qu'il y a eu une entente sur le nombre de Nordistes baptisés Sudistes. C'est une affaire de pourcentage. Mais l'accord restera sûrement secret. On apprendra seulement que l'armée du GRP a été fixée à un certain effectif très supérieur à la réalité.

Accord aussi sur les dommages de guerre : le terme est évité, mais Washington reconnaît sa responsabilité pour « panser les blessures du Vietnam ».

Mai Van Bo dit qu'un accord avant le 7 novembre est espéré, mais ajoute que les Américains peuvent revenir sur ce qui a été acquis. Méfiance ? Ou plutôt cela ne signifie-t-il pas que l'accord n'est acquis qu'ad référendum, autrement dit subordonné à l'accord de Thieu ?

Kissinger y est arrivé le 18 et les entretiens s'y succèdent.

Susini meurt dans la nuit du jeudi au vendredi. Washington venait enfin de reconnaître que c'était bien une bombe américaine qui avait détruit notre délégation.

Samedi 21, je vois Din Ba Thi, collaborateur de Madame Binh, en l'absence de Nguyen Van Tien, parti la veille en consultations « au pays ». Thi déclare d'emblée qu'il y a

accord entre Hanoi et Washington et s'exprime comme s'il ne restait pratiquement plus aucune divergence. J'en suis frappé. Mais il ajoute que l'accord ne satisfait pas entièrement le GRP, tout en déclarant que celui-ci l'accepte. Il cite en exemple l'abandon de la formule du Gouvernement à trois composantes.

En fait, cette formule a été abandonnée lorsque le GRP a avancé sa proposition du 12 septembre, demandant que Washington reconnaisse l'existence de deux Armées, deux Administrations et trois forces politiques. C'était là un schéma tout différent. J'ai mis un peu plus de 24 heures à le comprendre, mais c'est devenu très vite évident.

Thi cite aussi l'exemple du retrait des forces du Nord. Kissinger n'y a, dit-il, renoncé que verbalement. Ceci laisse sous-entendre que des concessions ont dû être faites, autrement dit que les effectifs alloués au GRP ne sont pas aussi importants qu'il l'espérait.

Thi précise, ce qui est capital, que la décision sur la nature des élections et sur leur date ne sera prise qu'entre Sud-Vietnamiens après la signature de l'accord. Voici qui explique le flou des déclarations précédentes. La question a donc été entièrement escamotée.

Ainsi le Gouvernement à trois composantes a disparu ; les deux Administrations restent en place chacune dans leur zone et l'on crée un vague Conseil provisoire de concorde qui devra aider les deux parties à se mettre d'accord. D'une part, la nature et la date des élections ne sont pas fixées par l'accord. C'est donc à un embryon d'accord politique que l'on aboutit, à une sorte de partage provisoire, à quelque chose qui est à mi-chemin entre l'accord global préconisé par Hanoi et le simple cessez-le-feu sur place demandé le 8 mai par Nixon. C'est plus que le partage de 1954 toutefois, car il n'y a pas qu'une zone de regroupement pour chaque partie ; d'autre part, il y a un début de solution politique qui va plus loin que la simple fixation à deux ans de la date des élections prévue par l'accord de 54. Il y a un mécanisme plus élaboré.

A 16 heures samedi, obsèques de Susini à l'hôpital Percy de Clamart. Vo Van Sung et Vy, l'adjoint de Thuy, sont là.

A 18 heures, Schumann reçoit Xuan Thuy. Les choses ont encore avancé. Thuy déclare que désormais les dernières difficultés ont été levées, qu'un accord général est intervenu et que l'on n'attend plus que la réponse américaine pour signer !

Une entrevue était prévue après celle du 17, mais elle est devenue inutile, les questions litigieuses ayant été réglées. Ce sont celles dont Bo avait parlé. Pour la poursuite de l'aide, on s'est mis d'accord sur le principe du remplacement pièce pour pièce et ceci limité aux types d'armements existants, appliqué à l'aide américaine à Saigon et à celle de Hanoi au GRP. Pour les prisonniers politiques, Hanoi paraît avoir cédé : ils ne seront pas relâchés en vertu de l'accord, mais Washington promet d'exercer son influence sur Saigon pour que la question soit réglée rapidement.

Je regarde le visage de Xuan Thuy. Il n'est pas plus animé qu'à l'ordinaire. Il vient annoncer que l'accord est fait avec le même sourire qu'il a tant de fois eu pour dire qu'il n'y avait aucune perspective d'accord !

Autres précisions :

- La 7^{ème} flotte se retirera à 300 milles de la côte vietnamienne (il n'y a rien sur les bases thaïlandaises)

- Thuy confirme ce que m'a dit Thi sur les élections, mais il ajoute qu'il existe pour la réalisation d'un accord entre les parties vietnamiennes un calendrier : 3 mois après le cessez-le-feu. Voici qui explique l'accord. Les Américains seront partis au bout de 2 mois et pourront dire que ce n'est pas les Etats-Unis qui ont vendu le Sud et que ce sont les Sudistes qui ont pratiqué l'autodétermination !

- La politique étrangère du Sud sera le non-alignement : enfin !

- Longue tirade sur la réunification, mais il n'y a pas de date ni de processus ; le Nord et le Sud en discuteront pacifiquement.

- Il y aura une nouvelle CIC (Commission Internationale de Contrôle), comprenant quatre pays : Hongrie, Pologne, Canada, Indonésie. L'Inde est éliminée. L'URSS a deux clients. La Chine n'en a aucun, si ce n'est le Canada, mais obtient l'élimination de l'Inde.

- La Conférence Internationale réunira treize parties : les quatre de Kléber, les quatre autres « Grands » (URSS, Chine, France, Grande-Bretagne), les 4 de la CIC et le Secrétaire Général de l'ONU. Ni Japon, ni Inde, ni Thaïlande.

- Le cessez-le-feu sera limité au Vietnam, mais il y a engagement de retrait de toutes les troupes étrangères du Laos et du Cambodge, ce qui est très satisfaisant. Ainsi Laotiens et Cambodgiens sont laissés face à face. Cela fait l'affaire de Souvanna Phouma qui est arrivé ce matin à Paris. Mais cela fait-il celle de Sihanouk ? Les Khmers rouges vont-ils avoir raison de l'armée de Lon Nol ? Pas si facilement ! Le jeu va devenir de plus en plus subtil, avec l'URSS qui est décidée à barrer la route entre les deux. A l'UNESCO, l'URSS a voté pour Lon Nol, la Chine pour le GRUNK, nous nous sommes abstenus !

Quand Xuan Thuy part, nous nous regardons, Schumann et moi (nous sommes seuls tous ces temps-ci pour ces entrevues et les compte-rendus ne vont qu'à Pompidou, Schumann, Alphand et moi) assez émus. C'est la paix, selon toutes les apparences !

Et la paix faite avec des idées françaises, les idées de Froment-Meurice, a-t-il la gentillesse d'ajouter. « Vous m'en ferez le bilan pour que je le présente au Conseil des Ministres. » Et il me parle de ma future Ambassade !

Je lui soumets l'idée qu'il va falloir maintenant « casquer », c'est-à-dire payer notre tribut à la reconstruction de l'Indochine et ne pas attendre le budget 74. « J'en parlerai à M. Pompidou. »

J'ajoute que nous allons avoir une période très délicate au Sud avec trois Gouvernements, et peut-être trois représentations.

Mais ne rêvons-nous pas ? Kissinger va-t-il obtenir l'accord de Thieu ? Et s'il ne l'obtient pas, que fera Nixon ?

Ce soir dimanche 22, la discussion dure toujours à Saigon et Kissinger est allé à Phnom Penh.

Je sens en moi une grande tension.

Pham Van Dong a révélé à Borchgrave pour « News Week » une grande partie de l'accord ; « il parle du maintien des deux administrations, mais ne dit pas qu'un Conseil sera créé. » Pourquoi ces révélations ? Pour faire pression sur Thieu, sur Kissinger ? Pour montrer que désormais, tout étant réglé entre Washington et Hanoi, Thieu ne peut s'opposer à l'accord ?

Les idées françaises ? Je vois les suivantes à avoir inspiré la paix.

Il y a, bien sûr, le discours de Phnom Penh, l'idée fondamentale qu'il n'y avait pas de solution militaire.

Mais peut-on dire que la fameuse idée de la fixation d'une date pour le retrait des troupes américaines ait été vérifiée ? En fait, les Américains n'ont pas fixé de date, mais ils ont négocié un délai dans le cadre d'un accord, ce qui est assez différent. En revanche, dans le discours de Phnom Penh, figurait le rejet implicite de la théorie du retrait mutuel, qui avait été, en 69, le point de départ du plan Nixon de règlement. Cette idée-là a été officiellement rejetée. Secrètement, il doit y avoir des engagements pris par le Nord de retirer du Sud un certain nombre de divisions.

Et puis dans le discours de Phnom Penh, il y avait l'idée de la neutralité pour le futur statut du Sud-Vietnam et cela figure dans l'accord sous la forme du non-alignement.

Ensuite, il y a eu la déclaration française du 1^{er} avril 1970 qui avançait plusieurs idées : 1) Celle d'une solution globale pour l'Indochine. Cette idée-là ne reçoit pas une réponse entièrement satisfaisante puisque le cessez-le-feu ne sera effectif qu'au Vietnam. Mais elle reçoit quand même une solution partiellement satisfaisante dans la mesure où l'accord prévoit que les belligérants au Vietnam s'abstiendront désormais de s'ingérer dans les affaires intérieures du Laos et du Cambodge et que toutes les forces étrangères en seront retirées, ce qui est un grand pas vers la solution globale ; 2) Celle d'une « négociation entre toutes les parties intéressées. » Pour la même raison, elle ne reçoit pas une solution entièrement satisfaisante, mais seulement partiellement. Cependant il faut constater qu'au même moment où la négociation sur le Vietnam aboutit, celle sur le Laos s'accélère. Reste le Cambodge. D'autre part, notre idée recouvrait implicitement celle d'une Conférence. Celle-ci aura lieu pour donner la garantie aux accords intervenus. 3) Celle de « l'établissement en Indochine d'une zone de paix et de neutralité. » On n'en est pas encore là, mais il est déjà acquis que le Sud sera neutre. Le Nord réaffirme ses engagements de 1954. On peut espérer qu'une fois les accords intervenus sur le Laos et le Cambodge, l'ensemble prendra tournure.

Puis dans le cours de la négociation nous avons, à diverses reprises, avancé des idées qui ont germé et auxquelles les négociateurs ont eu recours pour arriver à des compromis.

1) Pour la solution politique, nous avons parlé d'une Autorité Provisoire (cf. ma note à Pompidou de janvier 1970 avant son voyage aux Etats-Unis) et parlé à diverses reprises d'une solution de type algérien - Rocher Noir - Exécutif Provisoire. Je me souviens d'en avoir parlé aux Américains et à Le Duc Tho ou Madame Binh. Je n'ai jamais conseillé personnellement le Gouvernement à trois composants. 2) J'ai avancé l'an dernier (la date est à retrouver) l'idée de deux calendriers parallèles pour le retrait des forces étrangères et la libération des prisonniers. C'est la solution retenue. 3) En avril de cette année, après l'offensive de Giap, j'ai avancé devant Oberemko l'idée du « package deal » consistant à tout régler en même temps : l'affaire politique et l'affaire militaire, de faire simultanément le cessez-le-feu et la solution politique, de ne plus exiger le départ de Thieu en préalable, mais au moment de l'accord. En fait il partira plus tard. Mais l'idée centrale demeure : il n'y a de changement politique qu'au moment de la signature de l'accord. 4) Pour les

élections, j'ai suggéré dans les derniers jours qu'on parle simplement d'élections, sans en déterminer la nature. C'est finalement la solution retenue.

Samedi 14, j'ai rencontré discrètement, hors du bureau, Ngo Cong Duc. C'est un type d'exilé que je trouve plus sympathique que les « nantis » de l'exil. On le sent brûlant du désir de revenir, refusant de s'installer dans l'émigration. Il demeure en contact avec la clandestinité du Sud-Vietnam. Il se sent le compagnon de tous ceux qui luttent contre la dictature de Thieu.

Pour lui, les chefs de demain seront peut-être des hommes politiques chevronnés, mais les vraies troupes, ce seront ses amis qui les fourniront. L'on sent un certain mépris pour « l'establishment ».

Il m'a mis en garde contre les effets, à son avis efficaces, de la propagande de Thieu contre le retour des « colonialistes » à travers la troisième force. Cela fait du mal tant à la France qu'à la troisième force, du moins à la vraie. On murmure que les vieux clients de la France, les anciens Ministres, hommes politiques du temps des Français veulent revenir, avec les émigrés de Paris.

Duc a tout à fait raison. Ce n'est pas ce visage-là que nous devons donner de la France actuelle. Il faut nous désolidariser de tout ce monde-là. En fait, il nous faudrait maintenant envoyer à Saigon quelqu'un du genre chrétien, MRP légèrement de gauche. Chez nos jeunes diplomates, on trouverait peut-être.

Sur la négociation, Duc n'est guère optimiste. Il n'en voit pas la fin avant plusieurs mois. Thieu est isolé, mais encore fort. Son départ ne sera pas chose facile. Mais sur le long terme, Duc est confiant. Il croit qu'une coexistence démocratique avec le Front est possible.

25 octobre

Le suspense continue ! Kissinger a poursuivi ses discussions avec Thieu jusqu'à lundi 24, puis est rentré à Washington où le silence persiste. Ce matin, Schumann m'a téléphoné pour me dire qu'il s'était assuré (auprès de l'Élysée) que Kissinger n'était pas annoncé. Ce matin aussi, je vais rendre visite à Souvanna Phouma, arrivé dimanche. De son entretien vendredi avec Sullivan, il a tiré des raisons d'optimisme. Il ne pense pas que Thieu, privé de l'appui aérien des Américains, puisse faire obstacle à la paix. Un cessez-le-feu au Laos devrait suivre de trois semaines l'arrêt des hostilités au Vietnam. Je pense que le retrait des Nord-Vietnamiens suivra le cessez-le-feu au Laos et qu'en attendant les Américains réagiront à toute offensive nord-vietnamienne pour gagner du terrain. Il espère naturellement que la France va jouer à nouveau un rôle capital en Indochine.

Cet après-midi arrive un télégramme de notre Chargé d'affaires à Hanoi qui a été convoqué hier par Mai Van Bo. Celui-ci a fait une nouvelle communication, cette fois, sur un ton dramatique. « Un accord était intervenu pour un arrêt des bombardements et du minage le 21 octobre et la signature de l'accord à Paris le 30 octobre. » Des difficultés ont été soulevées par les Américains, mais elles ont été surmontées et Nixon a fait savoir qu'il estimait l'accord satisfaisant. De nouvelles dates ont été fixées pour le 23 et le 31. Puis Nixon a envoyé à Pham Van Dong un nouveau message disant qu'il n'avait pu décider « unilatéralement », que des difficultés avaient surgi avec Saigon, Vientiane, Phnom Penh, Bangkok et que Kissinger rentrait à Washington. Il n'était plus question de calendrier. Pham Van Dong avait envoyé à Nixon le 23 un nouveau message « exigeant » que le calendrier soit respecté.

La situation, a dit Mai Van Bo, était « des plus graves ». Hanoi « dénonçait la manœuvre américaine » consistant à faire traîner les choses en longueur et demandant la signature avant l'élection américaine.

Le Nord-Vietnam sollicitait notre action auprès des États-Unis.

Je suis allé chez Alphand et j'ai dit qu'il fallait faire quelque chose auprès des Américains. Peut-être un message de Pompidou à Nixon. Alphand, après avoir lu le télégramme, a opiné et nous sommes tous deux descendus chez Schumann. Celui-ci n'avait pas encore lu non plus le télégramme. Nous lui avons dit notre avis. Il a dit que c'était peut-être le moment d'utiliser le moyen de communication direct et personnel que Kissinger lui avait proposé en cas de besoin. Il s'agit d'un télex spécial par Watson. Je suis remonté préparer un message, aussi sobre que possible, relatant celui que Hanoi nous avait fait tenir, louant Kissinger pour ses efforts et concluant : « Je suis sûr que vous comprenez et partagez mon anxiété à la pensée que le vaisseau de la paix au moment d'entrer enfin au port puisse être rejeté au large. » Schumann l'a très légèrement modifié et est parti, le papier en poche, pour l'Élysée où il y avait réception du Corps diplomatique. Il a vu Pompidou quelques minutes et m'a dit que celui-ci avait encore édulcoré tout ce qui

paraissait prendre parti, mais avait laissé partir le message. Pendant ce temps était tombé au ticker un discours de Thieu extrêmement violent contre « les fourberies communistes », rejetant à nouveau tout gouvernement à trois composantes, assimilant la troisième force aux communistes, déclarant que la discussion avec les Etats-Unis continuait et que « rien n'était tranché », mais déclarant aussi que s'il y avait un cessez-le-feu, il le respecterait. Ceci signifie-t-il que Thieu va se refuser à signer l'accord mais laissera les Américains le signer ? Mais en ce cas, Hanoi acceptera-t-il de signer ? Car même s'il y a cessez-le-feu signé par Hanoi et Washington et respecté par Saigon, que devient la partie politique de l'accord ? Que devient le processus de consultations entre le GRP et Saigon pour la constitution d'un « Conseil de Concorde nationale » ?

Si Hanoi n'a plus la signature de Saigon et donc plus la garantie qu'un processus politique minimum va s'engager, peut-il accepter le cessez-le-feu ? Il reste à interpréter exactement les paroles de Thieu et à attendre la réaction américaine. Tout peut aussi se terminer par la démission immédiate de Thieu ou par un coup d'Etat pour l'éliminer. Les Américains vont-ils s'incliner ? S'ils décident de demander à Hanoi de rouvrir la négociation, comment seront-ils accueillis ?

Et si Hanoi rompt et lance une offensive militaire, les Américains vont être obligés de répliquer ! En fait, depuis lundi, les bombardements au Nord ont cessé : Washington a donc rempli la première partie du contrat. Mais toujours pas de réponse américaine ! Les Chinois sont silence et sourire.

S'il y a rupture, Hanoi va publier le texte de l'accord. Ce sera un tollé aux Etats-Unis : comment Nixon a-t-il pu être à ce point prisonnier de Thieu ? Et ceci, au plein moment de l'élection présidentielle ! Nixon n'en sera pas moins élu, mais la reprise de la guerre le 7 novembre au lieu de son arrêt ! Il doit y avoir une sérieuse panique à la Maison Blanche. Et Pham Van Dong doit rigoler ! Il a fait tant de concessions en apparence que maintenant, si la paix ne se fait pas, toute la responsabilité va retomber sur le couple Nixon-Thieu. Bien sûr, il y aura des gens pour comprendre et justifier Thieu, pour accuser Nixon d'avoir voulu brader le Sud-Vietnam. Mais l'impression finale sera assez désastreuse pour Nixon. Les uns lui reprocheront d'avoir eu la faiblesse de céder devant Thieu, les autres d'avoir eu la faiblesse de vouloir lui imposer un mauvais accord. Quand on fait un mauvais coup, il faut le réussir.

Tel qu'il se présente, ou plutôt tel qu'il nous est présenté par Hanoi, j'estime pourtant qu'un tel accord est inespéré pour les Etats-Unis. A moins de continuer une guerre indéfinie, ils ne pouvaient espérer mieux.

27 octobre

Pompidou a déjeuné Mardi 24 avec des journalistes. Il a parlé très ouvertement du Vietnam, de l'accord, des dispositions convenues. Tout cela était encore « top secret ». Résultat : fuite monstre de Flora Lewis dans le « New York Herald Tribune » du jeudi 26. Mais à ce moment-là, c'était déjà dépassé.

Donc, après le discours de Thieu, l'escalade continue. A Washington, c'est le silence intégral. Mais Hanoi va de l'avant et décide de publier les textes. Cela se passait hier matin 26.

A quoi répond cette manœuvre ? Sans doute Hanoi pense-t-il forcer la main à Nixon et en révélant un texte qui souligne ses propres concessions, démontrer à l'opinion mondiale que toute la responsabilité incombe à Thieu, donc aux Etats-Unis. Mais, ce faisant, Hanoi ne prend-il pas un grand risque ? Celui de mettre publiquement Nixon au pied du mur et de l'obliger à maintenir sa position et à refuser de lâcher Thieu ?

Vo Van Sung arrive à 12h30 pour remettre à Schumann le texte de cette déclaration. Elle contient une présentation en 9 points de l'accord, qui n'ajoute rien de très nouveau à ce que nous savons et raconte l'affaire des calendriers successifs. Schumann est mal impressionné par cette publication - coup de dés et le fait sentir à Vo Van Sung.

La journée se passe dans l'attente de la réaction américaine. Celle-ci arrive le lendemain 26 sous forme d'une conférence de presse de Kissinger qui cherche à minimiser les choses : il y a eu « un honnête malentendu », Washington ne s'était jamais formellement engagé sur la date du 31, il est exact que les difficultés se sont élevées avec Saigon ; Washington a donc demandé, dès le 22, une nouvelle mais dernière session de négociations, où et quand Hanoi le voudrait. Kissinger fait une liste des points à préciser ou renégocier. Mais à les lire de près, ce n'est pas rien : il faut que Saigon signe, s'il le veut (or Saigon ne veut pas signer, ou veut signer autre chose, et Thieu l'a proclamé avec d'autant plus d'énergie qu'il se sent en position de chantage), que les Commissions de contrôle soient mises sur pied en même temps que le cessez-le-feu (ce qui amène à

reculer celui-ci), que la période séparant le cessez-le-feu au Vietnam des cessez-le-feu au Laos et au Cambodge soit abrégée (nouveau retard), que la terminologie sur le caractère de « structure administrative » du Conseil national soit bien précisée (pour bien montrer à Thieu qu'il ne s'agit pas d'un Gouvernement de coalition). Et puis quoi encore ! Kissinger a-t-il travaillé trop vite ? A-t-il cru qu'il obtiendrait l'accord de Thieu ? N'a-t-il pas assez précisé qu'il n'agissait qu'ad referendum ? Pour la première fois, le voici tenu en échec. Pour la première fois, voici les Etats-Unis dans l'incapacité d'affirmer que si l'accord n'est pas réalisé, ce n'est pas en raison des exigences « inacceptables » de Hanoi ! Non, au contraire Hanoi a tout accepté et Kissinger, déformant d'ailleurs la vérité, exagérant les concessions de Hanoi, présente un accord dont on se demande, puisqu'il est si bon, pourquoi Thieu le réclame ! C'est donc que Thieu ne veut rien ?

Ainsi, à nouveau, surgit la vieille contradiction entre la vietnamisation et la négociation. Les Etats-Unis ont voulu gonfler Thieu, ils ont menacé Hanoi, s'il « refusait » de négocier, de le laisser en tête-à-tête avec Thieu et avec un Thieu de plus en plus fort, sur lequel ils auraient de moins en moins de « leverage ». Mais Thieu est devenu si fort qu'il leur tient tête et les empêche de conclure. C'est la machine infernale ! Car les Américains ne peuvent même pas lui dire : « Soit ! Vous ne voulez pas signer. Eh bien ! Nous vous laissons seuls, continuez la guerre, nous nous en allons. » Car ils ne savent pas si, même à ce prix, ils retrouveraient leurs prisonniers de guerre.

Comment s'en sortir ? Nixon a fait appel à Kossyguine, visiblement. Car celui-ci vient aujourd'hui d'inviter publiquement Hanoi à « poursuivre et achever la négociation ». Hanoi va-t-il accepter de rouvrir la négociation pour permettre à Thieu de sauver la face, de dire qu'il a obtenu des satisfactions et qu'il faut signer ? Le bruit court ce soir que Hanoi accepterait.

28 octobre

Un peu impatient d'y voir clair, j'ai demandé à Vo Van Sung si nous pouvions nous rencontrer pour avoir une conversation tout à fait privée. Il est très gentiment venu au bureau cet après-midi.

« Hanoi, m'a-t-il dit, est très ferme. Nous ne refusons pas les contacts avec les Américains. Il y en a toujours eu depuis des années. Mais il faut se conformer à l'engagement de signer le 31.

Nous sommes arrivés à la conclusion que Nixon ne veut pas en finir. Il veut passer le cap des élections, puis rouvrir les négociations sur la base de l'accord intervenu et demander alors des modifications conformes aux exigences de Thieu. Aujourd'hui il a arrêté les bombardements au-dessus du 20^{ème} parallèle. Mais nous nous attendons à ce qu'il les reprenne après les élections. Nous nous apprêtons à une poursuite de la guerre. » La méfiance est donc énorme.

A la question de savoir si, au cas où il n'y aurait pas signature le 31, Hanoi considérerait que la négociation est rompue ou seulement interrompue, je n'ai pas obtenu une réponse claire.

Sur la signature : nous voulons une signature à deux, chacun signant au nom de son allié. Mais, puisque nous avons accepté un règlement en deux étapes, il y aura, d'une part ouverture, après le cessez-le-feu, d'une négociation entre les deux parties sud-vietnamiennes qui doit aboutir à la signature d'un accord entre elles, d'autre part la possibilité pour ces deux parties de se joindre au premier accord.

Sur le conseil national : le mot vietnamien est « structure de pouvoir. » Mais Vo Van Sung ne se souvient pas du mot anglais. On s'est mis d'accord, dans le texte, sur le fait qu'il sera tripartite et qu'il prendra ses décisions à l'unanimité. Il sera créé par l'accord. Mais le choix de ses membres résultera d'un accord entre les deux parties qui choisiront chacune les membres la représentant et devront s'entendre sur les représentants de la troisième composante. Cependant il y a eu échanges de vues sur ce sujet, mais aucun nom n'a été prononcé. Le maintien de Thieu est à décider entre Sud-Vietnamiens.

Sur les élections : leur nature sera à décider en effet entre les Sud-Vietnamiens. La date aussi, mais officieusement les Américains ont parlé de six mois.

Sur la CIC : chacun a présenté deux candidats. Hanoi a récusé le Japon.

Sur le rôle de la France : bien sûr elle fera partie de la Conférence. Mais son rôle principal, ce sera d'animer la troisième composante.

Sur la Conférence : les Américains souhaitaient Genève, nous avons tenu à Paris et il y a de bonnes chances pour qu'il en soit ainsi.

Sur le Laos et le Cambodge : nous nous sommes parfaitement compris avec les Américains. Quant au Cambodge, le Prince Sihanouk est à Hanoi avec Penn Nouth et une

forte équipe. (Sous-entendu : il vient chercher nos conseils). En tout cas, Sihanouk ne veut pas traiter avec Lon Nol.

Sur la Chine : nous nous sommes mis d'accord avec les Etats-Unis pour l'inviter à la Conférence (Sous-entendu : elle y viendra).

Comment chacun peut-il sauver la face et la paix en même temps ?

Il y a des astuces, certes. Par exemple, puisque le vrai texte n'a pas été publié, Hanoi n'ayant donné qu'un résumé, non agréé avec Washington, m'a dit Vo Van Sung, mais non contesté, et Kissinger ayant refusé de publier le texte lui-même (qui comprend, m'a dit Vo Van Sung, neuf chapitres correspondant aux neuf points du papier de Hanoi) rien n'empêcherait Kissinger et Xuan Thuy de se rencontrer à Paris et de modifier le texte, tout en déclarant qu'il n'a pas été modifié ou qu'il y a eu seulement des retouches de détail. Ou bien le texte actuel pourrait être signé, étant entendu qu'il pourrait être finalisé sur certains points.

Tran Van Don doit arriver incessamment à Paris et me voir. Je compte lui tenir le langage suivant : « Tout ce qui vous reste à faire, à vous et à vos pareils qui ne voulez pas d'un Sud-Vietnam communiste, c'est de jouer vigoureusement le jeu de la paix, de retourner à votre profit la dynamique de la paix que le Viet-Cong va tenter d'utiliser au sien. C'est aussi de ne pas taper sur la troisième force, mais au contraire de la renforcer au maximum. »

Son Sann est venu me voir vendredi.

J'ai analysé ainsi la situation au Cambodge, à quoi il a souscrit.

Si l'accord Hanoi-Washington est respecté, le Cambodge va être évacué de toutes les forces étrangères. Cela va laisser les deux camps cambodgiens face à face. Militairement, l'armée de Lon Nol est numériquement et matériellement supérieure. Mais politiquement ? Sihanouk voudrait revenir au Cambodge, s'y installer (maintenant qu'il n'y aura plus de bombardements), soulever les masses et les rallier à son panache (jaune). Sera-ce le retour de l'île d'Elbe ? Les régiments de Lon Nol se rallieront-ils à Sihanouk ? Et celui-ci entrera-t-il triomphalement dans sa capitale bien aimée ? Il a pour lui : les paysans, le départ des Américains. Mais il a contre lui : une bonne partie de l'establishment, pas mal de jeunes pour qui il personnifie un régime de corruption et ceux qui ont peur de ses représailles, ceux aussi auxquels le « communisme » peut faire peur. D'autre part, si faible, si corrompu que soit le régime de Lon Nol, il pourra se targuer d'avoir obtenu une paix qui va délivrer le pays de toutes les présences vietnamiennes, nordistes ou sudistes. Ce n'est pas négligeable. En outre, la rivalité sino-soviétique va jouer à plein. Moscou va essayer d'empêcher le retour de Sihanouk ou en tout cas de limiter son triomphe qui serait celui de la Chine. Moscou a tout fait pour se maintenir à Phnom Penh et y avoir des moyens d'action. Moscou peut par exemple demander à Hanoi d'empêcher physiquement le retour de Sihanouk jusqu'à ce qu'il ait accepté ce que le GRP-Hanoi et le Pathet Lao ont finalement accepté, à savoir une discussion directe avec l'adversaire pour aboutir à un accord de coalition, mais peut-être pas malgré tout avec Lon Nol. Bref, Sihanouk pourrait revenir, mais pas inconditionnellement comme il le prétend.

Son Sann m'a dit alors : « Sihanouk dit qu'il veut négocier avec les Etats-Unis. Prenons-le au mot. La France ne peut-elle s'entremettre auprès des Etats-Unis ? D'autre part, il faudrait des changements à Phnom Penh. Nous pourrions, avec les Bouddhistes, provoquer des manifestations pacifiques, déposer des pétitions, demander une politique de paix, des hommes nouveaux disposés au dialogue. »

Pourquoi ne pas, en effet, agir auprès des Américains ? Je vais le proposer.

Sihanouk est donc à Hanoi avec son équipe. Il va sûrement en sortir quelque chose. Il veut être « le trouble-fête ». Ce ne sera pas sa faute.

Vo Van Sung m'a demandé comment je voyais la situation. Réponse : les Américains peuvent évidemment faire pression sur Thieu en le menaçant de l'abandonner totalement et de faire une paix séparée. Mais il y a deux limites à cela. La première, c'est la crainte de Nixon qu'une partie de son électorat ne l'accuse de trahir un allié et la crainte de l'effet international d'un tel abandon sur la crédibilité de l'alliance américaine. La seconde limite, c'est l'incertitude où il est de savoir si, même à ce prix, il retrouvera ses prisonniers.

Vo Van Sung m'a répondu : d'accord sur la première, mais pas sur la seconde. Nixon sait à quoi s'en tenir avec nous.

Donc, la possibilité pour Nixon d'une paix séparée lui permettant de retrouver ses prisonniers existe.

Reste alors sa crainte de « trahir » Thieu. Si ce n'est que cela, qu'attend-il pour le violer ? On décèle ici et là des Américains, civils, diplomates et militaires, très mécontents de l'accord. L'OAS américain ! Waldheim aussi est mécontent. Le cher homme aurait voulu jouer un rôle plus grand.

30 octobre

Vu Tran Van Don pendant une heure cet après-midi, puis comme nous n'en avons pas fini, je l'ai invité à dîner.

Après ces trois heures d'entretien, j'ai le sentiment que si Don était Thieu, je l'aurais convaincu de signer l'accord. Mais Don admet qu'il n'est pas Thieu ; il en est proche certes, et Thieu l'a envoyé à Paris pour nous voir ; pour me voir, m'a-t-il même fait l'honneur de me dire. Cependant il ne peut dire ce que Thieu fera.

Il paraît néanmoins penser que Thieu finira par signer, dans une ou deux semaines. Il se demande même si sa résistance n'est pas calculée en accord avec Nixon pour permettre à celui-ci de ne pas signer avant l'élection en s'abritant derrière Thieu. Celui-ci lui a confié, en effet, que lors de sa rencontre avec Nixon il lui avait promis de ne rien faire qui puisse entraver sa campagne électorale.

Don a donc commencé par m'exposer les objections de Thieu à l'accord, et d'abord les questions militaires.

1) L'accord ne prévoit pas le retrait des troupes nordistes. Sans demander celui-ci explicitement, le texte devrait à tout le moins prévoir le retrait des forces non sud-vietnamiennes. Don m'a fait tout un long développement pour m'expliquer que c'était une question de principe, à quoi j'ai répliqué que Hanoi ne lâcherait pas sur le sien : pas de retrait mutuel. C'est maintenir, a-t-il dit, une menace militaire intolérable, à quoi j'ai répliqué qu'il n'y aurait pas grande différence à avoir les troupes de Hanoi au-dessus du 17^{ème} parallèle ou légèrement au-dessous dans la zone du GRP puisqu'en tout état de cause les forces de Saigon ne remonteraient pas jusqu'à l'ancienne zone démilitarisée pour réoccuper le terrain perdu. Et comme il s'est dit au surplus persuadé qu'il y avait quelque accord secret entre Hanoi et Washington aux termes duquel il serait admis que le Nord ne rapatrierait qu'une partie de ses effectifs, le reste étant baptisé armée du GRP, je lui ai dit : raison de plus pour ne pas dramatiser !

2) Il faudrait que les commissions de contrôle soient en place avant la signature pour pouvoir immédiatement intervenir et empêcher les tueries, les occupations frénétiques du territoire et les pressions sur la population inhérentes à un cessez-le-feu sur place sans zones définies. Argument vrai sur le fond, mais malgré tout fallacieux. J'ai répondu qu'il y aurait autant sinon davantage de tuerie d'ici l'accord qu'après et qu'à retarder l'accord on prenait une pire responsabilité. J'ai invoqué le précédent de 1954 : les premières équipes de la CIC étaient arrivées très vite.

3) Un traité de paix devrait être ratifié par le Parlement. Réponse : il ne s'agit que d'un armistice.

Puis est venu l'argument politique. Le terme employé dans le texte vietnamien pour désigner la « structure du pouvoir » signifie « administration », dans le sens fort. Or, nous ne voulons qu'un Conseil sans autre pouvoir que de réconcilier, concilier, etc. et organiser les élections.

Réponse : vous devriez déjà vous satisfaire énormément d'un texte qui ne prévoit pas ce fameux gouvernement de coalition que vous récusez !

Don souligne que Thieu n'a pas dit qu'il ne signerait pas. Il a proposé ses contre-propositions. En fait, il a été très irrité par Kissinger, auquel il avait fait remettre par Haig fin septembre ses propres propositions politiques, mais qui ne lui en a plus reparlé. Il n'a accordé qu'à Kissinger le minimum de temps, ne cessant de recevoir délégation sur délégation. Il a dit : « Vous me demandez mon avis, je vous le donne. » Mais Don pense qu'il finira par signer. Son Premier Ministre Khiem dit : « Les Américains veulent en finir ainsi, il ne faut pas s'y opposer, il faut maintenant transférer le combat sur le plan politique. »

Je me suis lancé dans un grand plaidoyer non pas pour défendre l'accord tel qu'il est, mais pour plaider la cause de la paix. « N'entrez pas dans la paix à reculons. Au contraire, entrez-y la tête haute. Faites valoir les concessions faites par Hanoi au lieu de vous plaindre de celles qu'on vous demande. Ayez l'air d'avoir gagné la paix au lieu de vous comporter comme si vous l'aviez perdue. »

Don m'a paru ébranlé. Mais encore une fois, ce n'est pas lui qui décide. Il voudrait voir Bettencourt, à défaut de Schumann.

31 octobre

La date fatidique passe... et rien ne se passe.

Déjeuner avec Oberemko. Donc l'URSS s'est prononcée pour la poursuite des

négociations. Et Abrassimov, je ne sais plus si je l'ai noté, a indiqué samedi 28 à Schumann qu'il avait effectué « à titre personnel » une démarche en ce sens auprès des Nord-Vietnamiens.

Ceux-ci, dit Oberemko, sont très méfiants. Pourquoi Nixon attend-il ? Ne peut-il vraiment réduire Thieu ? N'est-ce pas un scénario pour mieux gagner les élections ?

J'ai dit, en m'aventurant beaucoup, qu'à mon avis l'accord serait signé avant le 15 novembre. Oberemko ne voit pas, pour sa part, quel intérêt Nixon aurait à revenir sur l'accord donné. Par exemple, même les accords déjà signés avec l'URSS pourraient difficilement être appliqués. Et comment Brejnev pourrait-il aller aux Etats-Unis si la guerre continuait ? C'est pourquoi Oberemko pense qu'après quelques manœuvres l'accord sera signé et Thieu résigné. Les Nord-Vietnamiens attendent. Ils ne modifieront pas l'accord et n'accepteront pas une réouverture des négociations. J'ai demandé s'ils accepteraient des « commentaires ». Mon interlocuteur a souri.

Oberemko pense aussi que la Conférence internationale doit avoir lieu à Paris. La Chine y viendra-t-elle ? Sans doute, mais quand j'ai dit que le prix à payer serait l'abandon des mécanismes de la Conférence de Genève, c'est-à-dire essentiellement de la co-présidence soviétique, il m'a dit en soupirant que si c'était bien là le prix, il fallait savoir faire des sacrifices.

Le rôle de la France, dont tout le monde parle, sera le bienvenu.

Sihanouk reviendra, mais il lui faudra quand même faire des compromis.

Oberemko, dans l'immédiat, paraît tenir pour acquis que Kissinger ira de nouveau à Saïgon avant de revenir à Paris.

1^{er} novembre

Hier matin, le Chargé d'affaires américain est venu remettre à Schumann la réponse de Kissinger à son message du 24 octobre. « Il ment », m'a dit Schumann en me la montrant. Kissinger dit en effet qu'il est heureux de pouvoir indiquer que de grands progrès ont été faits, mais qu'il est faux de prétendre qu'un calendrier avait été agréé. Les Etats-Unis ont toujours dit qu'ils avaient besoin que leurs alliés (sud-vietnamiens) puissent se joindre à eux et qu'il eût été à la fois « dénué de principes et impraticable » de conclure un accord sans eux, dont la coopération est nécessaire pour sa mise en œuvre. Ceci dit, il espère bien que l'accord pourra être conclu dans les plus brefs délais possibles.

Le bruit se répand à Washington que les Nord-Vietnamiens auraient accepté une nouvelle rencontre avec Kissinger et que celui-ci se rendrait à Paris avant d'aller de nouveau à Saïgon.

Je me demande si c'est à Paris qu'aurait lieu la nouvelle rencontre. Je me demande aussi si c'est à Paris que se poursuivent les contacts.

Tout le monde paraît penser maintenant que Thieu finira par accepter l'accord. Peut-être démissionnera-t-il ?

Le Grand Minh, de son côté, sans se prononcer pour l'accord, ne s'est pas élevé contre lui.

A Saïgon, disent les journalistes, c'est le début de la fin.

Si j'étais Vietnamien non communiste, je réagiserais tout autrement : je saisiserais le tremplin de la paix pour m'élançer vers l'avenir, au lieu d'y entrer à reculons en gémissant, je proclamerais que ce sont mes victoires, ma résistance, ma ténacité qui ont obligé l'adversaire à renoncer à ses exigences. Tous ces gens prennent des airs de vaincus, c'est une déplorable tactique. Toujours l'éternel complexe d'infériorité devant les communistes !

2 novembre

Kosciusko-Morizet a été appelé hier soir par Kissinger. Schumann m'a montré ce matin le compte-rendu destiné seulement à Pompidou et à lui-même. Il s'agit d'un appel à l'aide. Mais, ne nous flattons pas, Soviétiques et Chinois comptent sans doute plus que nous pour Nixon et Kissinger.

Kissinger décrit donc les difficultés auxquelles il se heurte. Elles proviennent de trois points : la querelle linguistique sur la nature du Conseil de Concorde, le retrait nord-vietnamien, la poussée communiste sur les zones contrôlées par Saïgon en vue d'accroître le terrain conquis par le Front avant le cessez-le-feu. Il pense que sur la question de la signature il est possible d'aboutir. On pourrait, dit-il, trouver une formule par laquelle les quatre parties signeraient sans dire pour le compte de qui elles

signeraient. Il se dit persuadé que la négociation aboutira et qu'en tout état de cause l'accord sera signé avant la réunion du Congrès en janvier.

Il souhaite que nous l'aidions, d'abord négativement, en ne raidissant par Hanoi, ce qui l'amène à dire que Pompidou a été « absolument magnifique » dans sa conférence de presse du 21 septembre et qu'il a énormément aidé les Américains. Ensuite il souhaite que nous disions à Hanoi que Nixon ne veut pas « procrastiner », qu'il ne manœuvre et ne triche pas, mais qu'il est vraiment décidé à aboutir. Seulement il a des difficultés et a besoin d'un « geste » de Hanoi sur le retrait, quelque chose de suffisamment substantiel et visible pour convaincre l'opinion et Thieu, et de parler d'un retrait de 25 000 hommes. Kissinger pense revenir à Paris vers le 9 novembre (donc après l'élection présidentielle) et s'en retourner ensuite à Saigon.

J'ai dit à Schumann que je ne pensais pas possible de ne pas donner suite au message et j'ai suggéré qu'il convoque Xuan Thuy. Cela aurait l'avantage de lui montrer que nous avons rétabli le contact avec les Américains et donc de valoriser notre position. Mais comme le message était également destiné à Pompidou, j'ai timidement suggéré que Schumann lui en parle avant. Cette audace n'a pas été tout à fait de son goût et il m'a répondu que c'était là son affaire et qu'il lui en parlerait après. J'ai remarqué que chaque fois que je faisais allusion aux réactions de l'Élysée, Schumann s'irritait.

J'ai donc fait demander à Xuan Thuy par Vo Van Sung de passer vendredi à 18 heures. Dans la soirée Schumann a reçu Tran Van Don qui lui a tenu exactement le même langage qu'à moi. Schumann lui a dit fort nettement qu'à son avis l'accord était le meilleur possible, que Saigon pouvait certes espérer des précisions, des modifications, mais qu'il n'était pas dans son intérêt de paraître le remettre en cause ni se mettre en travers.

L'occasion était à prendre et à ne pas laisser passer.

Don a juré ses grands dieux que Thieu n'était pas un faucon, mais qu'il voulait un cessez-le-feu sérieux pour passer ensuite à la phase politique.

Ces gens sont sans aucun doute sincères et je les comprends. Mais il y a quelque chose de puéril dans leur argumentation. Ils se disent persuadés que le Nord laissera en tout état de cause les troupes au Sud. « C'est normal », dit Don. Alors un peu plus, un peu moins. En s'obstinant à lutter contre l'accord, Thieu donne à tout le monde le sentiment d'être bien ce qu'on l'accuse d'être. Tous les anti-Hanoi, d'ailleurs, l'admirent : « Voilà un type qui ne se dégonfle pas ! Ce n'est pas une lavette ! » Mais je persiste à penser que Thieu aurait été plus intelligent en demeurant tout à fait solidaire des Américains dans la paix comme dans la guerre et en chantant victoire au lieu de sonner le tocsin. Il fait figure de vaincu. Pour ne pas l'être, il faudrait que la paix ne se fasse pas. Or il ne peut l'empêcher. Et quant à obtenir de sérieuses concessions, il ne pourra que montrer du vent !

4 novembre

Hier soir Schumann a donc vu Xuan Thuy. Il lui a d'abord parlé de la démarche de Mc Bride, l'Irlandais, qui se préoccupe, à juste titre, de la libération des prisonniers politiques civils et propose la constitution d'une Commission de juristes neutres. L'on peut en effet se demander pour quelle raison Hanoi s'est montré si souple sur cette affaire et si, au fond d'eux, les Nord-Vietnamiens et les gens du GRP ne sont pas mécontents de voir les gens de la troisième force demeurer dans les prisons de Thieu. Thuy a enregistré et dit qu'il y réfléchirait.

Puis Schumann, sans mentionner Kissinger, a fait le message, soulignant qu'il se bornait à transmettre et omettant de citer un chiffre. Thuy a répondu qu'il ne croyait pas à la thèse américaine des difficultés avec Saigon, rappelé que du reste Nixon s'était déclaré satisfait et que tous les calendriers successifs avaient été avancés par Washington qui, maintenant, prétendait le contraire. Quant à la prétendue question du retrait des forces nordistes, Hanoi l'avait toujours rejetée, Washington avait fini par y renoncer, et voilà que Nixon la soulevait à nouveau, créant ainsi des difficultés. Comment dans ces conditions ne pas être méfiant ? Nixon désirait-il vraiment en finir rapidement ?

Schumann a recommencé son couplet : depuis que j'ai vu Nixon, je le crois sincèrement désireux d'en finir, et je pense, d'ici la réunion du prochain Congrès, pour avoir les mains libres afin de s'occuper des choses sérieuses : URSS, Chine, Japon, Europe. Ceci dit (pour ne pas avoir l'air d'être son avocat) si j'étais à sa place, j'aurais déjà signé.

Ceci dit, a ajouté Thuy, la proposition d'une nouvelle rencontre nous a été faite. Nous avons répondu que nous prenions note et étions en train de l'examiner. Mais nous n'avons pas encore donné de réponse.

Nous nous demandons, a-t-il dit encore, si M. Nixon veut signer la paix ou relancer la

guerre. Si la guerre se poursuit, nous y sommes prêts.

Tout ceci a été dit sur un ton très modéré, d'un homme qui est armé de patience, n'a pas encore formé son jugement, rejette les arguments de l'adversaire, mais ne se ferme pas à la discussion. Sur la question du retrait, j'ai remarqué qu'après avoir cité la phrase classique : « La question des forces armées vietnamiennes au Sud-Vietnam sera résolue entre les parties sud-vietnamiennes », il a ajouté la précision contenue dans l'accord public : « Compte tenu de la situation d'après guerre, pour aboutir à des effectifs réduits et à des démobilisations. » De toute évidence ces derniers mots cachent le marchandage sur le volume des effectifs.

J'étais peut-être optimiste en parlant du 15 novembre. Ce ne sera peut-être que le 15 décembre. Mais ce suspens peut-il durer vraiment longtemps ?

Pendant trois ans, nous avons eu une négociation sans négociation, puis nous avons eu pendant trois semaines une négociation avec négociation, et maintenant nous avons une paix sans paix. Peut-elle durer trois ans ?

5 novembre

Au début, Kissinger avait mentionné parmi les six ou sept points à renégocier ou préciser la nécessité de réduire au minimum l'intervalle entre le cessez-le-feu au Vietnam et celui au Laos et au Cambodge. Maintenant, Nixon parle ouvertement de la nécessité d'un cessez-le-feu général dans toute l'Indochine, revenant ainsi à une position qu'il paraissait avoir abandonnée.

D'autre part, l'on parle beaucoup d'objections que le Département d'Etat et, notamment, Sullivan auraient formulées en prenant connaissance de l'accord Kissinger-Le Duc Tho. Véritable sabotage, disent certains.

8 novembre

Réapparition de Sullivan avec lequel Kosciusko a déjeuné hier. C'est la revanche du Département d'Etat sur les « amateurs ».

Bill déborde d'optimisme et d'assurance. On va aboutir dans le courant de décembre, mais pas d'indication sur les dates d'une prochaine rencontre.

Aucune difficulté n'est à prévoir du côté de Hanoi : il exécutera les clauses de l'accord, retirera ses troupes du Laos et du Cambodge. D'ailleurs, Hanoi a fait d'énormes concessions. Il a renoncé à demander le départ de Thieu (« qui sera toujours Président de la République dans cinq ans ») et à exiger un gouvernement de coalition.

Vague sur le retrait des forces du Nord, mais le maintien d'une certaine présence nordiste sera purement « défensif », pour protéger les taches de la « peau de léopard » et les cadres vietcongs.

J'ai l'impression d'entendre les arguments servis à Thieu pour le persuader qu'il s'agit d'un excellent accord.

Même chose pour le Conseil de Concorde dont on a beaucoup discuté et linguistiquement surtout. Il n'aurait pour tâche que la supervision des élections, étant entendu que les grands principes seraient arrêtés entre GRP et Saigon. La difficulté avait été de trouver un terme. C'était juste avant de s'embarquer pour Orly qu'on avait mis le terme anglais « administrative structure » sans avoir le temps de trouver un qualificatif en vietnamien.

Thieu avait alors demandé un texte en vietnamien quand on était venu lui montrer l'accord et on n'avait pas pu lui en fournir un. Les choses n'avaient ensuite cessé de se détériorer à Saigon avec Thieu. Il y avait eu, notamment, l'interview de Pham Van Dong à Arnaud de Borchgrave qui avait été catastrophique parce qu'il employait des termes donnant à penser que l'on s'était mis d'accord sur un Gouvernement de coalition. Les soupçons de Thieu s'en étaient trouvés terriblement accrus.

Autres indications données par Sullivan :

Il n'y aurait pas de cessez-le-feu agréé pour le Cambodge, mais il y deviendrait effectif en même temps qu'au Vietnam ; seule subsisterait une guerre civile entre Cambodgiens, mais elle perdrait vite de son ampleur ;

- Au Laos ce serait différent ; il fallait des négociations entre Laotiens, mais ce ne serait pas difficile ; Hanoi avait promis d'être coopératif ;

- La Conférence internationale ne sera compétente que pour le Vietnam, à la rigueur pour le Laos ; son objet essentiel sera d'avaliser les accords, et surtout de les faire avaliser par l'URSS et la Chine.

- Waldheim voulait jouer un rôle, la Chine n'en voulait pas, mais ne pouvait-on réunir la Conférence au Palais des Nations ?

- Pour le Cambodge, une fois le retrait nord-vietnamien, comment Sihanouk pourrait-il communiquer ? Comment continuer le combat ? Hanoi avait signifié la décision à Sihanouk qui était allé « cacher son dépit » à Pyong-Yang. Mais que ferait la Chine ? Le laisserait-elle tomber ? Peut-être ne présenterait-il plus d'intérêt pour elle ? Il n'était en tout cas pas question d'un contact entre les Etats-Unis et Sihanouk.

9 novembre

Le 6, à l'Ambassade russe, Xuan Thuy m'a dit que Hanoi avait donné réponse à Washington. On acceptait une rencontre, mais en vue de la signature. On était disposé à parler mais pas à rouvrir la négociation.

Le 7, Nixon est réélu et aussitôt il envoie le Général Haig à Saigon. C'est donc d'abord là que la pression va s'exercer.

Depuis 10 jours, le Pentagone envoie des monceaux d'armes au Sud-Vietnam pour être livrés à l'armée de Thieu. On déshabille de F5 les amis iraniens, coréens, formosans pour les expédier en toute hâte.

D'autre part, il y a d'étranges mouvements de troupes nord-vietnamiennes. Les unes « partent » et Washington le fait savoir publiquement, comme pour démontrer que Hanoi donne des gages. Mais on annonce l'arrivée d'autres. Est-ce vrai ? On dit qu'au Pentagone les faucons cherchent à retarder, voire à saboter la paix.

Des nouvelles de Washington disent aussi que les forces du Nord auraient droit à trois zones de regroupement au Sud.

Mon impression est que les échanges de messages entre Hanoi et Washington n'ont pas cessé. Hanoi se tient très tranquille. Le ton baisse à Saigon. L'on paraît s'acheminer vers la signature.

Souvanna Phouma a été fort bien reçu à Paris. On lui a promis plein de sous et une télévision. Pompidou a royalement noté : « Il faut reprendre pied au Laos. »

Kissinger a reçu hier Kosciusko-Morizet venu lui donner la teneur de l'entretien entre le Ministre et Xuan Thuy. Propos aimables sur les efforts de la France et de « Son Excellence. » Oui, Xuan Thuy tient un langage modéré. Mais le débat sur qui n'avait pas tenu le calendrier était parfaitement stérile. C'étaient les Nord-Vietnamiens qui, sans cesse, avaient refusé de discuter leurs propositions aussi longtemps que les Américains ne leur proposeraient pas de date. (Ceci tend à suggérer que les Américains ont avancé une date pour débloquer la négociation, puis, l'ayant débloquée, ne l'ont pas tenue). La querelle était dépassée comme on s'en apercevrait lors de la prochaine rencontre.

Maintenant, a dit K., on discute pour une nouvelle date qui se situera probablement aux alentours du 20 novembre. Si le séjour dure 3-4 jours, il viendra voir Schumann. Entre temps on va envoyer Haig à Saigon. Les choses vont bien, « Hanoi sait que nous voulons aboutir et nous savons qu'il le sait aussi. » Saigon a le droit de faire entendre sa voix, mais pas celui d'opposer son veto absolu.

Pour le Laos, il y a eu accord avec Hanoi. Quant au Cambodge, Kissinger n'a rien dit.

A bien lire, cela veut dire qu'on aurait un accord pour le début de décembre. J'avais cru que les choses iraient plus vite, mais je n'ai pas pensé que la corde casserait.

Schumann dit à tout le monde qu'il n'a jamais pensé que Nixon voudrait signer l'accord, c'est-à-dire le publier avant les élections, mais qu'il n'a jamais mis en doute son intention de le signer après. Je me souviens cependant de la tête de Schumann quand il a appris que Nixon avait refusé de signer.

13 novembre

A Hanoi, Mai Van Bo dit à notre chargé d'affaires que la nouvelle rencontre Kissinger-Le Duc Tho sera à Paris dans une semaine, ce qui confirme la date du 20 donnée par Kissinger à Kosciusko.

Bo explique cette acceptation par le succès remporté par la manœuvre de Hanoi consistant à publier le texte de l'accord. Il s'est exercé, dit-il, une forte pression sur Washington et Saigon pour signer l'accord. Dans ces conditions, nous acceptons de revoir les Américains, mais nous considérons comme intangibles les termes de l'accord que Nixon lui-même juge satisfaisant. « Si Kissinger voulait soulever de nouvelles questions, nous ne consentirions à les examiner qu'une fois signé l'accord tel qu'il a été convenu. » Ceci dit, si les Américains font volte-face et poursuivent la guerre, nous sommes prêts à la poursuivre, un, deux, trois ans si nécessaire.

Il y a donc fléchissement de Hanoi. Est-ce dû à la pression soviétique ? Sans doute, mais pas exclusivement. Je pense que Washington a dû donner de très fortes assurances que

l'accord serait en tout état de cause conclu. Peut-être un nouveau calendrier a-t-il déjà été mis sur pied.

18 Novembre

Cet après-midi Schumann a reçu Lam rentré la veille de Saigon. Celui-ci lui a demandé un strict tête-à-tête.

Lam, m'a dit Schumann, lui a tenu en substance le langage suivant : « Vous vous êtes plaint de ne pas me voir. Mais je ne venais pas vous voir pour la simple raison que je n'avais rien à vous dire, ne sachant rien. Maintenant Saigon est informé des négociations secrètes. Je puis vous parler en conséquence sans gêne. »

Là-dessus, Lam n'a presque rien dit de très intéressant, sinon qu'il a exposé les exigences de Thieu telles que nous les connaissons.

Schumann était néanmoins content, et moi aussi, de ce contact rétabli.

La veille j'avais vu le Président de Vietnam-France et lui avais dit combien je trouvais regrettable cette suspicion qui régnait à Saigon à notre rencontre.

19 novembre

Visite hier soir de Tran Van Don revenu à Paris la veille. Décidément nos relations avec Saigon s'améliorent. Voici ce qu'il me dit.

De retour à Saigon après son dernier passage à Paris, il a entrepris des sondages sur la possibilité de provoquer un changement politique. L'objectif serait de mettre sur pied un Gouvernement de transition qui puisse mener dans de bonnes conditions les négociations avec le GRP pour mettre en œuvre l'accord de cessez-le-feu, aller vers les élections et instituer le Conseil de Concorde. L'important est que Thieu y a pensé de lui-même et a donné à Don le feu vert pour entreprendre des sondages.

Don s'est donc mis à l'œuvre dès le 11 novembre. Il a vu les représentants des groupes religieux, des bouddhistes, des catholiques du Nord et du Sud et des personnalités politiques appartenant à des partis sans être pour autant des représentants mandatés de ceux-ci, tout ceci tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. L'idée est de faire un gouvernement de centristes, allant du centre gauche au centre droit, de tourner la page, de ne plus avoir un gouvernement de techniciens mais d'hommes politiques. Toutes les personnes consultées lui ont demandé si Thieu était d'accord, car sans l'accord de Thieu rien n'est possible.

(Ici, modeste mouvement de Don qui prétend ne rien vouloir pour lui).

Les Etats-Unis, poursuit-il, sont en faveur depuis longtemps de ce changement. (Je comprends par là qu'ils sont favorables à un changement une fois l'accord réalisé.

Pourtant Sullivan a dit à Kosciusko que Thieu était au pouvoir pour cinq ans).

Le changement aurait-il lieu dès avant le cessez-le-feu ? Sur ce point Thieu était évasif.

Mais que deviendrait Thieu lui-même ? Resterait-il Président ? Don m'a répondu à la façon vietnamienne. Il prendrait du recul, en tout cas.

Ce qu'il fallait voir, ce qui expliquait la psychologie actuelle, c'est qu'à Saigon tout le monde avait peur du cessez-le-feu, qu'il s'agisse de la pagode An Quang ou des catholiques, même de tous ceux qui sont favorables à la paix : on craint un cessez-le-feu sans garanties suffisantes pour permettre un véritable règlement politique.

Que devient, dans la perspective de ce projet de changement de Gouvernement, le schéma du Conseil à trois composantes ? Il m'apparaissait en effet que plus on élargissait le Gouvernement lui-même, plus la troisième composante s'évanouissait.

Don m'a répondu que maintenant Thieu devait avoir la réponse à son mémorandum du dimanche 12, remis à Haig. Il avait réuni son Conseil de Sécurité le 15 et Don l'avait vu le 16, juste avant de partir pour Paris. En ce qui concerne les trois composantes, Thieu voit les choses ainsi : chacun des deux Gouvernements choisira ses propres représentants au Conseil, puis les deux parties s'entendront pour choisir les représentants des « flottants » ; ceci donnera lieu à marchandages de sorte qu'en fin de compte les représentants de la fameuse troisième composante ne seront en fait que les prolongements de l'une ou de l'autre des deux parties. C'est ainsi que les représentants d'An Quang ou du VNQDD seront, en fin de compte, assez proches de Saigon.

J'ai demandé si l'on pouvait estimer que le principe même de la création d'un Conseil à trois composantes n'était pas remis en cause. Don m'a répondu qu'à son avis désormais, après les explications données et reçues, un accord était possible sur la partie politique.

Hanoi avait précisé qu'il ne s'agissait pas d'un Gouvernement, mais d'un genre d'administration. En fait, vu le mode de désignation, il s'agirait d'un organe bipartite.

Quant aux élections, chacun avait sans doute en tête quelque chose de différent. Les

Etats-Unis avaient parlé d'un renouvellement complet des organismes constitutionnels existants, Président, Chambre, Sénat, comme aux Etats-Unis. Hanoi pensait à des élections générales, comme celles prévues par les Accords de Genève de 1954. Il faudrait éclaircir cela par des négociations entre les deux Gouvernements. Mais il était évident que les élections entraîneraient un changement de régime et ne se feraient pas dans le cadre de la Constitution actuelle.

La question militaire en revanche restait vraiment difficile. On admettait certes à Saigon qu'il n'était pas possible d'obtenir sur le papier un retrait total et immédiat des forces du Nord. On était d'autre part disposé à ne pas toucher aux forces du Viet-Cong que l'on estimait à 150 000 hommes. Mais il y avait 300 000 hommes du Nord. Don a maintenu ce chiffre devant mon étonnement, car je lui ai dit qu'il dépassait toutes les estimations en notre possession, et l'a justifié ainsi : 15 divisions d'infanterie, 3 divisions lourdes, 3 centres de recombilèment. Ce sont là des évaluations d'origine militaire.

Là-dessus, on peut admettre qu'il y ait 100 000 originaires du Sud qui soient remontés au Nord en 1954 et qui, depuis, aient « fait des petits ». Autrement dit, ceux-là peuvent rester. Mais ce que l'on voudrait, c'est pouvoir obtenir une réduction nombre pour nombre entre les gens du Nord et ceux de Saigon. Au lieu de se battre pour nous obtenir cela, les Américains nous abreuvent de matériel, dont nous ne savons que faire, comme si on allait reprendre la guerre et non faire la paix. Si on ne personnalise pas d'une façon ou d'une autre les effectifs du Nord, l'on craint à Saigon que lorsque viendra le processus de réduction et de démobilisation par accord mutuel, Hanoi ne s'arrange pour démobiliser d'abord les effectifs du GRP pour garder les siens. Or dans les campagnes on verra bien si les troupes du Nord restent ou partent. Si elles ne partent pas l'effet psychologique sera désastreux. Au contraire, avec les Viet-Congs, on peut s'arranger. Eux-mêmes souhaitent le départ des forces du Nord. Les sentiments sudistes sont très vivaces. Le face à face GRP-Saigon sera plus facile si les forces du Nord sont parties et les tendances progressistes, mais non-communistes, qui existent dans le Front pourront aisément se faire jour.

Le texte conclu entre Kissinger et Le Duc Tho est bâclé. Il est franchement assez mauvais, plus mauvais que le texte de 1954. Ah ! Que n'est-il rédigé en français ! Dans ce texte de 15 pages, il y a même des expressions vraiment péjoratives. Par exemple on parle des GI's. Sur divers points, le texte est très vague. Il ne parle pas, comme M. Pompidou l'a fait, des quatre pays d'Indochine, mais de « plusieurs pays d'Indochine », ou de « l'Indochine et ses pays. »

J'ai demandé ce qui se passerait si les Etats-Unis en venaient à la conclusion qu'ils peuvent signer, mais si Saigon n'estimait pas possible de signer. « Ce serait le clash, m'a répondu Don, et ce serait surtout le drame pour le Vietnam. Nous continuerions la guerre seuls. »

Revenant au texte, Don m'a révélé qu'il prévoyait, chose capitale, le cessez-le-feu au Cambodge un mois après celui du Vietnam. Il n'y aurait donc pas concomitance.

Pendant ce mois, que se passerait-il ? Lon Nol était plus inquiet qu'à la fin d'octobre, cet intervalle pouvant être mis à profit par les forces vietnamiennes refluant du Sud-Vietnam pour bousculer les siennes.

J'ai demandé s'il était vrai que Saigon soit hostile au choix de Paris pour la Conférence. Don ne le pensait pas. D'ailleurs les sentiments de Thieu à l'égard de la France évoluaient favorablement. En général, à Saigon, on mettait beaucoup d'espoir dans le rôle de la France.

A l'appui de sa position « personnelle » sur les négociations, Don m'a remis un aide-mémoire où il est dit que Saigon est prêt à accepter un retrait partiel des troupes du Nord à la condition qu'elles soient regroupées sous contrôle international. Hanoi doit explicitement fixer un délai pour le retrait total de ses forces. Il faut un regroupement distinct des forces de Hanoi de celles du GRP.

Une autre solution serait la démobilisation parallèle des forces du Nord et du Sud, nombre pour nombre.

J'ai dit à Don qu'à mon avis il n'était pas possible d'obtenir du Nord la reconnaissance du principe de l'existence de ses forces comme forces étrangères au Sud, sur le même plan que les forces américaines. D'autre part, tout effort pour individualiser, même en dehors de l'accord, les forces de Hanoi par rapport à celles du GRP serait très difficile.

Enfin, Don m'a dit qu'à sa connaissance un nouveau calendrier avait été envisagé. Après discussions à Paris et à Saigon, s'il y avait accord, Sullivan irait parapher à Hanoi, puis il y aurait le 9 décembre annonce du cessez-le-feu, le 12 cessez-le-feu effectif et signature par les quatre Ministres des Affaires Etrangères à Paris le 13.

Lam était chargé de la liaison avec Kissinger, assisté de Phuong, l'Ambassadeur à

Washington. Nhu, l'assistant spécial de Thieu, viendrait pour faire la navette.

20 novembre

Le 17 au soir à Orly, où j'allais accueillir Chiao Kuan Hua, j'ai abordé avec Vo Van Sung la question du siège de la Conférence Internationale en appelant son attention sur des articles parus dans la presse américaine selon lesquels devant l'opposition des Etats-Unis au choix de Paris, Hanoi aurait accepté le transfert dans une ville neutre. Sung a été surpris et m'a répondu que la position de Hanoi n'a pas changé, demeure favorable à Paris et hostile à Genève. Là-dessus il m'a invité à déjeuner aujourd'hui à la Closerie des Lilas.

C'était la première fois qu'il m'invitait en tête-à-tête au restaurant. Je note les principaux sujets abordés.

a) Reprise des négociations :

Hanoi fait vraiment preuve d'une grande souplesse. L'accord est là sur la table prêt à être signé. Mais on accepte une nouvelle rencontre. S'il ne s'agit que de modifier des « petits points », on peut discuter. Mais si les Américains veulent remettre en question des points de substance, ce sera l'impasse. Sais-je ce qu'ils veulent ? Avons-nous eu, aurons-nous un contact avec Kissinger ?

J'ai dit qu'à ma connaissance les problèmes politiques (Conseil national de concorde) présentaient désormais moins de difficultés que les problèmes militaires. Car ceux-ci étaient sérieux. J'ai exposé les vues des gens de Saïgon, mais ajouté aussitôt que nous leur avons dit qu'à notre avis il ne pouvait pas y avoir de solution s'ils voulaient faire reconnaître le principe de l'existence des forces nord-vietnamiennes. En revanche, sur la base d'une discussion entre parties vietnamiennes, on pouvait trouver des arrangements. Sung m'a dit : « C'est toujours pareil, ils veulent discuter en position de force avec le Front, alors qu'il faut discuter sur un pied d'égalité. Il faut discuter en partant de notre proposition de réduction et de démobilisation. » Pas question, non plus, de zones de regroupement.

Sung m'a dit que Kissinger avait proposé trois jours de discussion, mais à son arrivée il avait dit qu'il resterait aussi longtemps que nécessaire. Hanoi ne ferait pas d'histoire là-dessus.

On nous tiendrait au courant dès que quelque chose de concret apparaîtrait.

La signature était prévue à deux, mais l'on n'aurait pas d'objection à une signature à quatre, si nécessaire. Les contacts avec Saïgon commenceraient tout de suite après la signature.

Sung a indirectement refusé le calendrier de Don en confirmant que le cessez-le-feu ne deviendrait effectif que 24 heures après la signature de l'accord. Quand au paraphe il pourrait être aussi bien donné à Paris.

b) Cambodge :

L'accord ne prévoyait pas un cessez-le-feu un mois après celui au Vietnam, ce qui réfutait le propos de Don. Néanmoins j'ai demandé à Sung s'il prévoyait un délai pour l'arrêt des interventions étrangères. Sung a fait mine de s'interroger, disant qu'il ne se souvenait plus du texte de l'accord sur cette question du délai, mais confirmait ainsi l'existence d'un délai.

Puis, il m'a interrogé sur le règlement au Cambodge pour finir par avancer « l'idée personnelle » que ce serait une bonne chose que les Etats-Unis prennent contact avec Sihanouk. Je lui ai dit que selon nos dernières informations ils le refusaient, mais qu'à mon sens nous pourrions reprendre la question avec eux.

c) Relations bilatérales :

Sung m'a sondé sur la possibilité que la France établisse rapidement des relations diplomatiques avec Hanoi. Je lui ai rappelé notre doctrine : statu quo jusqu'à la paix, mais ensuite tout était possible. A titre personnel, je ne voyais pas d'obstacle.

Aide à la reconstruction : Hanoi espérait que la France jouerait un rôle important et préférerait recevoir son aide dans un cadre bilatéral.

d) ONU :

La préférence de Hanoi allait à l'attendre. On n'était pas pressé. Mieux valait un seul Vietnam à l'ONU dans 5, 10 ou 15 ans que deux Vietnam tout de suite.

22 novembre

Ce matin, visite de Joe Kraft, du « New York Times ». Arrivé avant hier, il avait vu Kissinger hier soir à l'Ambassade américaine. Optimisme complet. Grands rires. Certitude

de succès.

Kraft pense que Hanoi finira par donner son accord à l'existence de zones de regroupement pour ses forces dans la mesure où c'est Saigon, et non Washington, qui maintenant le lui demande. En vertu de la théorie de Hanoi selon laquelle la question doit être discutée entre parties vietnamiennes, cela ne me semble pas impossible. L'affaire du Cambodge, dit Kraft, préoccupe tout le monde.

Il pense que tout sera fini vers la mi-décembre après un nouveau voyage de Kissinger à Saigon.

Puis visite de Ho Thong Minh qui me confirme la tentative de Tran Van Don pour former un nouveau Gouvernement. « Nous le soutenons à fond », mais à la condition que Don ait plus d'indépendance que les précédents Premiers Ministres à l'égard de Thieu.

Puis, visite de Randal du « Washington Post ». Il sortait d'un entretien avec Lam, impressionné par son intransigeance et se demandant comment elle se conciliait avec l'optimisme de Kissinger. Celui-ci avait-il pour tactique de faire traîner les choses en longueur pour user peu à peu la résistance de Thieu ?

Il se confirme que l'opposition à Paris comme siège de la Conférence viendrait de Waldheim qui, faute d'avoir New York, voudrait au moins avoir Genève et le Palais des Nations.

Chiao Kuan Hua, de passage à Paris pendant le week-end, nous a confirmé l'hostilité de Pékin à Genève. Sur le fond, je l'ai trouvé d'un prudent optimisme. Si Nixon ne remet pas tout en question sous la pression de Thieu, il y aura accord. En revanche, la perplexité chinoise sur le Cambodge se précise. De partout en viennent des signes. L'intransigeance de Sihanouk irrite Pékin. Chiao m'a parlé de son « grand amour-propre ».

23 novembre

Nouvelle visite de Tran Van Don. Il n'a pas vu les Américains, mais a été en contact étroit avec Lam.

D'après lui, en ce quatrième jour des conversations de Gif-sur-Yvette, les choses reculent plus qu'elles n'avancent. L'ajournement de fin octobre a eu le résultat, à son avis normal, que Hanoi s'est raidi. Parallèlement Washington s'est raidi vis-à-vis de Saigon. On assiste donc à une collusion de Washington-Hanoi contre Saigon. On dirait deux larrons, dit Don avec une ironie triste. (Tout cela me rappelle juillet 1954 quand, à Genève et à Saigon, nous autres Français, nous efforcions de convaincre Bao Dai et Ngo Dinh Diem qu'il s'agissait d'une bonne paix, qu'il fallait être réaliste et faire la part du feu. Je me sentais gêné. Nous mettions à tous ces gens la tête sous l'eau, et nous leur demandions de dire oui. Mais ils ont de la dignité, même dans le Sud !)

La difficulté porte principalement sur l'affaire militaire, bien qu'il y ait aussi un recul sur le plan politique, Hanoi ayant déclaré que le Conseil de Concorde était une sorte de début de Gouvernement. Les Américains cherchent une formule. Ils ont proposé de parler de troupes non sud-vietnamiennes, ils ont proposé un calendrier pour le retrait de ces troupes, ils se contentent de fixer leurs effectifs à 145 000 hommes. Mais tout cela ne satisfait ni Saigon, ni Hanoi.

J'ai dit à Don ce que j'avais pu dire à Sung, sans citer celui-ci. J'ai expliqué que j'avais expliqué la position de Saigon. J'ai dit les réponses que j'avais obtenues.

Et puis j'ai ajouté : « Vous êtes méfiants. Mais ils le sont aussi. Si vous demandez que le Nord retire ses 300 000 hommes puisque c'est votre chiffre, et que le Viet-Cong reste avec ses 150 000 hommes contre votre armée de 1 100 000 hommes, cela vous laisse avec une supériorité de 7 à 8 contre 1. Comment voulez-vous que les autres ne soient pas méfiants ? Vous leur croyez un esprit offensif, vous craignez qu'une fois le berger américain parti, le loup de Hanoi ne se jette sur vous autres, pauvres agneaux. Mais ils craignent tout autant que si les deux bergers, l'Américain et le Nord-Vietnamien, se retirent, ce ne soit vous le loup et qui mangiez l'agneau du Front. Car celui-ci est faible. » Don m'a dit qu'il comprenait ce raisonnement. Mais il reste que sur le plan militaire, il y a des réalités qu'on ne peut ignorer et que le maintien des grandes unités nord-vietnamiennes constituerait un danger tant militaire que psychologique.

Que va-t-il donc se passer, ai-je demandé ? Réponse : un clash est possible entre Washington et Saigon, mais ce serait grave, très grave. Il faut l'éviter. Pour cela, il faut trouver une formule. Sans s'immiscer dans la négociation, vous devez, vous autres Français, nous aider.

Je me suis contenté de répondre que c'était, à mon avis, par l'utilisation de la formule « en réduisant les effectifs des deux parties vietnamiennes et en démobilisant les effectifs réduits » qu'on pourrait trouver la solution, et aussi en cherchant à établir un calendrier.

Du coup, Don pense que le calendrier qu'il m'a donné samedi sera retardé. On parle maintenant de Noël, du début de janvier. Kissinger ira à Washington et sans doute accompagné de M. Duc, conseiller de Thieu qui est arrivé à Paris. En tout cas il ne faut pas croire que Saigon cherche à retarder la signature « pour le plaisir. » Don est d'ailleurs persuadé que la signature finira par être donnée. Quant à sa propre tentative politique, Don trouve que cela ne se présente pas trop mal. On lui a en effet demandé s'il serait bien indépendant de Thieu. Ce serait, selon lui, la condition évidente. Néanmoins, il ne peut encore donner une réponse à Thieu. Mais il est bien persuadé que dans quelque temps celui-ci s'en ira. J'ai senti une grande exaspération contre Kissinger. C'est tout juste si on ne l'accuse pas de trahir. « Pour lui, dit Don, le Vietnam n'est qu'un village. » Après le dîner, Schumann me téléphone pour me dire que « son visiteur » (Kissinger) viendra demain le voir vers 6 heures du soir. Malheureusement (pour moi) il viendra seul. Je verrai Schumann demain matin. Il faut parler : de la formule pour le retrait – du Cambodge – de la Conférence (pourquoi pas Paris ?) – des prisonniers politiques. Pour le Cambodge, il faut demander pourquoi les Américains ne veulent pas parler avec Sihanouk, leur dire que si les Chinois sont peut être agacés par lui, il serait erroné d'en conclure qu'ils vont le laisser tomber.

25 novembre

Donc, Kissinger est venu hier à 4 heures voir Schumann, accompagné de Kubisch. Il avait, dit-il, ordre de ne parler qu'à Pompidou et Schumann. Celui-ci a commencé par lui parler de la révolte avortée au sein des unités de Hanoi contre le Q.G. du FNL, démentie d'ailleurs depuis. Kissinger a déclaré en tout ignorer. Pour K. le pessimisme qui règne actuellement est très exagéré. Car l'on est près d'un accord. Ceci, cependant, ne signifie pas que des difficultés ne feront pas tout capoter. Mais il est enclin à ne pas le croire. En ce qui concerne ses projets, il décidera, demain vers midi, s'il repart et le fera savoir à Schumann, ou s'il reste. Cela dépendra des nouvelles qu'il recevra de Saigon. C'est demain qu'il saura si le Président devra faire un effort à Saigon. (Sans doute par l'envoi d'un message ?) Si K. repart, il reviendra à la fin de la semaine prochaine. En aucun cas il n'ira à Saigon (où son dernier séjour ne paraît pas lui avoir laissé de bons souvenirs). Schumann a ensuite abordé les quatre questions que je lui avais suggéré de soulever, et tout d'abord le retrait. Il faut, a dit Kissinger, quelque chose sur le retrait, mais qui ne soit pas dans l'accord, et il a expliqué pourquoi un engagement écrit n'était ni possible ni souhaitable. Schumann lui a dit alors que j'avais précisément expliqué aux Sud-Vietnamiens que c'était là une question de principe et qu'effectivement un engagement écrit ne pouvait être obtenu. A quoi Kissinger a ajouté : en outre, à supposer qu'il y ait 150 000 Nord-Vietnamiens, et qu'on en retire 100 000, cela légitimerait la présence des 50 000 qui restent. Il est très utile que la présence des Nord-Vietnamiens ne soit pas avouée, donc soit illégale et garde son illégitimité. Cela a également son importance du point de vue du Laos et du Cambodge. (Il faut sur ce point réfléchir à ce qu'il veut dire. Schumann n'a pas cherché à éclaircir ce point.) Ceci dit, a poursuivi K, l'opinion américaine n'admettra jamais qu'il ne se passe rien dans ce domaine et que l'on fasse une paix d'illusion qui signifierait que tous les Nord-Vietnamiens resteraient. Puis, il a parlé chiffres. Vos chiffres, a-t-il dit à Schumann, (en fait je ne sais pourquoi il a parlé de nos chiffres, ce sont ceux de Saigon) sont de 300 000 hommes, mais ils ne sont que de 210 000 hommes en tout, dont 150 000 pour le Nord. La différence provient du fait que certains comptent les unités du Nord à effectifs complets, alors que nous savons qu'elles sont à effectifs réduits. (Don m'avait dit en effet que Kissinger essayait de leur vendre cet argument). Schumann a dit alors : il s'agit donc d'un problème de chiffres et de parvenir à une entente secrète sur ceux qui partiront ? Kissinger a répondu : oui, c'est principalement un problème de chiffres. Puis, après un temps : en somme, oui, s'il y a un accord sur un chiffre... (D'où Schumann conclut qu'il n'y a pas encore d'accord sur un chiffre). Kissinger a ajouté : vous savez que Nixon a l'habitude de tenir ses engagements. Souvent à Washington on ne le croit pas. Donc, si la négociation doit échouer par la faute du Nord-Vietnam, il faut que ce soit clairement. Il faudra donc choisir une stratégie ayant un impact massif et écrasant. (Autrement dit, conclut Schumann, nous ne pouvons pas continuer la

guerre pendant quatre ans. Mais est-ce bien ce qu'a voulu dire Kissinger ? N'est-ce pas plutôt : si cela doit échouer, il me faut un prétexte de rupture spectaculaire ?) Cependant nous ne sommes pas les avocats des Sud-Vietnamiens et si un accord raisonnable est obtenu, ils ne nous détourneront pas de le signer.

La difficulté majeure, a demandé Schumann, est-elle ici ou à Saigon ?

Kissinger n'a pas voulu répartir les responsabilités. Mais il a insisté sur le fait que l'important était que, nous autres Français, nous parlions aussi aux Sud-Vietnamiens et que nous leur expliquions que la position américaine était qu'il fallait écarter une fois pour toutes la recherche d'un aveu de la présence nord-vietnamienne, et se mettre d'accord sur un chiffre, bref d'arriver à quelque chose mais qui ne soit pas écrit. (Je constate qu'après nous avoir demandé pendant des années de faire pression sur Hanoi les Américains maintenant viennent nous demander de faire pression sur Saigon !)

Puis, Schumann est passé aux prisonniers politiques. Et là Kissinger a dit qu'une nouvelle difficulté avait surgi, Le Duc Tho ayant déclaré que puisque les Américains remettaient l'accord en question, eh bien eux aussi avaient de nouvelles exigences. Il voulait donc la garantie que la libération des prisonniers serait inscrite dans l'accord. K. a répondu que ce n'était pas possible, car ce serait présenter à Saigon un accord encore plus difficile à accepter que celui du 26 octobre. Ce serait aussi lier publiquement la question des prisonniers civils au Sud à celle des militaires. Ce serait aussi revenir sur le texte du précédent accord.

Schumann a parlé des démarches qui avaient été effectuées auprès de nous et par nous. Il a dit qu'il comprenait que l'engagement de libération ne se trouvait pas dans l'accord, mais qu'il existait en dehors. Kissinger a dit oui. Schumann a parlé de la nuit des longs couteaux.

Puis, l'on a parlé Laos et Cambodge. Il y a, a dit Kissinger, des dispositions dans l'accord concernant le Laos. Les interventions étrangères doivent y cesser 30 jours après le cessez-le-feu au Vietnam (voilà pourquoi Souvanna Phouma a déclaré au « Figaro » que une semaine, deux à la limite étaient un impératif absolu). Sur le Cambodge il y a une entente, mais pas de délai. Cependant le délai laotien doit être pour le Cambodge le délai maximum.

Schumann a alors parlé de Sihanouk. Il a feint de s'interroger, disant que la situation était bien compliquée, rappelant que Sihanouk était un vieil ami. Et pour vous, a-t-il demandé, est-ce une carte chinoise, ou un interlocuteur valable, ou bien simplement quelqu'un qui a son avenir derrière lui ? La réponse, assez précise, a été : « we are willing to explore la possibilité d'un dialogue avec Sihanouk, mais quand les combats auront cessé. » Et Kissinger a expliqué qu'il était sûr que toutes les forces de Hanoi et en dépendant cesseraient le feu dans un délai de 30 jours. Donc, si des combats se poursuivaient au-delà, ce serait la faute de Sihanouk, et en ce cas on ne lui parlerait pas ; si, au contraire, ils cessaient, on lui parlerait (en somme, si les combats se poursuivent d'abord et s'arrêtent ensuite, cela prouve que Sihanouk représente quelque chose. Ce n'est pas mal vu). Ceci dit, a-t-il ajouté, je n'ai aucune envie personnelle de rencontrer Sihanouk. « Some kind of punishment must be spared to me. »

Schumann a rappelé qu'il avait vu Penn Nouth à Pékin, Sihanouk étant absent et que nous entretenions avec celui-ci des contacts constants. Ce qui signifiait : le jour où vous voudrez, nous sommes à votre disposition.

Enfin, Schumann, sans vouloir paraître demandeur, a abordé la question de la Conférence et de son siège, disant que les Chinois étaient hostiles à Genève, les Nord-Vietnamiens favorables à Paris et que nous n'avions pas décelé d'hostilité à Paris chez les gens de Saigon. Kissinger a été visiblement gêné sur ce sujet. Il n'a fait aucune mention de Waldheim. Il a dit qu'en effet l'on avait parlé de Vienne ou d'une ville suisse. Il a minimisé : nous n'avons pas pris de position nette, c'est une affaire du Département d'Etat ! Nous n'avons pas attaché beaucoup d'attention. Et comme Schumann se taisait et le regardait fixement pour lui faire comprendre qu'il attachait beaucoup d'importance à cette affaire, il a ajouté en marmonnant : « This will certainly not impair our relationship. We should not be opposed. »

(En fait cela confirme qu'ils sont opposés à Paris. Comme dit Schumann, il était temps que je lui en parle).

Schumann a ajouté qu'il était normal de penser à Paris puisque c'était déjà le siège de la présente Conférence et que nous serions disposés à l'accueillir.

Kissinger a eu des paroles très aimables sur le rôle de la France et de Schumann.

27 novembre

Pham Van Dong s'est montré pessimiste devant le Professeur Roussel, actuellement à Hanoi, sur les chances d'un accord. « Nous sommes de plus en plus convaincus, a-t-il dit, maintenant que Nixon est réélu, qu'en fait les Etats-Unis veulent rester au Sud-Vietnam par personne interposée et cela, nous ne pouvons l'accepter. Nous aurons donc quatre années de guerre supplémentaires. »

Ce matin Vo Van Sung est venu donner à Schumann la version nord-vietnamienne des entretiens de Gif, quatre en séance plénière de lundi à jeudi et deux en séance restreinte Le Duc Tho-Kissinger seul et brève. Lundi, Kissinger a exposé les propositions américaines, mardi Le Duc Tho a présenté ses observations sur celles-ci et quelques propositions nouvelles de son côté. Mercredi et jeudi on a discuté. Les discussions ont été très vives, a dit Sung. (On dit que Tho s'est emporté et a tapé sur la table.)

Voici, d'après Sung, les propositions américaines : 1) Sur le retrait des forces du Nord : il doit être mentionné dans l'accord et être effectif. 2) Sur le plan politique : les Américains ne veulent pas mentionner le GRP et souhaitent se borner à parler des quatre parties ; ils demandent l'abolition de la notion des trois composantes et veulent se limiter à parler des composantes formant le Conseil National ; ils veulent l'élimination des échelons inférieurs de la hiérarchie du Conseil National ; ils veulent aussi la réduction des effectifs par réduction nombre pour nombre, une pour Saïgon contre une pour les Forces de libération ; ils veulent le renvoi des effectifs réduits au Nord-Vietnam. (Cette présentation est intéressante. Sung a précisé qu'il rangeait ces deux derniers points, bien que militaires, dans la partie politique, parce qu'ils concernaient le règlement au Sud. En distinguant ainsi, Kissinger a donc été dans le sens des vœux du Nord, tout en posant à part la question du retrait des forces du Nord.) 3) Sur le contrôle : Kissinger a soumis deux projets, l'un pour la Commission quadripartite, l'autre pour la CIC, avec un appareil considérable de 300 équipes. 4) Sur le Laos et le Cambodge : il demande le cessez-le-feu en même temps qu'au Vietnam. (Il nous a parlé d'un délai de 30 jours !) Enfin il demande que les quatre et non les deux, signent.

D'autre part voici la liste des exigences nouvelles de Hanoi : 1) Les prisonniers politiques doivent être libérés dans les soixante jours et ceci doit être prévu dans l'accord. 2) Si on doit signer à quatre, il faut alors que l'accord prévoie que les élections auront lieu dans les six mois, que Thieu démissionne deux mois auparavant, que le Conseil de Concorde soit formé dans les quinze jours suivant l'accord.

Naturellement Sung a répété que si les USA ne voulaient pas conclure, eh bien la guerre continuerait. Le moral était excellent, la situation militaire aussi, les récoltes également. Schumann sur ce point a répliqué qu'il n'en doutait pas, mais que Nixon n'avait aucune envie de continuer la guerre pendant quatre ans et que, s'il devait y avoir rupture, il choisirait une stratégie ayant un impact massif, allusion claire à la reprise des bombardements. Mais il a précisé que s'il ne s'était pas dit pessimiste après avoir vu Kissinger, c'est que celui-ci lui avait dit que pour le retrait il lui fallait quelque chose, mais pas dans l'accord. Sung a répliqué qu'ils exigeaient non seulement la mention dans l'accord, mais le retrait substantiel et effectif. J'ai retenu le mot « substantiel » qui signifie donc « pas total. » « Un retrait », a d'ailleurs repris Schumann, sans être contredit.

Vu Sainteny ensuite. Il avait reçu lundi dernier, donc le premier soir, la visite de Kissinger et Haig. Il avait dit à Kissinger qu'il ne trouvait pas entièrement déraisonnables les positions de Thieu sur le retrait, car il n'avait, pour sa part, aucune confiance dans la parole des gens du Nord. (Tout le monde se figure que Sainteny est à fond pour Hanoi. C'est une grosse erreur). Si les Etats-Unis veulent seulement se tirer du Vietnam, alors ils peuvent signer ce texte. Mais s'ils veulent, comme ils le disent, donner sa chance au Sud, il faut un retrait des forces du Nord. Sainteny a alors avancé la formule de Don du retrait nombre pour nombre. Et puis, il a parlé de l'aspect politique, de la tentative de Don, et cela a beaucoup intéressé Kissinger. Mais il a trouvé celui-ci incertain, hésitant, désireux d'en finir, mais plus opportuniste qu'ayant une véritable politique, et avouant toujours sa difficulté à comprendre l'interlocuteur vietnamien.

Avec Sainteny nous sommes arrivés à la conclusion suivante.

Si l'on pense que les troupes du Nord doivent s'en aller, il faut offrir à Hanoi une compensation. Celle-ci ne peut être que sur le plan politique. La seule possible est la mise en place à Saïgon d'un nouveau Gouvernement qui inspirera confiance à Hanoi parce qu'il cherchera à exécuter l'accord.

En somme, on en arrive à l'échange : pour faire partir les troupes du Nord, il faut faire partir Thieu et mettre en place les neutralistes.

Sainteny s'est évertué à démontrer à Kissinger que les neutralistes étaient la masse. Kissinger a paru plus intéressé qu'autrefois.

On ne peut pas demander à Hanoi de faire partir ses troupes et de maintenir Thieu. On ne

peut pas demander à Saigon de garder les troupes du Nord et faire partir Thieu. En conséquence, il faut persuader Nixon de donner du mou sur le départ de Thieu pour obtenir le départ d'une bonne partie des forces du Nord. J'ai dit cela dans la soirée à Schumann qui a approuvé et songé à un message à Kissinger. Mais j'ai compris qu'il voulait en parler d'abord à Pompidou.

Jeudi 30 novembre

Mardi 28, déjeuner avec Cye Sulzberger. Il me demande naturellement mon avis. Je lui dis : « La logique voudrait que l'accord soit maintenant conclu assez vite. Les séances de la semaine dernière ne sont qu'une comédie. Nixon cherche à démontrer à Thieu qu'il a fait le maximum pour vendre sa salade à Hanoi. Mais, maintenant, il va se retourner vers lui et expliquer qu'il est impossible de vendre toute la salade, donc que le moment est venu de conclure. Donc, Thieu finira par s'incliner. Mais il y a une hypothèse plus pessimiste : c'est que Nixon a roulé les Nord-Vietnamiens, leur a fait croire à un accord pour passer le cap des élections, mais reprend maintenant ses billes. Au besoin il poursuivra la vietnamisation en se désengageant de plus en plus, et en laissant Thieu poursuivre la guerre. Cependant, dans cette seconde hypothèse, je ne vois pas comment il récupérerait ses prisonniers. Il lui faudrait vraiment aller très loin dans la paix séparée, dans la trahison. »

Sulzberger m'a répondu qu'il ne fallait pas être trop pessimiste et que la première hypothèse était la bonne.

Le matin, j'avais vu le Professeur Roussel qui débarquait de Hanoi. Il m'a confirmé les propos de Pham Van Đông. Cette conversation l'avait complètement mis à plat. Il voyait la négociation échouer et la guerre reprendre pour quatre ans. Je lui ai demandé pourquoi Đông, à son avis, lui avait tenu ce langage. Sans doute, m'a-t-il répondu, pour que je vous le répète et que vous fassiez comprendre aux Américains qu'ils ne doivent pas spéculer sur la résignation et l'épuisement de Hanoi.

Le fait est que le mot d'ordre des Nord-Vietnamiens est : nous tiendrons encore quatre ans si nécessaire.

Mercredi, Raymond Aubrac débarque. Je lui avais fait dire trois jours plus tôt par Charles Lucet que, s'il passait par Paris, je serais content de le voir. En fait je souhaitais lui faire comprendre qu'il devait dire à Waldheim que nous trouverions déplacé qu'il s'oppose au choix de Paris comme siège de la Conférence. Il sera vendredi à New York. Ce soir Schumann l'a reçu et lui a fait le même message « in so many words », mais comme moi, sans naturellement le charger de rien d'autre que de faire comprendre gentiment.

Schumann a très peur que, si la Conférence ne se tient pas à Paris, on ne dise que c'est à cause de notre « partialité » en faveur de Hanoi. Les Lecanuet et Cie, avec lesquels on fend des lances dans l'espoir de boire le champagne dans quelques mois, pourraient nous le reprocher.

Comme, de mon côté, j'essaie de persuader Schumann que nous devons être bien avec tout le monde pour des raisons qui, chez moi, n'ont rien d'électoral, je sens une certaine évolution. Ce soir, je lui ai annoncé qu'ayant téléphoné avant hier à Pham Dang Lam pour lui dire que je souhaitais le rencontrer, celui-ci m'a fait demander rendez-vous pour demain. Schumann, et il a raison, en était satisfait.

Ceci dit, Aubrac a vu Vo Van Sung et, derrière ses propos de rigueur, a cru déceler un certain optimisme. J'imagine que les nouvelles de Washington en sont la cause. Car l'hypothèse optimiste, que j'énonçais mardi devant Sulzberger et qu'il croyait la bonne, paraît se vérifier. Nixon a bien reçu Duc, l'émissaire de Thieu, mais il avait juste avant pris soin de faire dire qu'il n'avait aucune intention de rencontrer ledit Thieu ; il a reçu Duc en présence de Kissinger pour bien montrer qu'il ne désavouait pas celui-ci et de nouveau on fait dire à Washington qu'on espère en avoir terminé pour le 15 décembre. Hier soir, Vo Van Sung me demande rendez-vous d'urgence. Je le reçois à 17h30. Il vient m'expliquer qu'il est à la recherche d'une villa discrète pour abriter les rendez-vous de la semaine prochaine entre Kissinger et Le Duc Tho. Cela ne me surprend pas, car j'étais informé qu'il avait vainement et successivement demandé à l'Ambassadeur de Chine et à l'Ambassadeur de l'URSS leur aide. Et le PC., me dit-il, n'a plus rien à nous offrir (le domaine immobilier de M. Marchais était apparemment épuisé). Nous avons toujours proposé les lieux de rencontre aux Américains qui s'en sont remis à nous. Il nous faut leur proposer quelque chose d'ici demain après-midi. Pavillon de banlieue : une grande pièce, deux pièces pour chaque délégation, téléphone, cuisine, c'est nous qui faisons le frichti pour tout le monde !

Je descends voir Paul Lemerle. Schumann revient du Sénat. On se gratte la tête. On

songe à la Celle Saint-Cloud, à la préfecture du Val de Marne. Trop voyant, trop « officiel » sans doute. Lemerle songe que X a une villa près de Saint Nom La Bretesche. Ce matin je convoque Sung après avoir eu l'accord de la famille X et à une heure celui-ci part avec deux Vietnamiens montrer l'objet. L'inspection se révèle, paraît-il, satisfaisante. Ils disent qu'ils vont maintenant parler aux Américains. Mais ce soir on attend toujours la réponse. Ceci dit, je suis sûr que les journalistes seront sur la trace dans les deux heures. Sullivan m'a fait dire qu'il me verrait à son prochain passage. Hélas, je dois aller de lundi à mercredi à Delhi avec Bettencourt. Quel ennui !

1^{er} décembre

Long entretien cet après-midi avec Pham Dong Lam qui me dit que, si je ne l'avais pas appelé, il l'aurait fait de lui-même. Il ne sait pas encore quels sont les résultats des entretiens de Phu Duc à Washington et attend le retour des Etats-Unis de son collègue Phuong dimanche. Il n'a donc pu me renseigner que sur la situation telle qu'elle se présentait à l'issue des entretiens entre Kissinger et Le Duc Tho samedi dernier. Je lui ai demandé quelles étaient les exigences présentées par Saigon. Essentiellement, m'a-t-il répondu, le retrait des forces nord-vietnamiennes et quelques points concernant le Conseil de Concorde.

« Sur le retrait, notre position est la suivante. Nous sommes prêts à sauver la face de Hanoi en trouvant des formules, qu'on parle soit des « forces non sud-vietnamiennes », soit de la nécessité pour les forces de « chaque pays d'Indochine » de rester à l'intérieur des frontières de leur pays. Mais nous voulons que ce principe soit inscrit dans l'accord. Quant au retrait effectif, nous faisons confiance à la Commission de Contrôle pour le constater. Si elle rapporte qu'il y a encore des forces du Nord, cela voudra dire qu'il y a eu de nouvelles infiltrations. » (Je ne sais s'il faut interpréter cette dernière remarque comme un certain assouplissement signifiant : nous voulons une formule couvrant le principe et, comme nous savons que le contrôle ne sera pas très efficace, nous admettons à l'avance que le retrait ne sera pas total.)

J'ai fait observer qu'à cette approche, qui insistait surtout sur le principe, me semblait s'en opposer une autre qui insistait davantage sur les réalités concrètes, en un mot sur les chiffres des effectifs et qui paraissait avoir davantage la faveur des Américains. Lam me l'a confirmé et a précisé que telle était bien en effet leur attitude. Ce qu'il m'avait précisé tout d'abord, c'était la position de Saigon. Mais il a ajouté que la méthode concrète finissait aussi par buter sur la question de principe, car Hanoi ne voulait pas plus admettre de cette façon l'existence de ses troupes. En effet, même si l'on limitait la discussion à une négociation sur un processus de démobilisation parallèle, quelle garantie Saigon aurait-il que les effectifs adverses démobilisés ne seraient pas d'abord ceux du Viet-Cong ? Or Hanoi refusait, de cette manière aussi, de distinguer ses effectifs de ceux du Viet-Cong.

De ce que Kissinger lui avait dit, Lam retirait donc l'impression que la discussion n'avait absolument pas progressé sur ce point.

Quant au Conseil politique, les demandes de Saigon portaient sur trois points : 1) La dénomination. C'était toujours la querelle entre structure de pouvoir et structure administrative. Hanoi maintenait toujours sa position et la discussion continuait. J'ai dit au passage que je me demandais pourquoi l'on s'était infligé cette querelle. Ne suffisait-il pas de dire tout simplement que l'on créait un Conseil sans chercher à le qualifier ? Lam m'a répondu que tout le malheur venait de ce que Kissinger avait travaillé sur un texte d'origine nord-vietnamienne. 2) La nomination des membres. Saigon voudrait un Conseil composé à égalité de membres nommés par chaque partie. Cela revenait à faire sauter la notion d'une troisième composante, mais en fait cela ne changeait rien à ce qui se passerait puisque celle-ci, dans l'accord original, devrait être nommée par accord entre les deux parties. 3) L'étendue de ses pouvoirs. Saigon voudrait rogner ceux-ci et, dans toute la mesure du possible, les limiter à l'organisation des élections et éviter une intrusion du Conseil dans la gestion interne et la mise en œuvre des libertés démocratiques.

Mais sur tous ces points, Hanoi ne voulait rien changer au texte.

Celui-ci, a dit Lam, est en fait la reproduction des Accords de Genève, mais limités au seul Sud-Vietnam. Le Nord n'est en rien touché par le contrôle, alors que lui, qui prétend ne pas avoir de troupes au Sud, va y exercer des pouvoirs de contrôle, et non seulement sur le retrait, mais aussi sur les élections, puisque la Commission mixte quadripartite aura également des pouvoirs à cet égard.

Les seules dispositions touchant le Nord ne visent que les prisonniers, l'arrêt des

bombardements et le déminage.

Se trouvent annexés, à l'accord, des protocoles sur le contrôle.

Il y a aussi une déclaration par laquelle Kissinger prend acte d'une déclaration de Le Duc Tho, selon laquelle l'arrêt des hostilités au Vietnam devrait avoir un heureux effet sur la situation au Cambodge. Il y a une déclaration semblable disant que l'arrêt au Vietnam devrait être suivi d'un arrêt des hostilités au Laos dans les 30 jours.

Hanoi avait effectivement accepté de rappeler l'existence de la zone démilitarisée, mais simplement en incluant une référence à la Déclaration de 1954 disant qu'il ne s'agissait pas d'une frontière politique.

En ce qui concerne l'échéancier politique, Hanoi demandait maintenant des élections dans les cinq mois et le départ de Thieu dans les trois mois.

J'ai parlé de la Conférence. Lam m'a dit que Saigon demandait une Conférence où l'on parlerait aussi du Laos et du Cambodge. Mais « on » lui expliquait que le Prince Souvanna Phouma ne souhaitait pas une nouvelle Conférence et que la situation au Cambodge était encore bien complexe. Quant au lieu, c'était une question qui n'avait pas été soulevée devant lui. A Saigon, on lui avait dit, du côté américain, qu'il fallait tenir compte du Secrétaire Général de l'ONU. J'ai demandé quelle était la position de son gouvernement. La réponse textuelle a été : « Nous n'aurions aucune raison de récuser Paris », déclaration que j'ai enregistrée avec satisfaction.

J'ai demandé si, au stade où en étaient les choses, des contacts directs entre Vietnamiens, et notamment entre Saigon et le Front, s'étaient noués, comme cela me paraissait souhaitable. La réponse a été : « Nous n'aurions pas d'objection à avoir des contacts avec le Front. Mais c'est difficile. Nous avons le sentiment que, pour l'instant, le Front n'est pas libre et est très surveillé par Hanoi qui n'en veut pas. »

J'ai parlé également des prisonniers politiques. Lam m'a confirmé que Hanoi demandait maintenant, puisque Saigon avait formulé de nouvelles exigences, que le principe de leur libération soit inscrit dans l'accord. C'était impossible, car s'il fallait encore ajouter le renfort des détenus communistes libérés aux « 300 000 » Nord-Vietnamiens opérant au Sud, où irait-on ? J'ai observé qu'il y avait des détenus non-communistes. D'une façon générale, Saigon n'aurait-il pas intérêt (c'est le seul conseil que je me sois permis pendant cette conversation) à prendre l'initiative d'une libération, surtout de ces derniers, et de s'en attribuer le mérite plutôt que de se la laisser imposer par l'accord ou par des interventions extérieures. La « troisième force » lui en serait reconnaissante. Lam m'a répondu que telle était son opinion pour ce qui concernait les « vrais » prisonniers politiques, intellectuels et autres et qu'il l'avait dit à Thieu. J'en ai profité pour lui parler de Debris et Menras : le moment ne serait-il pas venu de les libérer ? Lam m'a dit en avoir parlé en ce sens à Thieu qui avait promis d'y penser.

Sur le Général Don, Lam m'a dit simplement que Thieu, en l'envoyant à Paris, lui avait donné pour mission de le seconder par des contacts extérieurs, tant avec des Vietnamiens qu'avec les milieux français.

Enfin, j'ai demandé à Lam comment il voyait la suite : Nixon allait-il en cas de désaccord persistant, passer outre aux objections de Saigon ? Lam m'a répondu qu'il ne voyait pas quel genre d'accord séparé Nixon pouvait signer avec Hanoi. Même s'il cessait le feu et renonçait à toute aide à Saigon, Hanoi lui rendrait-il ses prisonniers ? Quant à Thieu, qui avait adressé à Nixon une lettre « volumineuse », il ne livrait pas un baroud d'honneur. Il se battait pour ce qu'il estimait vital. 99 % des Sud-Vietnamiens ne pouvaient concevoir une paix qui confirme la présence des troupes du Nord. A supposer que Thieu accepte de signer un tel accord, il pourrait ne pas être suivi par tous ses généraux. Quant à en trouver un autre pour signer un tel accord, on ne voyait pas qui.

Néanmoins, la discussion allait reprendre lundi. Elle devrait, selon Lam, durer encore assez longtemps.

10 décembre

Parti pour New Delhi lundi 4, au moment où Kissinger revenait à Paris, je suis rentré jeudi matin 7. Pendant ce temps il y avait eu une rencontre en tête-à-tête lundi matin, suivie d'une rencontre élargie l'après-midi à la villa X, d'ailleurs aussitôt repérée par les journalistes. Le mardi, pas de rencontre, du moins à ma connaissance. Mercredi nouvelle séance.

Puis, Kissinger est venu déjeuner au Quai avec Schumann, rentré exprès de Bruxelles. Je n'ai pas assisté au repas, mais aussitôt après Schumann m'a raconté l'entretien sur la base des notes qu'il a prises.

Kissinger a dit que l'on en était arrivé à la dernière phase. Russes et Chinois poussaient à

la roue, les Russes parce qu'ils avaient peur d'une nouvelle escalade et tenaient au voyage de Brejnev aux Etats-Unis, les Chinois parce qu'ils craignaient l'accroissement de l'influence soviétique à Hanoi. Kissinger avait vu Huang Chen, ce qu'un rapport nous avait d'ailleurs confirmé.

Cependant, s'il n'y avait pas d'accord dans les jours qui viennent, un nouveau et dernier voyage n'était pas exclu. Si donc il n'y avait pas d'accord dans les 48 heures, on ne pouvait conclure que l'affaire serait tranchée dans un sens ou dans l'autre que dans les dix jours. Néanmoins « je considère que les chances d'un accord l'emportent amplement (overwhelmingly) sur les risques d'une rupture. »

Ceci se passait jeudi. Depuis il y a eu trois rencontres, jeudi après-midi, vendredi et samedi, longues. Puis, hier soir, le Général Haig est parti pour Washington, Kissinger restant. Il est possible que Kissinger ait préféré envoyer Haig pour ne pas donner le sentiment d'une pause trop longue.

La difficulté principale, Kissinger l'a confirmée, porte sur le retrait. Le Sud attache plus d'importance au principe qu'au retrait effectif, tandis que le Nord serait plus disposé à un retrait effectif qu'à une concession sur les principes. Le risque est que la publicité faite par le Sud sur un retrait effectif ne place le Nord dans l'impossibilité d'y consentir ou que le refus du Nord de souscrire au principe ne place les Etats-Unis dans une situation intenable vis-à-vis de leur propre opinion. (Cette analyse confirme ce que je déduisais de mes précédents entretiens. J'avais été frappé par l'insistance de Lam à vouloir un engagement sur le principe du retrait. Même s'il cherchait des formules linguistiques, il voulait un engagement en noir sur blanc portant sur le retrait de certaines troupes. En revanche les gens du Nord m'ont paru toujours plus souples sur les faits que sur les principes. Comme les Américains ne s'intéressent pas aux principes, il faut en conclure que la difficulté réelle provient de Saigon).

Le seul moyen d'en sortir, a dit alors Kissinger, c'est une garantie de caractère très général qui prendrait la forme d'un engagement mutuel contracté entre le Nord et le Sud de ne pas recourir à la force. (J'avoue avoir été assez étonné par cette conclusion. Si vraiment il suffit de pareils engagements pour résoudre le problème, alors pourquoi se bat-on ?)

Il ne peut être question de revenir purement et simplement au texte d'octobre dont les ambiguïtés ont été soulignées par trop de déclarations publiques. (L'aveu que le texte était ambigu est à retenir, dans la bouche de l'auteur. Mais je comprends Kissinger. Le texte pouvait être ambigu dans la mesure où il demeurait secret, du moins jusqu'à la signature. Une fois publié, on aurait certes crié à l'ambiguïté, mais trop tard : le texte eût été signé. En publiant le texte avant la signature, Hanoi a pris un grand risque.

Maintenant chacun demande un texte sans ambiguïté. Il est possible qu'Hanoi ait commis une erreur en publiant.) Cependant, dit Kissinger, les modifications que nous demandons ne portent pas sur la substance. D'ailleurs, l'essentiel, c'est-à-dire les conditions du retrait, demeure en dehors de l'accord. Mais, a-t-il insisté plusieurs fois, il faut qu'il y ait un recours contre la présence indéfinie de soldats du Nord sur le territoire du Sud. (Donc Kissinger cherche deux choses : d'une part, les conditions concrètes du retrait ou du moins d'un certain retrait, et cela il paraît l'avoir obtenu en dehors de l'accord ; d'autre part, un engagement écrit portant non pas tant sur le principe du retrait, comme le souhaiterait Saigon, que contre le maintien d'un non-retrait. Mais quel peut-être ce recours ? On ne peut tout de même pas penser que les Américains voudraient alors se déclarer libérés de leur propre engagement de retrait.)

Pour le Laos et le Cambodge, Kissinger paraît penser que la question est désormais réglée.

Schumann l'a trouvé irrité contre Thieu. De toutes façons, a-t-il dit, Thieu est en train de se suicider. Car s'il n'y a pas d'accord, il risque d'en porter la responsabilité et s'il y en a un, son entêtement l'aura fait apparaître comme une défaite pour lui. Thieu a eu raison d'afficher son indépendance à notre égard, mais il ne semble pas savoir jusqu'où aller trop loin. (Je doute que Kissinger connaisse cette expression de Jean Cocteau et présume que Schumann a un peu enjolivé. Mais je souscris pleinement à l'analyse. Je n'ai cessé de le dire aux Sud-Vietnamiens et viens encore de le répéter vendredi soir au Prince Buu Loc : Saigon n'a pas intérêt à entrer à reculons dans la paix. S'il se bat trop contre une paix qui finit par se faire, il donnera l'impression d'avoir perdu la bataille diplomatique. Hanoi cherche à lui infliger une défaite politique, n'ayant pu le battre sur le champ de bataille. L'intérêt de Saigon est d'utiliser à son profit la dynamique de la paix et de ne pas laisser ses adversaires réclamer pour eux tout le crédit de la paix).

Enfin, a conclu Kissinger, mais Schumann pense que c'est une clause de style, si malgré tous nos efforts la négociation échoue par la faute du Nord (elle pourrait aussi échouer

par la faute du Sud) qui insisterait sur le retour littéral au texte d'octobre, nous serions acculés à faire la guerre d'une manière beaucoup plus énergique, mais je me refuse à croire qu'on en arrive là.

Kissinger n'a pas déconseillé cependant à Schumann de répandre un peu d'optimisme.

En revanche, le lendemain, j'ai trouvé un Vo Van Sung qui affiche la prudence.

L'optimisme de la presse n'est pas justifié, dit-il. Certes, il y a beaucoup de tactique dans cette attitude. Mais elle reflète aussi l'état, sans doute assez critique, de la négociation.

Les Américains, dit Sung, s'en tiennent toujours à leurs demandes de modifications portant sur des questions de substance. Nous leur disons : ou bien on laisse l'accord tel quel sur les principes et nous sommes prêts à y apporter quelques modifications mineures, ou bien vous voulez rediscuter des principes et alors nous nous en tenons à nos nouvelles demandes aussi. Mais les Américains maintiennent leurs nouvelles demandes et refusent les nôtres. On discute de ce fait non seulement sur le retrait, mais sur les prisonniers politiques, sur la zone démilitarisée, sur la Commission de contrôle et même sur la signature, et aussi sur la troisième composante. Car maintenant les Américains reviennent sur les aspects politiques de l'accord d'octobre.

C'est ainsi qu'ils ne veulent plus que le GRP signe l'accord en tant que tel. Ils reviennent sur l'idée qu'il y a au Sud deux Administrations, deux Armées et trois forces politiques. Ils veulent que seul Saigon soit un Gouvernement légal, que le Conseil de Concorde soit désigné par les deux parties sud-vietnamiennes, ce qui revient à éliminer la troisième composante.

J'ai demandé à Sung si, au cas où les Américains accepteraient leurs demandes, c'est-à-dire la démission de Thieu dans les trois mois, les élections dans les six, la formation du Conseil dans les quinze jours, la libération des prisonniers politiques en même temps que le cessez-le-feu, Hanoi accepterait les propositions des Etats-Unis. Il répond par la négative. « Vous n'avez donc avancé vos nouvelles propositions que pour amener les Américains à retirer les leurs ? » Sung sourit et se contente de répondre : « Si les Américains estiment avoir le droit d'avancer de nouvelles propositions, nous estimons avoir aussi ce droit. »

J'ai demandé si Hanoi ne serait pas prêt à convenir de certaines choses en dehors de l'accord. En octobre il l'avait déjà accepté pour les prisonniers politiques. Réponse : « Si les Américains reviennent aux principes, nous pouvons accepter certaines modifications de forme. »

J'essaie alors, sans mentionner ma source, d'explorer cette notion de garantie. Le résultat est tout à fait négatif. « Le problème n'est pas là, me dit Sung. Il demeure dans la question Thieu. La vérité est que les Américains veulent maintenir Thieu et poursuivre la vietnamisation. » Je lui demande s'il ne croit pas qu'un changement politique va intervenir à Saigon. « Vous voulez parler d'un nouveau Premier Ministre qui serait nommé par Thieu. »

Tout cela n'est pas très encourageant. Mais c'est quand même normal à ce stade. Il reste néanmoins que, d'un côté, Kissinger dit qu'il faut modifier l'accord et que, de l'autre, Hanoi n'accepte que des modifications de forme. J'imagine les efforts de rédaction auxquels tout ce monde doit se livrer.

Puis, vendredi matin, Pompidou a reçu Kissinger. Je ne sais pas encore ce qui s'est dit. A la sortie, la dépêche AFP dit que dans les milieux autorisés on pense que si la paix n'est pas imminente, elle est proche. On dit aussi qu'il reste quelques questions de détail à régler. Ceci semble provoquer une réaction de Madame Binh qui dit que ce sont les principes qui sont remis en cause par les Américains. Il est clair que de ce côté l'on n'apprécie pas que nous répandions l'optimisme.

A déjeuner, Raimond me dit qu'en tout cas Pompidou ne veut pas gêner Nixon sur le Vietnam. Il y aura d'autres chats à fouetter l'an prochain avec le commerce et le dollar.

Le soir, Kubisch me dit que ce n'est pas Pompidou qui a demandé à voir Kissinger. Mais celui-ci avait fait dire à Pierre Juillet qu'il était là. Juillet lui a demandé de passer. Puis il l'a introduit chez Pompidou. Kubisch est resté dans l'antichambre.

La difficulté est la suivante, je veux dire la vraie difficulté.

Il y a au Vietnam deux guerres, une guerre étrangère et une guerre civile. La guerre étrangère est justiciable d'une solution rationnelle entre Hanoi et Washington. Mais entre Vietnamiens on entre dans le domaine de l'irrationnel parce qu'il s'agit d'une guerre civile, idéologique. Voilà pourquoi il est relativement aisé pour Kissinger et Le Duc Tho de s'entendre, car une fois que ces deux Etats ont décidé qu'il était de leur intérêt d'arrêter la guerre, ils peuvent s'asseoir autour d'une table et trouver un compromis. Mais où s'arrête, où commence le conflit entre Vietnamiens ? Où commence la peur du communisme, où s'arrête la passion idéologique ? Peut-il y avoir compromis, à l'intérieur

d'un même Etat, entre deux systèmes et deux idéologies ?

Aussi longtemps que les forces en présence étaient principalement celles des Nord-Vietnamiens et des Américains, toutes deux étrangères au Sud-Vietnam, la solution n'était pas trop difficile à imposer aux Sud-Vietnamiens par entente entre les deux protagonistes. Mais la vietnamisation a créé une force sud-vietnamienne détenue aujourd'hui par Thieu. Elle se révèle un facteur autonome, une troublante. Elle est en outre irrationnelle car son détenteur peut se conduire de façon irrationnelle, chose que ni Hanoi ni Washington ne peuvent. Thieu peut se suicider, comme dit Kissinger. Il peut mener son armée à la résistance. Il peut exercer un chantage sans proportion avec sa force réelle.

Pourquoi, dira-t-on, les Américains ne s'entendent-ils pas directement et définitivement avec le Nord, en laissant les gens du Sud s'entendre entre eux ? Il y a deux raisons qui rendent une paix séparée difficile.

La première est que les Américains ne peuvent partir sans récupérer leurs prisonniers. Pour cela il leur faudrait payer très cher, non seulement retirer leurs troupes, mais lâcher complètement Thieu. Par exemple, Madame Binh vient de dire qu'il n'y avait pas de raison de relâcher les prisonniers américains si, au Sud, les prisonniers politiques n'étaient pas libérés. Il faudrait donc que les Américains en outre imposent cela à Thieu. Le peuvent-ils ?

La seconde est que les Américains ne peuvent pas moralement laisser la guerre se poursuivre si les troupes du Nord restent au Sud. Ou elles restent, mais sous couvert d'un cessez-le-feu ; ou elles partent, la guerre ne se poursuivant qu'entre Sudistes. La seconde hypothèse n'est pas acceptable pour le Nord.

Bref, la situation actuelle est telle que les quatre parties sont condamnées ou à faire la guerre ensemble, ou à faire la paix ensemble.

Dimanche 10 décembre

Dîner ce soir avec Bill Sullivan auquel j'avais fait dire que je souhaitais le voir et qui m'avait appelé en début de journée. Je l'emmène manger une poule au pot chez Coconnas, Place des Vosges.

La vie était dure, me dit-il. On commence la journée en discutant avec Hanoi. Puis on télégraphie à Nixon. Puis il faut négocier en fin de soirée avec les gens de Thieu. Puis télégraphier encore. Et cela depuis lundi. Bref, on se bat sur deux fronts.

Haig est parti à Washington parce qu'il est toujours difficile de faire sentir par télégramme toutes les nuances d'un texte.

Sullivan reste optimiste. L'accord pour lui ne fait pas de doute. C'est une bataille de marchands de tapis. On aurait pu signer dès mardi dernier. Mais les gens de Hanoi s'accrochent à chaque ligne. Ils profèrent même des menaces. Cependant, ils finissent chaque jour par gagner du terrain. Les Américains leur ont dit qu'ils n'acceptaient pas de défendre toutes les demandes de Saigon, mais qu'ils en faisaient leurs certaines. On en arrivait là peu à peu.

Pour le retrait, il resterait sans doute 150 000 Nord-Vietnamiens, une fois parties certaines troupes situées dans la 1^{ère} région militaire. Telles étaient les implications du cessez-le-feu sur place. Mais les Sud-Vietnamiens voulaient absolument que soit posé le principe que les troupes du Nord n'avaient pas le droit de rester. Sans le dire implicitement, l'accord comporterait certaines dispositions en ce sens, d'abord par la référence à la zone démilitarisée, ensuite par la notion de non recours à des actes de force.

L'impression de Sullivan est que Thieu finira par signer. Car il n'a pas une vocation au suicide. L'accord est ainsi fait que Thieu peut constitutionnellement rester au pouvoir longtemps. En effet, et ici Bill a voulu me démontrer le grand succès de la politique américaine, l'accord ne règle pas le problème politique, il se contente de poser un vague cadre. Mais ce sera aux Sud-Vietnamiens à le remplir. Il n'y a aucun accord sur le départ de Thieu, rien sur la date des élections, aucun délai d'aucune sorte. Thieu restera en contrôle de la majeure partie de la population. Il n'y a pas de cartes, pas de zones délimitées. Chacun va planter ses drapeaux. On verra bien alors que le Viet-Cong ne contrôle que des territoires quasi-vides. Les prisonniers politiques, les cadres du Viet-Cong resteront en prison. C'est d'ailleurs ce dernier point qui met tant en colère Madame Binh et qui crée des difficultés à Le Duc Tho. C'est là aussi le grand atout de Thieu. Il ne libérera les prisonniers politiques que dans la mesure où les troupes du Nord évacueront. Donc, si Hanoi veut un règlement politique, Hanoi devra évacuer ses troupes.

Cet accord, qui ne fixait donc ni départ de Thieu ni Gouvernement de coalition ne débouche sur rien et Sullivan admet qu'il ne sait absolument pas comment les choses se

passeront. La seule chose sûre, c'est que les Américains partiront et que Thieu restera avec une très forte armée. Tout ceci n'a été rendu possible que par l'offensive de Hanoi qui a entraîné le blocus de Haiphong, lequel a mis toute la logistique entre les mains des Chinois, lesquels en ont profité pour enlever aux Soviétiques la conduite des opérations. Ne voulant pas d'Indochine dominée par les Russes, ni par Hanoi, ils ont œuvré en faveur d'un règlement. Maintenant le conflit est et restera provincial. Néanmoins, les Américains garderont leurs bases de Thaïlande et à distance leur aéro-navale.

Naturellement Bill s'est efforcé de me démontrer que je m'étais trompé en affirmant en 70 et en 71 que le Nord n'accepterait qu'un gouvernement de coalition. Je lui ai répondu qu'en effet je n'avais pas escompté la bêtise de Hanoi en lançant une offensive qui avait échoué. Mais aujourd'hui Hanoi gardait ses troupes et il n'y avait qu'un début de règlement politique qui pouvait se bloquer dès le départ. C'était un choix. Un autre eût été qu'il ne reste pas de forces du Nord, mais qu'il y ait un règlement politique plus poussé. N'allait-on pas vers le partage ?

Pour le Laos, pas de problème. Hanoi avait promis que les choses s'arrangeraient. Pour le Cambodge, Hanoi admettait ne pas avoir la situation en mains. C'est qu'il y avait la Chine. Sullivan n'y voyait pas clair. Il avait entendu dire que les Chinois avaient envoyé des émissaires pour prendre contact avec Lon Nol.

Pour la Conférence, Washington a proposé Genève, mais accepterait Vienne. Paris est possible, mais à condition que la France ne soit pas membre de la Conférence, car celle-ci ne peut se tenir dans la capitale d'un pays membre. (!)

La Conférence devrait être brève et se borner à prendre acte des accords. Le seul problème est celui soulevé par les Canadiens : faut-il établir un lien entre la CIC et la Conférence ? Quid si la Commission constate des violations ? A qui en rendre compte ? A titre personnel, Sullivan pense qu'il pourrait appartenir au Secrétaire Général de l'ONU d'intervenir et de procéder à des consultations. Elle se tiendra dans les 30 jours, en tout cas.

Pour l'aide, Washington préférerait un mécanisme multilatéral, Hanoi du bilatéral. Sullivan souhaite que dans l'immédiat nous ne nous engagions pas dans des négociations avec Hanoi, à l'occasion de la visite de Le Thanh Nghi, le Vice-Premier Ministre de Hanoi arrivé aujourd'hui à Paris.

Sullivan m'a aussi demandé ce que nous comptons faire pour le niveau de notre représentation à Saigon et Hanoi après l'accord.

Pour ce qui est de la signature, il est exact que Thieu ne veut pas que le GRP signe en tant que tel. Mais il y a deux solutions : ou bien on signe à deux, et c'est tout, ou bien on signe à deux, et les deux autres adhèrent à l'accord.

Pour le Conseil de Concorde, les Américains s'efforcent de persuader Thieu d'accepter leur formule. De toute façon, le Conseil sera totalement impuissant. Il sera non pas tripartite, mais bipartite et fonctionnera à l'unanimité. Ses pouvoirs seront très réduits. Il y aurait paraphe à Hanoi, sans doute par Sullivan lui-même, puis signature à Paris par les Ministres des Affaires Etrangères.

11 décembre

Schumann m'indique ce matin que l'entretien de Pompidou avec Kissinger a peu porté sur le Vietnam et n'a en fait rien apporté de nouveau par rapport à son propre entretien de la veille. Il s'agissait de parler du prochain voyage de Nixon en Europe.

Déjeuner avec Reston qui avait vu Kissinger hier matin. Celui-ci était pessimiste sur la possibilité de résoudre la querelle désormais « quasi-idéologique » sur la souveraineté de Saigon. Diverses formules étaient essayées. Il s'agissait d'obtenir, ce qui confirme les indications précédentes, que les troupes du Nord n'ont pas le droit d'être au Sud (même si tout le monde accepte qu'en fait elles y restent, du moins en partie). Néanmoins, j'ai cru comprendre que Kissinger raisonnait comme quelqu'un qui pensait tout l'avenir, et le deuxième mandat de Nixon, en termes de « post-Vietnam ».

Autre petit indice. Madame Binh a publié une mise au point sur la question du retrait qui, après avoir reproduit le texte de Hanoi, ajoute cette nouveauté : « Bien entendu, les soldats démobilisés seront libres de choisir leur lieu de résidence à leur convenance. » Autrement dit, le GRP admet qu'une partie des forces du Nord, une fois démobilisées, regagneront leur pays d'origine. Voici la première confirmation quasi-officielle qu'il y aura des arrangements secrets portant sur la proportion d'effectifs nordistes à quitter le Sud. La troisième force a disparu. Au Truong Thanh s'est évanoui dans la nature. Impossible aujourd'hui de mettre la main sur lui.

Mardi 12 décembre

Conversation Kubisch-Schumann ce matin.

Je ne sais pourquoi, est-ce inintelligence ou méchanceté, Sullivan a cru pouvoir déduire de notre conversation de dimanche soir que j'avais laissé entendre, sans doute d'après la conversation Kissinger-Schumann de jeudi, que les Etats-Unis étaient prêts à abandonner Thieu. Il n'en était nullement question, a fait dire Kissinger. En vérité, je crois avoir dit que les Nord-Vietnamiens le laissaient entendre.

Schuman a pris Kubisch bille en tête sur la question de la Conférence. Pourquoi Vienne, pourquoi pas Paris ? Kubisch a avancé l'idée que l'on pourrait accepter Paris si nous ne réclamions pas la Présidence de la Conférence. J'ai rappelé à Schumann qu'Aubrac avait fait la même suggestion et je lui ai conseillé d'accepter cette dissociation.

Au déjeuner de l'Interallié, Schumann s'est dit convaincu que l'accord interviendrait avant la réunion du Congrès.

Les réunions se succèdent à tous les niveaux.

Discours de Thieu à Saigon : très ambigu. Il propose une trêve. Est-ce une façon de se résigner au cessez-le-feu ?

Jeudi 14 décembre

Dîner hier soir avec Isham, l'adjoint de Porter.

Kissinger venait de partir après une dernière session avec Le Duc Tho, mais laissant derrière lui sans doute jusqu'à dimanche des experts pour travailler sur les textes des protocoles. Aucune date n'avait été fixée pour une nouvelle rencontre. Il se pouvait que Le Duc Tho retourne, lui aussi, chez lui. Les Américains notaient une certaine tendance des Nord-Vietnamiens à être moins pressés, soit qu'ils préparent de nouvelles attaques militaires, soit qu'ils spéculent sur l'accroissement des divergences entre Washington et Saigon. Il semble, en effet, que désormais ils soient davantage disposés à admettre que Washington ne manipule pas complètement Thieu, y compris dans sa résistance et que celui-ci pose un problème aux Américains. L'on ne pouvait donc dire quand les choses se termineraient. Noël n'était pas une véritable échéance, en dépit de l'attente des familles des prisonniers. La rentrée du Congrès en était davantage une, mais c'était surtout le message sur l'état de l'Union qui présentait de l'importance du point de vue de la politique intérieure.

Il y avait eu certes des progrès. Néanmoins, il restait pas mal de questions en suspens, et toujours au premier rang celle des troupes. Saigon exigeait des formules et cela posait des problèmes vraiment difficiles. D'autre part, les Nord-Vietnamiens avaient accepté de discuter de façon concrète. J'ai dit que la déclaration de Madame Binh, selon laquelle les soldats démobilisés pourraient choisir leur lieu de résidence, me paraissait le signe que l'on avait trouvé ce biais astucieux pour avancer. Isham me l'a confirmé. Le problème néanmoins n'était pas complètement réglé.

(Ces gens du Nord sont d'affreux petits bourgeois. Ils ont une résidence principale au Nord et une résidence secondaire au Sud, dans le Midi !)

Isham m'a cité d'autres problèmes en suspens :

- La zone démilitarisée : en fait le Nord voulait l'annexer à son propre territoire et effacer cette zone tampon.
- Les prisonniers politiques : Saigon demeurait irréductiblement hostile à tout engagement de libération. Hanoi insistait, notamment sous la pression de Madame Binh.
- La signature : c'était une question difficile.
- Le Conseil et les questions politiques : mon interlocuteur ne paraissait pas éprouver beaucoup d'inquiétude de ce côté.

D'une façon générale, il m'a semblé que les difficultés avec Saigon demeuraient sérieuses. On ne savait comment déchiffrer le discours de Thieu.

Mon impression, bref, était que l'on n'était pas encore sorti de l'auberge et que toutes les belles déclarations de Kissinger, faites à la fin d'octobre et encore en novembre, sur le caractère « final » de cette longue session qui a duré du 20 novembre au 13 décembre, font aujourd'hui un peu sourire.

En outre, Isham, et il a raison, dit que tous les renseignements en provenance du Sud confirment malheureusement que les instructions données aux Forces de Libération ont un caractère révolutionnaire accentué et ne témoignent guère d'un esprit de concorde et de réconciliation. Cela ne pouvait qu'inciter Thieu à demeurer très méfiant.

Visite d'Oberemko hier soir. Comme nous étions convenus de prendre contact, à titre

personnel, au cas où la négociation irait mal, je me suis demandé avec inquiétude ce qui l'amenait. En fait il voulait me parler des prisonniers politiques. Il y avait là un « danger ». Ils constituaient l'armature de la troisième composante et celle-ci était elle-même le pivot sur lequel reposait tout l'équilibre de la solution politique. Son rôle serait d'éviter les chocs, d'empêcher « la guerre civile ». Pourrait-elle le jouer ? Les Américains ne cherchaient-ils pas à l'éliminer ? Bref, pensais-je qu'ils seraient disposés à assouplir leur attitude ?

J'ai répondu que je ne le pensais pas. Les Américains ne paraissaient pas vouloir ajouter cette difficulté à toutes celles qu'ils avaient déjà avec Saigon.

Le souci soviétique n'est pas nouveau. Les Russes ne cessent de nous parler de la troisième force. Oberemko m'a rappelé que c'était à la suite de ses conversations avec nous que son Gouvernement avait parlé de cette question avec Hanoi. Cette nouvelle démarche confirme les inquiétudes.

Kubisch a dit ce matin à Schumann que Kissinger ne reviendrait pas à Paris et que quelqu'un de très important se rendrait à Saigon. Le Duc Tho retourne à Hanoi. L'effort va se porter sur Thieu.

Peut-être les Américains vont-ils parapher le texte avec Hanoi. Ceci accroîtrait la pression sur Thieu.

Dimanche 17 décembre

Pham Van Lam est venu me voir hier matin. Je l'avais vu très exactement deux semaines auparavant. « Il n'y a eu aucun progrès », m'a-t-il dit. Les textes n'ont absolument pas été modifiés sur aucun des points qui nous intéressent. Ils demeurent truffés de parenthèses. Aucun progrès sur le retrait. Le Duc Tho a refusé toute formule qui puisse donner satisfaction à Saigon. « Nous tenons, me dit Lam, à ce qu'il soit dit que les troupes du Nord doivent se retirer aussi fermement qu'ils tiennent à ne pas admettre l'existence de leurs troupes. » « Mais, dis-je, quand il y a un tel conflit de principes, à moins de camper sur ses positions, le seul compromis possible ne réside-t-il pas dans la recherche d'un accord sur les questions concrètes ? Chacun sait, vous savez, nous savons que certaines troupes du Nord resteront au Sud mêlées aux effectifs du Viet-Cong et que d'autres partiront. Pourquoi ne pas se mettre d'accord sur des chiffres ? » Lam m'a répondu que ce que voulait Saigon, c'était pouvoir sur la base d'un accord de principe constater et faire constater ensuite des violations, des infiltrations. S'il n'y avait pas de règle de base, comment ensuite prouver que les gens du Nord que l'on trouverait au Sud y étaient illégalement ?

Je me demande si, en insistant tellement sur cette affaire, Saigon, qui sait qu'en tout cas le retrait nordiste ne sera pas total, cherche vraiment des garanties qui lui permettront éventuellement de tirer la sonnette d'alarme, ou bien s'il cherche tout simplement à empêcher tout accord.

Alors, ai-je demandé à Lam, que va-t-il se passer ? Il m'a répondu, comme quelqu'un qui sait : Nixon va d'abord essayer de fléchir Hanoi. Mais, dis-je, quel espoir ? Par personne interposée, les Russes, les Chinois, m'a répondu Lam. Puis il se retournera vers Saigon, s'il obtient quelque chose.

Ne craignez-vous pas un accord séparé entre Hanoi et Washington ?

Tout le monde en parle, m'a répondu Lam, mais en vérité je vois mal comment ce serait possible. Cependant, Saigon n'y serait pas tellement hostile à la condition, bien sûr, que tout en retirant leurs troupes et leurs avions, les Américains nous continuent leur aide. J'ai observé que je ne voyais pas comment Hanoi libérerait les prisonniers si Washington poursuivait son aide. Et même s'il l'interrompait, quelles garanties aurait Hanoi, si la guerre continuait entre Vietnamiens, que Washington ne renverrait pas ses avions dès le dernier prisonnier américain rentré.

C'est bien pour cela, a remarqué Lam, que Hanoi demande maintenant que Saigon signe l'accord aussi. Sans doute le Nord craint-il quelque « trick » des Américains.

Lam m'a dit aussi que, selon Kissinger, Le Duc Tho n'était plus aussi pressé de conclure. Il donnait sans cesse l'impression de ne plus attacher aucune importance à la négociation. Kissinger avait quasiment dû, deux ou trois fois, l'obliger à rester à la table.

Allait-on vers la reprise des opérations militaires ? Lam le pensait. Les bombardements avaient repris sur les voies d'infiltration. D'autre part les agents communistes semblaient préparer de grandes manifestations, en même temps qu'ils mettaient systématiquement en fiches tous les gens à exécuter.

J'ai dit à Lam : en somme, vous avez à Saigon trois options : ou entrer dans la paix avec les Américains, ou rester dans la guerre sans eux, ou rester dans la guerre avec eux.

Beaucoup de gens excluent la troisième hypothèse, parce qu'ils pensent que Nixon veut absolument en finir et commencer son mandat en ayant conclu (cette fameuse « clean slate » dont Schumann parle sans cesse). Pour ma part, je ne l'exclus pas, car Nixon est un homme dur. Il peut reprendre les bombardements pour essayer d'arracher de nouvelles concessions à Hanoi. Mais cette troisième voie, outre qu'elle est très aléatoire, car vos adversaires ne sont pas, eux aussi, dépourvus de moyens, ne saurait à mon sens être durable.

C'était dire qu'entre les deux premières voies qui restaient, je choisirais la première. Car je doute que le ressentiment contre Thieu ne devienne pas aux Etats-Unis exaspération. Pour le peuple américain désormais, c'est la résistance de Thieu qui a empêché l'accord, beaucoup plus que, comme autrefois, « l'intransigeance » de Hanoi. Depuis quelques semaines un fait capital est survenu : c'est que, d'après Nixon lui-même, au début d'octobre, Hanoi aurait fait la concession majeure qui rendait possible un accord. Or, Nixon n'a jamais dit depuis que Hanoi avait retiré cette concession. Donc, tous les arguments qui seront avancés pour expliquer l'impasse actuelle ne feront pas qu'à un certain moment le peuple américain a entendu ses dirigeants lui dire qu'un compromis avait été trouvé. La responsabilité optique se situe donc, aujourd'hui, du côté de Thieu. Ceci dit, je comprends parfaitement que Thieu trouve l'accord du 26 octobre mauvais. Comment ne le serait-il pas pour lui ? Mais le problème est de savoir s'il réussira à maintenir les Américains dans la guerre.

En vérité tout se passe aujourd'hui comme si les Etats-Unis étaient les otages des deux camps. Hanoi ne veut pas que les Américains s'en aillent sans leur apporter un accord qui leur ouvre, ou en tout cas leur entr'ouvre la porte de Saigon. Et Saigon, sachant que les Etats-Unis ne peuvent, sans son consentement, ouvrir cette porte, la maintient obstinément bloquée.

Et cette autre remarque encore : Kissinger avait conclu un accord qui était un compromis, donc, par la force des choses, un paquet d'ambiguïtés. Il y avait un peu d'accord politique, un « cadre » disait-il, mais ce peu était trop pour Saigon. Par ailleurs, ce peu n'était pas suffisant pour amener Hanoi à retirer toutes ses troupes du Sud. Du coup cette absence de retrait total dressait Saigon contre l'accord.

En d'autres termes, refusant le Gouvernement de coalition dont ne voulait pas Saigon, Kissinger ne pouvait obtenir le retrait total et du coup provoquait l'opposition de Saigon. J'ai toujours pensé pour ma part que, si Hanoi avait obtenu le Gouvernement de coalition, il aurait retiré toutes ses troupes. Ne l'obtenant pas, il lui fallait maintenir des forces sur place. C'était une solution. Kissinger la croyait acceptable. Moi aussi.

Notes prises au téléphone le 18 décembre au soir après la reprise des bombardements.
Schumann

Projet de communication

Impossible de nous taire. Opinion publique. Ne se résigne pas.

99 %points d'accord1 % reste à régler

Prendre un autre ton

Situation très difficile

D'après les déclarations faites à Washington une seule difficulté

-points de vue s'étaient considérablement rapprochés

Rappeler 4 états

France ne saurait se résigner

Son seul rôle – faciliter reprise des pourparlers.

Mardi 19 décembre

Hier matin, Vo Van Sung est venu faire sa communication rituelle à Schumann. Je remarque que, ces derniers temps, ni Xuan Thuy ni Le Duc Tho ne sont venus une seule fois au Quai d'Orsay.

Donc, Hanoi nous a développé son réquisitoire contre les Américains et récité le catalogue de tous les points sur lesquels Kissinger a demandé des modifications à l'accord du 20 octobre. C'est toujours la même liste. Conclusion : nous n'avons avancé de nouvelles propositions que pour amener Washington à retirer les siennes ; s'il le faut, nous signerons l'accord du 20 octobre.

Mais Schumann a clairement dit qu'il savait que Washington n'acceptait pas de signer sans modifications.

J'ai noté, au passage, deux détails significatifs.

Sur le retrait, Sung a admis que Kissinger ne l'avait pas demandé formellement, mais

avait cherché à le réintroduire par des formules ambiguës. Donc, Nixon n'a pas pris à son compte les exigences de principe de Saigon.

Sur la zone démilitarisée, Sung a déclaré que l'on ne pouvait revenir au « statut de 1954 ».

Puis, j'ai lu le texte intégral de la Conférence de presse faite samedi par Kissinger. J'ai le sentiment d'un homme qui a été déçu, qui prend ses distances vis-à-vis de Nixon, qui ne cherche pas à couper les ponts, qui se déclare un peu vaincu par un phénomène qui le dépasse : les Vietnamiens de tous bords, dit-il, préfèrent rester dans la guerre.

C'est l'aveu d'impuissance. La rationalité est vaincue par l'irrationalité. Je crois qu'il a raison : il y a trop de Vietnamiens qui ont peur de la fin de la guerre.

Mais son acte d'accusation est incomplet : il manque le procès de Nixon et des durs de Washington, de Sullivan, de Laird et de tous ceux qui ont dénoncé les « insuffisances » et les « ambiguïtés » de l'accord. Si Nixon avait été un grand Président, il aurait signé l'accord.

Alors maintenant Kissinger vient expliquer que l'accord était prêt à 99%, mais il se refuse à dire quel est ce 1 % qui a fait défaut. Nixon ne peut plus trouver un bon avocat pour défendre sa cause. Curieusement Kissinger va rester comme l'homme de la paix, désavoué par son Président.

Et donc les bombardements ont aussitôt repris. Kissinger nous avait prévenus : si la négociation échoue, Washington prendra des mesures énergiques. Rafales de B 52, escalades, morts, destructions. L'affreux cortège recommence !

Nixon n'apparaît pas sous un bon jour. Il ne réussit pas à convaincre que Hanoi, cette fois, a fait preuve d'intransigeance. N'a-t-il pas trop laissé dire qu'il approuvait l'accord d'octobre, qu'il ne demandait que de légères modifications ? Pour l'opinion, ou il ne s'est livré qu'à une sinistre et cynique mascarade pour obtenir sa réélection, ou il a cédé au chantage de Thieu. Il ne peut faire croire que, cette fois encore, Hanoi a trop exigé.

Et pourtant, il est peut-être vrai que Hanoi a aussi sa part de responsabilité, que Hanoi, lui aussi, s'est dérobé à l'accord. Qui sait si, au Nord, il n'y a pas eu des hommes pour critiquer l'accord du 20 octobre, si le GRP n'a pas hurlé qu'on le sacrifiait ? Qui sait si les militaires nord-vietnamiens n'ont pas cherché à reprendre leurs billes dans l'espoir qu'un nouvel assaut ébranlerait les positions de Thieu ?

Toujours est-il que celui-ci qui, il y a cinq jours, déclarait qu'il avait été mis devant un fait accompli, se trouve sauvé in extremis.

Embarras soviétique aujourd'hui, et pour l'heure, silence chinois.

Et nous ? C'est toujours la même situation : chaque fois que la paix recule, nous sommes en position inconfortable. Condamner les bombardements, c'est la crise avec Washington dont Pompidou ne veut pas. Nous taire, c'est peu glorieux. Alors nous cherchons des formules. Ce soir Schumann m'en a lu une au téléphone. Je lui ai donné quelques conseils de sobriété. On verra ce qu'a fait Pompidou demain au Conseil.

Découragement, dépression même. J'avais rêvé que les cloches de Noël sonneraient dans le monde entier pour la paix au Vietnam. Mon Dieu, que les hommes sont durs et cruels entre eux !

25 décembre

Noël ! Nixon a arrêté hier les bombardements, mais sans doute les reprendra-t-il demain ! Qui est Nixon ? L'homme décrit par Maurice Schumann, cet éternel optimiste, comme l'homme qui voulait commencer son mandat avec une « clean slate », l'homme des grands dossiers, l'homme qui fait la percée sur la Chine, le premier Président des Etats-Unis à se rendre à Pékin et à Moscou ? Ou bien l'homme qui est prêt à continuer cette guerre sans fin, qui croit pouvoir mettre à genoux le Nord-Vietnam, avec des bombes et toujours des bombes, l'homme qu'un rapport « optimiste » du Pentagone ou de la CIA suffit à retourner, l'homme qui persiste à vouloir gagner ou la guerre ou la paix ?

Et Kissinger ? A-t-il joué avec Nixon ou a-t-il été joué par Nixon ? Mon impression est qu'il croyait à son accord avec Le Duc Tho, qu'il le trouvait raisonnable et qu'il l'acceptait parce qu'il savait, depuis le début, qu'il n'était pas possible d'en trouver un meilleur, mais qu'il y a eu des gens pour « éclairer » Nixon.

La négociation est-elle rompue ? J'ai posé la question à Oberemko, vendredi. Non, m'a-t-il nettement répondu. Mais elle ne pourra reprendre aussi longtemps que les bombardements continueront.

A quel niveau peut-elle reprendre ensuite ? J'ai dit que le texte du 20 octobre, Nixon n'en voulait pas et qu'il lui fallait des modifications. Mais si, à ce niveau-là, on ne pouvait conclure, si d'autre part le niveau supérieur auquel Nixon et Kissinger étaient montés,

aussitôt suivis en réplique par Hanoi, était irréaliste, il y avait un niveau intermédiaire, plus proche du texte du 20 octobre, n'en modifiant pas les grands principes, mais y apportant certaines modification « mineures ». A ce moment, Hanoi avait paru accepter une renégociation du texte.

Oberemko a adhéré à ma conception des trois niveaux et a trouvé raisonnable mon idée de chercher le niveau intermédiaire.

Aubrac est venu à Paris vendredi, chargé par Waldheim de prendre contact avec Vo Van Sung et de voir ce qu'il pouvait faire.

J'ai vu Aubrac avant l'entretien et l'ai orienté un peu, puis après.

Sung a été d'emblée négatif sur les bons offices du Secrétaire Général, ce qui n'a rien d'étonnant, sceptique sur une réunion du Conseil de Sécurité. Si Waldheim veut faire quelque chose, qu'il dise aux Américains de cesser les bombardements et de signer l'accord du 20 octobre. Il n'y a besoin de personne pour s'entremettre. Il n'y a rien à négocier, puisque tout a déjà été négocié.

J'avais, mardi dernier, en vue du Conseil des Ministres, recommandé que l'on prenne une attitude modérée sur la reprise des bombardements. Il me semblait nécessaire de nous donner le temps de la réflexion et de ménager nos possibilités de dialoguer avec les Américains. A quoi nous servirait de parler comme ce Ministre suédois Palme, que j'ai vu l'autre jour et qui ne parle qu'à Binh, jamais à Saigon ? Je ne l'en blâme pas, mais on ne peut à ce moment-là jouer le moindre rôle. Nous ne sommes pas les PSU de la politique internationale.

Schumann m'avait dans l'ensemble suivi, et sa déclaration, m'a-t-il dit, avait été jugée presque trop molle par le Conseil, y compris par Pompidou.

Je savais que Hanoi en serait dépit. Sung l'a dit à Aubrac : « du temps du Général de Gaulle, la réaction aurait été différente. » Toujours cette mythologie sur de Gaulle !

Mais j'étais partisan d'une escalade verbale progressive si les bombardements ne cessaient pas et cette attitude, se modelant sur l'événement, me paraissait, et me paraît encore, la bonne. Aussi ai-je été heureux d'apprendre par Schumann que Pompidou, dans son message du 1^{er} janvier au Corps Diplomatique, allait parler des « brutalités ».

Xuan Thuy a fait samedi pour la presse sa liste des cinq points sur lesquels la négociation aurait achoppé en raison des nouvelles demandes américaines. 1) Le retrait : Kissinger a demandé dans le texte une phrase « impliquant le retrait total ». 2) Les prisonniers politiques : Kissinger a demandé que leur libération soit fonction du retrait total nord-vietnamien. (Voici la preuve du lien entre les deux questions. Certains journalistes disent que Kissinger aurait demandé un calendrier parallèle entre le retrait total et la libération, par tranche.) 3) Les conseillers militaires américains : Kissinger a demandé qu'ils ne soient pas inclus dans le retrait total américain. 4) La référence au GRP, en tant que tel, dont Kissinger a demandé la suppression. 5) Le Conseil de Concorde dont Kissinger a voulu limiter les fonctions à la seule tenue des élections.

Déclaration intéressante à double titre. D'abord, parce qu'elle montre qu'Hanoi, en dépit des bombardements, demeure sur le terrain raisonnable de la négociation. Ensuite, parce qu'elle limite à cinq le nombre des points de désaccord, du côté de Hanoi.

Ce qui est curieux, c'est l'absence de toute référence à la zone démilitarisée. Hanoi aurait-il, en faisant cette liste, voulu montrer que sur ce point il abandonnait ses exigences et indiquait quels étaient les points sur lesquels il était disposé à négocier ? Maintenant la version quasi-officielle de Washington attribue l'échec à un retournement in extremis de la majorité du Politburo de Hanoi. Tout allait bien, l'accord était proche, le 9 décembre Haig allait partir à Washington pour en informer Nixon. Puis il s'est passé quelque chose d'inexplicable. Le Duc Tho a paru se dérober.

Cette « démonologie » est-elle complètement absurde, n'est-ce qu'une pure et simple invention pour justifier l'attitude de Nixon ?

Une chose m'avait frappé. Quand Kissinger avait vu Schumann et Pompidou le jeudi et le vendredi, il paraissait encore optimiste. Mais Reston, le lundi, avait dit l'avoir trouvé très pessimiste sur l'aspect théologique de la querelle relative à la souveraineté. N'était-ce qu'une mise en scène ?

Les Américains ont toujours fait sur le Politburo de Hanoi une intense « démonologie » qui m'a surpris. Sans doute disposent-ils d'un appareil d'analyse et de renseignements beaucoup plus développé que le nôtre. Mais ils n'ont cessé depuis des années de parler du Politburo comme d'un organisme perpétuellement déchiré entre « durs » et « mous ». C'est possible. Je me méfie toutefois beaucoup d'une politique qui se fonderait sur ces analyses.

26 décembre

Hanoi fait savoir qu'il ne négocie pas si la situation antérieure au 18 décembre n'est pas rétablie, à savoir : pas de bombardements au-dessus du 20^{ème} parallèle et restrictions au-dessous.

Washington, après une trêve de 36 heures, reprend les bombardements.

Mais, en une semaine les Américains avouent la perte de 11 B 52. Comme il n'y en a qu'environ 200, je crois, cela représente déjà une ponction appréciable. La limite apparaît donc de ce côté là.

L'autre limite est l'horreur. Nixon ne peut raser Hanoi sans franchir la limite qui sépare un chef de guerre d'un barbare.

Schumann a écrit hier une lettre personnelle à Pompidou. C'était le jour de Noël. Il me l'a lue ce matin. Une lettre à la fois habile et émue, plaidant pour l'envoi d'un message secret à Nixon afin de lui faire comprendre que notre réserve publique ne vaut pas approbation, qu'elle a des limites et qu'il faut reprendre le chemin de la négociation. Je l'ai vivement approuvé, ayant toujours pensé que nous ne pouvions nous abstenir de déplorer, voire de condamner les bombardements, qui si nous agissions effectivement sur Nixon pour le remettre sur le chemin de la négociation. Pompidou, qui est à Cajarc, a eu une première réaction positive. Il va réfléchir. J'ai suggéré à Schumann quelques modifications. Le message dirait à peu près ceci : nous avons toujours cru qu'une solution négociée satisfaisante et honorable pour les Etats-Unis était possible et j'entretiens l'espoir que vous partagez cette conviction et que vous pourrez arrêter les décisions permettant la reprise des négociations.

Vo Van Sung, venu discrètement rappeler que l'on attendait quelque chose de nous, s'est vu dire que nous songions à autre chose qu'à des déclarations, que nous explorions d'autres voies, que Schumann verrait Kubisch demain. Il a gentiment demandé à connaître le résultat de nos efforts.

Le vent dans le pays est à la réprobation. Et c'est normal. Des hôpitaux sont rasés. C'est le blitz de la fureur.

Ceci dit, Vo Van Sung a dit que Hanoi était toujours prêt à apporter quelques modifications mineures à l'accord, mais rien sur les principes. C'est donc, apparemment, la théorie des trois niveaux. Toute la question est de savoir ce qu'Hanoi entend pas « mineures ».

Henri FROMENT-MEURICE
Ambassadeur de France

PROCHAINEMENT LES ANNEES 1972-1973